SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publications of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME CXI **1930-1931** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

N° 2575. — Cuba et Japon :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Washington, le 21 décembre 1929 ... 13

N° 2576. — Allemagne et Perse :

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 17 février 1929 ... 19

N° 2577. — Belgique et Finlande :

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 19 février 1929 ... 31

N° 2578. — Belgique et Suède :

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Stockholm, le 31 mai 1929 ... 37

N° 2579. — Belgique et France :

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 7 octobre 1929 ... 43

N° 2580. — Bulgarie et Turquie :

Traité de commerce et de navigation, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 27 mai 1930 ... 49

N° 2581. — Luxembourg et Pologne :

Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Luxembourg, le 29 octobre 1928 ... 71

N° 2582. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde et Pays-Bas :

Echange de notes relatif aux services postaux aériens à destination des Indes Orientales et de l'Australie. Londres, les 7 avril et 3 juin 1930 ... 85

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publications of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CXI **1930-1931** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 2575. — Cuba and Japan :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Washington, December 21, 1929... 13

No. 2576. — Germany and Persia :

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Teheran, February 17, 1929 19

No. 2577. — Belgium and Finland :

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Brussels, February 19, 1929 31

No. 2578. — Belgium and Sweden :

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Stockholm, May 31, 1929 37

No. 2579. — Belgium and France :

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Brussels, October 7, 1929 43

No. 2580. — Bulgaria and Turkey :

Treaty of Commerce and Navigation, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, May 27, 1930 49

No. 2581. — Luxemburg and Poland :

Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Luxemburg, October 29, 1928 71

No. 2582. — Great Britain and Northern Ireland and India and the Netherlands :

Exchange of Notes respecting Air Mail Services to the East Indies and Australia. London, April 7 and June 3, 1930 85

Pages

N° 2583. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux et règlement d'exécution y annexé, signés à Londres, le 21 août 1930, et à Rome le 28 août 1930, et échange de notes y relatif, Londres, le 2 mars 1931... 91

N° 2584. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :

Echange de notes concernant la rétrocession de la concession britannique à Amoy. Nankin, le 17 septembre 1930 153

N° 2585. — Chine et Pays-Bas :

Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 19 décembre 1928, avec échange de notes et déclaration de la même date 161

N° 2586. — Autriche et Pays-Bas :

Traité concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à La Haye le 31 décembre 1929 177

N° 2587. — Hongrie et Yougoslavie :

Convention relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 11 novembre 1929 197

N° 2588. — Egypte et Japon :

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 19 mars 1930 223

N° 2589. — Colombie et Suisse :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Berne, le 20 août 1927 229

N° 2590. — Allemagne et Perse :

Convention d'établissement, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 17 février 1929 ... 241

N° 2591. — Allemagne et Perse :

Convention de commerce, de douanes et de navigation avec protocole final, signés à Téhéran, le 17 février 1929, et échange de notes y relatif, de la même date... 263

N° 2592. — Japon et Turquie :

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Angora, le 31 juillet 1929 289

N° 2593. — Finlande et Italie :

Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signé à Helsinki, le 10 juillet 1929 295

N° 2594. — Finlande et Pologne :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas diplomatiques entre les deux pays. Varsovie, les 14 et 15 mai 1930 309

Page

No. 2583. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :

Parcel Post Agreement with Detailed Regulations annexed thereto, signed at London, August 21, 1930 and at Rome, August 28, 1930 and Exchange of Notes relating thereto, London, March 2, 1931 91

No. 2584. — Great Britain and Northern Ireland and China :

Exchange of Notes regarding the Rendition of the British Concession at Amoy. Nanking, September 17, 1930 153

No. 2585. — China and the Netherlands :

Treaty regulating Tariff Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 19, 1928, with Exchange of Notes and Declaration of the same date 161

No. 2586. — Austria and the Netherlands :

Treaty regarding Aerial Navigation, with Additional Protocol. Signed at The Hague, December 31, 1929 177

No. 2587. — Hungary and Yugoslavia :

Convention regarding certain Questions of Civil Procedure and Private Law, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, November 11, 1929 197

No. 2588. — Egypt and Japan :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, March 19, 1930 223

No. 2589. — Colombia and Switzerland :

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Berne, August 20, 1927 229

No. 2590. — Germany and Persia :

Convention regarding Conditions of Residence, with Final Protocol. Signed at Teheran, February 17, 1929 241

No. 2591. — Germany and Persia :

Convention of Commerce, Customs and Navigation, with Final Protocol, signed at Teheran, February 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date 263

No. 2592. — Japan and Turkey :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, July 31, 1929 289

No. 2593. — Finland and Italy :

Treaty regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Helsinki, July 10, 1929 295

No. 2594. — Finland and Poland :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Diplomatic Visas between the two Countries. Warsaw, May 14 and 15, 1930 309

Pages

N° 2595. — Egypte et Finlande :

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Londres, les 12 et 13 juin 1930 ... 315

N° 2596. — Estonie et Finlande :

Echange de notes relatif aux certificats d'origine. Helsinki, les 10 et 12 juillet 1930 ... 321

N° 2597. — Allemagne et Finlande :

Echange de notes comportant un accord modifiant l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926, ainsi que l'Arrangement additionnel à celui-ci, du 25 novembre 1929. Helsinki, le 28 août 1930 ... 327

N° 2598. — Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, etc. :

Convention concernant les expositions internationales, avec protocole et protocole de signature. Signés à Paris, le 22 novembre 1928 ... 343

N° 2599. — Pays-Bas et Perse :

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 12 mars 1930 ... 387

N° 2600. — Estonie et Pays-Bas :

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage estoniens et neerlandais. Signé à Tallinn, le 1er septembre 1930 ... 395

ANNEXE XXVIII. — *Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement déposées, etc.*

N° 11. — Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des blanches ». Signé à Paris, le 18 mars 1904.

Adhésions ... 402

N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.

Disposition facultative :
Ratification ... 402

N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.

Ratification ... 403

N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage. Signé à Genève, le 24 septembre 1923.

Ratification ... 403

Page

No. 2595. — Egypt and Finland :

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. London, June 12 and 13, 1930 ... 315

No. 2596. — Estonia and Finland :

Exchange of Notes regarding Certificates of Origin. Helsinki, July 10 and 12, 1930... ... 321

No. 2597. — Germany and Finland :

Exchange of Notes constituting an Agreement amending the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926 and the Additional Agreement to the latter of November 25, 1929. Helsinki, August 28, 1930 ... 327

No. 2598. — Albania, Germany, Australia, Austria, Belgium, etc. :

Convention regarding International Exhibitions, with Protocol and Protocol of Signature. Signed at Paris, November 22, 1928... ... 343

No. 2599. — The Netherlands and Persia :

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Teheran, March 12, 1930... 387

No. 2600. — Estonia and the Netherlands :

Agreement regarding the reciprocal Recognition of Estonian and Dutch Tonnage Certificates. Signed at Tallinn, September 1, 1930 ... 395

ANNEX XXVIII. — *Presentations for Registration, Accessions, Signatures, Ratifications subsequently deposited, etc.*

No. 11: — International Agreement for the Suppression of the " White Slave Traffic ". Signed at Paris, March 18, 1904.

Accessions ... 402

No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.

Optional Clause :
Ratification ... 402

No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.

Ratification ... 403

No 678. — Protocol on Arbitration Clauses. Signed at Geneva, September 24, 1923.

Ratification ... 403

Pages

N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obcènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.

Ratification 403

N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif. Genève, le 3 novembre 1923.

Ratification 404
Adhésion 404

N° 954. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne. Signée à Budapest, le 26 mars 1925.

Second Protocole additionnel à la Convention commerciale conclue entre la Pologne et la Hongrie à Budapest, le 26 mars 1925. Signé à Budapest, le 27 mars 1930 404

N° 1173. — Convention entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 novembre 1924.

Echange de notes relatif à l'application aux territoires de la Haute Commission de l'Afrique du Sud (Basoutoland, Protectorat du Betchouanaland et Swaziland) des dispositions de la convention ci-dessus. Prague, les 10 et 20 août 1931 407

N° 1551. — Accord entre le Royaume-Uni et la Bulgarie concernant la dissolution provisoire du Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare. Signé à Londres, le 17 juin 1927.

Echange de notes relatif au maintien en vigueur de l'accord ci-dessus, relativement à l'Accord conclu à La Haye entre les Puissances créancières pour les réparations et le Gouvernement bulgare, pour le règlement des obligations bulgares découlant du Traité de Neuilly. La Haye, les 18 et 19 janvier 1930 409

N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la Deuxième conférence de l'opium (Société des Nations). Signée à Genève, le 19 février 1925.

Ratification 411

N° 1858. — Accord provisoire réglant les relations générales entre la France et la Perse. Signé à Téhéran, le 11 mai 1928.

Echange de notes relatif à la prorogation jusqu'au 1er février 1932 des dispositions des articles I et II de l'accord ci-dessus ainsi que du régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement des ressortissants des deux pays. Téhéran, le 1er août 1931 412

N° 2096. — Convention pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères. Signé à Genève, le 26 septembre 1927.

Ratification 414

N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux Acte général. Genève, le 26 septembre 1928.

Adhésions 414

Page

No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12, 1923.

Ratification 403

No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Geneva, November 3, 1923.

Ratification 404
Accession 404

No. 954. — Commercial Convention between Hungary and Poland. Signed at Budapest, March 26, 1925.

Second Additional Protocol to the Commercial Convention concluded between Hungary and Poland at Budapest, March 26, 1925. Signed at Budapest, March 27, 1930. 404

No. 1173. — Convention between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic relative to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 11, 1924.

Exchange of Notes respecting the extension of the South Africa High Commission Territories (viz., Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland) of the provisions of the above Convention. Prague, August 10 and 20, 1931 407

No. 1551. — Agreement between the United Kingdom and Bulgaria relating to the provisional Dissolution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal. Signed at London, June 17, 1927.

Exchange of Notes regarding the maintenance in force of the above Agreement, in connection with the Agreement concluded at The Hague between the Creditor Powers for Reparations and the Bulgarian Government for the settlement of Bulgaria's obligations under the Treaty of Neuilly. The Hague, January 18-19, 1930 409

No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19, 1925.

Ratification 411

No. 1858. — Provisional Agreement regulating the General Relations between France and Persia. Signed at Teheran, May 11, 1928.

Exchange of Notes concerning the Prorogation until February 1st, 1932, of the provisions of Articles I and II of the above Agreement as well as of the régime of most-favoured-nation treatment as regards establishment of the Nationals of the two countries. Teheran, August 1st, 1931 412

No. 2096. — Convention on the Execution of Foreign Arbitral Awards. Signed at Geneva, September 26, 1927.

Ratification 414

No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act. Geneva, September 26, 1928.

Accessions 414

Pages

N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.

Adhésion 416

N° 2148. — Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants. Signé à Genève, le 14 juin 1929.

Signature 416

N° 2179. — Echange de notes entre les Gouvernements italien et persan comportant un règlement provisoire des relations entre les deux pays. Téhéran, les 25 juin, et 11 et 24 juillet 1928.

Echange de notes relatif à la prorogation de l'arrangement ci-dessus. Téhéran, le 10 mai 1931 417

N° 8 *a)*. — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.

Ratifications 419
Adhésions 419

N° 108 *a)*. — Convention portant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Signée à Bruxelles, le 5 juillet 1890.

Note du Chargé d'Affaires *a. i.* de la Légation de Chine en Belgique au Ministre des Affaires étrangères de Belgique relative à l'adhésion de la Chine à la convention ci-dessus. Bruxelles, le 7 septembre 1931 421

Page

No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925.

Accession 416

No. 2148. — Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants. Signed at Geneva, June 14, 1929.

Signature 416

No. 2179. — Exchange of Notes between the Italian and Persian Governments constituting a provisional Settlement of the Relations between the two Countries. Teheran, June 25, and July 11 and 24, 1928.

Exchange of Notes concerning the prorogation of the above Agreement. Teheran, May 10, 1931 417

No. 8 *(a)*. — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris, May 4, 1910.

Ratifications 419
Accessions 419

No. 108 *(a)*. — Convention for the Creation of an International Union for the Publication of Customs Tariffs. Signed at Brussels, July 5, 1890.

Note from the Chargé d'Affaires *a. i.* of the Chinese Legation in Belgium to the Minister for Foreign Affairs of Belgium relating to the accession of China to the above-mentioned Convention. Brussels, September 7, 1931 421

N° 2575.

CUBA ET JAPON

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Washington, le 21 décembre 1929.

CUBA AND JAPAN

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Washington, December 21, 1929.

No. 2575. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CUBAN AND JAPANESE GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. WASHINGTON, DECEMBER 21, 1929.

Texte officiel anglais, communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations et par le Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 *décembre* 1930.

WASHINGTON, *December* 21, 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform you that the Cuban and Japanese Governments having agreed to make provision for the commercial relations between Cuba and Japan, pending the conclusion of a treaty of commerce and navigation between them, the Cuban Government approve the following agreement :

(1) The Cuban and Japanese Governments shall accord reciprocally the treatment of the most favoured nation to Japanese subjects and Cuban citizens respectively in the matter of liberty to enter and reside in the territories of Cuba and Japan.

(2) The Cuban and Japanese Governments shall in matters of commerce, customs and navigation accord reciprocally to each other the treatment of the most favoured nation.

(3) This agreement shall come into force on the eighth day after the date of the present note and shall be binding for one year. After the expiration of the said period of one year, this agreement can be denounced by either of the two Governments by giving to the other at or after such expiration three months' notice of its intention to terminate it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) Orestes FERRARA.

His Excellency Mr. Katsuji Debuchi,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Japan to the
United States of America.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2575. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CUBAIN ET JAPONAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. WASHINGTON, LE 21 DÉCEMBRE 1929.

English official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office and the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republique of Cuba. The registration of this Exchange of Notes took place December 30, 1930.

WASHINGTON, *le* 21 *décembre* 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Gouvernements cubain et japonais, ayant convenu de réglementer les relations commerciales entre Cuba et le Japon, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, le Gouvernement cubain approuve l'arrangement ci-après :

1° Les Gouvernements cubain et japonais accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants japonais et cubains respectivement en ce qui concerne la liberté de pénétrer sur le territoire de Cuba et du Japon et d'y résider.

2° Les Gouvernements cubain et japonais s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de douanes et de navigation.

3° Le présent arrangement aura effet huit jours après la date de la présente note et restera en vigueur pendant une année. Après l'expiration de cette période d'une année, chacun des deux gouvernements pourra dénoncer le présent arrangement en notifiant à l'autre, dès l'expiration de cette période ou postérieurement, avec un préavis de trois mois, son intention d'y mettre fin.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Orestes FERRARA.

Son Excellence M. Katsuji Debuchi,
Ambassadeur extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire du Japon
aux Etats-Unis d'Amérique.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

WASHINGTON, *December* 21, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform you that the Japanese and Cuban Governments having agreed to make provision for the commercial relations between Japan and Cuba, pending the conclusion of a treaty of commerce and navigation between them, the Japanese Government approve the following agreement :

(1) The Japanese and Cuban Governments shall accord reciprocally the treatment of the most favoured nation to Cuban citizens and Japanese subjects respectively in the matter of liberty to enter and reside in the territories of Japan and Cuba.

(2) The Japanese and Cuban Governments shall in matters of commerce, customs and navigation accord reciprocally to each other the treatment of the most favoured nation.

(3) This agreement shall come into force on the eighth day after the date of the present note and shall be binding for one year. After the expiration of the said period of one year, this agreement can be denounced by either of the two Governments by giving to the other at or after such expiration three months' notice of its intention to terminate it.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) Katsuji DEBUCHI.

His Excellency Mr. Orestes Ferrara,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary of Cuba to the
United States of America.

III.

Communiquée par le Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba, le 31 *octobre* 1931.

JAPANESE EMBASSY.
WASHINGTON.

WASHINGTON, *December* 21, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

With reference to the notes exchanged this day, I have the honour to inform you under instructions that the Japanese Government have no intention of claiming the benefit of any customs preferences granted by Cuba to the United States of America in the so-called Reciprocity Treaty[1] of 1903.

I avail myself of this opportunity, Monsieur l'Ambassadeur, to renew to you the assurance of my highest consideration.

K. DEBUCHI.

His Excellency,
M. Orestes Ferrara,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of Cuba to the United States of America.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 79.

WASHINGTON, 21 *décembre*, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Gouvernements japonais et cubain ayant convenu de réglementer les relations commerciales entre le Japon et Cuba, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, le Gouvernement japonais approuve l'arrangement ci-après

1° Les Gouvernements japonais et cubain accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants cubains et japonais, respectivement, en ce qui concerne la liberté de pénétrer sur le territoire du Japon et de Cuba et d'y résider;

2° Les Gouvernements japonais et cubain s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de douanes et de navigation.

3° Le présent arrangement aura effet huit jours après la date de la présente note et restera en vigueur pendant une année. Après l'expiration de cette période d'une année, chacun des deux gouvernements pourra dénoncer le présent arrangement en notifiant à l'autre, dès l'expiration de cette période ou postérieurement, avec préavis de trois mois, son intention d'y mettre fin.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Katsuji DEBUCHI.

Son Excellence M. Orestes Ferrara.
Ambassadeur extraordinaire et
Ministre plénipotenciaire de Cuba
aux Etats-Unis d'Amérique.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

III.

Communicated by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba, October 31, 1931.

AMBASSADE DU JAPON
A WASHINGTON.

WASHINGTON, *le* 21 *décembre*, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à l'échange de notes de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément aux instructions que j'ai reçues, que le Gouvernement japonais n'a pas l'intention de réclamer le bénéfice des préférences douanières consenties par Cuba aux Etats-Unis d'Amérique dans le traité dit « de réciprocité »[2] de 1903.

Je saisis cette occasion, etc.

K. DEBUCHI.

Son Excellence M. Orestes Ferrara,
Ambassadeur extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Cuba
aux Etats-Unis d'Amérique.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 548.

N° 2576.

ALLEMAGNE ET PERSE

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 17 février 1929.

GERMANY AND PERSIA

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Teheran, February 17, 1929.

N° 2576. — TRAITÉ [1] D'AMITIÉ ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 17 FÉVRIER 1929.

Textes officiels allemand, français et persan communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 31 décembre 1930.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, également animés du désir de consolider les rapports d'amitié traditionnels entre les deux Etats, ont résolu de conclure un traité d'amitié, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, gérant de Son Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire allemand, à Téhéran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Empire de Perse et l'Allemagne, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article II.

Les Etats contractants sont d'accord pour continuer leurs relations diplomatiques et consulaires, conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Ils conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacun d'eux recevront, sur le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international et qui, en tout cas et également sous condition de réciprocité, ne pourra être moins favorable que le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 10 décembre 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2576. — FREUNDSCHAFTSVERTRAG [1] ZWISCHEN DEM KAISERREICH PERSIEN UND DEM DEUTSCHEN REICH. GEZEICHNET IN TEHERAN, DEN 17. FEBRUAR 1929.

German, French and Persian official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place December 31, 1930.

SEINE KAISERLICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN, und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT von dem Wunsche beseelt, die überlieferten freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten weiter zu befestigen, haben beschlossen, einen Freundschaftsvertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigen ernannt :

SEINE KAISERICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN :

Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten.

DER DEUTSCE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten, Minister in Teheran,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

Artikel I.

Zwischen dem Kaiserreich Persien und dem Deutschen Reiche und zwischen den Angehörigen beider Staaten soll unverletzlicher Friede und aufrichtige und dauernde Freundschaft bestehen.

Artikel II.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, ihre diplomatischen und konsularischen Beziehungen gemäss den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts fortzusetzen. Sie vereinbaren, dass die diplomatischen und konsularischen Vertreter jedes von ihnen im Gebiete des anderen Staates die Behandlung erfahren sollen, die durch die Grundsätze und die Übung des allgemeinen Völkerrechts festgelegt ist und die in jedem Fall und gleichfalls unter der Bedingung der Gegenseitigkeit nicht ungünstiger sein darf als die den diplomatischen und konsularischen Vertretern der meistbegünstigten Nation gewährte Behandlung.

[1] The exchange of ratifications took place at Teheran, December 10, 1930.

Article III.

Les Etats contractants sont d'accord pour régler les relations consulaires, commerciales, douanières et de navigation entre leurs pays, ainsi que les conditions de l'établissement et du séjour de leurs ressortissants sur leurs territoires respectifs, par des conventions conformes aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite égalité et réciprocité.

Article IV.

Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante : Dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chaque Etat désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Si les deux Etats ne s'entendent pas, dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera réglée par ces arbitres mêmes.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Article V.

Le présent traité est rédigé en double original en persan, allemand et français. En cas de divergence sur l'interprétation du traité, le texte français fait foi.

Le traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur avec l'échange des ratifications.

Artikel III.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, die konsularischen sowie die Handels-, Zoll- und Schiffahrtsbestimmungen zwischen ihren Ländern ebenso wie die Bedingungen der Niederlassung und des Aufenthalts ihrer Angehörigen im Gebiete des anderen Staates durch Vereinbarungen nach den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts und auf der Grundlage vollständiger Gleichberechtigung und Gegenseitigkeit zu regeln.

Artikel IV.

Die vertragschliessenden Staaten kommen überein, alle Streitigkeiten, die zwischen ihnen über die Anwendung oder Auslegung der Bestimmungen aller geschlossenen oder noch zu schliessenden Verträge und Abkommen einschliesslich des gegenwärtigen Vertrages entstehen sollten, und die nicht in angemessener Frist auf dem gewöhnlichen diplomatischen Wege gütlich geregelt werden können, einem Schiedsverfahren zu unterwerfen.

Diese Bestimmung findet auch erforderlichenfalls Anwendung auf die Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung oder Anwendung der genannten Verträge und Abkommen bezieht.

Die Entscheidung des Schiedsgerichts ist für die Parteien bindend.

Das Schiedsgericht wird auf Antrag eines der vertragschliessenden Staaten für jeden Streitfall in folgender Weise gebildet : Jeder Staat ernennt binnen 3 Monaten nach Stellung des Antrages auf Schiedsverfahren seinen Schiedsrichter, den er auch unter den Angehörigen eines dritten Staates auswählen kann. Wenn die beiden Staaten sich nicht binnen 3 Monaten nach Stellung des Antrages auf Schiedsverfahren darüber verständigen, in welcher Frist die beiden Schiedsrichter ihre Entscheidung fällen sollen, oder wenn es den beiden Schiedsrichtern nicht gelingt den Streitfall in der ihnen gestellen Frist zu regeln, wählen die beiden Staaten einen Angehörigen eines dritten Staates als dritten Schiedsrichter. Einigen sich die Staaten über die Wahl des dritten Schiedsrichters nicht binnen 2 Monaten nach Stellung des Antrages auf Benennung des dritten Schiedsrichters, so werden sie gemeinsam, oder, falls dieser gemeinsame Antrag nicht binnen einer weiteren Frist von 2 Monaten gestellt wird, so kann jeder von ihnen allein den Präsidenten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag ersuchen, den dritten Schiedsrichter aus den Angehörigen dritter Länder zu ernennen. Auf Grund einer Verständigung der beiden Teile kann ihm eine Liste der dritten Staaten überreicht werden, auf die sich seine Wahl beschränken muss. Sie behalten sich vor, sich im Voraus für eine bestimmte Zeit über die Person des dritten Schiedsrichters zu verständigen.

Wenn das Verfahren, das die beiden Schiedsrichter zu beobachten haben, nicht spätestens bei deren Ernennung in einer von den beiden Staaten vereinbarten besonderen Schiedsordnung geregelt ist, erfolgt seine Regelung durch die Schiedsrichter selbst.

Falls man zur Ernennung eines dritten Schiedsrichters hat schreiten müssen und nicht spätestens bei seiner Ernennung eine von den beiden Staaten festgesetzte Schiedsordnung das nach seiner Ernennung zu beobachtende Verfahren festgelegt hat, so treten der dritte Schiedsrichter und die beiden ersten Schiedsrichter zusammen, und das so gebildete Schiedsgericht entscheidet über sein Verfahren und über den sachlichen Streit. Alle Entscheidungen des Schiedsgerichts ergehen auf Grund Mehrheitsbeschlusses.

Artikel V.

Dieser Vertrag ist in doppelter Urschrift in persischer, deutscher und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Vertrages ist der französische Wortlaut massgebend.

Der Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

En foi de quoi les plénipotentaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(Signé) M. FARZINE.
(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité d'amitié conclu aujourd'hui entre l'Empire de Perse et le Reich allemand, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante du traité même :

Les deux Etats contractants se réservent le droit de réexaminer les dispositions de l'article IV du traité d'amitié à partir du moment où dix ans se seront écoulés depuis l'échange des ratifications dudit traité.

TÉHÉRAN, *le* 17 *février* 1929.

(Signé) M. FARZINE.
(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

TEHERAN, *den* 17. *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.
(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Kaiserreich Persien und dem Deutschen Reich geschlossenen Freundschaftsvertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen w[illegible]lichen Bestandteil des Vertrages selbst bildet :

Die beiden vertragschliessend[illegible]staaten behalten sich das Recht vor, die Bestimmungen des Artikel IV des Freundschaftsvertrages nach einem Zeitraum von 10 Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages neu zu prüfen.

TEHERAN, *den* 17. *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.
(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

حکم ثالث‌را از اتباع دول ثالثی معین نماید . باموافقت طرفین ممکن‌است صورتی از ممالك ثالثي که رئیس دیوان‌داوری بین‌المللی باید حکم ثالث را منحصراً از انها انتخاب نماید بمشارالیه تسلیم گردد .

طرفین میتوانند راجع به شخص حکم ثالث برای مدت معینی قبلا قراری بین خود بدهند .

در صورتیکه طرز عمل حکمین بموجب قرارداد مخصوصی بین دولتین مشخص نگردیده و قرارداد مزبور در موقع تعیین حکمین‌منعقد نشده باشد بوسیله خود حکمها مشخص خواهد گردید.

هرگاه تعیین یك نفر حکم ثالث لازم گردد و بین دولتین متعاهدتین راجع به رویهٔ که باید بعد از تعیین حکم مزبور تعقیب شود قراري داده نشده باشد حکم ثالث با دو حکم اولی تشکیل محکمه حکمیت داده و طرز عمل خودشان را معلوم نموده اختلاف را تسویه خواهند کرد .

کلیه تصمیمات محکمه حکمیت باکثریت آراء اتخاذ خواهد گردید .

مادهٔ پنجم

این عهدنامه در دو نسخه اصلی به فارسي و آلمانی و فرانسه تحریر میشود چنانچه راجع به تفسیر عهد نامه اختلاف بروز نماید متن فرانسه معتبر خواهد بود .

پس از تصویب این عهدنامه مبادلهٔ نسخ مصوبه در اسرع اوقات ممکنه بعمل خواهد آمد .

این عهد نامه بمحض مبادله نسخ مصوبه بموقع اجرا گذاشته میشود .

بناء علیهذا اختیار داران طرفین که بدین امر کاملاً مجاز میباشند این عهدنامه را امضا و بمهر خود ممهور نمودند

در طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضا : محمدعلی فرزین امضا : فریدریك ورنرکنت‌فن درشولنبورك

پروتکل اختتامیه

در موقع امضای عهدنامهٔ مودت منعقده امروز بین دولتین ایران و آلمان اختیار داران امضا کننده این پرونکل اظهار ذیل را که جزء لایتجزاي خود عهدنامه میباشد نمودند :

دولتین متعاهدتین این حق را برای خود محفوظ میدارند که پس از اینکه ده سال از مبادلهٔ نسخ مصوبه عهد نامه مودت گذشت مقررات ماده چهار عهدنامه مزبوره را مجدداً تحت مطالعه قرار دهند .

در طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضا : محمدعلی فرزین امضا : فریدریك ورنرکنت فن درشولنبورك

مطبعه مجلس

مادهٔ دوم

دولتین متعاهدتین موافقت مینمایند که روابط سیاسی و قنسولی خود را برطبق اصول و معمول حقوق عمومی بین المللی ادامه دهند نسبت به نمایندگان سیاسی وقنسولی هریك از طرفین متعاهدین در خاك طرف متعاهد دیگر مطابق اصول و معمول حقوق عمومي بین المللی رفتار خواهد شد و در هرحال بشرط معامله متقابله رفتار مزبور نباید مادون معاملهٔ باشد که نسبت به نمایندگان سیاسی و قنسولی دولت کاملة الوداد میشود .

مادهٔ سوم

دولتین متعاهدتین موافقت مینمایند که روابط قنسولی و تجارتی و گمرکی و بحر پیمائی بین مملکتین و نیز شرایط اقامت و توقف اتباع خود را در خاك یکدیگر بموجب قرار داد هائی برطبق اصول و معمول حقوق عمومی بین المللی و بر روی اساس تساوی کامل و معاملهٔ متقابله تنظیم نمایند

مادهٔ چهارم

دولتین متعاهدتین موافقت مینمایند که کلیه اختلافاتی را که بین آنها در موضوع اجرا یا تفسیر مقررات کلیه عهود و قرار داد های منعقده یاعهود و قرار داد هائیکه منعقد گردد واز جمله راجع بهمین عهدنامه بظهور برسد و تصفیهٔ دوستانه اختلافات مزبوره بوسائل سیاسی عادي در مدت متناسبی ممکن نگردد بهحکمیت رجوع نمایند . این ترتیب در صورت لزوم اساساً برای تشخیص این مسئله که آیا اختلاف مربوط به تفسیر یا راجع به اجرای عهود وقرار داد های مذکوره میباشد نیز اعمال خواهد گردید .

حکم محکمه حکمیت برای طرفین الزام آور است .

برای هر قضیهٔ متنازع فیها محکمه حکمیت برحسب تقاضای یکی از دولتین متعاهدتین و بترتیب ذیل تشکیل خواهد یافت . هریك از دولتین متعاهدتین در ظرف سه ماه از تاریخ تسلیم تقاضانامه حکم خود را که ممکن است از اتباع مملکت ثالثی هم انتخاب گردد تعیین خواهد نمود . هرگاه از تاریخ تسلیم تقاضانامه تاسه ماه بین دولتین راجع به مدتی که در ظرف آن حکمین باید حکم خود را صادر نمایند موافقت حاصل نگردد یا اینکه حکمین نتوانند قضیهٔ متنازع فیها را در مدتی که برای آنها تعیین شده تسویه نمایند دولتین یك‌نفر ازاتباع دولت ثالثی را بعنوان حکم ثالث انتخاب خواهند کرد چنانچه دولتین در ظرف دو ماه از تاریخ تقاضای تعیین حکم ثالث راجع به انتخاب او موافقت حاصل ننمایند دولتین مذکورتین مشترکاً یا در صورتیکه درظرف مدت دو ماه بعد از آن هم تقاضای مشترکی از طرف آنها بعمل نیاید هریك از انها که زودتر اقدام کند از رئیس دیوان داوری بین‌المللی لاهه تقاضا خواهد نمود که

No. 2576.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

عهد نامهٔ مودت بین دولتین ایران و آلمان

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

و

رئیس مملکت آلمان

نظر باینکه به تحکیم روابط دوستی قدیمی‌بین مملکتین مایل میباشند بانعقاد عهدنامه مودت تصمیم نموده و برای این مقصود اختیار داران خودرا معین نمودند

اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب مستطاب اجل آقاي میرزا محمد علیخان فرزین

کفیل وزارت امور خارجه

رئیس مملکت آلمان :

مسیو فریدریك ورنر گراف فن در شولنبورك

وزیر مختار و ایلچی مخصوص آلمان در طهران

مشارالیهما پس ازمبادلهٔ اختیارنامه های خود که‌آنهارا صحیح و معتبر یافتند در مقررات ذیل موافقت حاصل نمودند :

مادهٔ اول

بین دولتین ایران و آلمان و اتباع مملکتین صلح خلل ناپذیر ودوستي صمیمانه دائمی برقرار خواهد بود

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2576. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN GERMANY AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, FEBRUARY 17, 1929.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, Being equally desirous of strengthening the traditional friendly relations between the two States, have decided to conclude a Treaty of Friendship and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, in charge of His Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Germany at Teheran,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Persian Empire and Germany, and between the nationals of both States.

Article II.

The Contracting States agree to continue their diplomatic and consular relations in accordance with the principles and practice of general international law. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall receive in the territory of the other the treatment consecrated by the principles and practice of general international law, which treatment in any case, and subject to reciprocity, shall not be less favourable than that granted to the diplomatic and consular representatives of the most favoured nation.

Article III.

The Contracting States agree to regulate their reciprocal relations in respect of consular matters, commerce, Customs and navigation, and the conditions of settlement and residence of their nationals in their respective territories, by Conventions in accordance with the principles and practice of general international law and on the basis of complete equality and reciprocity.

Article IV.

The Contracting States agree to submit to arbitration all disputes which may arise between them in respect of the application or interpretation of the provisions of all treaties and conventions already concluded or which may be concluded hereafter, including the present Treaty, and which it has not been possible to settle in a friendly manner within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

This provision shall also apply, if the case arise, to the prior question whether the dispute relates to the interpretation or application of the said treaties and conventions.

The decision of the arbitral tribunal shall be binding on the Parties.

The tribunal shall be constituted for each dispute, at the request of one of the Contracting States, in the following manner : within three months from the date on which the request has been notified, each State shall nominate its arbitrator, who may also be chosen from the nationals of a third State. If the two States do not agree, within three months from the date on which the request is made, as to the period within which the two arbitrators must have given their decision, or should the two arbitrators not succeed in settling the dispute within the time allowed them, the two States shall choose a national of a third State as third arbitrator. Should the two States not agree on the choice of the third arbitrator within two months from the date on which the request for the appointment of a third arbitrator has been made, they shall jointly request, or if such joint request has not been made within a fresh period of two months, whichever of them takes action first shall request the President of the Permanent Court of International Justice to nominate the third arbitrator from among the nationals of third States. By mutual agreement between the Parties, a list of third States to which his choice must be limited may be communicated to him. The Parties reserve the right to agree in advance, for a given period, on the person of the third arbitrator.

The procedure that the two arbitrators have to follow, if not settled in a special agreement between the two States concluded at latest at the time when the arbitrators are nominated, shall be settled by the arbitrators themselves.

Should it have been necessary to nominate a third arbitrator, and in the absence of a special agreement between the two Contracting States determining the procedure to be followed after such nomination, the third arbitrator shall meet with the first two arbitrators, and the arbitral tribunal thus formed shall decide on its procedure and settle the dispute. All decisions of the arbitral tribunal shall be taken by a majority.

Article V.

The present Treaty is drawn up in duplicate in Persian, German and French. In case of any dispute as to the interpretation of the Treaty, the French text shall be authentic.

The Treaty shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible. It shall come into force on the exchange of the ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for the purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, February 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.
(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

FINAL PROTOCOL.

On the occasion of signing the Treaty of Friendship concluded this day between the Persian Empire and the German Reich, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall constitute an integral part of the Treaty itself :

The two Contracting States reserve the right to re-examine the provisions of Article IV of the Treaty of Friendship on the expiry of a period of ten years dating from the exchange of the ratifications of the said Treaty.

TEHERAN, *February* 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.
(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

N° 2577.

BELGIQUE ET FINLANDE

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 19 février 1929.

BELGIUM AND FINLAND

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Brussels, February 19, 1929.

N° 2577. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA FINLANDE AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME DES DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 19 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par les ministre des Affaires étrangères de Belgique et de Finlande. L'enregistrement de cette convention à eu lieu le 1er janvier 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'autre part, également désireux d'éviter aux entreprises de navigations maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères de Belgique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

S. E. M. Harri HOLMA, ministre de Finlande à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Finlande et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique, et dont les navires visitent les ports finlandais pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Finlande du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme de « propriétaire » comprenant tout affréteur.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 9 août 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2577. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND FINLAND FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, FEBRUARY 19, 1929.

French official text communicated by the Belgian and Finnish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 1, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC, of the other part, being equally desirous of protecting maritime shipping undertakings domiciled in one of the two countries and operating in the other from the burden of double taxation of income derived from their shipping business, have decided to conclude a Convention based on the principle of reciprocity and have, with this object, appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul HYMANS, Belgian Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

His Excellency M. Harri HOLMA, Finnish Minister at Brussels ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Maritime shipping undertakings domiciled in Finland whose ships call at Belgian ports to take on or land cargo or passengers shall be exempted in Belgium from payment of the tax on income or profits derived from such shipping business.

By reciprocity, maritime shipping undertakings domiciled in Belgium whose ships call at Finnish ports to take on or land cargo or passengers shall be exempted in Finland from payment of the tax on income or profits derived from such shipping business.

Article 2.

The term " maritime shipping undertakings " shall mean undertakings directed by a " shipowner ", the term " shipowner " including any charterer.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Helsinki, August 9, 1930.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où l'entreprise qui les émet n'est pas domiciliée.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Helsinki.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle pourra être dénoncée à toute époque, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 19 février 1929.

(Signé) *(L. S.)* HYMANS. *(Signé)* *(L. S.)* Harri HOLMA.

Article 3.

Income or profits from shipping business shall also include income or profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the undertaking issuing such tickets is not domiciled.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Helsinki.

It shall come into force on January 1st of the year following that during which it has been ratified.

It may be denounced at any time, at six months' notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Brussels, February 19, 1929.

(Signed) *(L. S.)* HYMANS. *(Signed)* *(L. S.)* Harri HOLMA.

N° 2578.

BELGIQUE ET SUÈDE

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Stockholm, le 31 mai 1929.

BELGIUM AND SWEDEN

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Stockholm, May 31, 1929.

N° 2578. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA SUÈDE AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME DES DEUX PAYS. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 31 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er janvier 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, désireux de faire une répartition du droit d'imposition et particulièrement d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. le Baron Jean DE VILLENFAGNE DE SORINNES, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Suède ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Ernst TRYGGER, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les entreprises de navigation maritime domiciliées en Belgique et dont les navires visitent les ports suédois pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs seront exemptés en Suède du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime domiciliées en Suède et dont les navires visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement de l'impôt sur les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 22 juillet 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2578. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND SWEDEN FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 31, 1929.

French official text communicated by the Belgian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 1, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of apportioning the right of taxation and especially of protecting maritime shipping undertakings domiciled in one of the two countries and operating in the other from the burden of double taxation of income derived from their shipping business, have decided to conclude a Convention based on the principle of reciprocity and have, with this object, appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Baron Jean DE VILLENFAGNE DE SORINNES, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Sweden ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Ernst TRYGGER, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Maritime shipping undertakings domiciled in Belgium whose ships call at Swedish ports to take on or land cargo or passengers shall be exempted in Sweden from payment of the tax on income or profits derived from such shipping business.

By reciprocity, maritime shipping undertakings domiciled in Sweden whose ships call at Belgian ports to take on or land cargo or passengers shall be exempted in Belgium from payment of the tax on income or profits derived from such shipping business.

Article 2.

The term " maritime shipping undertakings " shall mean undertakings directed by a " shipowner ", the term " shipowner " including any charterer.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, July 22, 1930.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprenant également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où la société qui les émet n'est pas domiciliée.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle ne pourra être dénoncée qu'au 1er janvier de chaque année, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, le 31 mai 1929.

(Signé) Ernst TRYGGER. *(Signé)* J. DE VILLENFAGNE.

Pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,

Le Chef p. i. *des Archives :*
Cte Lewenhaupt.

Article 3.

Income or profits from shipping business shall also include income on profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the company issuing such tickets is not domiciled.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall exchanged at Brussels.

It shall come into force on January 1st of the year following that during which it has been ratified.

It may be denounced only on January 1st of any year, at six months' notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Stockholm, May 31, 1929.

(Signed) Ernst TRYGGER. *(Signed)* J. DE VILLENFAGNE.

N° 2579.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime des deux pays. Signée à Bruxelles, le 7 octobre 1929.

BELGIUM AND FRANCE

Convention for the Prevention of Double Taxation on Profits accruing from the Business of Shipping in the two Countries. Signed at Brussels, October 7, 1929.

N° 2579. — CONVENTION [1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, AYANT POUR BUT D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME DES DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 7 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1er janvier 1931.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux d'éviter aux entreprises de navigation maritime domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre, le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité. Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les entreprises de navigation maritime ayant leur direction effective en Belgique et dont les navires battant pavillon belge visitent les ports français pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en France du paiement des impôts pour les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ayant leur direction effective en France et dont les navires battant pavillon français visitent les ports belges pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement des impôts pour les revenus ou bénéfices de l'exploitation de ces navires.

Article 2.

Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Article 3.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où l'entreprise qui les émet n'a pas son siège.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 13 septembre 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2579. — CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND THE FRENCH REPUBLIC FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING IN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 7, 1929.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 1, 1931.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of protecting maritime shipping undertakings domiciled in one of the two countries and operating in the other from the burden of double taxation of income derived from their shipping business, have decided to conclude a Convention based on the principle of reciprocity. The undersigned, being duly authorised thereto, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Maritime shipping undertakings which have their effective centre of management in Belgium and whose vessels flying the Belgian flag call at French ports to take on or land cargo or passengers shall be exempted in France from payment of the taxes on income or profits derived from such shipping business.

By reciprocity, maritime shipping undertakings which have their effective centre of management in France and whose ships flying the French flag call at Belgian ports to take on or land cargo or passengers, shall be exempted in Belgium from payment of the taxes on income or profits derived from such shipping business.

Article 2.

The term " maritime shipping undertakings " shall mean undertakings directed by a " shipowner ", the term " shipowner " including any charterer.

Article 3.

Income or profits from shipping business shall also include income or profits derived from the sale of passage tickets in the country in which the undertaking issuing such tickets does not have its registered office.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, September 13, 1930.

Article 4.

L'exonération réciproque prévue à l'article premier concerne :

En Belgique, la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis et la taxe professionnelle sur les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales et agricoles ;

En France, l'impôt sur bénéfices industriels et commerciaux, institué par le titre premier de la loi du 31 juillet 1917, et l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris.

Elle entrera en vigueur le 1er janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 1929.

(L. S.) *(Signé)* HYMANS. *(L. S.)* *(Signé)* Maurice HERBETTE.

Article 4.

The reciprocal exemption provided for in Article 1 concerns :

In Belgium, the personal tax on income from invested capital and the business tax on profits from industrial, commercial and agricultural concerns ;

In France, the tax on industrial and commercial profits instituted by Part I of the Law of July 31, 1917, and the income tax imposed by the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6, 1872, on foreign companies whose shares are not quoted but which deal in movable or immovable property situated in France.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris.

It shall come into force on January 1st of the year following that during which it has been ratified.

It may be denounced at any time, at six months' notice.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Brussels, October 7, 1929.

(L. S.) (Signed) HYMANS. *(L. S.) (Signed)* Maurice HERBETTE.

N° 2580.

BULGARIE ET TURQUIE

Traité de commerce et de navigation, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 27 mai 1930.

BULGARIA AND TURKEY

Treaty of Commerce and Navigation, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, May 27, 1930.

N° 2580. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA BULGARIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 27 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1er janvier 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, d'une part, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre la Bulgarie et la Turquie, ont décidé de conclure un Traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Théodore PAVLOFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Bulgarie en Turquie ;
M. Jordan MITKOFF, chef de la Section des Douanes au Ministère des Finances ;
M. Ivan GABENSKI, chef de bureau au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. ZEKÂI Bey, ancien ministre et ambassadeur, député de Diyaribekir ;
M. Mustafa SEREF Bey, Député de Burdur ;
M. Menemenli NUMAN Bey, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une des Hautes Parties contractantes, importés sur le territoire de l'autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires de la nation la plus favorisée.

Le principe de la clause de la nation la plus favorisée s'étend aussi aux droits d'exportation et autres redevances sur les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire d'une deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée s'étend également à l'application des prescriptions douanières, au traitement en douane, au mode employé pour l'examen et l'analyse des marchandises importées, aux conditions pour le paiement des droits de douane et taxes.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 16 décembre 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2580. — TREATY [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN BULGARIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, MAY 27, 1930.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place January 1, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS, of the one part, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of promoting and developing commercial relations between Bulgaria and Turkey have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS :

M. Theodore PAVLOFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Bulgaria in Turkey ;
M. Jordan MITKOFF, Head of the Customs Section at the Ministry of Finance ;
M. Ivan GABENSKI, Chief of Department at the Ministry of Commerce, Industry and Labour ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. ZEKÂI Bey, Former Minister and Ambassador, Deputy for Diarbekir ;
M. Mustafa SEREF Bey, Deputy for Burdur ;
M. Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Natural or manufactured products originating in the territories of one of the High Contracting Parties and imported into the territories of the other, shall not be subject to any duties, coefficients, charges or dues whatsoever, other or higher than those which are or may hereafter be levied on like products of the most favoured nation.

The principle of the most-favoured-nation clause shall also extend to export duties and other charges imposed on natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other Party.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall also extend to the application of Customs regulations, to Customs treatment, to the method employed in the examination and analysis of imported goods, and to the conditions for the payment of Customs duties and charges.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Sofia, December 16, 1930.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une des Hautes Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits naturels ou fabriqués dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, étant donnée la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine établis selon le modèle annexé (Annexe A) seront délivrés soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article 4.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ni imposée sur l'importation aux territoires de l'une des Hautes Parties contractantes de n'importe quel article, produit ou fabriqué dans les territoires de l'autre, quelle que soit sa provenance immédiate, qui ne s'étendrait pas également à l'importation d'articles similaires produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ni imposée sur l'exportation de n'importe quel article des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes aux territoires de l'autre, qui ne s'étendrait également à l'exportation d'articles similaires à destination de tout autre pays étranger.

Il ne sera admis des exceptions à la règle générale établie dans les alinéas précédents de cet article que dans les cas suivants, étant toujours entendu que les prohibitions ou restrictions en question seront étendues en même temps et de la même manière à d'autres pays étrangers se trouvant dans les mêmes conditions :

1° Prohibitions ou restrictions pour des raisons de sûreté publique ;

2° Prohibitions ou restrictions pour des raisons de la santé publique ;

3° Prohibitions ou restrictions pour la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites, ainsi que pour préserver les plantes de la dégénérescence et de l'extinction de l'espèce.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies des plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exemptes de tout droit de douane et d'autres charges, à l'exception de droits et taxes de surveillance, de plombage, de chargement, de déchargement, de statistique et de magasinage.

Article 2.

Natural or manufactured products originating in the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the territory of the other shall enjoy therein as regards internal taxes of any kind whatsoever the treatment granted to the same products of a third country.

Article 3.

Either High Contracting Party may, in order to determine the country of origin of the goods imported, require the production of a certificate of origin stating that such goods are natural and manufactured products of the said country, or that they must be considered as such in view of the labour expended on them therein.

Certificates of origin, prepared according to the annexed model (Annex A), shall be issued either by the Departments of Commerce or Agriculture or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any organ or body which the country of destination may have accepted. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representative.

Certificates of origin will be dispensed with in the case of postal packages if the non-commercial nature of such packages is recognised by the country of destination.

Article 4.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed in respect of the importation into the territories of either High Contracting Party of any article which has been produced or manufactured in the territories of the other, whatever be the place from which it has last been despatched, unless such prohibition or restriction is also applicable in respect of the importation of like articles produced or manufactured in any other foreign country whatsoever.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed in respect of the exportation of any article from the territories of either High Contracting Party to the territories of the other which is not also applicable in respect of the exportation of like articles to any other foreign country.

Exceptions to the general rule laid down in the previous paragraphs of this Article shall only be allowed in the cases set out below, it being always understood that the prohibitions or restrictions in question shall be extended at the same time and in the same manner to other foreign countries in which the same conditions prevail :

(1) Prohibitions or restrictions for reasons of public security ;

(2) Prohibitions or restrictions for reasons connected with public health ;

(3) Prohibitions or restrictions intended to protect animals or plants against diseases and parasites, and to preserve plants from degeneration and the extinction of the species.

Article 5.

The High Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit over the routes which are most suitable for international transit in respect of persons, baggage, goods and articles of all kinds, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of one of the High Contracting Parties shall be reciprocally exempted from all Customs duties and other dues, with the exception of duties and taxes for supervision, sealing, loading, unloading, statistical records and warehousing.

Les stipulations du présent article s'appliquent également aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées en subissant ou non un changement d'emballage.

Il est entendu toutefois que le transit de ces marchandises sera garanti, conformément aux lois douanières respectives, afin d'en empêcher l'introduction clandestine dans le pays.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, et spécialement celles dont l'importation est prohibée conformément à l'article 4, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais qu'elles soient réellement transitées.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

a) Pour des raisons de sûreté de l'Etat et de sécurité publique ;

b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Le transit des produits qui, dans les territoires des Hautes Parties contractantes, font l'objet d'un monopole d'Etat, ainsi que le transit de ceux dont la production ou la vente est interdite, pourra être soumis à un contrôle spécial institué par des dispositions législatives et administratives actuellement en vigueur ou qui seraient prises à l'avenir.

Article 6.

Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraisons, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs, pour des marchandises similaires sur les mêmes lignes dans les mêmes conditions et dans la même direction. Les deux gouvernements se réservent, en outre, de régler par entente directe des administrations des chemins de fer les détails des communications ferroviaires réciproques et de transit par chemin de fer.

Article 7.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1° Aux faveurs accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par une des Hautes Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone ne dépassant pas 15 kilomètres de chaque côté de la frontière ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'empire ottoman en 1923.

Article 8.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou industrie, utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils ne pourront transporter avec eux ou se faire envoyer que des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale. Comme échantillons

The provisions of this Article shall also apply to goods in transit which have been transshipped or warehoused, whether they have been repacked or not.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs regulations, in order to prevent their clandestine importation into the country.

Neither High Contracting Party shall be bound to allow the passage in transit of travellers whose admission to its territory is prohibited. The High Contracting Parties reserve the right to take all measures to ensure that goods, particularly those whose importation is prohibited under Article 4, shall not be introduced in a clandestine manner into the country, but really pass through it in transit.

The transit of goods may be prohibited :

(a) For reasons relating to the safety of the State and public security ;

(b) For reasons connected with public health or as a precaution against diseases of animals and plants.

The passage in transit of products which, in the territories of the High Contracting Parties, are the subject of a State monopoly or the production or sale of which is prohibited, may be subjected to a special supervision under the statutory and administrative regulations that are now in force or may hereafter be adopted.

Article 6.

The two High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their respective territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery, and public taxes and dues on their railways for like commodities carried on the same lines under the same conditions and in the same direction. The two Governments further reserve the right to regulate details concerning reciprocal railway communications and transit by rail by means of direct agreements between the railway administrations.

Article 7.

Treatment on terms of equality with a third State shall not apply to :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted by one of the High Contracting Parties in frontier traffic with contiguous countries in a zone not exceeding 15 kilometres in breadth on either side of the frontier ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special advantages and privileges which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article 8.

Merchants, manufacturers and other industrialists of one of the High Contracting Parties who prove by the production of an identity card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry and that they pay therein the duties and taxes prescribed by law, shall be entitled to make purchases in the territories of the other High Contracting Party, either personally or through commercial travellers employed by them, from merchants or producers or in places of public sale. They shall also be permitted to accept orders from merchants or other persons who make use in their trade or industry of goods corresponding to those offered. They may only take with them or have forwarded to them samples and specimens. They shall not be liable to any special tax or due on account of the activities enumerated in the present paragraph. All objects representative of a specified category of goods

ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part que les objets ainsi exportés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillon.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe B. Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce ci-dessus mentionnés n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe, qui seront importés comme échantillons ou modèles, seront à charge de réexportation, de part et d'autre admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

a) En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront en trois copies une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation indiquant en détail les échantillons ou modèles, importés par eux.

S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une nouvelle liste en trois exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

b) Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb selon leur genre et forme. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons. Lorsque l'apposition de marque serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographie, dessins ou descriptions complètes et détaillées est admise.

Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront à titre d'exception pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés au pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

c) Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons, il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondant aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes versé en dépôt, soit en espèces, soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les gouvernements respectifs selon leur propre législation. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de déclaration dûment légalisé par les autorités douanières sera rendu à l'importateur.

Toutefois l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'effectuer ces droits sur l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif pour la totalité des échantillons.

shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

The identity card shall conform to the model in Annex B. The High Contracting Parties shall notify one another of the authorities empowered to issue such cards and of the regulations with which commercial travellers must comply in the pursuit of their calling.

It is understood, however, that the commercial travellers referred to above shall not be entitled to transact sales on behalf of merchants or manufacturers other than those referred to on their cards.

With the exception of goods the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or any other tax which are imported as samples or specimens shall, provided they are to be re-exported, be provisionally admitted free of import or export duties by both Parties upon the following conditions :

(a) When making their Customs declarations the travellers in question shall submit three copies of a descriptive list certified by the Customs authorities of the exporting country, indicating in detail the samples or specimens imported by them.

If they are not in possession of the descriptive list they shall, when making their declaration, submit a new list in triplicate indicating in detail the samples and specimens.

The Customs authorities of the country of importation may require that the list be translated into the language of the country.

(b) In order that samples and specimens may be identified on re-exportation they shall be stamped or sealed with wax or lead, according to their nature and form, in the country of exportation. The Customs authorities of each Party shall provide the other through official channels with patterns of these stamps and seals, by which the authenticity of the marks affixed to the samples may be verified. Should it be impossible or inconvenient to affix a mark, identification by means of photographs, drawings, or complete and detailed descriptions shall be admissible.

Nevertheless, the Customs authorities of the country of importation may, as an exceptional measure, affix supplementary marks on the samples at the expense of the parties concerned, whenever they consider such a step necessary for guaranteeing the identity of these samples at the time of their re-exportation.

Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may be liable.

If the samples and specimens do not bear marks affixed in the country of export, the Customs authorities of the country of import shall affix fresh marks.

(c) After the importer has submitted the descriptive list or the declaration of the samples at the Customs office, the Customs examination shall take place, and, if the list or declaration corresponding to the samples and the marks affixed thereon are found in order, the Customs duties on each of the samples, and the consumption duties if any, shall be determined, and the amount of the said duties and taxes shall be deposited either in cash or in the form of a guarantee considered adequate by the competent authorities of the country of import. The provisions in respect of the guarantee shall be settled by the respective Governments in accordance with their own legislation. The cost of weighing and any other costs shall be finally paid, and the descriptive list or one of the copies of the declaration duly legalised by the Customs authorities shall be returned to the importer.

Nevertheless, the importer shall be entitled, instead of having the duty on each sample calculated according to the articles of the tariff referring thereto, and depositing the same, to pay duty on the whole of the samples at the rate applicable to the sample which is subject to the highest tariff rates.

Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

d) Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai de six mois au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai de six mois peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

e) La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane, et celle-ci, après contrôle, effectuera sans retard et contre reçu le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le payement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés après l'expiration du délai prévu ou vendus sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

f) Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourra être effectué par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet article.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables au colportage, aux métiers ambulants non plus qu'à la recherche de commandes chez les personnes qui n'exercent ni le commerce ni l'industrie.

Article 9.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés non réservés aux nationaux à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (Annexe C), délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions du premier alinéa n'étant pas applicables aux commerçants et industriels ambulants, non plus qu'au colportage, et à la recherche des commandes chez des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 10.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés, dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ et celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom et au profit de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Les cargaisons, quelles qu'en soient la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus fortes et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Les passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

The Customs authorities shall be bound to accept this proposal.

(d) Samples or specimens imported in this manner shall be returned within a period of six months to the country of export or re-exported to some other country, either through the Customs office through which they were imported or through another. The period of six months may be prolonged, if need be, by the Customs authorities of the country of import.

(e) The descriptive list or the declaration and the samples or specimens to be re-exported shall be presented by the party concerned at the Customs, and the latter, after examination, shall without delay and against a receipt refund the total amount of the duties deposited on import or release the security for payment of these duties. This refund or release shall only be effected in the case of re-exported samples or specimens. The Customs duties held on deposit for samples and specimens that are not re-exported after the expiry of the period provided for or that are sold within the country shall be credited to the Administration or collected from the guarantors.

(f) The refund of the duties deposited on importation or the release of the security for payment may be effected by any Customs office on the frontier or by any Customs office in the interior which has received the requisite authority for the purpose. The High Contracting Parties shall communicate to each other the lists of the offices thus authorised.

The principle of treatment on terms of equality with any third State shall continue, however, to be reciprocally assured in respect of the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not be applicable to hawking, to itinerant trades, or to the soliciting of orders from persons who are not engaged in trade or industry.

Article 9.

Nationals of either High Contracting Party travelling to fairs or markets not reserved to nationals of the country for the purpose of carrying on trade therein shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the latter, provided that they can produce an identity card made out in accordance with the annexed model (Annex C), issued by the authorities of the country of which they are nationals.

As the provisions of paragraph 1 do not apply to itinerant traders and manufacturers, or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in industry or trade, each of the High Contracting Parties reserves full legislative freedom in this respect.

Article 10.

Vessels and boats flying the flag of one of the High Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure or destination, shall be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be liable therein to any duty or tax of any nature whatsoever levied in the name and on behalf of the State, a province, a commune or any organisation whatsoever authorised by the Government other than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Cargoes of vessels, whatever may be their place of departure or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were conveyed under the national flag.

Article 11.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y débarquer tout ou partie de leur cargaison, marchandises et passagers en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leur cargaison, marchandises et passagers à destination de l'étranger. Ils pourront, en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et à réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 12.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, en attendant la conclusion d'un arrangement spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 13.

Les dispositions de ce traité relatives à la concession réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'étendent pas :

1° Au cabotage et à la navigation dans les eaux intérieures lesquelles continuent à être régis par des lois qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes parties contractantes ;

2° Aux encouragements, sous forme de primes, accordés ou qui pourraient être accordés à la marine marchande nationale ;

3° Aux avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet ;

4° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages.

Le service maritime comprend l'exercice du remorquage et du pilotage, l'assistance et le sauvetage maritime, en tant que ces opérations s'effectuent dans les limites des eaux territoriales et dans la mer de Marmara.

Il est entendu que les matières dérogatoires qui resteraient en dehors des énumérations ci-dessus seront régies par le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 14.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer, ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des Hautes Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent, dans des circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans les mêmes mesures qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Article 11.

The vessels of each of the High Contracting Parties shall be allowed to enter one or more ports of the other Party, either for the purpose of unloading all or part of their cargo, goods and passengers coming from foreign countries or of taking on board all or part of their cargo, goods and passengers to be conveyed to foreign countries. They may, provided that they comply with the laws and regulations of the countries concerned, retain on board that portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and re-export the same without being liable to pay thereon any duties or charges other than supervision fees. The latter shall only be levied at the lowest rates fixed for national vessels.

Article 12.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with their laws and regulations shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage certificates and other tonnage measurement documents issued by either High Contracting Party shall be recognised by the other Party pending the conclusion of a special agreement between the two High Contracting Parties.

Article 13.

The provisions of the present Treaty concerning the granting by each High Contracting Party to the other of national treatment in respect of navigation shall not extend to :

(1) The coasting trade and to navigation in inland waters, which shall continue to be regulated by the laws which are or may hereafter be in force in the territories of each of the High Contracting Parties ;

(2) Encouragement in the form of bounties which are or may hereafter be granted to the national merchant marine ;

(3) Special advantages which are or may hereafter be granted to products of national fisheries ;

(4) Fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties or the carrying on of maritime services in harbours and roadsteads and on beaches.

Maritime services shall include towage and pilotage and assistance and salvage at sea, in so far as such operations are carried on within territorial waters and in the Sea of Marmora.

It is understood that any exceptional matters other than those included in the above enumeration shall be settled by the granting of most-favoured-nation treatment.

Article 14.

If a vessel of either High Contracting Party should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled through stress of weather or accident to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and her cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned in similar circumstances, to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 15.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Sofia aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur quinze jours après la date de l'échange des ratifications et aura une durée de deux ans. Après l'expiration de ce délai, il restera en vigueur, tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes, cette dénonciation ne devant produire ses effets que six mois après la date de sa notification.

En oi de quoi les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 27 mai 1930.

(Signé) Th. PAVLOFF.
(Signé) Jor. MITKOFF.
(Signé) Iv. GABENSKY.
(Signé) ZEKÂI.
(Signé) Mustafa SEREF
(Signé) M. NUMAN.

ANNEXE A

MODÈLE.

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur ..... Receveur .....

Nom ..... Nom .....
Domicile ..... Domicile .....
Rue ..... Rue .....

Nombre des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut net en kilogrammes et valeur	Voies d'expédition (chemin de fer, poste, bateau, etc.)

Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine.....
....., le ..... 193...

(Sceaux)

(Désignation du Bureau compétent et signature.)

N° 2580

Goods salved from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 15.

The present Treaty shall be ratified and retifications shall be exchanged at Sofia as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of two years. After the expiry of that period it shall remain in force until it is denounced by either High Contracting Party, such denunciation not to take effect until the expiry of a period of six months after the date of notification.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, May 27, 1930.

(Signed) Th. PAVLOFF.
(Signed) Jor. MITKOFF.
(Signed) Iv. GABENSKI.

(Signed) ZEKÂI.
(Signed) Mustafa SEREF.
(Signed) M. NUMAN.

ANNEX A.

FORM OF

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor ..... Consignee .....

Name ..... Name .....
Residing at..... Residing at.....
Street ..... Street .....

Number of packages	Method of packing	Marks No.	Gross and net weight in kilogrammes and value	Means of despatch (railway, post, ship, etc.)

Contents

Certified that the goods specified above have their commercial origin in.....
..... the ..... 193...

(Seals)

(Description of competent authority and signature.)

No. 2580

ANNEXE B

(NOM DE L'ETAT.)

(Autorité de délivrance.)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEUR DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour ..... N° de la carte .....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M. .....
né à .....
demeurant à .....
rue ..... N° .....
possède[1] .....
à .....
sous la raison de commerce .....
.....

ou est commis voyageur au service $\frac{\text{de la maison}}{\text{des maisons}}$ .....
à .....
qui $\frac{\text{possède}}{\text{possèdent}}$ [1] .....
sous la raison de commerce .....

Le porteur de cette carte ce proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leur) industrie(s) et son (leur) commerce à .... et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

....., le ..... 193...

Signature du chef de la (des) maison(s)

Signalement du porteur :

Age .....
Taille .....
Cheveux .....
Signes particuliers .....

Signature du porteur :

.....

[1] Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX B.

(NAME OF STATE)

(Issuing Authority).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Available for twelve months from the date of issue.

Valid for ..... No. of card.....

It is herewith certified that the holder of this card, M.....
born at .....
residing at .....
Street ..... No.....
owns [1] .....
at .....
under the trade name of .....
or is a commercial traveller in the service of the firm(s of) .....
at .....
which own(s). [1] .....
under the trade name of .....

As the holder of this card wishes to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) in question, it is herewith certified that the aforesaid firm(s) is (are) authorised to engage in its (their) industry and trade at..... and pay(s) the taxes established by law for that purpose.

....., the ..... 19.....

Signature of the head of the firm(s) :

Description of the holder :

Age.....
Height .....
Hair .....
Dinstinctive marks .....

Signature of holder :

.....

[1] Indication of the factory or business.

N. B. — This space should only be completed in the case of the head of a commercial or industrial establishment.

ANNEXE C

CARTE DE LÉGITIMATION POUR DES VISITEURS DE FOIRES OU DE MARCHÉS

Il est certifié que M. .....
porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en .....
.....
(pour les ressortissants bulgares : en Turquie, pour les ressortissants turcs : en Bulgarie) est domicilié à .....
et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de ..... mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent traité, les délégués des deux gouvernements sont tombés d'accord pour préciser les points suivants :

Il est entendu que les charbons de bois (N° 283 du tarif turc), produits de la Bulgarie, bénéficieront d'une réduction des droits de douane de 30 % et les Kachkavals (N° 24 ex *a* du tarif turc), également produits de la Bulgarie, bénéficieront d'une réduction de droits de douane de 25 % à leur importation en Turquie durant le présent traité.

De même, il est entendu que les poissons frais et salés (N° 30, 31 *b*/1, 31 *b*/2 et 31 *c* du tarif bulgare) ainsi que les cires (N° 124 *a* du tarif bulgare) produits turcs, seront soumis à leur importation en Bulgarie également durant le présent traité, aux droits de douane ci-dessous mentionnés :

Né du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droit à appliquer pour quintal en leva
30	Poissons de toutes sortes vivants, frais ou frigorifiés	14
31 *b*)	Pélamides :	
	1) Découpés (lakerda)	70
	2) Entières	45
31 *c*)	Autres	19
124 *a*)	Cires d'abeilles et rayons de cire	140

Toutefois, au cas où les tarifs appliqués aux charbons de bois et aux kachkavalis sur lesquels portent les pourcentages de réduction seraient majorés, la tarification résultant, à la date de la signature du présent traité, des avantages qui y sont prévus, serait maintenue sans changement pour lesdits articles jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois à partir de la mise en vigueur de la majoration susmentionnée.

En outre, il est entendu que les raisins secs (Sultanines) d'origine turque ne seront soumis en Bulgarie à aucun droit d'entrée, à aucune taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, supérieurs à ceux auxquels les mêmes produits de n'importe quel autre pays et spécialement les raisins secs de Corinthe, produits de la Grèce, sont ou seront soumis dans ce pays.

ANNEX C.

IDENTITY CARD FOR TRAVELLERS TO FAIRS OR MARKETS.

It is certified that M. .....
holder of this card, desiring to travel with his goods to fairs and markets in.....
.....
(for Bulgarian nationals : in Turkey, for Turkish nationals : in Bulgaria) is resident at.....
.....
and that he is bound to pay the taxes and duties established by law for the exercise of his commerce or industry.

The present card is valid for a period of ..... months.

(Place, date, signature, seal of the authority issuing the certificate.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Treaty, the delegates of the two Governments have agreed upon the following explanatory provisions :

It is understood that charcoal (No. 283 of the Turkish tariff) produced in Bulgaria shall be entitled to a 30 % reduction of the Customs duties, and that Kachkavals (No. 24 ex *(a)* of the Turkish tariff), also produced in Bulgaria, shall be entitled to a 25 % reduction of the Customs duties on importation into Turkey during the period in which the present Treaty is in force.

It is also understood that fresh and salted fish (Nos. 30, 31 *(b)*,1, 31 *(b)* 2 and 31 *(c)* of the Bulgarian tariff), and wax (No. 124 *(a)* of the Bulgarian tariff) produced in Turkey shall, on importation into Bulgaria during the period in which the present Treaty is in force, be liable to the following Customs duties :

No. of Bulgarian Tariff	Designation of Goods	Duties in levas per quintal
30	Fish of all kinds, live fresh and frozen	14
31 (*b*)	Tunny (pilcher) :	
	(1) Sliced (lakerda)	70
	(2) Not sliced	45
31 (*c*)	Other	19
124 (*a*)	Bees'wax and wax in combs	140

Nevertheless, should the tariffs applicable to charcoal and to kachkavalis entitled to the percentage reductions be increased, the tariff rates coming into force at the date of signature of the present Treaty as a result of the privileges provided for therein shall be kept unchanged in respect of the said articles till the expiry of a period of nine months from the coming into force of the above-mentioned increase.

It is furthermore understood that dried grapes (sultanas) of Turkish origin shall not be liable in Bulgaria to any import duty or to any tax or charge whatsoever higher than that to which the same products of any other country, particularly dried currants produced in Greece, are or may hereafter be liable in that country.

Ad articles 1 *et* 4. — Il est entendu que l'article 3 de la loi turque 1499 du 8 juin 1929 n'est pas atteinte par les dispositions de ces articles.

Ad article 3. — Si l'une des Hautes Parties contractantes accordait ultérieurement à une tierce Puissance des exemptions ou des facilités quelconques en matière de certificats d'origine, le bénéfice de ces avantages serait immédiatement étendu aux importations de l'autre Partie sous condition de réciprocité.

Ad article 8. — Il est entendu que les dispositions de l'article 8, quant aux questions de taxes ou redevances spéciales, ne peuvent pas créer une situation privilégiée pour les négociants, fabricants et autres industriels étrangers, ainsi que les voyageurs de commerce étrangers à leurs services par rapport aux nationaux, même en ce qui concerne les taxes ou redevances à payer du chef de leur activité.

Le présent protocole fait partie intégrante du présent traité et entrera en vigueur en même temps que celui-ci.

ANKARA, *le* 27 *mai* 1930.

(Signé) Th. PAVLOFF.
(Signé) Jor. MITKOFF.
(Signé) Iv. GABENSKY.
(Signé) ZEKÂI.
(Signé) Mustafa SEREF.
(Signé) M. NUMAN.

Ad Articles 1 *and* 4. — It is understood that Article 3 of the Turkish law No. 1499 of June 8, 1929, shall not be affected by the provisions of these Articles.

Ad Article 3. — Should one of the High Contracting Parties hereafter grant to a third Power any exemptions or facilities whatsoever in respect of certificates of origin, such advantages shall be immediately extended to the imports from the other Party on condition of reciprocity.

Ad Article 8. — It is understood that the provisions of Article 8 concerning special taxes or dues shall not lead to the establishment of a privileged position for traders, manufacturers and other foreign nationals engaged in industry, or for foreign commercial travellers in their service, as compared with nationals of the country, even so far as concerns taxes or dues to be paid in respect of their activities.

The present Protocol shall form an integral part of the present Treaty and shall come into force at the same time as the said Treaty.

ANKARA, *May* 27, 1930.

(Signed) Th. PAVLOFF.
(Signed) Jor. MITKOFF.
(Signed) Iv. GABENSKY.
(Signed) ZEKÂI.
(Signed) Mustafa SEREF.
(Signed) M. NUMAN.

N° 2581.

LUXEMBOURG ET POLOGNE

Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Luxembourg, le 29 octobre 1928.

LUXEMBURG AND POLAND

Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Luxemburg, October 29, 1928.

N° 2581. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA POLOGNE. SIGNÉ A LUXEMBOURG, LE 29 OCTOBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre d'Etat, président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 janvier 1931.

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent leurs deux pays,

Egalement convaincus de la nécessité d'assurer dans tous les cas par les voies pacifiques le règlement des différends qui peuvent surgir entre leurs Etats,

Ont résolu de conclure un traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Joseph BECH, ministre d'Etat, président du Gouvernement grand-ducal ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Julien DE MAKOWSKY, docteur en droit, chef de la section des traités au Ministère des Affaires étrangères ;

M. Anatole MÜHLSTEIN, conseiller de Légation, chargé d'Affaires de Pologne à Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges et conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever après la conclusion du présent traité entre le Luxembourg et la Pologne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires dans un délai raisonnable.

Article 2.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Luxembourg, le 3 décembre 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2581. — TREATY[2] OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN LUXEMBURG AND POLAND. SIGNED AT LUXEMBURG, OCTOBER 29, 1928.

French official text communicated by the Minister of State, President of the Government of the Grand Duchy of Luxemburg and by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 2, 1931.

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG and THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of developing the friendly relations which unite their two countries,

And being also convinced of the necessity of ensuring the settlement by pacific procedure in every case of the disputes which may arise between their States,

Have resolved to conclude a Treaty of Conciliation and Arbitration, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Joseph BECH, Minister of State, Prime Minister of the Grand-Ducal Government,

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Julien DE MAKOWSKY, Doctor of Laws, Head of the Treaties Section at the Ministry of Foreign Affairs ;

M. Anatole MÜHLSTEIN, Councillor of Legation, Chargé d'Affaires of Poland at Luxemburg ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to settle in every case by pacific procedure and according to the methods laid down in the present Treaty, all disputes and differences of whatever kind which may arise after the conclusion of the present Treaty between Luxemburg and Poland and which it has been impossible to settle by the ordinary methods of diplomacy within a reasonable period.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is or shall be laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Luxemburg, December 3, 1930.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, le différend sera, à la demande de l'une des Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

1. Dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, les Parties contractantes institueront une commission permanente de conciliation composée de cinq membres.

2. Chaque Partie désignera deux membres : l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Ce dernier ne doit ni avoir son domicile sur le territoire de la Partie qui l'a nommé ni se trouver à son service.

3. Les deux Parties désigneront pour la durée de trois ans, d'un commun accord, le président de la commission parmi les ressortissants d'un Etat tiers. A défaut d'entente entre les Parties, il sera procédé à la nomination du président, conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye [1] pour le règlement des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Article 6.

1. Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

2. En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement si possible dans les trois mois qui suivront, et en tout cas aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

3. Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, la Partie qui l'a nommé désignera un suppléant qui siégera jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours, à moins que les Parties n'en disposent autrement.

Article 7.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall, at the request of one of the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

1. In the six months following the exchange of the ratifications of the present Treaty, the Contracting Parties shall set up a Permanent Conciliation Commission consisting of five members.

2. Each Party shall appoint two members, one being a national of its own State, and the other a national of a third State. The latter must neither be domiciled in the territory of the Party which has appointed him nor be in the service of that Party.

3. The two Parties shall jointly appoint a national of a third State as President of the Commission for a period of three years. Should the Parties fail to agree on this choice, the President shall be appointed in accordance with Article 45 of the Hague Convention [1] of October 18, 1907 for the Settlement of International Disputes.

Article 6.

1. The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

2. In the case of the death or withdrawal of one of the members of the Conciliation Commission, arrangements shall be made to replace that member, if possible within the following three months and in any case as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

3. Should one of the members of the Conciliation Commission be temporarily prevented as a result of illness or any other circumstance from taking part in the work of the Commission, the Party which has appointed him shall choose a substitute who shall sit until the conclusion of the proceedings in hand, unless the Parties decide otherwise.

Article 7.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the other two Parties, acting in agreement, or in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

2. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Après examen de l'affaire, elle exposera aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtra convenable.

2. La commission présentera le rapport établissant les termes de cet arrangement dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

3. Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

4. La commission fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions.

5. Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président ; ce lieu devra être choisi en dehors des territoires des deux Parties.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. Les parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission. Elles pourront,

3. If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 8.

1. Within fifteen days from the date when the Permanent Conciliation Commission shall have been informed of the dispute, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 9.

1. The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. After the case has been examined, it shall inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it.

2. The Commission shall make its report laying down the terms of this settlement within six months from the date when the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to an extension of this period.

3. A copy of the report shall be communicated to each of the Parties.

4. The Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals.

5. This period shall not, however, exceed three months.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of the 18 October, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President ; this place shall be chosen outside the territories of the two Parties.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission are not public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may,

en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix ; chaque membre disposera d'une voix.

La commission ne pourra prendre de décision valable que si tous les membres sont présents.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter, sur la demande de la commission, les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition des témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes, qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitiés.

Article 17.

1. Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission permanente de conciliation conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, le différend sera soumis d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut[1], soit, si l'une des Parties le demande, à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale ou à la Cour permanente d'Arbitrage, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

3. Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie d'une demande de règlement judiciaire ou d'arbitrage, ce compromis sera arrêté d'une façon définitive par une commission spéciale formée dans ce but par les Parties de la manière suivante :

4. Chaque Partie nommera deux membres, dont un seulement pourra être son ressortissant. Ces membres en choisiront ensemble un cinquième qui remplira les fonctions de président.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461, de ce recueil ; et page 402 de ce volume.

moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all the persons whose evidence appears to them useful should be heard.

2. The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority ; each member shall be entitled to one vote.

The Commission's decisions shall only be valid if all its members are present.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake at the request of the Commission to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses and experts and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive salary, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share. The expenses of the working of the Commission shall also be equally shared.

Article 17.

1. If one of the Parties does not accept the proposals of the Permanent Conciliation Commission or does not announce its decision within the period prescribed in the report, the dispute shall be submitted by mutual consent by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute,[1] or if one of the Parties so requests, to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice or the Permanent Court of Arbitration, and any other conditions fixed between themselves.

3. If the agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement or arbitration, this agreement shall be drawn up in definitive form by a special Commission appointed for this purpose by the Parties in the following manner :

4. Each Party shall appoint two members, only one of whom may be a national of its country. These members shall together choose a fifth member to act as President.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461, of this Series ; and page 402 of this Volume.

5. Si, pour des raisons quelconques une ou plusieurs de ces nominations n'a pas lieu, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 18

Dans le cas où, de l'avis de la Cour ou du Tribunal arbitral, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono.*

Article 19.

Si la Cour ou le Tribunal arbitral établissaient qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit interne de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction d'un autre ordre.

Article 20.

1. La sentence arbitrale sera exécutée de bonne foi par les Parties.

2. Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour ou le Tribunal qui l'aura rendue. Chacune des Parties aura le droit de saisir à cette fin la Cour ou le Tribunal par voie de simple requête.

Article 21

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés, par la Commission de conciliation et, en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différent.

Article 22

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un Tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

Article 23.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

5. If, for any reason one or more of these appointments should not be made, the President of the Swiss Confederation shall be asked to make the necessary appointment.

Article 18.

If in the opinion of the Court or the arbitral tribunal the dispute is not of a juridical nature, the Parties agree to its being settled *ex aequo et bono.*

Article 19.

Should the Court or the arbitral tribunal find that a decision of a court of law or of any other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law, and should the municipal law of that Party not allow, or only inadequately allow, the cancellation of the consequences in question by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted satisfaction in some other form.

Article 20.

1. The arbitral award shall be acted upon by the Parties in good faith.

2. Any difficulties to which the interpretation of the award may give rise shall be settled by the Court or the tribunal which pronounced it. Either Party shall have the right to inform the Court or the tribunal for this purpose by a simple application.

Article 21.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the question is no longer before the latter, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice deciding in accordance with Article 41 of its Statute shall, if necessary, indicate, within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. The High Contracting Parties undertake respectively to comply with such measures, to abstain from any measure likely to have an effect prejudicial to the execution of the decision or to the settlement proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any act whatsoever which might aggravate or extend the dispute.

Article 22.

If on the expiration of the present Treaty any proceedings whatsoever in virtue of the Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitration tribunal, or the Permanent Court of International Justice, these proceedings shall be continued until their completion.

Article 23.

The present Treaty shall be communicated to the League of Nations for registration, in conformity with Article 18 of the Covenant.

Article 24.

1. Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Luxembourg.

2. Il entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications. Il aura une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de trois années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le 29 octobre 1928.

(L. S.) BECH.

(L. S.) Julien MAKOWSKI.

(L. S.) Anatole MÜHLSTEIN.

Pour expédition conforme :

Luxembourg, le 3 décembre 1930.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :
Bech.

Article 24.

1. The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Luxemburg.

2. It shall enter into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications. It shall have a duration of three years from the date of its entry into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be renewed for a period of three years, and similarly thereafter.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Luxemburg, October 29, 1928.

(L. S.) BECH.

(L. S.) Julien MAKOWSKI.

(L. S.) Anatole MÜHLSTEIN.

N° 2582.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET INDE ET PAYS-BAS

Echange de notes relatif aux services postaux aériens à destination des Indes Orientales et de l'Australie. Londres, les 7 avril et 3 juin 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND INDIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes respecting Air Mail Services to the East Indies and Australia. London, April 7, and June 3, 1930.

No. 2582. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT RESPECTING AIR MAIL SERVICES TO THE EAST INDIES AND AUSTRALIA. LONDON, APRIL 7 AND JUNE 3, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 janvier 1931.

(1.)

MR. A. HENDERSON TO JONKHEER R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *April* 7, 1930.

SIR,

I have the honour to inform you that, in consequence of an exchange of views which has taken place between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, the question of the establishment of a Royal Netherlands air mail service between the Netherlands and Batavia has been subjected to review with the following result, which I trust will not fail to give satisfaction to the Netherlands Government and to assure them of the desire of His Majesty's Government and of the Government of India to offer every possible facility to this important entreprise.

2. The conditions under which the Government of India are able and ready to permit this service to operate are as follows :

(1) Permission will be granted for the establishment of a regular Netherlands commercial air service to Calcutta as from the 1st April, 1930 ;

(2) The extension of this service to Batavia will be permitted from the 1st October, 1930, on the understanding that the service shall be suspended if monsoon conditions render the landing grounds unfit for use ;

(3) In return for these facilities the Netherlands Government shall undertake to grant reciprocal facilities, when applied for later, for a British service across Netherlands territory to Australia ; and

(4) The embarking or the passengers or goods on board foreign aircraft at one point in India for conveyance to another point in India will not be permitted ;

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2582. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, RELATIF AUX SERVICES POSTAUX AÉRIENS A DESTINATION DES INDES ORIENTALES ET DE L'AUSTRALIE. LONDRES, LES 7 AVRIL ET 3 JUIN 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 5, 1931.

(1)

M. A. HENDERSON AU JONKHEER R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, *le 7 avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la suite d'un échange de vues intervenu entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, la question de l'établissement d'un service royal néerlandais de poste aérienne entre les Pays-Bas et Batavia, a fait l'objet d'un nouvel examen dont les résultats, indiqués ci-après, ne manqueront pas, je l'espère de donner satisfaction au Gouvernement des Pays-Bas et de le convaincre du désir qu'éprouvent le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de l'Inde d'offrir toutes les facilités possibles à cette importante entreprise.

2. Les conditions auxquelles le Gouvernement de l'Inde est en mesure d'autoriser le fonctionnement de ce service et disposé à accorder cette autorisation sont les suivantes :

1° Le Gouvernement de l'Inde autorisera les Pays-Bas à établir un service commercial régulier, par la voie des airs, à destination de Calcutta, à partir du 1er avril 1930.

2° L'extension de ce service jusqu'à Batavia sera autorisée à partir du 1er octobre 1930, étant entendu que ce service sera suspendu si les conditions atmosphériques créées par les moussons rendent les terrains d'atterrissage impropres à cet usage.

3° En échange, le Gouvernement des Pays-Bas s'engagera, à titre de réciprocité, à accorder les mêmes facilités, lorsqu'elles seront ultérieurement demandées, en vue de l'établissement, à travers le territoire néerlandais, d'un service britannique à destination de l'Australie.

4° L'embarquement de passagers ou de marchandises à bord d'aéronefs étrangers, en un point de l'Inde, en vue d'un transport à destination d'un autre point de l'Inde, ne sera pas autorisé.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(5) Pending further consideration of the question by the Govenrment of India, the carriage by Netherlands aircraft of mails across India in transit to places beyond India, in either direction, will be permitted, but air mails for delivery in India must be handed over to the India authorities at Karachi, in the case of east-bound aeroplanes, and at any such place in Burma, or on the east coast of India, as may be fixed by the Government of India, in the case of west-bound aeroplanes.

3. I shall be glad to be informed at an early date whether the above-mentioned conditions meet with the acceptance of the Netherlands Government.

I have, etc.

(Signed) Arthur HENDERSON.

(2)

JONKHEER R. DE MAREES VAN SWINDEREN TO MR. A. HENDERSON.

NETHERLANDS LEGATION.

LONDON, *June* 3, 1930.

SIR,

With reference to your letter of the 7th April last, I have the honour to inform you, under instruction received, that the Netherlands Government agree to the conditions mentioned in that letter for the establishment of a Royal Netherlands Air-Mail Service between the Netherlands and Batavia. The Netherlands Government further agree to grant the same facilities as are now accorded to the Netherlands-Batavia service for a British service across Netherlands territory to Australia.

I have, etc.

(Signed) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

5° En attendant que la question ait fait l'objet d'un nouvel examen de la part du Gouvernement de l'Inde, le transport de courriers par des aéronefs néerlandais, en transit. à travers l'Inde, à destination de localités situées hors de l'Inde, dans l'une ou l'autre direction, sera autorisé. Toutefois, les courriers aériens destinés à être distribués dans l'Inde devront être remis aux autorités indiennes de Karachi, dans le cas d'aéroplanes se dirigeant vers l'est, et de toute localité de Birmanie ou de la côte orientale de l'Inde qui pourra être désignée par le Gouvernement de l'Inde, dans le cas d'aéroplanes se dirigeant vers l'ouest.

3. Je vous serais vivement obligé de bien vouloir me faire savoir à une date rapprochée, si les conditions susmentionnées sont acceptées par le Gouvernement des Pays-Bas.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Arthur HENDERSON.

(2)

LE JONKHEER R. DE MAREES VAN SWINDEREN A M. A. HENDERSON.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

LONDRES, *le* 3 *juin* 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Comme suite à votre lettre du 7 avril dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément aux instructions qui m'ont été données, que le Gouvernement des Pays-Bas accepte les conditions mentionnées dans ladite lettre en ce qui concerne l'établissement d'un service royal néerlandais de poste aérienne entre les Pays-Bas et Batavia. Le Gouvernement des Pays-Bas convient, en outre, d'accorder les mêmes facilités que celles qui sont maintenant octroyées au service entre les Pays-Bas et Batavia, à un service britannique traversant, à destination de l'Australie, le territoire des Pays-Bas.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

N° 2583.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux et règlement d'exécution y annexé, signés à Londres, le 21 août 1930 et à Rome, le 28 août 1930 et échange de notes y relatif, Londres, le 2 mars 1931.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Parcel Post Agreement with Detailed Regulations annexed thereto, signed at London, August 21, 1930 and at Rome, August 28, 1930, and Exchange of Notes relating thereto, London, March 2, 1931.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 2583. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT LONDON, AUGUST 21, 1930 AND at ROME, AUGUST 28, 1930.

N° 2583. — CAMBIO DEI PACCHI POSTALI FRA IL REGNO D'ITALIA E IL REGNO UNITO DELLA GRAN BRETAGNA E L'IRLANDA SETTENTRIONALE. FIRMATO A LONDRA, IL 21 AGOSTO IX 1930, ED A ROMA, IL 28 AGOSTO 1930-VIII.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 janvier 1931.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 5, 1931.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and of THE KINGDOM OF ITALY agree to effect a regular direct exchange of parcels between Great Britain and Northern Ireland and Italy.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression " the United Kingdom " means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

L'AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE ITALIANE e L'AMMINISTRAZIONE DELLE POSTE DEL REGNO UNITO DELLA GRAN BRETAGNA E DELL'IRLANDA SETTENTRIONALE si accordano per eseguire un regolare cambio diretto di pacchi fra l'Italia e la Gran Bretagna e l'Irlanda Settentrionale.

L'espressione « Regno Unito » adoperata in questo Accordo e nell'annesso Regolamento Particolareggiato comprende la Gran Bretagna, l'Irlanda Settentrionale, le Isole del Canale e l'Isola di Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Italy posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for the United

ACCORDO.

Articolo 1.

LIMITI DI PESO E DIMENSIONI.

1. Un pacco impostato nel Regno Unito e diretto in Italia non può eccedere il peso di 22 libbre, nè la lunghezza di 3 piedi e 6 pollici nè complessivamente 6 piedi sommando la

Kingdom posted in Italy shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the British territorial rates shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kilogrammes (22 lb.) in weight respectively ; and the Italian territorial rates shall be Fr. 0.85, Fr. 1.25, and Fr. 2.05 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.), and 10 kilogrammes (22 lb.) in weight respectively.

lunghezza e il più grande giro misurato in senso diverso della lunghezza.

Un pacco impostato in Italia e diretto nel Regno Unito non può eccedere il peso di 10 chilogrammi nè la lunghezza di 105 centimetri nè complessivamente 180 centimetri sommando la lunghezza e il più grande giro misurato come è sopra indicato ; nè il volume di 55 decimetri cubi.

2. Rispetto all'esatto calcolo del peso e delle dimensioni di un pacco, deve essere accettata la valutazione dell'ufficio mittente, salvo evidente errore.

Articolo 2.

TRANSITO DEI PACCHI.

Le due Amministrazioni postali garantiscono il diritto di transito, sul proprio territorio, dei pacchi da e per Paesi con i quali esse rispettivamente hanno cambio di pacchi. I pacchi in transito sono soggetti alle disposizioni di questo Accordo e del Regolamento Particolareggiato, in quanto applicabili.

Articolo 3.

FRANCATURA E DIRITTI.

1. È obbligatorio il pagamento anticipato della francatura dei pacchi, eccetto nel caso di pacchi rispediti o rinviati.

2. La francatura rappresenta la somma delle quote spettanti a ciascuna Amministrazione Postale che prende parte al trasporto territoriale o marittimo.

Articolo 4.

DIRITTI TERRITORIALI.

Per i pacchi spediti da uno dei due Paesi per la consegna nell'altro Paese i diritti territoriali britannici sono di Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2 e Fr. 3.15 per ogni pacco non eccedente, rispettivamente, il peso di 1 Kg. (2 lb.), 3 Kg. (7 lb.), 5 Kg. (11 lb.), e 10 Kg. (22 lb.) ; e i diritti territoriali italiani sono di Fr. 0.85, Fr. 1.25, e Fr. 2.05 per ogni pacco non eccedente rispettivamente il peso di 1 Kg. (2 lb.), 5 Kg. (11 lb.) e 10 Kg. (22 lb.).

The Italian Postal Administration reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by International Conventions subsequent to the Stockholm Agreement[1] of 1924. The British Postal Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alteration of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Italy may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as International Conventions subsequent to the Stockholm Agreement of 1924 shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

[1] Vol. XL, page 307; vol L, page 172; vol, LXXII, page 462; et vol. XCII, page 375, de ce recueil.

L'Amministrazione postale italiana si riserva la facoltà di modificare i suoi diritti in conformità di ulteriori variazioni che, in materia, potranno essere introdotte da Convenzioni Internazionali successive all'accordo[1] di Stoccolma 1924.

L'Amministrazione postale britannica si riserva la facoltà di modificare i suoi diritti territoriali in conformità di ogni ulteriore variazione di tali diritti, che potrà essere decretata rispetto ai servizi dei pacchi postali nei rapporti con altri Paesi in generale.

Articolo 5.

DIRITTI MARITTIMI.

Ciascuna delle due Amministrazioni Postali è autorizzata a fissare i diritti per i propri servizi marittimi.

Articolo 6.

DIRITTI PER IL RECAPITO E PER LO SDOGANAMENTO.

L'Amministrazione postale italiana per il recapito e per lo sdoganamento ha la facoltà di riscuotere un diritto non eccedente 50 centesimi per pacco o qualsiasi altro diritto che sarà fissato da Convenzioni Internazionali successive all'Accordo di Stoccolma del 1924.

L'Amministrazione postale del Regno Unito può riscuotere, per simili servizi, quel diritto che di tempo in tempo sarà fissato, in linea generale, nelle sue relazioni con altri Paesi rispetto al servizio dei pacchi.

Articolo 7.

PAGAMENTO DEI DIRITTI DI DOGANA E DI ALTRI DIRITTI.

I diritti di dogana o altri diritti non postali sono pagati dai destinatari dei pacchi, eccetto che sia stato diversamente disposto in questo Accordo.

[1] Vol. XL, page 307; Vol. L, page 172; Vol. LXXII, page 462; and Vol. XCII, page 375, of this Series.

Article 8.

PAYMENT BY THE SENDER OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES. COLLECTION OF DEPOSITS. COMMISSION.

In the event of the two Postal Administrations desiring in the future to make provision for this arrangement in their exchange of parcels, the following regulations of the present Article and of dependent Articles shall be observed.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 25 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Administration of the United Kingdom shall be authorized to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

Articolo 8.

PAGAMENTO DEI DIRITTI DOGANALI E DI ALTRI DIRITTI DA PARTE DELLO SPEDITORE. INCASSO DEPOSITI. COMMISSIONE.

Qualora le due Amministrazioni Postali desiderassero in futuro, di provvedere al pagamento, per conto dello speditore, dei diritti gravanti i pacchi, saranno osservate le disposizioni contenute nel presente articolo e negli altri articoli ad esso relativi.

Il mittente di un pacco al momento dell'impostazione può dichiarare di assumersi il pagamento di tutti i diritti che gravassero il pacco all'atto della consegna al destinatario.

In tali casi i mittenti debbono sottostare al pagamento delle somme che saranno richieste dall' Amministrazione del Paese di destinazione e — se necessario — fare un adeguato deposito.

L'Amministrazione che anticipa i diritti per conto del mittente può riscuotere per questa prestazione un diritto di commissione non eccedente 25 centesimi per pacco. Questo diritto è distinto da quello previsto nel precedente articolo 6, per lo sdoganamento. Per ogni pacco spedito, alle accennate condizioni, dal Regno Unito, l'Amministrazione del Regno Unito è autorizzata a percepire dal mittente uno speciale diritto non eccedente uno scellino.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste restante " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Articolo 9.

DIRITTO DI CUSTODIA.

Ciascuna delle due Amministrazioni Postali può riscuotere un diritto di custodia in conformità della propria legislazione per ogni pacco indirizzato « Fermo in Posta » o non ritirato nei termini prescritti.

In niun caso questo diritto può eccedere 5 franchi.

Article 10.

EXPRESS DELIVERY.

1. Parcels not exceeding 5 kilogrammes (11 lb.) in weight posted in Italy and addressed to the United Kingdom shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or, if the office of destination is not in a position

Articolo 10.

CONSEGNA PER ESPRESSO.

1. A richiesta dei mittenti i pacchi non eccedenti il peso di 5 chilogrammi (11 lb.) impostati in Italia e diretti nel Regno Unito, possono essere inviati per il recapito a mezzo di uno speciale agente, immediatamente dopo il loro arrivo ; oppure se l'Ufficio di destinazione

to deliver parcels at the addressee's residence, notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called " Express " parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination the Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 37, section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by Express to the addressee either the parcel itself or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

4. The provisions of the present Article and dependent Articles apply only to the service in the direction from Italy to the United Kingdom until such time as the Italian Postal Administration gives notice that the Express delivery can be introduced in the service from the United Kingdom to Italy also.

non è in grado di recapitare il pacco alla residenza del destinatario, un avviso di arrivo è subito inviato a mezzo di uno speciale agente.

Tali pacchi che sono chiamati « Espressi » vanno soggetti, in aggiunta alla ordinaria tassa di francatura, ad un diritto speciale di 80 centesimi, il quale deve essere pagato per intero ed anticipatamente dal mittente.

2. Quando il domicilio del destinatario è situato al di fuori dell'ambito locale di distribuzione dell'ufficio di destinazione, l'Amministrazione cui appartiene quest'Ufficio, può esigere un diritto supplementare fino a concorrenza del prezzo fissato per la consegna per espresso nel servizio interno, deduzione fatta dell'equivalente del diritto fisso pagato dal mittente.

In conformità del disposto dell'articolo 37, § 2, la tassa supplementare rimane a carico del pacco, quando questo è rinviato o non può essere consegnato.

3. La consegna per espresso al destinatario o del pacco stesso o dell'avviso del suo arrivo, è tentata una sola volta. Dopo un inutile tentativo il pacco cessa di essere considerato « espresso » ed è consegnato alle condizioni stabilite per i pacchi comuni.

4. Le disposizioni del presente articolo e degli altri articoli ad esso relativi, si applicano soltanto al servizio nella direzione dall'Italia al Regno. Unito fino a quando l'Amministrazione Postale italiana non dichiari che la consegna per espresso può essere introdotta anche nel servizio dal Regno Unito in Italia.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges, and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel ;

Articolo 11.

DIVIETI.

1. È vietato includere nei pacchi :

a) sostanze esplosive, infiammabili o dannose (comprese le capsule di metallo cariche, le cartucce cariche e i fiammiferi) ;

b) oggetti di natura immorale od oscena ;

c) oggetti non permessi dalle Leggi, da Regolamenti della Dogana o da altri Regolamenti ;

d) lettere o comunicazioni che abbiano carattere di corrispondenza attuale e personale ; come pure corrispondenze o pacchetti di ogni specie portanti un indirizzo diverso da quello del destinatario del pacco.

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also) ;

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coin, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obsence or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails, in accordance with its own internal regulations.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an Advice of Delivery for an Insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An Advice of Delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Admini-

È però permesso d'includere in un pacco una fattura aperta, limitata alle sole indicazioni costitutive di essa, o una semplice copia dell'indirizzo del pacco con pure l'indirizzo del mittente ;

e) animali vivi ; eccetto le api, le quali debbono essere racchiuse in scatole in modo da evitare ogni danno agli impiegati di posta e da permettere la verificazione del contenuto.

2. È vietato spedire : monete, oro o argento tanto lavorato che grezzo ; altri oggetti preziosi in pacchi ordinari, diretti a Paesi che ammettono l'assicurazione.

3. Un pacco accettato indebitamente dalla Posta è rinviato al Paese di origine, a meno che l'Amministrazione Postale del Paese di destinazione non sia autorizzata dalla sua legislazione interna a disporne altrimenti.

In questo ultimo caso l'Amministrazione del Paese di origine deve essere informata, con precisione, del trattamento fatto al pacco.

Tuttavia il fatto che un pacco contiene una lettera o una comunicazione che abbia carattere di corrispondenza attuale e personale non può provocare, in nessun caso, il rinvio al Paese di origine.

4. Le sostanze esplosive, infiammabili o dannose, e gli oggetti di natura immorale od oscena non sono ritornati al Paese di origine. L'Amministrazione che ne ha constatata la presenza ne dispone giusta i suoi regolamenti interni.

Articolo 12.

RICEVUTE DI RITORNO.

Il mittente può ottenere una ricevuta di ritorno per un pacco assicurato, alle condizioni previste per i pacchi postali dalla Convenzione dell'Unione Postale. Le ricevute di ritorno non sono ammese per i pacchi ordinari.

Articolo 13.

RISPEDIZIONE.

1. Un pacco può essere rispedito in seguito a cambiamento di residenza del destinatario nel Paese di destinazione. L'Amministrazione Po-

stration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country, provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 14.

MIS-SENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

(a) Treated as abandoned, or

(b) Tendered for delivery at a second address in the country of destination. In the case of a parcel posted in Italy, the sender may request,

(c) That non-delivery be reported. No other alternative is admissible.

If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note

stale di questo Paese può percepire il diritto di rispedizione prescritto dai propri regolamenti interni. Similmente un pacco può essere rispedito da uno dei due Paesi aderenti a quest'Accordo ad un altro Paese purchè il pacco abbia i requisiti voluti per l'ulteriore trasmissione e, come di regola, sia anticipata la tassa supplementare di rispedizione oppure sia prodotto un documento comprovante che tale tassa sarà pagata dal destinatario.

2. Le tasse supplementari di rispedizione non pagate dal destinatario o dal suo rappresentante, non sono annullate in caso di ulteriore rispedizione o di ritorno all'origine, ma debbono essere pagate dal destinatario o dal mittente, secondo il caso, senza pregiudizio del pagamento di ogni altro speciale diritto di cui l'Amministrazione del Paese di destinazione non ammetta l'annullamento.

Articolo 14.

PACCHI DISGUIDATI.

I pacchi ricevuti in disguido o erroneamente avviati, saranno trattati in conformità delle disposizioni dell'articolo 28, §§ 1 e 2, del Regolamento Particolareggiato.

Articolo 15.

PACCHI NON CONSEGNATI.

1. Se il mittente non ha altrimenti disposto, un pacco che non può essere consegnato al destinatario è rinviato al mittente senza preventivo avviso ed a sue spese, dopo compiuto il periodo di giacenza prescritto dai regolamenti interni del Paese di destinazione.

2. Al momento della impostazione il mittente può chiedere che il pacco, se non può essere consegnato all'indirizzo indicato, sia :

a) trattato come abbandonato ;

b) presentato per la consegna ad un secondo indirizzo nel Paese di destinazione.

Inoltre nel caso di un pacco impostato in Italia il mittente può chiedere :

c) di essere avvisato della giacenza.

Nessun'altra disposizione è ammessa.

Se il mittente si vale di tale facoltà, la sua domanda deve figurare sul bollettino di spedi-

and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon ".

" If not deliverable as addressed, deliver to... ".

" If not deliverable as addressed, issue advice of non-delivery ".

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 36.

zione ed essere redatta nella seguente forma o in forma analoga :

« Se il pacco non può essere consegnato all'indirizzo dato, si abbandona ».

« Se il pacco non puó essere consegnato all'indirizzo dato, sia rimesso a..... »

« Se il pacco non può essere consegnato all'indirizzo dato, sia compilato avviso di giacenza ».

La stessa domanda deve essere anche scritta sullo involucro del pacco.

3. I diritti applicati sui pacchi rinviati sono recuperati in conformità delle disposizioni dello articolo 36.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Articolo 16.

ANNULLAMENTO DEI DIRITTI DOGANALI.

Ambo le Parti contraenti s'impegnano d'interessare le loro rispettive Amministrazioni doganali ad annullare i diritti di dogana sui pacchi che sono : rinviati al Paese di origine ; abbandonati dal mittente ; distrutti ; o rispediti ad un terzo Paese.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Articolo 17.

VENDITA — DISTRUZIONE.

Soltanto le sostanze soggette a facile deterioramento o corruzione, possono essere vendute immediatamente, tanto all'andata che al ritorno, senza preavviso o formalità giudiziaria. Se per qualsiasi motivo la vendita non è possibile, le sostanze guaste o corrotte sono distrutte.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addreesses and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Articolo 18.

PACCHI ABBANDONATI.

I pacchi non potuti consegnare al destinatario e quelli abbandonati dal mittente non debbono essere rinviati dalla Amministrazione del Paese di destinazione, ma sono da essa trattati giustai propri regolamenti. Nessuna pretesa sarà avanzata dall'Amministrazione del Paese di destinazione verso l'Amministrazione del Paese di origine rispetto a tali pacchi.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service the enquiry fee shall be refunded.

Articolo 19.

RECLAMI.

1. Per ogni reclamo riguardante un pacco o un mandato di rimborso può essere riscosso un diritto non eccedente 1 franco.

Nessun diritto è riscosso se il mittente ha già pagato la speciale tassa per la ricevuta di ritorno.

2. I reclami sono ammessi soltanto nel periodo di un anno dalla data dell'impostazione del pacco.

3. Se il reclamo è stato causato da un'irregolarità commessa dal servizio postale, il diritto riscosso è rimborsato.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Italy and the United Kingdom.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom shall be fixed at £20 and in the case of a parcel posted in Italy at 1,000 lire. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of ten centesimi shall be counted as a penny or ten centesimi.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for Insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) 2½d. for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

Articolo 20.

PACCHI CON ASSEGNO. DIRITTI E CONDIZIONI. LIQUIDAZIONE.

1. Fra l'Italia e il Regno Unito possono esser cambiati pacchi gravati di assegno.

L'importo dell'assegno deve essere espresso in moneta del Paese di origine.

L'importo massimo di un assegno per un pacco impostato nel Regno Unito è di Lire sterline 20 e per un pacco impostato in Italia è di Lire italiane 1,000.

Nel calcolare l'ammontare di un assegno la frazione di un penny o di 10 centesimi è calcolata come un penny o 10 centesimi.

Le due Amministrazioni ammettono pacchi con assegno in transito per i loro servizi. Tuttavia i conti relativi agli assegni riscossi, saranno compilati e regolati direttamente fra le Amministrazioni dei Paesi di origine e di destinazione dei pacchi.

2. I pacchi gravati di assegno sono soggetti alle formalità ed alle tasse prescritte per i pacchi ordinari o, se ne è il caso, assicurati. In aggiunta però il mittente deve pagare lo speciale diritto, che è stabilito dall'Amministrazione del Paese di origine ma che non può eccedere :

a) 2½d. per ogni Lira sterlina o frazione di Lira sterlina, di assegno per ogni pacco impostato nel Regno Unito.

(b) A proportionate charge of one per cent. (1%) of the amount of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Italy.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 2d. for each parcel, and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 4d. for each parcel.

5. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of Italy shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in Italy a supplementary fee not exceeding 50 centimes for each parcel.

Article 21.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 22.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 28 to 34 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 23.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE..

If a parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge,

b) Un diritto proporzionale dell'1% sull'importo dell'assegno per ogni pacco impostato in Italia.

3. L'importo di un assegno riscosso è rimesso a mezzo di mandato di rimborso esente da ogni tassa.

4. In aggiunta allo speciale diritto stabilito in virtù del § 2, l'Amministrazione postale del Regno Unito ha facoltà di riscuotere dal mittente di un pacco con assegno impostato nel Regno Unito un diritto supplementare non eccedente 2*d*, per ogni pacco e dal destinatario di un pacco con assegno consegnato nel Regno Unito un diritto supplementare non eccedente 4*d*, per ogni pacco.

5. In aggiunta allo speciale diritto stabilito dal § 2 l'Amministrazione Postale italiana può riscuotere dal mittente di un pacco con assegno impostato in Italia un diritto supplementare non eccedente 50 centesimi per pacco.

Articolo 21.

ANNULLAMENTO O MODIFICAZIONE DELLO IMPORTO DELLO ASSEGNO.

Il mittente di un pacco con assegno non può annullare o modificare l'importo dello assegno dopo effettuata la impostazione.

Articolo 22.

PACCHI CON ASSEGNO. RESPONSABILITÀ PER PERDITA, MANOMISSIONE, O AVARIA.

Le due Amministrazioni Postali sono responsabili alle condizioni fissate dai successivi articoli 28 a 34 per la perdita di un pacco con assegno e per la manomissione od avaria del suo contenuto.

Articolo 23.

INDENNITÀ IN CASO DI MANCATA, O INSUFFICIENTE, O FRAUDOLENTA RISCOSSIONE DI ASSEGNI.

Se un pacco è stato consegnato al destinatario senza riscuotere l'assegno, il mittente ha diritto

the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 19 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

a compenso purchè il reclamo sia stato presentato nel termine previsto dall'articolo 19—e la mancata riscossione non sia stata provocata da errore o negligenza di lui.

Si procede egualmente se la somma riscossa sia minore dell'importo dello assegno o se la riscossione di questo sia stata fatta fraudolentemente.

Il compenso non può, in alcun caso, eccedere l'ammontare dell'assegno.

L'Amministrazione Postale che paga il compenso subentra nei diritti del mittente, nei limiti della somma pagata, in ogni azione che può essere intentata contro il destinatario o contro terzi.

Article 24.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

Responsibility for failure to collect the correct amount of a Trade Charge shall rest with the Administration of the country of destination unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay, under the conditions prescribed by Article 34, the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Articolo 24.

DETERMINAZIONE DELLA RESPONSABILITÀ RISPETTO AGLI ASSEGNI.

Il pagamento da parte della Amministrazione Postale del Paese di origine dell'importo regolarmente riscosso è fatto per conto dell'Amministrazione Postale del Paese di destinazione.

Similmente il pagamento del compenso è fatto per conto dell'Amministrazione Postale del Paese di destinazione, se questa è responsabile.

La responsabilità della mancata riscossione del giusto importo di un assegno resta a carico dell'Amministrazione del Paese di destinazione, a meno che questa non possa provare che l'errore è dovuto ad una inosservanza dei regolamenti da parte della Amministrazione del Paese di origine, o non possa stabilire che all'atto del passaggio al suo servizio, il pacco e il relativo bollettino non portavano le indicazioni prescritte dal Regolamento Particolareggiato per i pacchi con assegno.

L'Amministrazione del Paese di destinazione è tenuta a rimborsare, alle condizioni prescritte dall'articolo 34, la somma che è stata anticipata dall'Amministrazione del Paese di origine.

Article 25.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal

Articolo 25.

MANDATI DI RIMBORSO.

L'importo di un mandato di rimborso che per una ragione qualsiasi non può essere pagato al beneficiario non è rimborsato all'Ammini-

Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

strazione da cui dipende l'ufficio di emissione. È tenuto a disposizione del beneficiario dall'Amministrazione del Paese di origine del pacco la quale in definitiva se lo accredita allo scadere del periodo di validità.

Sotto ogni altro riguardo e salve le riserve specificate nel Regolamento particolareggiato, imandati di rimborso sono soggetti alle disposizioni dell'Accordo per il servizio dei vaglia postali fra le due Amministrazioni.

Article 26.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 1,000 francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.

3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an Insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an Insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Articolo 26.

PACCHI ASSICURATI. DIRITTI E CONDIZIONI.

1. I pacchi possono essere assicurati fino al limite di 1,000 franchi.

2. Un diritto di assicurazione è stabilito e applicato dalla Amministrazione Postale del Paese di origine per ogni 300 franchi o frazione di 300 franchi del valore assicurato.

3. L'Amministrazione del Paese di origine ha facoltà di percepire dal mittente di un pacco assicurato anche un diritto di spedizione non eccedente 50 centesimi.

4. Al momento dell'impostazione è data gratuitamente al mittente una ricevuta del pacco assicurato.

Article 27.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Articolo 27.

ASSICURAZIONE DOLOSA.

Il valore assicurato non può eccedere il valore attuale del contenuto del pacco e dell'imballaggio ; è permesso tuttavia di assicurare soltanto una parte di questo valore.

L'assicurazione dolosa di un pacco per una somma eccedente il valore attuale, va soggetta alla procedura prevista dalle Leggi del Paese di origine.

Article 28.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and

Articolo 28.

RESPONSABILITÀ PER LE PERDITE, AVARIE O SOTTRAZIONI.

1. Eccetto i casi menzionati nel seguente articolo, le due Amministrazioni Postali sono responsabili della perdita dei pacchi e della

for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.), and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight. For an Insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination shall pay compensation to the addressee at its own expense, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour, without necessarily consulting the Administration of the country of origin.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees shall be retained by the Postal Administrations concerned.

perdita, sottrazione od avaria del loro contenuto o di parte di esso.

Il mittente, per questo riguardo, ha diritto ad un compenso corrispondente all'attuale importo della perdita, sottrazione od avaria. Per i pacchi ordinari l'indennità non può superare : 10 franchi per un pacco non eccedente il peso di un chilogramma (2 lb.) ; o 25 franchi per un pacco eccedente il peso di un chilogramma, ma non eccedente il peso di 5 chilogrammi (11 lb.) ; o 40 franchi per un pacco eccedente il peso di 5 chilogrammi, ma non eccedente 10 chilogrammi (22 lb.). Per un pacco assicurato l'importo del compenso non può eccedere il valore assicurato.

Nei casi di perdita, avaria o sottrazione verificatesi nel servizio del Paese di destinazione, l'Amministrazione del Paese di destinazione dovra pagare a proprie spese l'indennizzo al destinatario, purchè il destinatario possa provare che il mittente ha ceduto i suoi diritti in favore di lui, senza necessariamente consultare l'Amministrazione del paese di origine.

2. Nel calcolare l'indennizzo, i danni indiretti o i benefici perduti non sono presi in considerazione.

3. L'indennizzo deve essere calcolato sul prezzo corrente delle merci della stessa natura nel luogo e nel tempo in cui esse furono accettate in spedizione.

4. Quando l'indennizzo è dovuto per la perdita, distruzione o completa avaria di un pacco, o per la sottrazione di tutto il contenuto, il mittente ha anche diritto al rimborso delle tasse di spedizione.

5. In ogni caso i diritti di assicurazione sono ritenuti dalle rispettive Amministrazioni.

Article 29.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

(a) In cases beyond control (force majeure) ;

(b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (force majeure) ;

Articolo 29.

ECCEZIONI AL PRINCIPIO DI RESPONSABILITÀ.

Le due Amministrazioni Postali saranno esonerate da ogni responsabilità :

a) nei casi di forza maggiore ;

b) quando non sono in grado di dar conto dei pacchi in conseguenza della distruzione di documenti ufficiali dovuti a causa di forza maggiore ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 19 ;

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value and not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

c) quando il danno è stato causato da errore o negligenza del mittente, o dipenda dalla natura della merce ;

d) per i pacchi il cui contenuto cade sotto la sanzione di uno dei divieti menzionati all'articolo 11 ;

e) per i pacchi che sono stati assicurati dolosamente per una somma eccedente il valore attuale del contenuto e dell'imballaggio ;

f) per i pacchi non reclamati nel periodo prescritto dall''articolo 19 ;

g) per ogni pacco contenente pietre preziose, gioielli o qualsiasi articolo d'oro o d'argento eccedente il valore di Lire sterline 100 (o 2,500 franchi) e non racchiusi in una scatola delle dimensioni prescritte dall' articolo 6, § 3, del Regolamento Particolareggiato.

Article 30.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Articolo 30.

CESSAZIONE DELLA RESPONSABILITÀ.

Le due Amministrazioni Postali cessano di essere responsabili per i pacchi che sono stati consegnati in conformità dei loro Regolamenti interni e che sono stati ricevuti dagli aventi diritto o dai loro rappresentanti, senza riserve.

Article 31.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin, except in the case indicated in Article 28, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible

Articolo 31.

PAGAMENTO DELL'INDENNIZZO.

Il pagamento dell'indennizzo è eseguito dall'Amministrazione Postale del Paese di origine eccetto che nei casi indicati nell'articolo 28, § 1, nei quali il pagamento è fatto dalla Amministrazione Postale del Paese di destinazione. L'Amministrazione del Paese di origine può tuttavia, dopo avere ottenuto il consenso del mittente, autorizzare l'Amministrazione del Paese di destinazione a soddisfare il destinatario. L'Amministrazione che paga mantiene un diritto di rivalsa verso l'Amministrazione responsabile.

Article 32.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

Articolo 32.

TERMINI PER IL PAGAMENTO DELLO INDENNIZZO.

1. L'indennizzo è pagato quanto prima possibile e, al più tardi, entro un anno dal giorno seguente la data del reclamo.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the country of origin may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 33.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which

2. L'Amministrazione Postale del Paese di origine è autorizzata ad indennizzare il mittente per conto dell'altra Amministrazione se questa, dopo essere stata debitamente informata del reclamo, ha lasciato passare nove mesi senza prendere alcuna determinazione al riguardo.

3. L'Amministrazione del Paese di origine può eccezionalmente differire il pagamento dell'indennizzo oltre il termine di un anno quando la questione della responsabilità non abbia potuto essere definita per circostanze estranee alle rispettive Amministrazioni.

Articolo 33.

AMMINISTRAZIONE RESPONSABILE.

1. Fino a prova contraria la responsabilità incombe all'Amministrazione Postale che avendo ricevuto il pacco dall'altra Amministrazione senza fare riserve ed essendo stata fornita di tutti i particolari necessari per le ricerche prescritte dai regolamenti, non può stabilir nè la regolare consegna al destinatario o al suo rappresentante nè, se ne è il caso, la regolare trasmissione al servizio seguente.

2. Se durante il trasporto di un pacco da un Paese all'altro siansi verificate perdita o sottrazione o avaria senza che sia possibile di provare nel servizio di quale Paese sia occorsa la irregolarità, le due Amministrazioni sopportano in parti eguali l'importo dell'indennizzo.

3. Lo stesso principio è applicato, in quanto possibile se altre Amministrazioni hanno preso parte alla trasmissione del pacco. Tuttavia nel caso di pacchi spediti da uno dei due Paesi in transito per l'altro, nessuna delle due Amministrazioni può essere chiamata responsabile se la perdita o la sottrazione o l'avaria abbia avuto luogo in un servizio che non accetta responsabilità.

4. I diritti di dogana e gli altri diritti che non è possibile annullare sono a carico dell'Amministrazione responsabile della perdita o sottrazione o avaria.

5. L'Amministrazione che paga l'indennizzo subentra, entro i limiti della somma pagata, ai diritti della persona che ha ricevuto il compenso in qualsiasi azione che potesse essere

may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom the compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 34.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 31 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 34, section 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 35.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5, and shall also allow to the French Administration the appropriate transit rate in the case of a parcel despatched by way of France.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching Office shall allow to the other Office the amounts required for the conveyance and insurance of the parcel according to the Table provided for in Article 3, section 1, of the Detailed Regulations.

Article 36.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the

intentata verso il destinatario, il mittente o i terzi.

Se però un pacco che è stato ritenuto come perduto è, in seguito, trovato in tutto o in parte, la persona cui è stato pagato l'indennizzo è informata che è in sua facoltà di entrare in possesso del pacco verso restituzione della somma pagatale come indennizzo.

Articolo 34.

RIMBORSO DELL'INDENNIZZO ALL'AMMINISTRAZIONE POSTALE DEL PAESE DI ORIGINE.

L'Amministrazione responsabile o per conto della quale è stato fatto il pagamento in conformità dello articolo 31 è tenuta a rimborsare l'importo dell'indennità nel termine di tre mesi dalla notificazione del pagamento.

L'importo è messo a carico della Amministrazione responsabile a mezzo dei conti previsti dall'articolo 34, § 2, del Regolamento Particolareggiato.

L'Amministrazione, la cui responsibilità sia debitamente provata, e che abbia, dapprima, rifiutato di pagare l'indennità è tenuta a sopportare tutte le ulteriori spese risultanti dall'ingiustificato ritardo nel pagamento.

Articolo 35.

DIRITTI DI TRASPORTO.

Per ogni pacco spedito da uno all'altro dei due Paesi l'Ufficio speditore bonifica all'Ufficio destinatario i diritti che a questo spettano in virtù delle disposizioni degli articoli 4 e 5 e nel caso di pacchi spediti Via di Francia bonifica all'Amministrazione francese i dovuti diritti di transito.

Per ogni pacco spedito da uno dei due Paesi in transito per l'altro, l'Ufficio speditore bonifica all'altro Ufficio la somma occorrente per il trasporto e l'assicurazione del pacco in conformità del Prospetto previsto dall'articolo 3, § 1, del Regolamento Particolareggiato.

Articolo 36.

DIRITTI DI RISPEDIZIONE O RINVIO.

Nel caso di rispedizione o di rinvio di un pacco da un Paese all'altro, l'Amministrazione

retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

Article 37.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for Express delivery prescribed by Article 10, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an Express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake Express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed ; the same applies when an Express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an Express parcel, the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall be claimed from the Administration of the country of origin by the Administration which has attempted delivery, unless this charge has been paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 38.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 39.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

(a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph ;

rispeditrice addebita all'altra Amministrazione i diritti che spettano a sè stessa o a qualsiasi altra Amministrazione che abbia preso parte alla rispedizione o al rinvio.

Articolo 37.

DIRITTI SPECIALI E SUPPLEMENTARI PER LA CONSEGNA PER ESPRESSO.

1. Lo speciale diritto per la consegna per Espresso prescritto dall'articolo 10, § 1, è compreso nelle somme che sono accreditate all'Amministrazione del Paese di destinazione.

Se un pacco Espresso è rispedito ad altro Paese prima che ne sia stata tentata la consegna, questo diritto è accreditato all'Amministrazione Postale del nuovo Paese di destinazione. Se quest'ultima Amministrazione non ammette la consegna per Espresso, il credito è trattenuto dall'Amministrazione del paese al quale il pacco era primitivamente diretto : egualmente si opera se un pacco Espresso non può essere consegnato.

2. In caso di rispedizione o di rinvio al Paese di origine di un pacco Espresso, il diritto supplementare prescritto dall'articolo 10, § 2, è addebitato alla corrispondente Amministrazione dall'Amministrazione che ha tentato la consegna, salvo che tale diritto sia stato versato quando il pacco fu presentato al domicilio del destinatario.

Articolo 38.

DIRITTI DI RISPEDIZIONE NEL PAESE DI DESTINAZIONE.

In caso di ulteriore rispedizione o di ritorno al Paese di origine, il diritto di rispedizione stabilito dall'articolo 13, § 2, appartiene al Paese che ha rispedito il pacco nei limiti del suo territorio.

Articolo 39.

DIRITTI DIVERSI.

1. I seguenti diritti sono acquisiti per intero dalla Amministrazione Postale che li riscuote :

a) lo speciale diritto di cui all'articolo 8, § 4 ;

(b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 12 ;

(c) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1 ;

(d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 20, sections 4 and 5 ;

(e) The despatch fee for an Insured parcel referred to in Article 26, section 3.

2. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 8, fourth paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 40.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 20, section 2, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 41.

INSURANCE FEE.

In respect of Insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 42.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention[1] of Stockholm.

[1] Vol. XL, page 19 ; vol. L, page 166 ;vol. LXXII, page 454 ; et vol. XCII, page 372, de ce recueil.

b) il diritto per le ricevute di ritorno di cui all'articolo 12 ;

c) il diritto per i reclami di cui all'articolo 19, § 1 ;

d) il diritto supplementare per i pacchi gravati di assegno, di cui all'articolo 20, §§ 4 e 5 ;

e) il diritto di spedizione per i pacchi assicurati di cui all'articolo 26, § 3.

2. I diritti per la consegna e per lo sdoganamento di cui all'articolo 6 sono ritenuti dall'Amministrazione del Paese di destinazione. Il diritto di commissione di cui all'articolo 8, comma quarto è percepito dalla stessa Amministrazione.

Articolo 40.

DIRITTI DI ASSEGNO.

Il diritto di cui all'articolo 20, § 2, è ripartito fra l'Amministrazione postale del paese di origine e quella del paese di destinazione come è previsto dall'articolo 36, § 2, del Regolamento Particolareggiato.

Articolo 41.

DIRITTI DI ASSICURAZIONE.

Per i pacchi assicurati l'Amministrazione Postale del Paese di origine bonifica a quella Postale del Paese di destinazione per il servizio territoriale un diritto di 5 centesimi per ogni 300 franchi o frazione di 300 franchi di valore assicurato. Se l'Amministrazione del Paese di destinazione provvede al trasporto marittimo l'Amministrazione del Paese di origine bonifica un diritto supplementare di 10 centesimi per ogni 300 franchi o frazione di 300 franchi di valore assicurato.

Articolo 42.

DISPOSIZIONI VARIE.

1. I franchi e i centesimi indicati in quest'Accordo sono franchi e centesimi oro come è definito nell'Accordo[1] dell'Unione Postale di Stoccolma.

[1] Vol. XL, page 19 ; Vol. L, page 166 ; Vol. LXXII, page 454 ; and Vol. XCII, page 372, of this Series.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement, except by mutual consent of the two Postal Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Italy and the United Kingdom shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

2. I pacchi non possono essere gravati di altri diritti postali oltre quelli contemplati in questo Accordo, salvo mutuo consenso fra le due Amministrazioni Postali.

3. In circostanze straordinarie ciascuna delle due Amministrazioni può temporaneamente sospendere il servizio dei pacchi postali, in tutto o in parte, purchè ne dia notizia immediata e, se necessario, telegrafica, all'altra Amministrazione.

4. Le due Amministrazioni hanno compilato il seguente Regolamento per assicurare l'esecuzione del presente Accordo.

Gli ulteriori particolari non contrari alle disposizioni generali di questo Accordo e non previsti dal Regolamento Particolareggiato di esecuzione saranno, di volta in volta, stabiliti con mutuo consenso.

5. La legislazione interna d'Italia e del Regno Unito rimane applicabile in quanto non è prevista dalle disposizioni contenute nel presente Accordo e nel Regolamento Particiolareggiato per la sua esecuzione.

Article 43.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London, the 21st day of August 1930, and at Rome, the 28th day of August 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

Articolo 43.

ENTRATA IN VIGORE E DURATA DELL' ACCORDO.

Quest'Accordo entrerà in vigore alla data che sarà fissata per reciproco consenso fra le due Amministrazioni e rimarrà in vigore fino allo spirare di un anno dalla data in cui esso sia stato denunciato dall'una o dall'altra delle due Amministrazioni.

In fede di che i sottoscritti debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo e vihanno apposti i loro suggelli

Fatto in doppio originale a Londra, il 21 Agosto, ed a Roma, il 28 Agosto 1930-VIII.

(Signed) Giuseppe PESSION.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF ITALY.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward, by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Mis-sent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices papointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected " à découvert ".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Express and Trade Charge parcels and parcels intended for delivery to the addressees free of charge forwarded in a Mail shall be placed together and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be

REGOLAMENTO PARTICOLAREGGIATO

D'ESECUZIONE DELL' ACCORDO RELATIVO AL CAMBIO DEI PACCHI POSTALI FRA IL REGNO D'ITALIA E IL REGNO UNITO DELLA GRAN BRETAGNA E DELL' IRLANDA SETTENTRIONALE.

Articolo 1.

CIRCOLAZIONE DEI PACCHI.

1. Ciascuna Amministrazione Postale spedisce per le vie e con i mezzi che usa per il proprio servizio dei pacchi, i pacchi che riceve dall'altra Amministrazione per la prosecuzione in transito per il proprio territorio.

2. I pacchi disguidati saranno rispediti alla loro vera destinazione per la via più diretta che è a disposizione dell'ufficio rispeditore.

Articolo 2.

MODO DI TRASMISSIONE. PROVVISTA DI SACCHI.

1. Il cambio dei pacchi fra i due Paesi è eseguito dagli Uffici designati di comune accordo fra le due Amministrazioni Postali.

2. I pacchi sono cambiati fra i due Paesi in sacchi debitamente legati e suggellati.

Salvo contrari accordi, la trasmissione dei pacchi spediti da uno dei due Paesi contraenti, in transito per l'altro, è effettuata « *allo scoperto* ».

3. Un'etichetta indicante l'Ufficio di cambio d'origine e l'ufficio di cambio di destinazione è attaccata al collo di ogni sacco ; a tergo dell'etichetta è indicata la quantità dei pacchi contenuti nel sacco.

4. Il sacco contenente il foglio di via e gli altri documenti porta un'indicazione speciale.

5. I pacchi per espresso, con assegno e quelli da consegnarsi ai destinatari esenti da diritti, compresi nella stessa spedizione, debbono essere collocati, in quanto possibile, nel sacco che contiene il foglio di via e gli altri documenti. Quando non possono essere collocati in tale

placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, Insured parcels shall be forwarded in separate bags ; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The bags necessary for the transmission of the parcels shall be supplied by each Administration for the despatches from its own Offices of Exchange.

8. The bags shall be returned empty to the Administration to which they belong, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and shall be despatched as separate Mails addressed to such Offices of Exchange as the respective Postal Administrations shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

sacco, il sacco o i sacchi che li contengono portano una speciale indicazione.

6. Similmente i pacchi assicurati sono spediti in separati sacchi ; e le etichette di questi sacchi sono distinte da un segno che è stabilito, di tempo in tempo, fra le due Amministrazioni.

7. I sacchi necessari per la trasmissione dei pacchi sono provvisti da ciascuna Amministrazione per le spedizioni dei propri uffici di cambio.

8. I sacchi sono ritornati vuoti alla Amministrazione cui appartengono in gruppi di dieci (nove sacchi inclusi in un sacco), formandone spedizioni separate indirizzate agli uffici di cambio che sono indicati dalle rispettive Amministrazioni Postali.

La quantità dei sacchi cosi spediti è annunziata su di un foglio di via separato da quello usato per l'invio dei pacchi e sarà contrassegnato da uno speciale numero d'ordine annuale.

Articolo 3.

NOTIFICAZIONI.

1. Ciascuna Amministrazione Postale comunica all'altra per mezzo di un Prospetto :

a) i nomi dei paesi ai quali possono essere proseguiti i pacchi che le vengono trasmessi ;

b) le vie utili per la trasmissione di detti pacchi dal punto di entrata verso il proprio territorio o servizio ;

c) la somma totale che deve essere bonificata dall'altra Amministrazione per ogni destinazione ;

d) il numero delle dichiarazioni in dogana che debbono acompagnare ogni pacco ;

e) qualunque altra informazione necessaria.

2. Ciascuna Amministrazione fa conoscere all'altra i nomi dei paesi ai quali intende spedire i pacchi in transito per l'altra, a meno che, in qualche speciale caso, la quantità di tali pacchi sia insignificante

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Articolo 4.

DETERMINAZIONE DELL'EQUIVALENTE.

Nel fissare le tasse relative ai pacchi ogni Amministrazione Postale è libera di adottare un approssimativo equivalente giusta le sue convenienze monetarie.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copyingink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Articolo 5.

ACCETTAZIONE DEI PACCHI.

Ogni pacco deve :

a) portare l'esatto indirizzo del destinatario in caratteri romani. Gl'indirizzi in matita non sono ammessi ; tuttavia sono accettati i pacchi che abbiano l'indirizzo scritto con matita copiativa su di una superficie preventivamente inumidita. L'indirizzo deve essere scritto sul pacco stesso o su di un'etichetta attaccata fortemente in modo che non possa staccarsi. Allo speditore è raccomandato di includere nel pacco una copia dell'indirizzo, come pure il proprio indirizzo.

b) essere imballato in maniera adeguata alla lunghezza del trasporto e alla protezione del contenuto.

Gli oggetti che possono recar danno agli agenti della Posta o ad altri pacchi debbono essere imballati in modo da evitare ogni pericolo.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

Articolo 6.

IMBALLAGGI SPECIALI.

1. I liquidi e le sostanze che possono facilmente liquefarsi debbono essere chiusi in doppio recipiente. Fra il primo recipiente (bottiglia, fiasco, vaso, scatola, etc.) e il secondo (scatola di metallo o di robusto legno) deve essere lasciato uno spazio che dovrà essere riempito con segatura di legno, crusca o simile materiale atto e in quantità sufficiente ad assorbire tutto il liquido in caso di rottura.

2. Le sostanze coloranti come l'anilina, ecc., sono ammesse solo se incluse in robuste scatole di metallo poste entro scatole di legno con segatura fra i due recipienti. Le polveri secche non coloranti debbono essere poste in scatole di metallo, legno o cartone ; e queste avvolte in tela o pergamena.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF ALL CHARGES.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of all charges shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Free of all Charges " *(Franc de tous droits)*.

2. Every parcel forwarded " free of all charges " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A.R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This Advice of Delivery form shall

3. Ogni pacco contenente pietre preziose, gioiellerie od ogni oggetto d'oro o d'argento, eccedente Lire sterline 100 (franchi 2,500) di valore deve essere formato di una scatola che misuri non meno di 3 piedi e 6 pollici (metri 1.05) in lunghezza e giro sommati insieme.

Articolo 7.

BOLLETINI DI SPEDIZIONE. DICHIARAZIONI IN DOGANA.

1. Ogni pacco deve essere accompagnato da un bollettino di spedizione e da dichiarazioni doganali in conformità dei regolamenti del paese di destinazione e le dichiarazioni doganali debbono essere fortemente attaccate al bollettino di spedizione.

2. Le due Amministrazioni Postali non assumono alcuna responsabilità rispetto alla esattezza delle dichiarazioni doganali.

Articolo 8.

PACCHI DA CONSEGNARSI FRANCHI DA SPESE O DIRITTI.

1. Un pacco da consegnarsi esente da spese o da diritti deve portare sul lato dell'indirizzo e sul bollettino di spedizione un'etichetta di color giallo con l'indicazione in grossi caratteri : « Franco di qualsiasi diritto » *(Franc de tous droits)*.

2. Ogni pacco spedito « franco di qualsiasi diritto » deve essere accompagnato da un separato bollettino di affrancazione da attaccarsi fortemente al bollettino di spedizione.

Articolo 9

RICEVUTE DI RITORNO.

1. I pacchi assicurati per i quali gli speditori domandano una ricevuta di ritorno debbono portare in modo appariscente l'indicazione : « *Ricevuta di ritorno* » oppure « A.R. ». Il bollettino di spedizione porterà la stessa indicazione.

2. Tali pacchi debbono essere accompagnati da un modulo simile a quello annesso al Regolamento Particolareggiato per l'esecuzione dello Accordo dell'Unione Postale.

be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin. It shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicate Advice of Delivery " *(Duplicata de l'avis de réception)*.

Il modulo per la ricevuta di ritorno è preparato dall'ufficio del Paese di origine o da qualsiasi altro ufficio designato dall'Amministrazione del Paese di origine ; è attaccato al relativo bollettino di spedizione. Se non arrivasse all'ufficio di destinazione, questo ufficio compila d'ufficio un nuovo modulo.

3. L'ufficio di destinazione dopo aver debitamente riempito il modulo, lo rinvia allo scoperto e in franchigia all'indirizzo dello speditore del pacco.

4. Se lo speditore presenta un reclamo per una ricevuta non ritornatagli dopo un congruo intervallo di tempo, si opera in conformità delle disposizioni di cui al seguente articolo 10.

In questo caso non si riscuote un secondo diritto e l'ufficio di origine scrive in testa al modulo le parole : « Duplicato della ricevuta di ritorno » *(Duplicata de l'avis de réception)*.

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Articolo 10.

RICEVUTE DI RITORNO CHIESTE DOPO L'IMPOSTAZIONE.

Se il mittente chiede una ricevuta di ritorno dopo l'impostazione di un pacco, l'Ufficio di origine o qualsiasi altro ufficio designato dalla Amministrazione del Paese di origine riempie un modulo di ricevuta di ritorno e lo attacca al modulo del reclamo sul quale vengono applicati i francobolli rappresentanti il diritto prescritto dalla Convenzione dell'Unione Postale.

Il modulo del reclamo, accompagnato da quello della ricevuta di ritorno è trattato in conformità delle disposizioni del successivo articolo 31, con la sola eccezione che, in caso di regolare consegna del pacco, l'ufficio di destinazione ritira i modulo del reclamo e ritorna la ricevuta di ritorno nel modo prescritto dal § 3 del precedente articolo.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " COD " (Remboursement) written or printed boldly and, after it, the

Articolo 11.

INDICAZIONE DELL'ASSEGNO.

1. I pacchi con assegno e i relativi bollettini di spedizione debbono portare dalla parte dell'indirizzo la parola « Assegno » (Remboursement) scritta o stampata in modo appari-

amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall, in addition, enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is, however, free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

scente, seguita dall'ammontare dell'assegno senza raschiature o correzioni, neppure appro vate.

2. Lo speditore deve aggiungere sul pacco e sul recto del bollettino di spedizione il suo nome e il suo indirizzo in caratteri romani.

Articolo 12.

ETICHETTA PER L'ASSEGNO.

Sui pacchi con assegno ed anche sui bollettini di spedizione è applicata un' etichetta color arancio analoga al modello annesso al Regolamento Particolareggiato della Convenzione dell'Unione Postale.

Articolo 13.

MANDATI DI RIMBORSO.

1. Ogni pacco con assegno deve essere accompagnato da un modulo per mandato di rimborso. Questo deve essere unito al bollettino di spedizione e portare l'indicazione dell'ammontare dell'assegno nella moneta del paese di origine.

Di regola generale, il mittente del pacco vi figura come destinatario del mandato. Ogni Amministrazione Postale è però in facoltà di fare indirizzare agli uffici di origine dei pacchi o ad altri uffici i mandati di rimborso relativi ai pacchi provenienti dal proprio servizio. La cedoletta del mandato deve indicare il nome e l'indirizzo del destinatario del pacco, come pure il luogo e la data di impostazione.

2. Non sono ammesse sui mandati di rimborso indicazioni in matita.

Articolo 14.

CONVERSIONE DELL'AMMONTARE DELL'ASSEGNO.

L'ammontare dell'assegno è convertito nella moneta del paese di destinazione dalla Amministrazione Postale di questo paese, che, all'uopo, userà il tasso di conversione stabilito per i vaglia postali tratti sull'ufficio di origine del pacco.

Article 15.

PERIOD OF PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement.

Articolo 15.

PERIODO DI PAGAMENTO DELL'ASSEGNO.

L'ammontare dell'assegno è pagato dal destinatario del pacco, nel termine prescritto dai regolamenti del paese di destinazione.

Spirato questo termine il pacco è trattato come non potuto consegnare in conformità delle disposizioni dell'articolo 15 dell'Accordo.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the Administration of the country of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Articolo 16.

RISPEDIZIONE DI PACCHI CON ASSEGNO.

1. I pacchi con assegno possono essere rispediti se il nuovo paese di destinazione ammette nei rapporti col paese di origine il cambio dei pacchi con assegno. In questo caso i pacchi sono accompagnati dal mandato di rimborso preparato dall'Amministrazione del Paese di origine. Il nuovo ufficio di destinazione nel regolare l'assegno agisce come se il pacco gli sia stato rimesso direttamente dall'ufficio. di origine.

2. Nel caso di una domanda di rinvio ad un paese che rispetto al Paese di origine non ammette il cambio di pacchi con assegno, i pacchi sono trattati come non potuti consegnare.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed " Service Instructions " (" Indications de service ") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by each Administration.

Articolo 17.

EMISSIONE DEI MANDATI DI RIMBORSO.

Subito dopo riscosso l'ammontare dell'assegno, l'ufficio di destinazione od altro ufficio designato dall'Amministrazione Postale del paese di destinazione riempie la parte del mandato di rimborso che è intestata : Indicazioni servizio (Indications de service) e, dopo avere applicato il bollo a data, lo rinvia in franchigia all'Ufficio in cui fu impostato il pacco o all'ufficio all'uopo indicato dalla Amministrazione del Paese di origine sul mandato stesso.

I mandati di rimborso sono pagati agli speditori alle condizioni fissate da ciascuna Amministrazione.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate entering thereon those particulars which the despatching office would have furnished.

Articolo 18.

ANNULLAMENTO O DUPLICAZIONE DEI MODULI PER MANDATI DI RIMBORSO.

1. Il modulo per mandato di rimborso relativo ad un pacco che, per qualsiasi ragione, è rinviato allo speditore, viene annullato dall'ufficio che rinvia il pacco ed è ritornato annesso al bollettino di spedizione.

2. Se un modulo per mandato di rimborso è sviato, perduto o distrutto prima della riscossione dell'assegno, l'Ufficio di destinazione o qualsiasi altro Ufficio designato dall'Amministrazione Postale del Paese di destinazione prepara un duplicato inscrivendovi tutti i dati che avrà fornito l'Ufficio di spedizione.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid or refunded.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payee within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

Articolo 19.

MANDATI DI RIMBORSO.

1. Un mandato di rimborso sviato, perduto e distrutto dopo la riscossione dell'assegno è sostituito da un duplicato o da un'autorizzazione di pagamento dopo avere accertato presso le due Amministrazioni Postali che il mandato non sia stato nè pagato nè rimborsato.

2. I mandati di rimborso che non è stato possibile di consegnare ai beneficiari nel periodo di validità fissato dallo speciale Accordo per i Vaglia Postali fra le due Amministrazioni sono, allo spirare di detto periodo quitanzati dalla Amministrazione che avrebbe dovuto pagarli e portati in conto alla Amministrazione che li ha emessi.

3. I mandati di rimborso consegnati ai beneficiarii e non presentati per il pagamento nel periodo di validità fissato dallo speciale accordo per il servizio dei Vaglia Postali fra le due Amministrazioni, sono sostituiti da autorizzazioni di pagamento. Queste autorizzazioni sono emesse dall'Amministrazione che ha riscosso l'assegno appena sia stato possibile accertare che i mandati originali non sono stati pagati nel periodo di validità, e vengono quietanzate dall'altra Amministrazione che ne reclama l'ammontare nel primo conto reso dopo apposta la quietanza.

4. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

(i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
(ii) Difference or omissions of names or amounts ;
(iii) Erasures of, or additions to, the entries ;
(iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
(v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Administration which has issued them.

For this purpose the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the office of issue by the office of payment.

4. Sono corretti dalla Amministrazione che li ha emessi, i mandati di rimborso il cui pagamento non può essere eseguito per uno dei motivi appresso indicati :

(i) irregolare, insufficiente o dubbia indicazione del nome o della residenza del beneficiario ;
(ii) differenze od omissione di nomi o d'importi ;
(iii) raschiature od aggiunte nelle indicazioni ;
(iv) mancanza di bolli, di firme o di altre indicazioni di servizio ;
(v) irregolare uso dei moduli.

A tale scopo i mandati sono rinviati al più presto possibile, in raccomandazione di servizio, all'Ufficio di emissione dall'Ufficio che avrebbe dovuto pagarli.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every Insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction, even if certified. The amount of the insurance shall, in addition, be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Articolo 20.

INDICAZIONE DEL VALORE ASSICURATO.

Ogni pacco assicurato e il relativo bollettino di spedizione debbono portare l'indicazione del valore assicurato nella moneta del paese di origine.

Questa indicazione deve essere fatta senza raschiature o correzioni, neppure se approvate. L'ammontare dell'assicurazione è, inoltre, convertito in franchi oro dall'Amministrazione Postale del Paese di origine. Il risultato della conversione deve essere chiaramente indicato con nuove cifre poste a lato o di seguito a quelle rappresentanti l'ammontare dell'assicurazione nella moneta del paese di origine.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every Insured parcel, and its Despatch Note as well, shall bear a red label with the indication " Insured " (Valeur déclarée) in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover

Articolo 21.

CARTELLINI PER L'ASSICURAZIONE.

Ogni pacco assicurato ed il relativo bollettino di spedizione debbono portare un cartellino di colore rosso con l'indicazione *Assicurato* (valeur déclarée) in caratteri romani.

Se un pacco contiene monete, verghe d'oro o d'argento, od altri oggetti preziosi, i suggelli di ceralacca o di altra materia, le etichette di qualsiasi specie e i francobolli, applicati al pacco debbono essere distanti in modo da non

the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every Insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each Insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

(a) On the address side of the parcel ;
(b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel, and the relative Despatch Note as well, shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

poter nascondere alterazioni dell'imballaggio. Di più le etichette e i francobolli, se vi sono, non debbono essere piegati su due lati dell'imballaggio in modo da coprire lo spigolo.

Articolo 22.

SUGGELLAMENTO DEI PACCHI ASSICURATI.

Ogni pacco assicurato deve essere chiuso con suggelli di ceralacca, di piombo o di altra specie, portanti un uniforme segno o emblema dello speditore ed in numero sufficiente da rendere impossibile la manomissione del contenuto senza lasciare apparente traccia di violazione.

Ai mittenti di tali pacchi è fatta rigorosa raccomandazione di munire il relativo bollettino di spedizione, se possibile, di una esatta riproduzione del suggello o dello speciale segno suaccennato.

Articolo 23.

INDICAZIONE DEL PESO DEI PACCHI ASSICURATI.

L'esatto peso in grammi di ogni pacco assicurato deve essere indicato dall'Amministrazione Postale del Paese di origine :

a) sul pacco nel lato dell'indirizzo ;
b) sul bollettino di spedizione nello spazio all'uopo riservato.

Articolo 24.

NUMERO D'ORDINE E LUOGO D'IMPOSTAZIONE.

Ogni pacco e il relativo bollettino debbono portare il nome dell'ufficio d'impostazione e un' etichetta indicante il numero d'ordine. Un ufficio d'impostazione non deve usare due o più serie di etichette nello stesso tempo, a meno che ogni serie non sia differenziata con uno speciale segno.

Articolo 25.

IMPRESSIONE DEL BOLLO A DATA.

Sul bollettino di spedizione nel lato dello indirizzo l'ufficio d'impostazione imprime il bollo indicante il luogo e la data d'impostazione.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every Express parcel, and the relative Despatch Note as well, shall be impressed with a stamp or provided with a label bearing in bold type the word " Express " (" Exprès ").

Articolo 26.

PACCHI PER ESPRESSO.

Ad ogni pacco per espresso ed al relativo bollettino è applicato un bollo o un'etichetta portante, in modo appariscente, la parola : *Espresso* (Exprès).

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the Office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " Free of all charges " *(" Franc de tous droits ")* and is advised accordingly, reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the Office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking, Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin must be cancelled by the office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and be certified by the signature of the officer who made the conversion.

Articolo 27.

RINVIO DEI BOLLETTINI DI AFFRANCAZIONE. RECUPERO DELLE SOMME ANTICIPATE.

1. L'Ufficio che anticipa i diritti doganali e gli altri diritti per conto dello speditore di un pacco da consegnarsi franco di spese, riempie, in quanto lo concerne, il verso del bollettino d'affrancazione e rinvia questo accompagnato dai relativi documenti, se esistono, in busta chiusa senza alcuna menzione del contenuto, all'ufficio indicato nel recto del bollettino d'affrancazione.

2. Se un pacco che porta il cartellino « franco di ogni diritto » *(Franc de tous droits)*, e che come tale è annunziato sul foglio di via, arriva al servizio del paese di destinazione senza bollettino di affrancazione, l'ufficio che provvede alla visita doganale compila un bollettino duplicato avendo cura di sostituire il nome del paese di origine del pacco a quello che figura sul bollettino stesso. Se il bollettino di affrancazione va perduto dopo la consegna del pacco, si compila un duplicato con le stesse norme.

3. I bollettini di affrancazione relativi a pacchi che per qualsiasi motivo sono rinviati al Paese di origine, debbono essere annullati dall'ufficio che rinvia i pacchi.

4. Al ricevere un bollettino di affrancazione indicante i diritti sborsati dall'Amministrazione del paese di destinazione, l'Amministrazione del paese di origine converte l'ammontare di tali diritti nella propria moneta e al tasso che essa stessa determina, ma che non potrà eccedere quello fissato per l'emissione dei Vaglia Postali a destinazione del paese corrispondente.

Il risultato della conversione deve apparire nel corpo del modulo ed esserre convalidato dalla firma dell' impiegato che ha operato la conversione.

Article 28.

RE-TRANSMISSION.

1. The Administration re-transmitting a mis-sent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Postal Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the mis-sent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Italy or the United Kingdom has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Articolo 28.

RISPEDIZIONE.

1. L'Amministrazione che rispedisce un pacco disguidato non applica su di esso, diritti doganali o altri diritti non postali.

Se un' Amministrazione Postale restituisce un tal pacco al Paese dal quale lo ha ricevuto direttamente, restituisce pure le bonificazioni ricevute e rileva l'errore con un bollettino di verificazione.

In altri casi e se l'ammontare bonificato è insufficiente a coprire le spese che deve sostenere per la rispedizione, l'Amministrazione rispeditrice bonifica all'Amministrazione cui rimette il pacco le somme dovute per l'ulteriore spedizione, e recupera l'ammontare della differenza addebitandola all'ufficio di cambio dal quale ricevette direttamente il pacco disguidato. La ragione dell'addebito è notificata a que st'ultimo ufficio mediante bollettino di verificazione.

2. Se un pacco è stato indebitamente accettato per la spedizione in conseguenza di un errore imputabile al servizio postale e deve, per questo motivo, essere rinviato all'ufficio di origine, l'Amministrazione che ritorna il pacco bonifica a quella dalla quale lo ebbe, le somme che per esso le sono state accreditate.

3. I diritti su di un pacco rispedito in conseguenza di cambiamento di residenza del destinatario o di un errore da parte dello speditore, ad un paese con il quale l'Italia o il Regno Unito hanno cambio di pacchi postali sono addebitati all'Amministrazione cui il pacco è rispedito, a meno che le spese del nuovo trasporto non siano pagate all'atto della rispedizione. In questo caso il pacco è considerato come se esso fosse stato indirizzato direttamente dal paese rispeditore al nuovo paese di destinazione.

4. Un pacco che viene rispedito senza pagamento di nuova francatura, è proseguito nel suo primitivo imballaggio ed è accompagnato dal bollettino di spedizione originale. Se il pacco, per una ragione qualsiasi, è stato nuovamente imballato o l'originale bollettino di spedizione è stato sostituito con un duplicato, il nome dell'Ufficio di origine del pacco e l'originale numero d'ordine sono riportati tanto sul pacco che sul bollettino.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. In the absence of a reply within one month to a report of non-delivery issued in proper course the parcel shall be returned to the country of origin.

3. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

4. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word "Returned" ("*Rebut*") in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Articolo 29.

RINVIO DI PACCHI NON CONSEGNATI.

1. Se lo speditore di un pacco non potuto consegnare ha fatto una domanda non prevista dall'articolo 15, § 2, dell'Accordo, l'Amministrazione dell' Paese di destinazione non è in obbligo di soddisfarla, ma può rinviare il pacco al Paese d'origine dopo averlo trattenuto per il periodo prescritto dai regolamenti del paese di destinazione.

2. In mancanza di risposta, entro un mese, ad un avviso di giacenza debitamente spedito, il pacco è rinviato al Paese di origine.

3. L'Amministrazione che rinvia un pacco allo speditore deve indicare su di esso chiaramente e concisamente la causa della non avvenuta consegna. Questa indicazione può essere scritta a mano o a mezzo di un'impressione a stampa o di un'etichetta.

4. Un pacco che è rinviato allo speditore viene indicato sul foglio di via con la parola « Rifiuto » *(Rebut)* nella colonna delle « Osservazioni » ed è trattato e gravato di diritti come un pacco rispedito in conseguenza del cambiamento di residenza del destinatario.

Article 30.

SALE.
DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Articolo 30.

VENDITA.
DISTRUZIONE.

1. Se un pacco è stato venduto o distrutto in conformità delle disposizioni dell'articolo 17 dell'Accordo, viene compilato un processo verbale della vendita o della distruzione.

2. Il prodotto della vendita serve, in primo luogo, a coprire i diritti gravanti il pacco. L'eccedenza eventuale è trasmessa all'Amministrazione Postale del Paese di origine per essere pagata allo speditore che deve sopportare la spesa della trasmissione.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been

Articolo 31.

RECLAMI PER PACCHI O MANDATI DI RIMBORSO.

Per i reclami relativi a pacchi od a mandati di rimborso non rinviati è usato un modulo

returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the Offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

simile a quello annesso al Regolamento Particolareggiato relativo all'Accordo per i pacchi postali dell'Unione Postale Universale. Questi moduli sono spediti agli Uffici all'uopo designati dalle due Amministrazioni Postali e sono trattati nel modo stabilito di comune accordo fra esse.

Article 32.

PARCEL BILL.

Insured, Trade Charge, Express, returned, and redirected parcels and parcels to be delivered free of all charges shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Other parcels shall similarly be entered individually unless by mutual agreement it is arranged for them to be entered on the Parcel Bills in bulk with a summary statement of the amounts to be credited. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

Articolo 32.

FOGLI DI VIA.

I pacchi assicurati, con assegno, per espresso, rinviati, rispediti e franchi di spese sono dallo Ufficio di cambio speditore singolarmente inscritti su di un foglio di via simile a quello annesso al Regolamento Particolareggiato relativo all'Accordo per i Pacchi Postali dell'Unione Postale Universale. Gli altri pacchi, sono pure singolarmente inscritti a meno che, di comune accordo, non siasi disposto che possano essere annunciati sommariamente nel foglio di via con l'indicazione dello importo totale bonificato.

I bollettini di spedizione, i mandati di rimborso, le dichiarazioni doganali, i bollettini, d'affrancazione, le ricevute di ritorno, ecc., sono allegati al foglio di via.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Articolo 33.

VERIFICAZIONE DA PARTE DEGLI UFFICI DI CAMBIO. NOTIFICAZIONE DELLE IRREGOLARITÀ.

1. Al ricevimento di una spedizione di pacchi o di sacchi vuoti, l'ufficio di cambio verifica i pacchi ed i vari documenti che li accompagnano, o i sacchi vuoti, se ne è il caso, in rapporto ai dati segnati nel foglio di via e, se necessario, rileva la mancanza di oggetti o altre irregolarità mediante bollettino di verificazione.

2. Ogni differenza nelle bonificazioni e nei conti è notificata all'ufficio di cambio speditore mediante bollettino di verificazione. I bollettini di verificazione accettati sono uniti ai relativi fogli di via. Le correzioni fatte sui fogli di via non giustificate da documenti non sono considerate valide.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall cause each of its Offices of Exchange to prepare monthly for all the Parcel Mails despatched during the month by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which, accompanied by the monthly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which it relates.

3. The monthly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in a general quarterly account prepared by the Administration to which the balance is due.

Articolo 34.

CONTABILITÀ.

1. Ogni Amministrazione Postale fa preparare mensilmente da ciascuno dei propri uf'ici di cambio per tutte le spedizioni di pacchi formate durante il mese da ciascuno degli uffici di cambio dell' altra Amministrazione, un prospetto delle somme totali inscritte sui fogli di via sia a suo credito sia a suo debito.

2. Questi prospetti sono poi riepilogati dalla stessa Amministrazione in un conto che accompagnato dai relativi prospetti mensili, dai fogli di via e, eventualmente, dai bollettini di verificazione, è spedito alla corrispondente Amministrazione durante il mese seguente quello cui si riferisce.

3. I conti mensili, dopo essere stati verificati ed accettati da ambo le parti, sono riepilogati in un conto semestrale generale preparato dalla Amministrazione che risulta in credito.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Articolo 35.

LIQUIDAZIONE DEI CONTI.

1. Il pagamento del saldo dei conti è fatto dalla Amministrazione Postale debitrice a quella creditrice nei modi prescritti dalla Convenzione dell'Unione Postale per la liquidazione dei conti delle spese di transito.

2. La preparazione e la trasmissione di un conto generale e il pagamento del saldo di questo conto sono eseguiti quanto prima possibile, e, al più tardi ,nel periodo di tre mesi dalla fine del periodo al quale il conto si riferisce.

Spirato questo termine le somme dovute da una Amministrazione all'altra sono produttive d'interesse al saggio del 7 per cento all'anno, da calcolarsi dalla data dello spirare del detto termine.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Adminis-

Articolo 36.

CONTO DEI MANDATI DI RIMBORSO.

1. La contabilità relativa ai mandati di rimborso pagati da una Amministrazione Po-

tration on behalf of the other Administration shall be effected by means of detailed Accounts.

2. In these Accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. Each Administration shall deduct from the total sum of its credit one-half per cent., representing the share of the other Administration in the Trade Charge fee.

The verification of these Accounts shall be effected in accordance with the provisions of the special Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge Account shall be included in and settled as part of the General Account in respect of Money Orders.

stale per conto dell'altra è compilata mediante conti particolari.

2. In questo conti, che sono accompagnati dai mandati di rimborso pagati e quietanzati, questi sono inscritti nell'ordine alfabetico degli uffici d'emissione e nell'ordine del numero del registro di emissione di tali uffici. Ciascuna Amministrazione deduce dalla somma totale del suo credito il mezzo per cento rappresentante la quota spettante per diritto di assegno all'altra Amministrazione.

La verificazione di questi conti è eseguita in conformità delle disposizioni dell'Accordo speciale per i Vaglia postali fra le due Amministrazioni.

3. I totali dei conti degli assegni sono compresi nel conto generale relativo ai Vaglia e liquidati come parte di esso.

Article 37.

FRANKING NOTES.
ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the Offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these Offices have given to them.

2. The special account, accompanied by the Franking Notes, shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the Detailed Regulations of the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Articolo 37.

BOLLETTINI D'AFFRANCAZIONE.
CONTABILITÀ PER DIRITTI DOGANALI ECC.

1. La contabilità relativa ai diritti doganali ecc. anticipati da ciascuna Amministrazione Postale per conto dell'altra è fatta mediante conti mensili speciali che sono preparati dalla Amministrazione debitrice nella moneta del paese creditore. I bollettini di affrancazione sono inscritti nei conti secondo l'ordine alfabetico degli uffici che hanno anticipato l'importo dei diritti e secondo il numero d'ordine che quest'uffici hanno dato ai bollettini.

2. Lo speciale conto accompagnato dai bollettini di affrancazione è trasmesso all'Amministrazione creditrice non più tardi della fine del mese seguente quello cui si riferisce. Non sono compiliati i conti che fossero negativi.

3. I conti sono verificati in conformità delle disposizioni stabilite nel Regolamento Particolareggiato dello speciale Accordo per i vaglia postali fra le due Amministrazioni.

4. I conti sono saldati o mediante vaglia postale o mediante una tratta nella moneta del paese creditore o in qualunque altra maniera stabilita di comune accordo.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Articolo 38.

COMMUNICAZIONI E NOTIFICAZIONI.

Ciascuna Aministrazione Postale fornisce all'altra tutte le notizie necessarie circa le norme particolari per l'esecuzione del servizio.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London, the 21st day of August 1930, and at Rome, the 28th day of August 1930.

(Signed) H. B. LEES-SMITH.

Articolo 39.

ENTRATA IN VIGORE E DURATA DEL REGOLAMENTO PARTICOLAREGGIATO.

Il presente Regolamento Particolareggiato entrerà in vigore il giorno in cui entrerà in vigore l'Accordo per i Pacchi Postali ed avrà la stessa durata. Le Amministrazioni interessate avranno però la facoltà di modificare, di volta in volta, le norme particolari.

Fatto in doppio originale a Londra, il 21 Agosto 1930 ed a Roma, il 28 Agosto 1930-VIII.

(Signed) Giuseppe PESSION.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

SCAMBIO DI NOTE

RELATIVE ALL' ENTRATA IN VIGORE DELL' ACCORDO PRECEDENTE.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 3 juillet 1931.

I.

AMBASCIATA D'ITALIA

20, Grosvenor Square, W.
LONDRA, 2 *Marzo*, 1931.

SIGNOR SEGRETARIO DI STATO,

Com' è noto a Vostra Eccellenza, l'articolo 43 dell' Accordo per lo scambio dei pacchi postali,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

RELATING TO THE ENTRY INTO FORCE OF THE PRECEDING AGREEMENT. LONDON, MARCH 2, 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1931.

I.

THE ITALIAN EMBASSY,

20, Grosvenor Square, W.
LONDON. *March* 2, 1931.

SIR,

You are aware that, under Article 43 of the Parcel Post Agreement between the Post Office

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tra le Poste del Regno Unito e le Poste del Regno d'Italia, firmato in Londra il 21 agosto 1930, e in Roma il 28 agosto 1930, stabilisce che l'Accordo stesso entrerà in vigore a una data da fissarsi di comune accordo fra le due Amministrazioni.

In base alle istruzioni ricevute dal Regio Ministero degli Affari Esteri, ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Governo Italiano propone che l'Accordo predetto entri in vigore un mese dopo la data della presente nota, vale a dire il 2 aprile 1931.

La presente nota, e la risposta di Vostra Eccellenza in proposito serviranno a far constatare l'accordo sopra descritto.

La prego, Signor Segretario di Stato, di gradire i sensi della mia più alta considerazione, con la quale ho l'onore di essere, dell' Eccellenza Vostra, l'umilissimo ed obbedientissimo Servitore,

(Signed) A. BORDONARO.

Sua Eccellenza
The Right Hon. Arthur Henderson,
etc., etc., etc.

of the United Kingdom and the Post Office of the Kingdom of Italy, which was signed at London on August 21, 1930, and at Rome on August 28, 1930, this Agreement is to come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations.

In conformity with the instructions I have received from the Royal Ministry of Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government proposes that the aforementioned Agreement should come into force one month from the date of the present Note, that is April 2, 1931.

The present Note and Your Excellency's reply shall be taken as placing on record the above-mentioned Arrangement.

I have the honour, etc.

(Signed) A. BORDONARO.

His Excellency
The Right Hon. Arthur Henderson,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

2nd March, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom accept the proposal of the Italian government that the Parcel Post Agreement between the Post Office of the United Kingdom and the Post Office of the Kingdom of Italy which was signed at London on the 21st August, 1930, and at Rome on the 28th August, 1930, should enter into force one month from the date of the present note.

2. It is understood that Your Excellency's note and this reply shall be taken as placing on record the arrangement therein described.

I have the honour to be, with the highest consideration,
Your Excellency's obedient Servant,

(In the absence of the Secretary of State and by authorisation.)

(Signed) Robert VANSITTART.

His Excellency
Monsieur Antonio Bordonaro, G.B.E.
etc., etc., etc.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2583. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 21 AOUT 1930, ET A ROME, LE 28 AOUT 1930.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME D'ITALIE conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Italie, d'autre part.

Dans le présent arrangement et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « Royaume-Uni » comprend la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Ile de Man.

ARRANGEMENT.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni à destination de l'Italie ne devront pas peser plus de 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur, ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; et les colis expédiés d'Italie à destination du Royaume-Uni ne devront pas peser plus de 10 kg. ni mesurer plus de m. 1,05 de longueur ou plus de m. 1,80, longueur et pourtour réunis, et leur volume ne devra pas dépasser 55 décimètres cubes.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DE COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent accord et du règlement d'exécution y afférent dans la mesure où celles-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT — TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe postale comprendra les sommes revenant à chaque administration postale participant au transport des colis par voie de terre ou de mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront en Grande-Bretagne de 1 franc, 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb), 3 kg. (7 lb), 5 kg. (11 lb) et 10 kg. (22 lb) ; et en Italie de 0,85 cts., 1 fr. 25 et 2 fr. 05 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb), 5 kg. (11 lb) et 10 kg. (22 lb) respectivement.

L'Administration postale italienne se réserve la faculté d'adapter ses droits à toute modification qui pourra être introduite en matière de droits par des conventions internationales postérieures à l'arrangement de Stockholm de 1924.

L'Administration des Postes britanniques se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications ultérieures de ces droits qui pourront être apportées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux Administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale de l'Italie est autorisée à percevoir pour factage et pour dédouanement un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis ou toute autre taxe qui sera fixée par des conventions internationales postérieures à l'arrangement de Stockholm de 1924. L'Administration postale du Royaume-Uni est autorisée à percevoir le droit qui sera fixé de temps à autre d'une façon générale pour des services similaires dans ses relations avec d'autres pays en matière d'échange de colis postaux.

Article 7.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane ou autres droits non perçus par les administrations postales seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent arrangement.

Article 8.

PAIEMENT PAR L'EXPÉDITEUR DES DROITS DE DOUANE OU AUTRES. PERCEPTION D'ARRHES. DROIT DE COMMISSION.

Dans le cas où les deux administrations postales désireraient à l'avenir adopter cette méthode en matière d'échange de colis postaux, il y aura lieu de se conformer aux dispositions du présent article et des articles connexes.

Moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

En pareil cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration du pays destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, pour ce service, un droit de commission qui ne peut dépasser 25 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 6 ci-dessus pour le dédouanement.

Sur tous les colis expédiés du Royaume-Uni en vertu de cet arrangement, l'administration du Royaume-Uni est autorisée à percevoir de l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas un shilling.

Article 9.

DROIT D'ENTREPOSAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir tout droit d'entreposage établi par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou pour ceux qui ne sont pas réclamés dans le délai prescrit.

Ce droit ne devra en aucun cas dépasser cinq francs.

Article 10.

REMISE PAR EXPRÈS.

1. A la demande des expéditeurs, les colis ne pesant pas plus de 5 kg. (11 lb) expédiées d'Italie à destination du Royaume-Uni pourront être remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, ou, si le bureau de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée sera immédiatement expédié par porteur spécial.

Ces colis qualifiés « exprès » seront soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution local du bureau de destination, l'administration à laquelle appartient ce bureau pourra percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 37, paragraphe 2.

3. La remise ou l'envoi par exprès d'un avis d'arrivée au destinataire ne sera tenté qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions fixées pour les colis ordinaires.

4. Les dispositions du présent article et des autres articles connexes ne s'appliquent qu'au service en provenance d'Italie et à destination du Royaume-Uni jusqu'au moment où l'Administration des Postes italiennes notifiera que la remise par exprès peut également être introduite dans le service des colis en provenance du Royaume-Uni et à destination de l'Italie.

Article 11.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;

b) Des articles de caractère obscène ou immoral ;

c) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;

d) Des lettres ou des communications ayant le caractère d'une lettre ou d'une correspondance personnelle, ainsi que des objets de correspondance ou des paquets de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis (toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du destinataire du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur) ;

e) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu).

2. Il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, de l'or ou de l'argent manufacturé ou non, ou d'autres articles précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté par erreur à la poste sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, l'administration du pays d'origine sera informée de façon précise du sort réservé au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ou d'une correspondance personnelle n'entraînera en aucun cas le retour du colis au pays d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée, dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés, en cas de changement d'adresse du destinataire, dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir les frais de réexpédition prévus par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays parties au présent arrangement, à destination d'un autre pays, sous réserve que lesdits colis remplissent les conditions prévues pour leur réexpédition, et sous réserve, en règle générale que l'affranchissement supplémentaire ait été acquitté à l'avance au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'ont pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 14.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus par suite d'acheminement dans une fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront traités conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphe 1 et 2, du Règlement d'exécution.

Article 15.

NON REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra pas être remis, sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement intérieur du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : *a)* traité comme colis abandonné ; *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Dans le cas d'un colis mis à la poste en Italie l'expéditeur pourra demander *c)* que la non remise lui soit signalée. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être formulée de la façon suivante ou d'une façon analogue :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : abandonner ».

« Si le colis ne pet être remis à l'adresse indiquée : livrer à ..... ».

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : adresser un avis de non remise ».

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis qui sont retournés à l'expéditeur seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 36.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux parties au présent arrangement s'engagent à insister auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane concernant les colis qui sont retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 17.

VENTE — DESTRUCTION.

Seuls les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être remis aux destinataires et que les expéditeurs ont abandonné ne seront pas retournés par l'Administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce dernier. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de un franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement.

Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir de la date de dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une irrégularité dans le service postal, le droit y afférent sera remboursé.

Article 20.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. — TAXES ET CONDITIONS. — LIQUIDATION.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre l'Italie et le Royaume-Uni.

Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement, dans le cas d'un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni, sera fixé à 20 livres sterling et dans le cas d'un colis mis à la poste en Italie, à 1000 lires. En calculant le montant d'un remboursement, toute fraction d'un penny ou de dix centesimi sera comptée comme un penny ou dix centesimi.

Les deux administrations postales s'engagent à assurer le transit, par leurs services, des colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination desdits colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou des colis avec valeur déclarée, selon le cas. L'expéditeur payera, en outre, une taxe spéciale, qui sera fixée par l'administration du pays d'origine et ne pourra dépasser :

a) 2½d. par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement, dans le cas d'un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) Un droit proportionnel de 1 % du montant du remboursement, dans le cas d'un colis mis à la poste en Italie.

3. La liquidation du montant des remboursements encaissés s'effectue au moyen de mandats de remboursement, qui sont émis gratuitement.

4. Outre le droit spécial fixé conformément au paragraphe 2, l'Administration postale du Royaume-Uni aura le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis contre remboursement, mis à la poste dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 2 d, pour chaque colis, et du destinataire de chaque colis contre remboursement livré dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 d. pour chaque colis.

5. Outre le droit spécial fixé conformément au paragraphe 2, l'Administration postale italienne aura le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis contre remboursement, mis à la poste en Italie, un droit supplémentaire de 50 centimes au maximum pour chaque colis.

Article 21.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne peut en annuler ou en modifier le montant postérieurement au dépôt.

Article 22.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales seront responsables, conformément aux conditions fixées aux articles 28 et 34 ci-après, en cas de perte d'un colis contre remboursement ou en cas de spoliation ou d'avarie de son contenu.

Article 23.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

Si un colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 19 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, dans aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre les tiers.

Article 24.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT.

Le paiement par l'administration postale du pays d'origine des sommes encaissées régulièrement se fait pour le compte de l'administration postale du pays destinataire. De même, le paiement de l'indemnité se fait pour le compte de l'administration postale du pays de destination, si celui-ci est responsable.

La responsabilité en cas de non-perception du montant exact d'un remboursement incombe à l'administration du pays de destination, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration du pays d'origine, ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement.

L'administration du pays de destination est tenue de rembourser, dans les conditions prévues à l'article 34, la somme qui a été avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 25.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas pu être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration postale dont relève le Bureau qui a émis le mandat. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement, et revient définitivement à cette administration à l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions de l'Arrangement relatif aux mandats de poste conclu par les deux administrations.

Article 26.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence d'une somme de mille francs.

2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.

3. L'administration du pays d'origine aura également le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 27.

DÉCLARATIONS FRAUDULEUSES.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 28.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis ou de la perte, spoliation ou avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit de ce fait à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, spoliation ou avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg., mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lb) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. mais ne dépasse pas 10 kg. (22 lb). Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite : dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays devra verser, à ses propres frais, l'indemnité au destinataire, à la condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur, sans être tenue de consulter l'administration du pays d'origine.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés se seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix-courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans les cas où il est dû une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis ou pour spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance restent acquis aux administrations postales intéressées.

Article 29.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

a) Dans les cas de force majeure ;

b) Lorsqu'elles seront dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents officiels, résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'article ;

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions mentionnées à l'article 11 ;

e) Pour les colis qui ont été frauduleusement assurés pour une somme supérieure à la valeur du contenu et de l'emballage ;

f) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19 ;

g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou un article quelconque d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs) et non enfermés dans une boîte des dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 30.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les ayants-droit ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserves.

Article 31.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas indiqués au paragraphe 1 de l'article 28, dans lesquels le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 32.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera vresée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 33.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans fomuler de réserve et ayant obtenu communication de tous les renseignements prescrits par les règlements en vue de l'enquête, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué dans la mesure du possible lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou les tiers.

Toutefois, si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 34.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 31, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable au moyen des comptes prévus au paragraphe 2 de l'article 34 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité, sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 35.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays, à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 et 5 et bonifiera également à l'Administration des Postes françaises les droits qui reviennent à cette dernière, dans le cas d'un colis expédié en transit par la France.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les sommes nécessaires pour le transport et l'assurance du colis, conformément au tableau prévu au paragraphe 1 de l'article 3 du règlement d'exécution.

Article 36.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration le montant des droits qui lui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi du colis.

Article 37.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALE ET COMPLÉMENTAIRE.

1. La taxe spéciale d'exprès prévue à l'article 10, paragraphe 1, fait partie des sommes portées au crédit de l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié sur un autre pays, sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est portée au crédit de l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par exprès, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis exprès n'a pu être remis.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis exprès, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, paragraphe 2, est reprise sur l'administration du pays d'origine par l'administration qui a tenté la remise, sauf dans les cas où cette taxe a été acquittée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 38.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 13, paragraphe 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 39.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

a) Le droit spécial prévu à l'article 8, paragraphe 4 ;
b) Le droit d'avis de reception prévu à l'article 12 ;
c) Le droit applicable aux réclamations mentionné à l'article 19, paragraphe 1 ;
d) Le droit supplémentaire pour les colis grevés de remboursement prévu à l'article 20, paragraphes 4 et 5 ;
e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée prévu à l'article 26, paragraphe 3.

2. Le droit de factage et de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 8, paragraphe 4, est repris par la même administration.

Article 40.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 20, paragraphe 2, sera partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est prescrit à l'article 36, paragraphe 2, du règlement à éxécution.

Article 41.

DROITS D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 42.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale de Stockholm.

2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf en cas d'entente réciproque des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.

4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent arrangement. D'autres questions de détails, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.

5. Les législations intérieures de l'Italie et du Royaume-Uni seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 43.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Londres, le 21 août 1930, et à Rome, le 28 août 1930.

(Signé) H. B. LEES-SMITH. *(Signé)* Guiseppe PESSION.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME D'ITALIE

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis qui auront été mal dirigés seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

En l'absence de toute disposition contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre sera effectuée « à découvert ».

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et autres documents portera une marque distinctive.

5. Les colis exprès et les colis grevés de remboursement destinés à être remis au destinataire sans frais, lorsqu'ils sont expédiés dans un courrier, seront groupés et placés autant que possible dans le sac qui contient la lettre de voiture et les autres documents. Lorsqu'ils ne pourront être tous placés dans le sac qui contient la lettre de voiture, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés portera une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts et les étiquettes de ces sacs porteront une marque distinctive qui sera fixée de temps à autre par les deux administrations.

7. Les sacs nécessaires à la transmission des colis seront fournis par chaque administration pour les expéditions faites par ses bureaux d'échange.

8. Les sacs seront renvoyés vides à l'administration à laquelle ils appartiennent. Les sacs vides seront expédiés par paquets de 10 (9 sacs enfermés dans le dixième) et sous forme d'envois distincts adressés aux bureaux d'échange qui seront désignés par les administrations postales respectives. Le nombre de sacs ainsi renvoyés sera signalé sur une feuille de route distincte de celle qui est employée pour signaler les colis eux-mêmes ; cette feuille portera un numéro appartenant à une série annuelle distincte.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le montant total qui devra être inscrit à son crédit par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis;

e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre le nom des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis :

a) Portera l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises. Toutefois, les colis portant des adresses écrites au crayon-encre sur une surface préalablement humectée seront acceptés. L'adresse sera inscrite

sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On conseillera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire ainsi que l'indication de sa propre adresse ;

b) Devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera laissé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Les matières colorantes, telles que l'aniline, etc., ne seront admises que si elles sont renfermées dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure. Les poudres sèches non colorantes seront placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton ; ces boîtes seront elles-mêmes enveloppées dans un emballage en toile ou en parchemin.

3. Tous colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs) seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1,05 m.), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conforme au règlement du pays de destination. Les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition

2. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROIT.

1. Les colis à remettre au destinataire francs de tous droits doivent porter, du côté de la suscription, ainsi que sur les bulletins d'expédition, une étiquette de couleur jaune avec l'inscription en gros caractères « franc de tous droits ».

2. Tout colis expédié « franc de tous droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 9

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces paquets sont accompagnés d'une formule conforme à celle qui est reproduite dans le règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine. Elle doit être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 10 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉS POSTÉRIEUREMENT AU DÉPOT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays d'origine, remplit une formule d'avis de réception qu'il joint ensuite à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale universelle.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'article 31 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse la mention « Remboursement » C O D — Assegno, écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie du montant du remboursement sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit, en outre, indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 12.

ETIQUETTES DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement ainsi que leur bulletin d'expédition devront être revêtus d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle figurant dans le règlement d'exécutidon de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis expédié contre remboursement sera accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule sera attachée au bulletin d'expédition et devra porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale

l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque administration est libre, de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux, les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer lenom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le nom et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les formules de mandat de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Les montants des remboursements sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du rembourseemnt doit être payé par le destinataire du colis dans le délai prévu par le règlement du pays de destination.

Passé ce délai, le colis sera traité comme étant tombé en rebut conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrangement.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par l'administration du pays d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédités directement par le bureau d'origine.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition sur un pays qui n'assure pas un service d'échange de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis seront traités comme étant tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, la renvoie en franchise de port au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par chaque administration.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement concernant un colis, qui pour un motif quelconque est renvoyé à l'expéditeur, seront annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi et seront renvoyées accompagnées du bulletin d'expédition.

2. Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement sont égarées, perdue ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tel autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établit des duplicata sur lesquels il porte les indications que le bureau expéditeur y aurait consignées.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement, sont remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement, après constatation par les deux administrations postales que les mandats n'ont été ni payés, ni remboursés.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais fixés par l'arrangement spécial concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations seront, à l'expiration de ce délai, quittancés par l'administration postale du pays de paiement et portés en compte à l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux destinataires, mais dont ceux-ci n'ont pas réclamé le paiement dans le délai de validité fixé par l'Arrangement concernant les mandats de poste, conclu entre les deux administrations, seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement seront établies par l'administration qui a perçu le montant du remboursement, aussitôt qu'elle aura pu s'assurer que les originaux des mandats n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé, et seront quittancées par l'autre administration qui réclamera les montants dus dans le premier relevé de comptes établi après la quittance.

4. Les mandats de remboursement dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes :

(i) Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;

(ii) Différences ou omissions de noms ou de sommes ;

(iii) Ratures ou additions dans les inscriptions ;

(iv) Omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service ;

(v) Emploi de formules non réglementaires,

seront régularisés par l'administration qui les a émis.

A cet effet, les mandats seront renvoyés, le plus rapidement possible, sous pli recommandé, au bureau d'émission par le bureau de paiement.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents, doivent porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration doit, en outre, être converti en francs-or, par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ETIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée, ainsi que leur bulletin d'expédition, doivent porter une étiquette rouge, avec l'indication « valeur déclarée » (Insured — Assicurato) en caractères latins.

Lorsque le colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, doivent être espacés de façon à ne pouvoir cacher des lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 22.

APPOSITION OBLIGATOIRE DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés au moyen de cachets de cire, de plomb, ou d'autre substance, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu du colis sans laisser de traces apparentes de violation.

Il est instamment recommandé aux expéditeurs de ces colis de porter sur le bulletin d'expédition, toutes les fois qu'il est possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

a) Sur le colis, du côté de l'adresse ;
b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPOT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit porter le nom du bureau de dépôt et être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'un signe distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par l'office d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRÈS.

Les colis à remettre par exprès, ainsi que les bulletins d'expédition correspondants sont frappés d'un timbre ou revêtus d'une étiquette portant, en gros caractères, le mot « exprès » (Express — Espresso).

Article 27.

RENVOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « franc de droits », remplira, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmettra ce dernier, accompagné des pièces justificatives y relatives, sous enveloppe fermée, sans aucune indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « franc de tous droits » et qui est signalé comme tel sur la feuille de route, parvient au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin, en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin d'affranchissement. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine, doivent être annulés par les soins du bureau qui effectue le renvoi des colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration du pays de destination, l'administration du pays d'origine conversit le montant de ces frais dans sa propre monnaie, à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et il est confirmé par la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédiera un colis mal dirigé ne percevra pas, pour ce colis, de droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans d'autres cas et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration portera au crédit de l'administration à laquelle elle retournera le colis les droits de transport que comporte l'acheminement du colis ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis mal dirigé. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui lui a livré le colis les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel l'Italie ou le Royaume-Uni échangent des colis postaux, seront réclamées à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination.

4. Tout colis qui sera réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque,

doit être remballé ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis ainsi que le numéro d'enregistrement primitif devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENVOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a adressé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 15 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine après l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. A défaut de réponse, dans le délai d'un mois, à un avis de non-remise expédié en bonne et due forme, le colis sera renvoyé au pays d'origine.

3. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être inscrit à la main ou imprimé à l'aide d'un timbre, ou porté sur une étiquette.

4. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de cette transmission.

Article 31.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'auront pas été renvoyés, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

Les colis avec valeur déclarée, grevés de remboursements, exprès, renvoyés, réexpédiés, ainsi que les colis à remettre francs de droits, seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Les autres colis seront aussi inscrits individuellement, à moins qu'il ne soit décidé d'un commun accord de les inscrire en bloc sur la feuille de route, avec l'indication du montant total à bonifier.

Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement et les avis de réception seront joints à la feuille de route.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification, les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute différence qui pourra être relevée quant aux bonifications et aux comptes sera signalé au bureau expéditeur par un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification approuvés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives seront considérées comme nulles.

Article 34.

COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration postale fera établir mensuellement par chacun de ses bureaux d'échange, pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration dans le courant du mois, un état des sommes totales inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y relatifs, sera transmis à l'administration correspondante dans le cours du mois qui suivra celui auquel il se rapporte.

3. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et approuvés par les deux parties, seront résumés dans un compte général trimestriel [1] par l'administration créditrice.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde de ce compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et au plus tard dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7% par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers.

2. Dans ces comptes, qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre

[1] Le texte italien porte « semestriel ».

numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. Chaque administration déduit de la somme totale de sa créance ½ %, représentant la part de la taxe de remboursement qui revient à l'autre administration.

La vérification de ces comptes est effectuée selon les règles fixées par l'arrangement spécial relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux des comptes de remboursement sont compris dans le compte général relatif aux mandats de poste et liquidés comme partie de ce compte.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT, DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais e douane, etc., déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels, établis par les soins de l'administration débitrice, dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par le règlement d'exécution de l'arrangement spécial relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

4. Ces comptes sont liquidés soit par le moyen d'un mandat de poste, soit par le moyen d'une traite, dans la monnaie du pays créditeur, ou de toute autre façon dont il pourra être convenu d'un commun accord.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur tous les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif à l'échange des colis postaux et aura la même durée que l'arrangement lui-même. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 21 août 1930, et à Rome, le 28 août 1930.

(Signé) H. B. LEES-SMITH. *(Signé)* Giuseppe PESSION.

ECHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ARRANGEMENT PRÉCÉDENT. LONDRES, LE 2 MARS 1931.

I.

AMBASSADE D'ITALIE.

20, Grosvenor Square, W.
LONDRES, 2 *mars* 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Votre Excellence n'ignore pas que l'article 43 de l'Arrangement pour l'échange de paquets postaux entre les Postes du Royaume-Uni et les Postes du Royaume d'Italie, signé à Londres le 21 août 1930, et à Rome, le 28 août 1930, prévoit que l'arrangement en question entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre les deux administrations.

Conformément aux instructions reçues du Ministère royal des Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement italien propose que l'arrangement susmentionné entre en vigueur dans un mois à partir de la présente note, c'est-à-dire le 2 avril 1931.

La présente note et la réponse de Votre Excellence au sujet de ce qui précède seront considérées comme constatant l'accord susmentionné.

Veuillez, etc.

(Signé) A. BORDONARO.

Son Excellence
M. Arthur Henderson,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1

2 *mars* 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à la note de ce jour de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans la Royaume-Uni accepte la proposition du Gouvernement italien, d'après laquelle l'Arrangement relatif à l'échange de colis postaux entre l'Administration postale du Royaume-Uni et l'Administration postale du Royaume d'Italie, signé à Londres, le 21 août 1930 et à Rome, le 28 août 1930, entrerait en vigueur dans un mois à partir de la date de la présente note.

2. Il est entendu que la note de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme constatant formellement l'accord qui y est prévu.

Veuillez, etc.

(En l'absence du Secrétaire d'Etat et par autorisation.)
(Signé) Robert VANSITTART.

Son Excellence
Monsieur Antonio Bordonaro, G.B.E.
etc., etc., etc.

N° 2584.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET CHINE

Exchange de notes concernant la rétrocession de la concession britannique à Amoy. Nankin, le 17 septembre 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND CHINA

Exchange of Notes regarding the Rendition of the British Concession at Amoy. Nanking, September 17, 1930.

No. 2584. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT REGARDING THE RENDITION OF THE BRITISH CONCESSION AT AMOY. NANKING, SEPTEMBER 17, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 janvier 1931.

No. 1.

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *September* 17, 1930.

SIR

With reference to our recent conversations regarding a settlement of the question of land tenure in the British concession area at Amoy, I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom to nationals other than Chinese will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mou being charged, and that the said concession will cease to exist, and the exchange of notes of 1852 embodying the agreement covering the leasing of the said area to His Majesty's Government will be cancelled as from the date on which the Chinese deeds of perpetual lease for the lots above referred to have been duly executed and issued and handed to the British consul at Amoy for transmission to the lot-holders other than Chinese in the said area, and that as regards the Chinese lot-holders in the said area, appropriate documents will be issued to them by the Chinese authorities on the production of the deeds issued by His Majesty's Government, which shall forthwith be returned to the British consul to be cancelled in the same manner as similar deeds issued to nationals other than Chinese.

I avail, etc.

Miles W. LAMPSON.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2584. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, CONCERNANT LA RÉTROCESSION DE LA CONCESSION BRITANNIQUE A AMOY. NANKIN, LE 17 SEPTEMBRE 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place January 5, 1931.

N° 1.

SIR M. LAMPSON AU Dr WANG.

NANKIN, *le 17 septembre* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à nos récentes conversations concernant le règlement de la question du régime foncier dans la concession britannique d'Amoy, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer que les titres de propriété relatifs aux parcelles de ladite concession, délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à des personnes de nationalité autre que la nationalité chinoise, seront échangés contre des actes chinois de bail perpétuel, moyennant perception d'un droit d'enregistrement de un dollar par mou ; que ladite concession cessera d'exister ; que l'échange de notes de 1852 constatant l'accord relatif à la cession à bail de ladite concession au Gouvernement de Sa Majesté sera considéré comme nul et non avenu à partir de la date à laquelle les actes chinois de bail perpétuel pour les parcelles susmentionnées auront été dûment dressés, délivrés et transmis au consul de Grande-Bretagne à Amoy, pour être remis aux occupants de nationalité non chinoise dans ladite concession, et que, en ce qui concerne les occupants chinois de cette concession, des documents appropriés leur seront délivrés par les autorités chinoises sur production des actes délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté, actes qui seront immédiatement retournés au consul de Grande-Bretagne pour être annulés de la même manière que les actes analogues délivrés aux personnes de nationalité autre que la nationalité chinoise.

Veuillez agréer, etc.

Miles W. LAMPSON.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

September 17, 1930.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :

> " With reference to our recent conversations regarding a settlement of the question of land tenure in the British concession area at Amoy, I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the said area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom to nationals other than Chinese will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mou being charged, and that the said concession will cease to exist, and the exchange of notes of 1852 embodying the agreement covering the leasing of the said area to His Majesty's Government will be cancelled as from the date on which the Chinese deeds of perpetual lease for the lots above referred to have been duly executed and issued and handed to the British consul at Amoy for transmission to the lot-holders other than Chinese in the said area, and that as regards the Chinese lot-holders in the said area, appropriate documents will be issued to them by the Chinese authorities on the production of the deeds issued by His Majesty's Government, which shall forthwith be returned to the British consul to be cancelled in the same manner as similar deeds issued to nationals other than Chinese. "

I beg to confirm the correctness of your understanding as stated in your note under reply.

I avail, etc.

Chengting T. WANG.

No. 3.

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

September 17, 1930.

EXCELLENCY,

With reference to the notes exchanged between us to-day regarding settlement of the question of land tenure in the British concession area at Amoy, I have the honour to state that, pending the actual application throughout the Amoy district of a new law governing land taxation throughout China, the annual land tax to be paid by the holders in the Amoy district of Chinese deeds of perpetual lease to be issued in exchange for British Crown leases shall remain at the present rate.

I avail, etc.

Chengting T. WANG.

N° 2.

LE Dr WANG A SIR M. LAMPSON.

Le 17 septembre 1930.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date d'aujourd'hui, libellée en ces termes :

« Comme suite à nos récentes conversations concernant le règlement de la question du régime foncier dans la concession britanniue d'Amoy, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer que les titres de propriété, relatifs aux parcelles de ladite concession, délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni à des personnes de nationalité autre que la nationalité chinoise, seront échangés contre des actes chinois de bail perpétuel, moyennant perception d'un droit d'enregistrement de un dollar par mou, que ladite concession cessera d'exister, que l'échange de notes de 1852 constatant l'accord relatif à la cession à bail de ladite concession au Gouvernement de Sa Majesté sera considéré comme nul et non avenu à partir de la date à laquelle les actes chinois de bail perpétuel pour les parcelles susmentionnées auront été dûment dressés, délivrés et transmis au consul de Grande-Bretagne à Amoy, pour être remis aux occupants de nationalité non chinoise dans ladite concession, et que, en ce qui concerne les occupants chinois de cette concession, des documents appropriés leur seront délivrés par les autorités chinoises sur production des actes délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté, actes qui seront immédiatement retournés au consul de Grande-Bretagne pour être annulés de la même manière que les actes analogues délivrés aux personnes de nationalité autre que la nationalité chinoise. »

J'ai l'honneur de vous confirmer que l'interprétation que vous donnez des résultats de nos conversations dans la note en question est en tous points exacte.

Veuillez agréer, etc.

Chengting T. WANG.

N° 3.

LE Dr WANG A SIR M. LAMPSON.

Le 17 septembre 1930.

EXCELLENCE,

Comme suite aux notes que nous avons échangées ce jour au sujet du règlement de la question du régime foncier dans la concession britannique d'Amoy, j'ai l'honneur de déclarer qu'en attendant l'application effective, dans le district d'Amoy, d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, l'impôt foncier annuel payable par les personnes qui posséderont dans le district d'Amoy des actes chinois de bail perpétuel à délivrer en échange de baux de la Couronne britannique restera fixé au taux actuel.

Veuillez agréer, etc.

Chengting T. WANG.

No. 4.

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *September* 17, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, in which you state that " pending the actual application throughout the Amoy district of a new law governing land taxation throughout China, the annual land tax to be paid by the holders in the Amoy district of Chinese deeds of perpetual lease to be issued in exchange for British Crown leases shall remain at the present rate ".

I have taken due note of this statement, with which His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement.

I avail, etc.

Miles W. LAMPSON.

N° 4.

SIR M. LAMPSON AU Dr WANG.

NANKIN, *le* 17 *septembre* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu déclarer que, « en attendant l'application effective, dans le district d'Amoy, d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, l'impôt foncier annuel payable par les personnes qui posséderont dans le district d'Amoy des actes chinois de bail perpétuel à délivrer en échange de baux de la Couronne britannique restera fixé au taux actuel ».

J'ai pris dûment acte de cette déclaration, à laquelle se rallie le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

Miles W. LAMPSON.

N° 2585.

CHINE ET PAYS-BAS

Traité réglant les relations douanières entre les deux pays, signé à Nankin, le 19 décembre 1928, avec échange de notes et déclaration de la même date.

CHINA AND THE NETHERLANDS

Treaty regulating Tariff Relations between the two Countries, signed at Nanking, December 19, 1928, with Exchange of Notes and Declaration of the same date.

No. 2585. — TREATY [1] REGULATING TARIFF RELATIONS BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE REPUBLIC OF CHINA. SIGNED AT NANKING, DECEMBER 19, 1928.

Textes officiels anglais, néerlandais et chinois communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 janvier 1931.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA, animated by an earnest desire to consolidate the ties of friendship which happliy subsist between the two countries and to further develop their commercial relations, have with this object in view resolved to conclude a treaty, and have for this purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Mr. Willem Jacob OUDENDIJK, Commander in the Order of Orange Nassau, Knight in the Order of the Netherlands Lion, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Chenting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Nankin, le 18 novembre 1930.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 2585. — VERDRAG [1] REGELENDE DE TARIEF-BETREKKINGEN TUSSCHEN NEDERLAND EN CHINA. GETEEKEND TE NANKING, DEN 19 DECEMBER 1928.

English, Dutch and Chinese official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place January 6, 1930.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE NATIONALE REGEERING DER CHINEESCHE REPUBLIEK, bezield met den ernstigen wensch om de banden van vriendschap te bevestigen, welke gelukkig tusschen de beide landen bestaan en om derzelver handelsbetrekkingen verder te ontwikkelen, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten, en hebben voor dat doel tot Hare respectieve gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

den heer Willem Jacob OUDENDIJK, Commandeur der Orde van Oranje-Nassau, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, Harer Majesteits Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in China,

ZIJNE EXCELLENTIE DE PRESIDENT VAN DE NATIONALE REGEERING DER CHINEESCHE REPUBLIEK :

Dr. Chenting T. WANG, Minister van Buitenlandsche Zaken van de Nationale Regeering der Chineesche Republiek

Die na, elkander hunne respectieve volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en

[1] The exchange of ratifications took place at Nanking, November 18, 1930.

and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

All provisions which appear in the treaties hitherto concluded and in force between the Kingdom of the Netherlands and China relating to rates of duty on imports and exports of merchandise, drawbacks, transit dues and tonnage dues in China shall be annulled and become inoperative, and the principle of complete national tariff autonomy shall apply subject, however, to the condition that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories, possessions and colonies of the other with respect to the above specified and any related matters, treatment in no way discriminatory as compared with the treatment accorded to any other country.

The nationals of neither of the High Contracting Parties shall be compelled under any pretext whatever to pay within the territories, possessions or colonies of the other Party any duties, internal charges or taxes upon their importations and exportations other or higher than those paid by nationals of the country or by nationals of any other country.

Article II.

The present Treaty is drawn up in two copies in the Netherlands, Chinese and English languages. In the event of there being a difference of meaning between these texts the sense as expressed in the English text shall prevail.

Article III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Nanking. It shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have affixed thereto their seals.

behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

Artikel I.

Alle bepalingen voorkomende in de verdragen, tot op heden gesloten en van kracht tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en China, betrekking hebbende op den omvang der rechten op invoeren en uitvoeren van koopmansgoederen, contra-bewijzen (« drawbacks »), transito-rechten en tonnegelden in China, zullen nietig verklaard en buiten werking gesteld worden, en het beginsel van volkomen nationale tarief-autonomie zal toepassing vinden, onderworpen evenwel aan de voorwaarde, dat elk der Hooge Contracteerende Partijen in het gebied der andere ten opzichte van de hierboven gespecifieerde en eenigerlei verwante aangelegenheden een behandeling zal genieten, in geenerlei wijze ongunstig verschillend, vergeleken met de behandeling toegekend eenig ander landaan

De nationalen van geen der beide Hooge Contracteerende Partijen zullen onder welk voorwendsel ook genoodzaakt worden om in het gebied van de andere Partij eenigerlei rechten, binnenlandsche heffingen of belastingen op hunne invoeren of uitvoeren te betalen, van anderen aard of hooger dan die welke betaald worden door nationalen van het land of van eenig ander land.

Artikel II.

Dit verdrag is opgesteld in twee exemplaren in de Nederlandsche, Chineesche en Engelsche talen. In het geval, dat er een verschil van beteekenis bestaat tusschen deze teksten zal de zin, zooals uitgedrukt in den Engelschen tekst, gehouden worden voor den geldenden.

Artikel III.

Dit verdrag zal zoodra mogelijk door de Hooge Contracteerende Partijen worden bekrachtigd, en de bekrachtigingsoorkonden zullen te Nanking worden uitgewisseld, Het zal in werking treden op den dag waarop de twee Regeeringen elkander bericht zullen hebben, dat de bekrachtiging heeft plaats gevonden.

Ten blijke waarvan de bovengenoemde gevolmachtigden dit verdrag in tweevoud hebben geteekend en daaraan hunne zegels hebben gehecht.

Done at Nanking, the nineteenth day of December nineteen hundred and twenty-eight, corresponding to the nineteenth day of the twelfth month of the seventeenth year of the Republic of China.

(Seal) W. J. OUDENDIJK.
(Seal) Chenting T. WANG.

I.

NETHERLANDS LEGATION
IN CHINA.

NANKING, *Decembre* 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With a view to eliminating all possible doubts with respect to the meaning and scope of Article I of the Treaty Regulating Tariff Relations between the Netherlands and China which we have signed to-day, I have the honour to state to Your Excellency that my Government holds that the said Article also includes the following :

> That there shall not be levied on the produce or the manufactures of either of the High Contracting Parties on their importation into the territories, possessions or colonies of the other Party, nor on the produce and the manufactures of either of the High Contracting Parties on their exportation to the territories, possessions or colonies of the other Party, any duties, internal charges or taxes other or higher than are now or may hereafter be imposed on the like articles when imported from or when exported to any other country.

It is understood that the present Note and Your Excellency's reply thereto shall have the same force between the two High Contracting Parties as the Treaty itself.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. J. OUDENDIJK.

His Excellency
Dr. Chenting T. WANG,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

Gedaan te Nanking, den negentienden dag der maand December negentienhonderd acht en twintig, overeenkomende met den negentienden dag van de twaalfde maand van het zeventiende jaar der Chineesche Republiek.

(Zegel) W. J. OUDENDIJK.
(Zegel) Chenting T. WANG.

I.

GEZANTSCHAP DER NEDERLANDEN
IN CHINA

NANKING, 19 *December* 1928.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ten einde allen mogelijken twijfel weg te nemen ten aanzien van de beteekenis en de strekking van Artikel I van het Verdrag Regelende de Tarief-betrekkingen tusschen Nederland en China, hetwelk wij op dezen dag onderteekenden, heb ik de eer aan Uwe Excellentie te verklaren, dat mijne Regeering het er voor houdt :

> Dat genoemd Artikel ook het volgende in zich sluit : dat noch op de voortbrengselen of de fabrikaten van een der Hooge Contracteerende Partijen, bij derzelver invoer in het gebied, de bezittingen of koloniën van de andere Partij, noch op de voortbrengselen of de fabrikaten van een der Hooge Contracteerende Partijen bij derzelver uitvoer naar het gebied, de bezittingen of koloniën van de andere Partij, eenigerlei rechten, binnenlandsche heffingen of belastingen geheven zullen worden, van anderen aard of hooger dan die welke worden gelegd op soortgelijke artikelen, wanneer deze worden ingevoerd uit of uitgevoerd naar eenig ander land.

Het is overeengekomen, dat deze Nota en Uwer Excellentie's antwoord daarop tusschen de Hooge Contracteerende Partijen dezelfde kracht zullen hebben als het Verdrag zelf.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om aan Uwe Excellentie de verzekering mijner meeste hoogachting aan te bieden.

W. J. OUDENDIJK.

Aan Zijne Excellentie
Dr. Chenting T. Wang,
Minister van Buitenlandsche Zaken,
Nanking.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *December* 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to Your Excellency's Note of to day's date, I have the honour to state that with a view to eliminating all possible doubts with respect to the meaning and the scope of Article I of the Treaty Regulating Tariff Relations between China and the Netherlands which we have signed to day, my Gouvernment holds that the said Article also includes the following :

> That there shall not be levied on the produce or the manufactures of either of the High contracting Parties on their importations into the territories, possessions or colonies of the other Party nor on the produce and the manufactures of either of the High Contracting Parties on their exportation to the territories, possessions or colonies of the other Party, any duties, internal charges or taxes other or higher than are now or may hereafter be imposed on the like articles when imported from or when exported to any other country.

It is understood that Your Excellency's Note and this reply thereto shall have the same force between the two High Contracting Parties as the Treaty itself.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Chenting T. WANG.

His Excellency
Mr. Willem Jacob Oudendijk,
Netherlands Minister to China,
Nanking.

II.

MINISTERIE
VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

NANKING, 19 *December* 1928.

MIJNHEER DE GEZANT,

In antwoord op Uwer Excellentie's Nota van heden heb ik, ten einde allen mogelijken twijfel weg te nemen ten aanzien van de beteekenis en de strekking van Artikel I van het Verdrag Regelende de Tarief-betrekkingen tusschen China en Nederland, hetwelk wij op dezen dag onder teekenden, de eer te verklaren, dat mijne Regeering het er voor houdt :

> Dat genoemd Artikel ook het volgende in zich sluit : dat noch op de voortbrengselen of de fabrikaten van een der Hooge Contracteerende Partijen, bij derzelver invoer in het gebied, de bezittingen of koloniën van de andere Partij ,noch op de voortbrengselen of de fabrikaten van een der Hooge Contracteerende Partijen bij derzelver uitvoer naar het gebied, de bezittingen of koloniën van de andere Partij, eenigerlei rechten, binnenlandsche heffingen of belastingen geheven zullen worden, van anderen aard of hooger dan die, welke worden gelegd op soortgelijke artikelen, wanneer deze worden ingevoerd uit of uitgevoerd naar eenig ander land.

Het is overeengekomen, dat Uwer Excellentie's Nota en dit antwoord daarop tusschen de Hooge Contracteerende Partijen dezelfde kracht zullen hebben als het Verdrag zelf.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om aan Uwe Excellentie de verzekering mijner meeste hoogachting aan te bieden.

Chenting T. WANG.

Aan Zijne Excellentie den heer
Willem Jacob Oudendijk,
Gezant der Nederlanden in China,
Nanking.

DECLARATION

MADE AT NANKING ON DECEMBER 19, 1928, BY THE MINISTER OF HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS AT PEKING AND THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA.

NANKING, *December* 19, 1928.

Having signed this day a Treaty between the Netherlands and China on tariff matters, the undersigned hereby declare on behalf of their respective Governments that when a revision of the existing Treaty of Commerce and Navigation between the two countries takes place, the following questions will also be discussed and dealt with :

(1) The avoidance in their respective customs tariffs and regulations of such unreasonable detailed and minute specifications and differenciations of goods of the same nature and use as would evidently nullify the effect of the stipulations laid down in the first Article of the Treaty signed this day with regard to the non-discriminatory treatment to be accorded reciprocally within each other's territories.

(2) If in any International Treaty any special advantages in customs matters are attached to the fulfilment of certain obligations, the Governments of the Netherlands and of China will accord such advantages to each other only if they have both adhered to the International Treaty in question.

W. J. OUDENDIJK.
Chenting T. WANG.

NOTES

REGARDING THE CHINESE CUSTOMS TARIFF EXCHANGED ON DECEMBER 19, 1928, BETWEEN HER MAJESTY'S MINISTER AT PEKING AND THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA.

GEZANTSCHAP DER NETHERLANDS
IN CHINA.

NANKING, *December* 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to our conversations on the subject of Tariff autonomy I understand that when the Chinese National Tariff shall become effective it is the intention of the Natioanl Government to apply to the goods which I mentioned during these conversations the following maximum rates for one year, beginning from the date on which the said tariff will come into force :

Molasses	at the rate of	7 ½ %	ad valorem
Sugar, Brown under No. 11 Dutch Standard and "Green Sugar"	»	12 ½ %	»
Sugar, White over No. 10 Dutch Standard (including refined)	»	12 ½ %	»
Sugar, White, cube or loaf	»	17 ½ %	»
Sugar, Candy	»	17 ½ %	»
Petroleum etc.			
Kerosine oil per case of 2 tins à 5 Am. Gal	HkTl.	0.877 per case.	
Kerosine oil in bulk	»	0.847 per 10 Am. Gallons.	

Gasolene, Naphta and Benzine, Mineral per case of 2 tins à 5 Am. Gal.	HkTl.	1.057 per case.	
Gasolene in bulk	»	1.012 per 10 Am. Gallons.	
Lubricating oil	at the rate of	12 ½ %	ad valorem.
Artificial Silk Yarn	»	10 %	»
Condensed Milk	»	12 ½ %	»
Woollen Goods and Mixtures (excluding yarns)	»	15 & 12 ½ %	»
Paper, Coated and/or enameled ; Glazed ; Art Printing ; Bank note ; Copying ; Glascine ; Pelure ; Embossed or otherwise decorated	»	12 ½ %	»
Paper, containing rags	»	12 ½ %	»
Paper, free of mechanical woodpulp, not otherwise specified	»	10 %	»
Paper, Kraft, packing	»	10 %	»
Paper of all kinds not otherwise specified	»	7 ½ %	»
Cocoa	»	17 ½ %	»

I also understand that the National Tariff will not become effective till two months after its promulgation.

I shall be happy if Your Excellency will be good enough to confirm whether the above is correct, and I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

W. J. OUDENDIJK.

His Excellency
Dr. C. T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

THE NATIONALIST
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA.
Ministry
of Foreign Affairs.

NANKING, *December* 19, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note dated the 19th instant in which you state that you understand that when the Chinese National Tariff shall become effective, it is the intention of the National Government to apply to the goods which you mentioned during our conversations the maximum rates as quoted by you for one year, beginning from the date on which the said tariff will come into force and that you also understand that the National Tariff will not become effective till two months after its promulgation.

I have the honour to confirm the above statement as correct although I should wish to verify once more some of the rates enumerated in Your Excellency's Note under reply.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the renewed assurance of my highest consideration.

Chenting T. WANG.

His Excellency
Mr. W. J. Oudendijk,
Netherlands Minister to China,
Nanking.

No. 2585

領土內享受之待遇應與任何他國享受之待遇毫無區別

此締約國在本國領土內不得有何藉口向彼締約國人民所運輸進出口之貨物徵收較高於或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅項

第二條　本約用華文和文及英文各繕兩份遇有意義不同之處應以英文為準

第三條　本約應於最短期內批准在南京交換自兩國政府互相通知批准之日起本約發生效力

為此兩全權代表將本約用華文和文及英文各繕之二份簽字蓋印以昭信守

大中華民國十七年十二月十九日
西歷一九二八年十二月十九日　在南京簽訂

王正廷 印
歐登科 印

N° 2585.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中和關稅條約

大中華民國
大和蘭君主國因欲維持兩國間幸有之睦誼並發展彼此商業關係起見為
此議訂條約實現此項目的特派全權代表如左

大中華民國國民政府主席特派
大中華民國國民政府外交部長王正廷

大和蘭國大君后特派
大和蘭國欽命駐華全權公使歐登科

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條款如左

第一條　歷來中和兩國簽訂之有效條約內所載關於在中國進出口貨物之稅率存票子口稅以及船鈔等項之各條款應即撤銷作廢適用國家關稅完全自主之原則惟兩締約國對於上述及有關係事項在彼此

和歐使致王部長照會

大和蘭國欽命駐華全權公使歐 為
照會事茲為免除中和兩國本日簽字之關稅條約第一條之意思及範圍之任何疑問起見
本公使特向
貴部長聲明本國政府以為該條規定包括左列文義

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土屬地或殖民地時又此締約國之出產品或製造品當其輸出至彼締約國之領土屬地或殖民地時所完納之關稅內地稅或任何稅捐不得異於或高於現在或將來自他國輸入或向他國輸出之同類貨物所完納之關稅內地稅或任何稅捐

本照會及
貴部長復照於兩締約國間應與本條約具有同等之效力相應照會
貴部長查照為荷須至照會者

右照會

大中華民國外交部長王

西歷一九二八年十二月十九日

歐登科 印

No 2585

王部長復和歐使照會

為

大中華民國外交部長王

照復事准

貴公使本日來照業經閱悉茲為免除中和兩國本日簽字之關稅條約第一條之意思及範圍之任何疑問起見本部長聲明本國政府以為該條規定包括左列文義

此締約國之出產品或製造品當其輸入於彼締約國之領土屬地或殖民地時又此締約國之出產品或製造品當其輸出至彼締約國之領土屬地或殖民地時所完納之關稅內地稅或任何稅捐不得異於或高於現在或將來自他國輸入或向他國輸出之同類貨物所完納之關稅內地稅或任何稅捐

本照會及

貴公使來照於兩締約國間應與本條約具有同等之效力相應照復

貴公使查照可也須至照會者

右照會

大和蘭國欽命駐華全權公使歐

大中華民國十七年十二月十九日

王正廷 印

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2585. — TRAITÉ RÉGLANT LES RELATIONS DOUANIÈRES ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE DE CHINE. SIGNÉ A NANKIN, LE 19 DÉCEMBRE 1928.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, animés du sincère désir de consolider les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays et de développer leurs relations commerciales, ont décidé à cet effet de conclure un traité et ont, dans ce but, désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. Willem Jacob OUDENDIJK, commandeur de l'Ordre d'Orange-Nassau, chevalier de l'Ordre du Lion des Pays-Bas, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté en Chine.;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Le Dr Chenting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République de Chine ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Toutes les dispositions existant dans les traités conclus jusqu'ici et en vigueur entre le Royaume des Pays-Bas et la Chine, au sujet des taux des droits sur les importations et les exportations de marchandises, des drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et abrogées et le principe de l'autonomie nationale complète sera désormais appliqué en matière de tarifs douaniers, étant entendu toutefois que chacune des Hautes Parties contractantes, jouira dans les territoires, possessions et colonies de l'autre, en ce qui concerne les matières spécifiées ci-dessus et autres matières connexes, d'un traitement qui ne sera en rien moins favorable que celui dont bénéficie tout autre pays.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être contraints à payer, dans les territoires, possessions et colonies de l'autre, aucuns droits, charges ou taxes intérieures sur leurs importations et exportations, autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les nationaux du pays ou les ressortissants de tout autre pays.

Article II.

Le présent traité a été rédigé en double exemplaire en langues néerlandaise, chinoise et anglaise. Dans le cas où il existerait une différence de sens entre ces textes, le texte anglais fera foi.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible par les Hautes Parties contractantes et les instruments de ratification seront échangés à Nankin. Il entrera en vigueur le jour où les deux Gouvernements se seront mutuellement notifié que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Nankin, le dix-neuf décembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au dix-neuvième jour du douzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

(Sceau) W.J. OUDENDIJK.
(Sceau) Chenting T. WANG.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS
EN CHINE.

NANKIN, *le* 19 *décembre* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vue d'écarter toute possibilité de doute en ce qui concerne le sens et la portée de l'article premier du traité réglant les relations douanières entre les Pays-Bas et la Chine que nous avons signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que mon gouvernement considère que ledit article comporte également la réglementation suivante :

> Les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes, à leur importation dans les territoires, possessions ou colonies de l'autre Partie, de même que les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes, à leur exportation à destination des territoires, possessions ou colonies de l'autre Partie, ne seront soumis à aucuns droits, charges ou taxes intérieurs autres ou plus élevées que ceux qui frappent actuellement ou pourront frapper ultérieurement les mêmes articles importés d'un autre pays quelconque ou exportés à destination d'un autre pays quelconque.

Il est entendu que la présente note et la réponse de Votre Excellence auront, entre les deux Hautes Parties contractantes, la même force obligatoire que le traité lui-même.

Je saisis cette occasion, etc.

W.J. OUDENDIJK.

Son Excellence
le Dr Chenting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

NANKIN, *le* 19 *décembre* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer qu'en vue d'écarter toute possibilité de doute en ce qui concerne le sens et la portée de l'article premier du traité réglant les relations douanières entre la Chine et les Pays-Bas que nous avons signé aujourd'hui, mon gouvernement considère que ledit article comporte également la réglementation suivante :

> Les produits naturels ou fabriqueés de chacune des Hautes Parties contractantes, à leur importation dans les territoires, possessions ou colonies de l'autre Partie, de même

que les produits naturels ou fabriqués de chacune des Hautes Parties contractantes, à leur exportation à destination des territoires, possessions ou colonies de l'autre Partie, ne seront soumis à aucun droit, charges ou taxes intérieures, autres ou plus élevés que ceux qui frappent actuellement ou pourront frapper ultérieurement les mêmes articles importés d'un autre pays quelconque ou exportés à destination d'un autre pays quelconque.

Il est entendu que la note de Votre Excellence et la présente réponse auront, entre les deux Hautes Parties contractantes, la même force obligatoire que le traité lui-même.

Je saisis cette occasion, etc.

Chenting T. WANG.

A Son Excellence
Monsieur Willem Jacob Oudendijk,
Ministre des Pays-Bas en Chine,
Nankin.

DÉCLARATION

FORMULÉE LE 19 DÉCEMBRE 1928 A NANKIN PAR LE MINISTRE DE SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS A PÉKIN ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE.

NANKIN, *le* 19 *décembre* 1928.

Ayant signé ce jour un traité entre les Pays-Bas et la Chine sur des questions douanières, les soussignés déclarent par la présente, au nom de leurs gouvernements respectifs, que lorsqu'on procédera à la revision du Traité de commerce et de navigation en vigueur entre les deux pays, les questions suivantes seront également discutées et réglées :

1° L'exclusion, de leurs tarifs et règlements douaniers respectifs, des spécifications exagérément détaillées et minutieuses et des distinctions analogues, de marchandises de même nature et destinées aux mêmes usages, qui rendraient manifestement inopérantes les dispositions de l'article premier du traité de ce jour relatives au traitement non discriminatoire que les Hautes Parties contractantes doivent s'accorder l'une à l'autre dans leurs territoires respectifs.

2° Si, dans un traité international quelconque, des avantages particuliers en matière douanière sont subordonnés à l'exécution de certaines obligations, les Gouvernements des Pays-Bas et de Chine ne s'accorderont mutuellement ces avantages que s'ils ont l'un et l'autre adhéré au traité international en question.

W.J. OUDENDIJK.
Chenting T. WANG.

NOTES

CONCERNANT LE TARIF DOUANIER CHINOIS, ÉCHANGÉES LE 19 DÉCEMBRE 1928 ENTRE LE MINISTRE DE SA MAJESTÉ A PEIPING ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE CHINE.

LÉGATION DES PAYS-BAS
EN CHINE.

NANKIN, *le* 19 *décembre* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à nos conversations au sujet de l'autonomie en matière de tarifs, je considère comme étant entendu que lorsque le tarif national chinois entrera en vigueur, le gouvernement

national a l'intention d'appliquer aux marchandises que j'ai mentionnées au cours de ces conversations les taux maxima suivants, pendant un délai d'un an à dater du jour de l'entrée en vigueur dudit tarif :

Mélasses	au taux de 7 ½ % ad valorem.
Cassonade, inférieure au N° 11 du type hollandais et « Green Sugar »	» 12 ½ % »
Sucre blanc, supérieur au N° 10 du type hollandais (y compris le sucre raffiné)	» 12 ½ % »
Sucre blanc en blocs et en pains	» 17 ½ % »
Sucre, sucre candi	» 17 ½ % »
Pétrole, etc.	
Kerosine, par caisse de 2 bidons à 5 gallons américains	Taël de Haikwan 0,877 par caisse.
Kerosine en vrac	» 0,847 par 10 gallons américains.
Gazoline, naphte et benzine minérales, par caisse de 2 bidons à 5 gallons américains	» 1,057 par caisse.
Gazoline en vrac	» 1,012 par 10 gallons amréicains.
Huiles lubrifiantes	Taux de 12 ½ % ad valorem.
Fils de soie artificielle	» 10 % »
Lait condensé	» 12 ½ % »
Articles en laine et mélangés de laine (à l'exclusion des fils)	» 15 et 12 ½ % ad valorem.
Papier couché et/ou glacé, papier satiné, papier pour impressions artistiques, papier pour billets de banque, papier copie, papier de verre, papier pelure, papier gaufré ou papier autrement décoré..	» 12 ½ % ad valorem.
Papier contenant des chiffons	» 12 ½ % »
Papier exempt de pulpe de bois mécanique, non dénommé ailleurs . . .	» 10 % »
Papier, papier dit « Kraft », papier d'emballage	» 10 % »
Papier de toutes sortes, non dénommé ailleurs	» 7 ½ % »
Cacao	» 17 ½ % »

Je considère comme étant entendu également que le tarif national n'entrera en vigueur que deux mois après sa promulgation.

Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer si les indications ci-dessus sont exactes et je saisis cette occasion, etc.

W. J. OUDENDIJK.

Son Excellence
le Dr C.T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

GOUVERNEMENT NATIONAL
DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

NANKIN, *le* 19 *décembre* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 19 courant, dans laquelle vous déclarez que vous considérez comme étant entendu que lorsque le tarif national chinois entrera en vigueur, le Gouvernement national a l'intention d'appliquer aux marchandises que vous avez mentionnées aux cours de nos conversations les taux minima indiqués par vous, pendant un délai d'un an à dater du jour de l'entrée en vigueur dudit tarif ; vous ajoutez que vous considérez également comme étant entendu que le tarif national n'entrera en vigueur que deux mois après sa promulgation.

J'ai l'honneur de confirmer que les indications ci-dessus sont exactes, bien que je désire vérifier une fois de plus quelques-uns des taux énumérés dans la note de Votre Excellence à laquelle je réponds.

Je saisis cette occasion, etc.

Chenting T. WANG.

Son Excellence
Monsieur W. J. Oudendijk,
Ministre des Pays-Bas en Chine,
Nankin.

N° 2586.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Traité concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à La Haye, le 31 décembre 1929.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Treaty regarding Aerial Navigation, with Additional Protocol. Signed at The Hague, December 31, 1929.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 2586. — VERDRAG [1] TUSSCHEN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN DE OOSTENRIJKSCHE REPUBLIEK IN ZAKE HET LUCHTVERKEER. GETEEKEND TE 'S GRAVENHAGE, DEN 31 DECEMBER 1929.

Textes officiels allemand et néerlandais, communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 janvier 1931.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE BONDSPRESIDENT DER OOSTENRIJKSCHE REPUBLIEK, gelijkelijk bezield door den wensch om het luchtverkeer tusschen de beide Staten te bevorderen, hebben besloten te dien einde een verdrag in zake het luchtverkeer te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd :

DE BONDSPRESIDENT VAN DE OOSTENRIJKSCHE REPUBLIEK :

Dr. Adolf DUFFEK, buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister der Oostenrijksche Republiek ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken ;

Deze gevolmachtigden zijn, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, het volgende overeengekomen:

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 19 novembre 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2586. — VERTRAG [1] ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE UND DER REPUBLIK ÖSTERREICH ÜBER DEN LUFTVERKEHR. GEZEICHNET IM HAAG, AM 31. DEZEMBER 1929.

German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place January 6, 1931.

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK OESTERREICH, von dem gleichen Wunsche geleitet, die Entwicklung des Luftverkehres zwischen den beiden Staaten zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Behufe einen Vertrag über den Luftverkehr abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK OESTERREICH :

Dr. Adolf DUFFEK, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister der Republik Oesterreich ;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Ihrer Majestät der Königin der Niederlande ;

Diese Bevollmächtigten haben nach gegenseitiger Mitteilung ihrer richtig befundenen Vollmachten Folgendes vereinbart :

[1] The exchange of ratifications took place at The Hague, November 19, 1930.

Artikel 1.

1. Elke verdragsluitende Staat verleent in tijd van vrede onder voorwaarde van algeheele wederkeerigheid aan de luchtvaartuigen van den anderen verdragsluitenden Staat, welke in dezen laatsten Staat volgens de voorschriften zijn ingeschreven, bij naleving van de bepalingen van dit verdrag het recht van luchtverkeer binnen zijn grondgebied.

2. Als grondgebied in den zin van dit verdrag geldt het grondgebied van den Staat met inbegrip van zijn territoriale wateren.

Artikel 2.

1. Als luchtvaartuigen in den zin van dit verdrag gelden de particuliere luchtvaartuigen en de staatshandelsluchtvaartuigen.

2. Onder luchtvaartuigen in den zin van dit verdrag worden verstaan door mechanische kracht voortbewogen luchtvaartuigen en vrije ballons.

Artikel 3.

De luchtvaartuigen hebben de nationaliteit van den Staat, in welks register zij volgens de voorschriften zijn ingeschreven.

Artikel 4.

1. De grenzen van de beide verdragsluitende Partijen kunnen enkel tusschen die punten worden overgevlogen, welke door de desbetreffende verdragsluitende Partij zijn aangewezen.

2. Een deel der grens, dat een verdragsluitende Partij voor het overvliegen ten behoeve van de eigen of vreemde luchtvaartuigen heeft aangewezen, is zonder meer ook voor de luchtvaartuigen van de andere verdragsluitende Partij opengesteld.

Artikel 5.

1. Elke verdragsluitende Staat kan het luchtverkeer over bepaalde gedeelten van zijn grondgebied verbieden, onder de voorwaarde, dat

Artikel 1.

1. Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten unter der Bedingung der vollen Gegenseitigkeit den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Vertrage enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Hoheitsgebiete.

2. Als Hoheitsgebiet im Sinne dieses Vertrages gilt das Gebiet des Staates einschliesslich seiner Territorialgewässer.

Artikel 2.

1. Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Vertrages gelten die privaten Luftfahrzeuge und die staatlichen Handelsluftfahrzeuge.

2. Unter Luftfahrzeugen im Sinne dieses Vertrages sind Motorluftfahrzeuge und Freiballons zu verstehen.

Artikel 3.

Die Luftfahrzeuge besitzen die Nationalität des Staates, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Artikel 4.

1. Die Grenzen der beiden vertragsschliessenden Teile dürfen nur zwischen Punkten überflogen werden, die durch den in Frage kommenden Vertragsteil bestimmt worden sind.

2. Ein Grenzabschnitt, den ein Vertragsteil seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner Grenzen eingeräumt hat, steht ohne weiteres auch den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteiles offen.

Artikel 5.

1. Jeder Vertragsstaat kann den Luftverkehr über bestimmten Teilen seines Hoheitsgebietes verbieten, vorausgesetzt, dass in dieser Beziehung

in dit opzicht geen onderscheid wordt gemaakt tusschen de luchtvaartuigen der beide verdragsluitende Staten.

2. De gebiedsdeelen, waarboven het luchtverkeer in verband met het voorgaande verboden is, zullen aan den anderen verdragsluitenden Staat worden medegedeeld.

3. Elke verdragsluitende Staat behoudt zich het recht voor in buitengewone omstandigheden het luchtverkeer boven zijn grondgebied met onmiddellijke inwerkingtreding te beperken dan wel geheel of gedeeltelijk te verbieden.

Artikel 6.

Elk luchtvaartuig, hetwelk boven een verboden gebied van een verdragsluitenden Staat geraakt, moet onmiddellijk het door de luchtverkeersreglementen van dien Staat voorgeschreven noodsignaal geven en zal onmiddellijk op het buiten het verboden gebied het dichtst bijgelegen luchtvaartterrein van dezen Staat landen.

Artikel 7.

1. Tot de luchtvaartterreinen, welke het openbaar luchtverkeer in elk der verdragsluitende Staten ter beschikking staan, hebben de luchtvaartuigen van elk der verdragsluitende Staten onder gelijke voorwaarden toegang. In het bijzonder zal het op deze luchtvaartterreinen voor landing, vertrek en verblijf van de luchtvaartuigen geldende tarief voor de luchtvaartuigen van elk der verdragsluitende Staten op gelijke wijze worden toegepast.

2. Het binnenkomen in en het verlaten van een der beide verdragsluitende Staten mogen slechts plaats hebben naar en van een voor het openbaar luchtverkeer beschikbaar gesteld douane-luchtvaartterrein, dat ook gelegenheid biedt voor het verrichten van passenformaliteiten, en wel zonder landing tusschen de grens en het luchtvaartterrein. In bijzondere gevallen kunnen de bevoegde autoriteiten het binnenkomen naar en het verlaten van andere luchtvaartterreinen, waar douane- en passenformaliteiten kunnen worden verricht, toestaan. Het verbod van landing tusschen de grens en het luchtvaartterrein is ook van toepassing in deze bijzondere gevallen.

kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen der beiden Vertragsstaaten gemacht wird.

2. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten ist, sind dem anderen Vertragsstaat mitzuteilen.

3. Jeder Vertragsstaat behält sich das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Hoheitsgebiet mit sofortiger Wirkung einzuschränken oder ganz oder teilweise zu verbieten.

Artikel 6.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet eines Vertragsstaates gerät, hat sofort das durch die Luftverkehrsordnung dieses Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf dem ausserhalb des verbotenen Gebietes nächstgelegenen Flugplatz dieses Staates zu landen.

Artikel 7.

1. Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze in jedem der Vertragsstaaten sind den Luftfahrzeugen jedes der Vertragsstaaten unter den gleichen Bedingungen zugänglich. Insbesondere soll der auf diesen Flugplätzen für Landung, Abflug und Aufenthalt der Luftfahrzeuge geltende Tarif für die Luftfahrzeuge jedes der Vertragsstaaten gleichartig angewendet werden.

2. Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Zollflugplatz, der auch Gelegenheit zur Passabfertigung bietet, und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flugplatz erfolgen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flugplätzen bewilligen, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flugplatz gilt auch in diesen besonderen Fällen.

3. Geschiedt een noodlanding of een landing als bedoeld in artikel 6 in het land van vertrek na het verrichten van douaneen passenformaliteiten dan wel in het land van aankomst vóór het verrichten van die formaliteiten, dan zijn de bestuurder, de bemanning en de passagiers in zake het verrichten van douane en passenformaliteiten onderworpen aan de voorschriften, die in den desbetreffenden Staat gelden.

Artikel 8.

Elke verdragsluitende Staat verstrekt aan den andere een opgaaf van de thans voor het openbaar luchtverkeer beschikbaar gestelde luchtvaartterreinen, uit welke opgaaf tevens blijkt, welke luchtvaartterreinen, douane-luchtvaartterreinen zijn en waar de gelegenheid bestaat tot het verrichten van passenformaliteiten. Iedere verandering in deze opgaaf en iedere, zij het ook tijdelijke beperking van de bruikbaarheid van een dezer luchtvaartterreinen dient aan den anderen verdragsluitenden Staat onmiddellijk te worden bekend gemaakt.

Artikel 9.

1. De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van duidelijke en goed zichtbare kenmerken, die de vaststelling van hun identiteit tijdens de vlucht mogelijk maken (nationaliteits- en inschrijvingskenmerken). Bovendien moeten zij den naam en de woonplaats van den eigenaar voeren.

2. De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van bewijsstukken in zake de inschrijving en luchtwaardigheid alsmede van alle overige bescheiden, welke in hun land voor het luchtverkeer zijn voorgeschreven.

Artikel 10.

1. De leden van de bemanning, die in het luchtvaartuig werkzaamheden verrichten, waarvoor in hun land een bijzondere vergunning wordt geëischt, moeten zijn voorzien van de in hun land voor het luchtverkeer voorgeschreven bewijsstukken, in het bijzonder van de voorgeschreven bewijzen van geschiktheid en vergunningen.

3. Findet eine Notlandung oder eine Landung im Sinne des Artikels 6 im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung oder im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung statt, so haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste hinsichtlich der Zoll- und Passabfertigung nach den Vorschriften zu richten, die in dem betreffenden Staate gelten.

Artikel 8.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der in seinem Gebiet zur Zeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flugplätze mit, aus dem zugleich ersichtlich ist, welche Flugplätze Zollflugplätze sind und wo sich Gelegenheit zur Passabfertigung bietet. Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benützungsmöglichkeit eines dieser Flugplätze ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 9.

1. Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die Ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

2. Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Artikel 10.

1. Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatland vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

2. De overige leden der bemanning moeten zijn voorzien van bescheiden, die hun werkkring aan boord, hun beroep, hunne identiteit en hunne nationaliteit aanduiden.

3. De bemanning en de passagiers moeten zijn voorzien van de bescheiden, welke voor het verkeer tusschen de beide landen volgens de geldende voorschriften geëischt worden, voor zoover daaromtrent tusschen de beide verdragsluitende Staten niets anders overeengekomen wordt.

Artikel 11.

1. De bewijzen van luchtwaardigheid en van geschiktheid en de vergunningen, die ten behoeve van het luchtvaartuig of van de bemanning door een der verdragsluitende Partijen zijn uitgereikt of erkend, hebben in den anderen verdragsluitenden Staat gelijke geldigheid als de overeenkomstige in den laatsten Staat uitgereikte of erkende bewijzen, de bewijzen van geschiktheid en vergunningen van de bemanning echter enkel ten aanzien van luchtvaartuigen van het eigen land.

2. Elk der beide verdragsluitende Staten heeft het recht, ten aanzien van het luchtverkeer binnen zijn grondgebied de erkenning te weigeren van de bewijzen van geschiktheid en van de vergunningen, welke aan zijn onderdanen door den anderen verdragsluitenden Staat zijn uitgereikt.

3. In het geval dat de luchtwaardigheid van een luchtvaartuig, voorzien van de in het eigen land voorgeschreven bewijzen, na de uitreiking daarvan dermate is verminderd, dat de veiligheid in gevaar wordt gebracht, kan de voortzetting van de reis met dat luchtvaartuig in het grondgebied van den anderen verdragsluitenden Staat door de bevoegde autoriteit van dezen Staat afhankelijk worden gesteld van de herstelling van het luchtvaartuig, noodig om een veilig verloop van de reis te verzekeren.

Artikel 12.

De bij het binnenkomen aan boord van de luchtvaartuigen aanwezige brandstoffen zijn vrij van douanerechten, voor zoover de voorraad niet meer bedraagt dan de hoeveelheid, die voor het volbrengen van de volgens het journaal voorgenomen reis noodig is.

2. Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

3. Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragsstaaten etwas anderes vereinbart wird.

Artikel 11.

1. Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der vertragsschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaat dieselbe Gültigkeit, wie die in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes.

2. Jeder der beiden Vertragsstaaten hat das Recht, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, die Anerkennung zu versagen.

3. Falls sich die Lufttüchtigkeit eines mit den im Heimatsstaat vorgeschriebenen Ausweisen versehenen Luftfahrzeuges nach deren Ausstellung so verringert hat, dass die Sicherheit gefährdet ist, kann die Fortsetzung der Reise dieses Fahrzeuges im Gebiete des anderen Vertragsstaates von der zuständigen Behörde dieses Staates von der Ausbesserung des Fahrzeuges abhängig gemacht werden, die notwendig ist, um eine gefahrlose Fortsetzung der Reise zu sichern.

Artikel 12.

Die an Bord der Luftfahrzeuge bei der Einreise mitgeführten Betriebsmittel sind, insoweit deren Menge das Ausmass nicht übersteigt, das zur Beendigung der ausweislich des Bordbuches vorzunehmenden Reise erforderlich ist, zollfrei zu belassen.

Artikel 13.

1. De luchtvaartuigen van een der verdragsluitende Partijen mogen in het grondgebied van den anderen verdragsluitenden Staat alleen dan voorzien zijn van eene inrichting voor het overbrengen van draadlooze berichten, wanneer zij daarvoor een bijzondere vergunning hebben ontvangen van hun eigen land. Voor het gebruik van eene zoodanige inrichting boven het grondgebied van een der verdragsluitende Partijen zijn de hiervoor in dien Staat geldende bepalingen van kracht. Een zoodanige inrichting mag slechts bediend worden door leden der bemanning, die voorzien zijn van een bijzonder vergunningsbewijs van hun eigen land.

2. De beide verdragsluitende Partijen behouden zich voor, om redenen van veiligheid, regelingen te treffen aangaade de verplichte uitrusting van luchtvaartuigen met eene inrichting voor het overbrengen van draadlooze berichten.

Artikel 14.

1. De luchtvaartuigen, hunne bemanning en de passagiers mogen wapenen, munitie, ontplofbare stoffen (buskruit en springstoffen), postduiven, vergiftige gassen (ook stoffen waaruit deze zich kunnen ontwikkelen) en fotografische en cinematografische toestellen slechts medevoeren met vergunning van den Staat, in welks gebied het luchtvaartuig zich bevindt.

2. Om redenen van openbare veiligheid kan elke verdragsluitende Staat het vervoeren of medevoeren binnen zijn grondgebied ook van andere dan in de vorige alinea genoemde voorwerpen aan beperkingen onderwerpen, die zonder onderscheid ten aanzien van de luchtvaartuigen van elk der verdragsluitende Staten moeten worden toegepast.

Artikel 15.

1. Luchtvaartuigen, welke passagiers of goederen vervoeren, moeten voorzien zijn van een naamlijst der passagiers, van een lijst betreffende den aard en de hoeveelheid der goederen, alsook van de vereischte douaneverklaringen.

2. Mocht bij de aankomst van een luchtvaartuig verschil blijken tusschen de ladingslijst en de vervoerde goederen, dan kan de douane-

Artikel 13.

1. Die Luftfahrzeuge des einen der vertragsschliessenden Teile dürfen im Hoheitsgebiete des anderen Vertragsstaates nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür erhalten haben. Für die Benützung solchen Gerätes über dem Gebiete eines der vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staat hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimatsstaates mit sich führen.

2. Die beiden Vertragsteile behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 14.

1. Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf-Sprengstoffe (Schiess- und Sprengmittel), Brieftauben, giftige Gase (auch Stoffe aus denen sich solche entwickeln können) und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet.

2. Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der in dem vorstehenden Absatze genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, die ohne Unterschied auf die Luftfahrzeuge jedes der Vertragsstaaten anzuwenden sind.

Artikel 15.

1. Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

2. Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen Ladungsverzeichnis und den mitgeführten Sachen.

autoriteit van het luchtvaartterrein van aankomst zich rechtstreeks in verbinding stellen met de bevoegde douaneautoriteit van den anderen verdragsluitenden Staat.

Artikel 16.

Het vervoer van post wordt door afzonderlijke overeenkomsten rechtstreeks tusschen de postadministraties van de beide verdragsluitende Staten geregeld.

Artikel 17.

Elke verdragsluitende Staat heeft het recht binnen zijn grondgebied de luchtvaartuigen van den anderen verdragsluitenden Staat in alle gevallen bij vertrek en landing door de bevoegde autoriteit te doen onderzoeken en de voorgeschreven bescheiden en verdere documenten te doen nazien.

Artikel 18.

1. De inrichting en de exploitatie van geregelde luchtverbindingen alsmede het uitvoeren van herhaalde vluchten voor vervoer als bedrijf door luchtvaartondernemingen van een der verdragsluitende Partijen naar, over, alsmede uit het grondgebied van de andere Partij (met of zonder landing), kunnen van een bijzondere vergunning afhankelijk worden gesteld. Daarvan zal de bevoegde autoriteit aan de luchtvaartonderneming een bijzonder bewijs van vergunning uitreiken.

2. Ieder der verdragsluitende Staten heeft het recht het vervoer als bedrijf van personen of goederen tusschen twee punten, binnen het eigen grondgebied gelegen, ten behoeve van de eigen luchtvaartuigen voor te behouden.

Artikel 19.

Als ballast mag slechts fijn zand of water worden uitgeworpen.

Artikel 20.

1. Andere zaken dan ballast mogen onderweg slechts worden uitgeworpen of op andere wijze

so kann die Zollbehörde des Ankunftsflugplatzes sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung setzen.

Artikel 16.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 17.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates in allen Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 18.

1. Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftverkehrslinien sowie die Durchführung wiederholter erwerbsmässiger Fahrten durch Luftfahrtunternehmungen des einen der vertragsschliessenden Teile in das Hoheitsgebiet des anderen Teiles, über dieses hinweg aus diesem hinaus (mit oder ohne Landung) können von einer besonderen Genehmigung abhängig gemacht werden. Hierüber ist dem Luftfahrtunternehmen von der zuständigen Behörde eine besondere Genehmigungsurkunde auszustellen.

2. Jeder Vertragsstaat ist berechtigt die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten des eigenen Hoheitsgebietes den heimischen Luftfahrzeugen vorzubehalten.

Artikel 19.

Als Ballast darf nur feiner Sand oder Wasser abgeworfen werden.

Artikel 20.

1. Andere Sachen als Ballast dürfen unterwegs nur abgeworfen oder sonst entfernt werden,

verwijderd, indien de verdragsluitende Staat in welks grondgebied de handeling plaats zal vinden, daartoe een bijzondere vergunning heeft gegeven.

2. Ten aanzien van het uitwerpen onderweg van afval uit luchtvaartuigen moeten de daarvoor geldende voorschriften van den verdragsluitenden Staat, in welks grondgebiedde behandeling zal plaats hebben, worden nageleefd.

Artikel 21.

Elke verdragsluitende Staat zal alle voor het luchtverkeer binnen zijn grondgebied geldende voorschriften aan den anderen verdragsluitenden Staat mededeelen.

Artikel 22.

De luchtvaartondernemingen en de luchtvaartuigen van een verdragsluitende Partij, hunne bemanning, lading en passagiers zijn, binnen het grondgebied van den anderen Staat, onderworpen aan de verplichtingen, welke voortvloeien uit de in dezen Staat geldende bepalingen, in het bijzonder aan de voorschriften betreffende het luchtverkeer in het algemeen, voor zoover deze op alle vreemde luchtvaartuigen zonder onderscheid van nationaliteit worden toegepast, voorts nopens douane en andere rechten, nopens uit- en invoerverboden, nopens het vervoer van personen en goederen, nopens de openbare veiligheid en orde, alsmede aan de voorschriften in zake paspoorten. Zij zijn ook onderworpen aan de andere verplichtingen, welke uit de algemeene van kracht zijnde wetgeving voortvloeien.

Artikel 23.

Elke verdragsluitende Staat zal overtredingen tegen de voorschriften van dit verdrag, welke in zijn grondgebied worden gepleegd door luchtvaartondernemingen of luchtvaartuigen van den anderen verdragsluitenden Staat, alsmede door hun bemanningen, aan den anderen verdragsluitenden Staat mededeelen.

Artikel 24.

De bijzonderheden in zake de uitvoering van dit verdrag worden voor zoover noodig en

wenn der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis hierzu erteilt hat.

2. Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die bezüglichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Hoheitsgebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 21.

Jeder Vertragsstaat wird alle für den Luftverkehr in seinem Hoheitsgebiet geltenden Vorschriften dem anderen Vertragsstaat mitteilen.

Artikel 22.

Die Luftfahrtunternehmen und die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteiles, ihre Besatzung, Ladung und Fluggäste unterliegen im Hoheitsgebiete des anderen Staates den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben.

Artikel 23.

Jeder Vertragsstaat wird Zuwiderhandlungen, die in seinem Hoheitsgebiet von Luftfahrtunternehmen oder Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates sowie von deren Besatzungen gegen die Bestimmungen dieses Vertrages begangen werden, dem anderen Vertragsstaat mitteilen.

Artikel 24.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Vertrages werden, soweit erforderlich und möglich,

mogelijk, rechtstreeks geregeld tusschen de bevoegde autoriteiten van de beide verdragsluitende Staten.

Artikel 25.

1. Elke verdragsluitende Staat kan dit verdrag te allen tijde met ingang van het einde van het volgende kalenderjaar opzeggen.

2. Bovendien heeft elke verdragsluitende Staat het recht dit verdrag op te zeggen met onmiddellijke inwerkingtreding, zoodra de beide verdragsluitende Staaten zijn toegetreden tot het luchtvaartverdrag van Parijs[1] van 13 October 1919.

Artikel 26.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te 's-Gravenhage worden uitgewisseld. Het treedt in werking op den dag, waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden dit verdrag van hunne handteekeningen en van hun zegels hebben voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 31sten December 1929, in tweevoud in de Nederlandsche en in de Duitsche taal, waarbij beide teksten gelijke kracht hebben.

(l.s.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(l.s.) DUFFEK.

AANVULLINGSPROTOCOL.

Bij de onderteekening van het tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Oostenrijksche Republiek gesloten verdrag inzake het luchtverkeer zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden veder nog het volgende overeengekomen :

1. Ten aanzien van vrije ballons zijn de bepaligen van dit verdrag slechts in zooverre van toepassing als de bijzondere aard van deze dit mogelijk maakt.

2. De Regeeringen van de beide verdragsluitende Staten zullen elkander de

[1] Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

durch unmittelbare Verständigung zwischen den zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 25.

1. Jeder Vertragsstaat kann diesen Vertrag zu jedem Zeitpunkt mit Wirksamkeit vom Ende des nächsten Kalenderjahres kündigen.

2. Ausserdem ist jeder Vertragsstaat berechtigt, diesen Vertrag mit sofortiger Wirksamkeit zu kündigen, sobald die beiden Vertragsstaaten der Pariser Luftfahrtkonvention[1], vom 13. Oktober 1919 beigetreten sind.

Artikel 26.

Dieser Vertrag wird ratifiziert und die Ratifikationsurkunden werden im Haag ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Urkund dessen haben die Unterzeichneten diesen Vertrag unterschrieben und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen im Haag, am 31. Dezember 1929, in zwei Gleichstücken in deutscher und niederländischer Sprache, wobei beide Texte gleich authentisch sind.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

ZUSATZPROTOKOLL.

Bei Unterfertigung des zwischen dem Königreiche der Niederlande und der Republik Oesterreich abgeschlossenen Vertrags über den Luftverkehr sind die unterfertigten Bevollmächtigten weiters über Folgendes übereingekommen :

1. Auf Freiballons sind die Bestimmungen dieses Vertrages nur soweit anzuwenden, als es deren Eigenart zuläszt.

2. Die Regierungen der beiden Vertragsstaaten werden einander die gemäss

[1] Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 174 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

gedeelten der grenzen, ingevolge artikel 4 eerste alinea van het verdrag aangewezen, na het van kracht worden van het verdrag zoo spoedig mogelijk mededeelen.

3. De toestemming, bedoeld in artikel 7 tweede alinea van het verdrag, moet door de luchtvaartadministratie rechtstreeks bij de bevoegde douaneautoriteit worden aangevraagd. De kosten van douane- en passenformaliteiten worden door de betreffende partij gedragen.

Dit slotprotocol, dat als integreerend deel van het aan het hoofd genoemde verdrag geldt en tegelijk daarmede van kracht wordt, wordt in twee exemplaren in de Nederlandsche en in de Duitsche taal opgemaakt, welke beide teksten gelijke kracht hebben.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 31sten December 1929.

(l.s.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(l.s.) DUFFEK.

Artikel 4, Absatz 1, des Vertrages festgesetzten Grenzabschnitte nach dem Inkrafttreten des Vertrages sobald als möglich mitteilen.

3. Um die in Artikel 7, Absatz 2, des Vertrages erwähnte Bewilligung ist im Wege der Luftfahrtbehörde bei der zuständigen Zollbehörde rechtzeitig anzusuchen. Die Kosten der Zoll- und Passabfertigung hat die Partei zu tragen.

Dieses Zusatzprotokoll, das als Bestandteil des eingangs bezeichneten Vertrages gilt und gleichzeitig mit diesem in Kraft tritt, wird in zwei Gleichschriften in niederländischer und deutscher Sprache ausgefertigt, welche Texte gleich authentisch sind.

Geschehen im Haag, am 31. Dezember 1929.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

---

[1] TRADUCTION.

N° 2586. — TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 31 DÉCEMBRE 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également désireux de faciliter le développement de la navigation aérienne entre les deux Etats, ont résolu de conclure à

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2586. — TREATY BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 31, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA, being equally desirous of promoting the development of air navigation between the two countries, have decided to

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cet effet un traité sur la navigation aérienne et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le Dr Adolf DUFFEK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

1. Chacun des Etats contractants accorde, en temps de paix, sous réserve de l'entière réciprocité, aux aéronefs de l'autre Etat contractant qui y sont régulièrement immatriculés, le droit de passage au-dessus de son territoire, à la condition qu'ils observent les prescriptions du présent traité.

2. Aux fins du présent traité, le terme « territoire » s'entend du territoire national, y compris les eaux territoriales.

Article 2.

1. Au sens du présent traité, on entend par « aéronef » les aéronefs privés et les aéronefs commerciaux de l'Etat.

2. Au sens du présent traité, on entend par aéronef tant les aéronefs à moteur que les ballons libres.

Article 3.

Les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Article 4.

1. Les frontières des deux Parties contractantes ne pourront être survolées qu'entre les points qui auront été fixés par la Partie intéressée.

conclude for that purpose a treaty relating to air navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN FEDERAL REPUBLIC :

Dr Adolf DUFFEK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Minister for Foreign Affairs of Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. Each of the Contracting States shall in time of peace, subject to full reciprocity, accord freedom of passage above its territory to aircraft of the other Contracting State duly registered therein, provided that the stipulations of the present Treaty are observed.

2. For the purposes of the present Treaty the term " territory " shall be held to mean the national territory, including territorial waters.

Article 2.

1. For the purposes of the present Treaty the term " aircraft " shall be held to mean private aircraft and State commercial aircraft.

2. For the purposes of the present Treaty the term " aircraft " sha be deemed to include both motor-driven aircraft and free balloons.

Article 3.

Aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

Article 4.

1. The frontiers of the two Contracting Parties may be crossed by aircraft only between points to be fixed by the Party concerned.

2. Tout secteur de la frontière qui, aux termes des règlements d'une Partie contractante, pourra être survolé par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs étrangers, pourra *ipso facto* être également survolé par les aéronefs de l'autre Partie contractante.

Article 5.

1. Chaque Etat contractant peut interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines parties déterminées de son territoire, pourvu qu'aucune discrimination ne soit faite à cet égard entre les aéronefs des deux Etats contractants.

2. Chacun des deux Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite par application de la disposition qui précède.

3. Chacun des Etats contractants se réserve le droit de restreindre ou d'interdire, en totalité ou en partie, par suite de circonstances exceptionnelles, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire.

Article 6.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite d'un Etat contractant sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prévu par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé, et d'atterrir sans retard en dehors de la zone interdite, sur l'aérodrome le plus proche de cet Etat.

Article 7.

1. Les aérodromes ouverts au service de la navigation aérienne publique seront pareillement accessibles aux aéronefs de chacun des Etats contractants. Le tarif des taxes d'atterrissage, d'envol et de séjour, applicable sur ces aérodromes, sera le même pour les aéronefs de chacun des Etats contractants.

2. Les aéronefs en provenance ou à destination d'un des Etats contractants ne devront effectuer leur départ ou leur atterrissage que dans un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier et disposant d'un service de contrôle des passeports, sans aucun atterrissage inter-

2. Any section of the frontier which under the regulations of one Contracting Party may be crossed by its national aircraft or by foreign aircraft may *ipso facto* also be crossed by the aircraft of the other Contracting Party.

Article 5.

1. Either Contracting State may prohibit flight over certain specified parts of its territory, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the two Contracting States.

2. Each of the Contracting States shall notify to the other State the zones over which flight is prohibited under the terms of the above clause.

3. Each of the Contracting States reserves the right in exceptional circumstances wholly or partially to restrict or prohibit flight over its territory, such restrictions or prohibitions to have immediate effect.

Article 6.

An aircraft which finds itself over a prohibited area of a Contracting State must as soon as the fact is perceived give the signal of distress provided for in the air navigation regulations of the State flown over and shall land without delay at the nearest aerodrome of that State situated outside the prohibited area.

Article 7.

1. Aerodromes which are available for public use shall be equally available for the aircraft of either Contracting State. The tariff of charges at such aerodromes for landing, taking off or stops shall be the same for aircraft of both Contracting States.

2. Arrivals from and departures for the territory of a Contracting State may take place only at an aerodrome available for public use and provided with Customs office facilities for the inspection of passports ; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome. The competent authorities

médiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes peuvent autoriser le départ ou l'atterrissage sur un autre aérodrome où doivent être effectuées les formalites de douane et de passeport. L'interdiction d'atterrissage entre la frontière et l'aérodrome s'applique également dans ces cas spéciaux.

3. En cas d'atterrissage forcé ou dans le cas de l'atterrissage visé par l'article 6, dans le pays de départ, après l'accomplissement des formalités de douane et de passeport ou, dans le pays de destination, avant l'accomplissement des formalités de douane et de passeport, le commandant de l'aéronef, l'équipage et les passager doivent se conformer aux règlements de l'Etat intéressé relatifs aux douanes et aux passeports.

Article 8.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre une liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique ; cette liste indiquera également les aérodromes sur lesquels peuvent être accomplies les formalités de douanes et les formalités de passeport. Toute modification apportée à ladite liste, ainsi que toute restriction imposée, même temporairement, à l'utilisation d'un de ces aérodromes devra être signalée sans retard à l'autre Etat contractant.

Article 9.

1. Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs, clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile de leur propriétaire.

2. Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Article 10.

1. Les membres de l'équipage qui exercent dans l'aéronef une activité subordonnée, dans leur pays d'origine, à une autorisation spéciale devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne,

may in special cases authorise an aircraft to land or take off at another aerodrome, where the Customs and passport inspections will be carried out. The prohibition in respect of landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases.

3. In the event of forced landing or of landings in the circumstances specified in Article 6 in the country of departure after the Customs and passport inspection, or in the country of destination before the Customs and passport inspection, the pilot, crew and passengers of the aircraft shall observe the regulations in force in the country in question in regard to such inspection.

Article 8.

Each Contracting State shall communicate to the other State a list of aerodromes in its territory which are currently available for public use ; such list shall also specify the aerodromes at which there are Customs offices and facilities for passport inspection. Any change in the list or any restriction, even of a temporary character, of the right to use an aerodrome, must be notified without delay to the other Contracting State.

Article 9.

1. Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and address of the owner.

2. Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness and any other papers required for air navigation in the country to which they belong.

Article 10.

1. Members of the crew performing duties for the exercise of which a special licence is required in their country of origin must carry the certificates laid down for air navigation in the said country, and in particular the

notamment des brevets et licences réglementaires.

2. Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

3. L'équipage et les voyageurs, sauf arrangement contraire entre les deux Etats contractants, devront être munis des pièces qui sont exigées, d'après les dispositions en vigueur, pour le trafic international.

Article 11.

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrées ou reconnues valables par l'une des Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus valables par ce dernier ; toutefois, les brevets d'aptitudes et les licences de l'équipage ne seront valables que pour le service à bord d'aéronefs de son propre pays.

2. Chacun des deux Etats contractants a le droit de refuser de reconnaître pour la navigation au-dessus de son territoire la validité des brevets d'aptitude et des licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

3. Si la navigabilité d'un aéronef muni des documents prescrits dans l'Etat d'origine diminue, ultérieurement à la délivrance de ces pièces, dans une mesure telle que la sécurité des voyageurs se trouve menacée, la continuation du vol de l'aéronef dans le territoire de l'autre Etat contractant pourra être subordonnée par l'autorité compétente de cet Etat à l'exécution des réparations nécessaires pour assurer la continuation du voyage dans des conditions de sécurité.

Article 12.

Les combustibles qui se trouvent à bord de l'aéronef à l'arrivée, seront exempts de droits de douane si la provision ne dépasse pas la quantité nécessaire pour l'accomplissement du voyage indiqué au livre de bord.

Article 13.

1. Les aéronefs ressortissant à l'une des Parties contractantes ne pourront être munis

prescribed certificates of competency and licences.

2. The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft and their occupation, identity and nationality.

3. Except as otherwise provided by agreement between the Contracting States, the crew and passengers must carry the certificates prescribed in the current regulations for international traffic.

Article 11.

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or approved by either of the Contracting States for an aircraft or its crew, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding papers issued or approved in the latter State, except that certificates of competency and licences held by the crew shall be valid only for service on aircraft belonging to their own country.

2. For the purpose of flights within its own territory, each Contracting State reserves the right to refuse to recognise certificates issued to nationals of the said State by the other Contracting State.

3. If the airworthiness of an aircraft provided with the certificates prescribed in its own State should, subsequently to the issue of the said certificates, become impaired to such an extent as to affect the safety of the aircraft, the competent authority of the other Contracting State may refuse it permission to continue its journey in the territory of such State until it has undergone such repairs as will enable it to proceed without danger.

Article 12.

The fuel on board an aircraft at the time of its arrival shall be admitted duty-free, provided that it does not exceed the quantity required for the completion of the journey, as shown by the aircraft's log.

Article 13.

1. Aircraft of either Contracting Party when in the territory of the other Party shall not

d'appareils de radio-communication au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant que s'ils ont reçu à cet effet une autorisation spéciale de leur Etat d'origine. L'utilisation de ces appareils au-dessus du territoire de chacune des Parties contractantes sera régie par les dispositions applicables dans cet Etat. Ces appareils ne pourront être manœuvrés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale de leur Etat d'origine.

2. Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règlements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radio communication à bord des aéronefs.

Article 14.

1. Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni explosifs, (pour armes à feu, etc) ni pigeons voyageurs, ni gaz toxiques (ni des substances qui peuvent dégager des gaz toxiques), ni appareils photographiques, sans l'autorisation de l'Etat dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

2. Pour des raisons de sécurité publique, chacun des Etats contractants pourra cependant limiter aussi sur son territoire le transport d'objets autres que les objets mentionnés dans l'alinéa précédent ; ces restrictions s'appliqueront sans distinction aux aéronefs de chacun des Etats contractants.

Article 15.

1. Les aéronefs transportant des voyageurs ou des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs, et, pour ce qui concerne les marchandises, d'une liste indiquant la nature et la quantité de ces dernières, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

2. Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et la liste ci-dessus mentionnée, les autorités douanières du port d'arrivée pourront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

carry apparatus for the transmission of radiotelegraphic messages without a special permit from the authorities of their own State.

The use of such apparatus over the territory of either of the Contracting Parties shall be governed by the relevant regulations in force in the State in question. Such apparatus may be used only by members of the crew provided with a special licence issued for the purpose by their own State.

2. Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to issue rules regarding the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radiotelegraphic messages.

Article 14.

1. Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, explosives (for firearms or for other explosive purposes), carrier pigeons, poison gases (or substances generating such gases) or photographic apparatus, except with the permission of the State in the air territory of which the aircraft is situated.

2. Either Contracting State may, as a measure of public safety, render the carriage or conveyance of articles other than those specified in the preceding paragraph subject to restrictions, which shall be applicable without distinction to the aircraft of both Contracting States.

Article 15.

1. Aircraft which carry passengers or goods must be provided with a list of the passengers' names, a list specifying the nature and quantity of the goods carried, and the necessary Customs declarations.

2. Should there be found on the arrival of an aircraft a discrepancy between the above list and the goods carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival may communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

Article 16.

Le transport d'envois postaux sera réglé par des arrangements spéciaux conclus directement par les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 17.

Au départ et à l'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 18.

1. L'installation et l'exploitation de lignes aériennes régulières, ainsi que l'exécution répétée de vols commerciaux par des entreprises de navigation aérienne de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, en transit à travers ce territoire et au départ de ce dernier (avec ou sans atterrissage), peuvent être subordonnées à une autorisation spéciale. Une pièce spéciale devra être délivrée à cet effet à l'entreprise de navigation aérienne par l'autorité compétente.

2. Chaque Etat contractant a le droit de réserver aux aéronefs nationaux le transport commercial de personnes ou de marchandises entre deux points de son propre territoire.

Article 19.

Il est interdit de jeter du lest autre que du sable fin ou de l'eau.

Article 20.

1. Des objets autres que du lest ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre manière en cours de route que si l'Etat contractant sur le territoire duquel doit s'accomplir cette opération a accordé à cet effet une autorisation spéciale.

2. Le droit de jeter des déchets des aéronefs en cours de vol sera régi par les dispositions édictées à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel aura lieu cette opération.

Article 16.

The carrying of mails shall be arranged direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 17.

Each of the Contracting States may always, in its own territory, have the aircraft of the other Contracting State officially inspected on arrival or departure and the prescribed certificates and other documents verified.

Article 18.

1. A special permit may be required for the organisation and operation of regular airways and repeated commercial flights by air navigation undertakings of either of the Contracting Parties to or in transit through or from the territory of the other Party (with or without landing). A special authorisation issued to the air navigation undertaking by the competent authority shall be required for the above purpose.

2. Each Contracting State shall be entitled to reserve to its national aircraft the commercial transport of both passengers and goods between two points within its own territory.

Article 19.

No ballast may be dropped other than fine sand or water.

Article 20.

1. The discharge or removal in the course of flight of any substance other than ballast is prohibited unless a special permit for the purpose has been granted by the State in the territory of which such discharge or removal is effected.

2. Where waste materials are discharged from aircraft in flight, the relevant regulations prescribed by the State in the territory of which such discharge is effected shall be duly observed.

Article 21.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre toutes les prescriptions relatives à la navigation aérienne sur son territoire.

Article 22.

Les entreprises de navigation aérienne et les aéronefs de chacune des Parties contractantes, leurs équipages, cargaison et passagers, sont soumis, sur le territoire de l'autre Etat, aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question, notamment aux règlements sur la navigation aérienne en général, pour autant que ceux-ci s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux règlements sur les douanes et les autres droits, les prohibitions d'exportation et d'importation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité et l'ordre publics et les passeports. Ils sont également soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 23.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre les infractions au présent traité, qui seront commises sur son territoire par des entreprises de navigation aérienne ou des aéronefs de l'autre Etat contractant, ainsi que par leurs équipages.

Article 24.

Les détails de l'exécution du présent traité seront, si nécessaire et possible, réglés par des arrangements directs entre les administrations compétentes des deux Etats contractants.

Article 25.

1. Chaque Etat contractant pourra dénoncer le présent traité à tout moment pour la fin de l'année civile suivante.

Article 21.

The Contracting States shall notify one another of all air traffic regulations in force in their respective territories.

Article 22.

Air transport companies and aircraft of either Contracting Party, their crews, cargoes and passengers shall be subject in the territory of the other State to the obligations arising out of the regulations currently in force in that State, more especially provisions which concern air traffic in general, in so far as such provisions are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, and also to the regulations concerning Customs and other duties, export or import prohibitions, the carriage of passengers and goods, public safety and order, and passports ; they shall furthermore be subject to such other obligations as may arise out of the general legislation in force.

Article 23.

Each of the Contracting States shall notify the other State of any infractions of the present Treaty on the part of air transport undertakings aircraft or aircraft crews of the other Contracting State.

Article 24.

The details regarding the execution of the present Treaty shall be settled, so far as is necessary and possible, by direct agreement between the respective competent administrations of the two Contracting States.

Article 25.

1. Either Contracting State may denounce the present Treaty at any time, with effect from the end of the following calendar year.

2. En outre, chaque Etat contractant a le droit de dénoncer le présent traité avec effet immédiat dès que les deux Etats contractants auront adhéré à la Convention internationale relative à la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919.

Article 26.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à La Haye, le 31 décembre 1929, en double exemplaire, en langues néerlandaise et allemande, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature du traité sur la navigation aérienne, conclu entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, les plénipotentiaires soussignés sont en outre convenus de ce qui suit :

1° Les dispositions du traité ne s'appliquent aux ballons libres que dans la mesure compatible avec le caractère spécial de ces aéronefs.

2° Les gouvernements des deux Etats contractants se notifieront aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du traité les secteurs de la frontière visés à l'alinéa 1 de l'article 4 du traité.

3° L'autorisation mentionnée à l'alinéa 2 de l'article 7 du traité devra être demandée en temps utile à l'administration douanière compétente, par l'intermédiaire de l'administration de l'aéronautique. Les frais

2. Either Contracting State shall further be entitled to denounce the present Treaty, such denunciation to take effect immediately, as soon as the two Contracting States shall have adhered to the International Convention relating to Air Navigation, signed in Paris, October 13, 1919.

Article 26.

The present Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague. It shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the undersigned have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague, December 31, 1929, in duplicate, in the Dutch and German languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On proceeding to s'gn the Treaty relating to Air Navigation concluded between the Governments of the Netherlands and of the Austrian Republic, the undersigned Plenipotentiaries have further agreed as follows :

(1) The provisions of the Treaty shall apply to free balloons only in so far as is compatible with the special character of such aircraft.

(2) The Governments of the two Contracting States shall notify to each other as soon as possible after the coming into force of the Treaty the sections of the frontier referred to in Article 4, paragraph 1, of the Treaty.

(3) Applications for the authorisation mentioned in Article 7, paragraph 2, of the Treaty must be made in sufficient time to the competent Customs administration through the air administration. The costs

occasionnés par les formalités de douane et de passeports seront à la charge de la partie intéressée.

Le présent protocole additionnel, qui fera partie intégrante du traité mentionné au début du protocole et qui entrera en vigueur en même temps que ce traité, est établi en double exemplaire, en langue néerlandaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

Fait à La Haye, le 31 décembre 1929.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

of Customs and passport inspection shall be charged to the Parties concerned.

The present Additional Protocol, which shall form an integral part of the Treaty referred to above and shall come into force simultaneously with it, is done in duplicate in the Dutch and German languages, both texts being equally authentic.

Done at The Hague, December 31, 1929.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.
(L. S.) DUFFEK.

N° 2587.

HONGRIE ET YOUGOSLAVIE

Convention relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé, avec protocole de signature. Signés à Belgrade, le 11 novembre 1929.

HUNGARY AND YUGOSLAVIA

Convention regarding certain Questions of Civil Procedure and Private Law, with Protocol of Signature. Signed at Belgrade, November 11, 1929.

N° 2587. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE, RELATIVE A CERTAINES QUESTIONS DE PROCÉDURE CIVILE ET DE DROIT PRIVÉ. SIGNÉE A BELGRADE, LE 11 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français, communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 janvier 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE désirant, d'un commun accord, régler entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Hongrie les rapports relatifs à certaines questions de procédure civile et de droit privé, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. le Dr Voïslav MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron Paul FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ACCÈS DES TRIBUNAUX.

Article premier.

Les ressortissants des Parties contractantes seront autorisés à poursuivre et à défendre leurs droits devant les tribunaux de l'autre Partie contractante, même contre les ressortissants de cette dernière Partie. Les tribunaux des Parties contractantes devront, en cette matière, leur appliquer un traitement égal à celui des nationaux.

Cette convention ne déroge en rien aux dispositions générales concernant les langues en vigueur qui seront à appliquer à l'égard des propres nationaux.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 7 octobre 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2587. — CONVENTION [2] BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF YOUGOSLAVIA REGARDING CERTAIN QUESTIONS OF CIVIL PROCEDURE AND PRIVATE LAW. SIGNED AT BELGRADE, NOVEMBER 11, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 7, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being equally desirous of settling relations between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Hungary concerning certain questions of civil procedure and private law, have resolved, with this object, to conclude a Convention and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

Dr. Voïslav MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs,

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

ACCESS TO THE COURTS.

Article 1.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be authorised to appear as plaintiffs or defendants before the Courts of the other Contracting Party, even against nationals of the last-named Party. The Courts of the Contracting Parties shall, in such cases, accord to them the same treatment as is accorded to nationals of the country.

The present Convention shall in no way affect the general provisions concerning languages which shall be that applicable to nationals.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, October 7, 1930.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE ET TUTÉLAIRE.

Article 2.

Rapport des autorités.

Les deux Parties contractantes se prêteront réciproquement, sur demande, assistance dans les affaires judiciaires et extrajudiciaires, en matière civile et commerciale, y compris les affaires de tutelle et de curatelle.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, celle-ci transmettra, par voie officielle, la commission rogatoire à l'autorité compétente de son Etat et en informera simultanément l'autorité requérante.

Les demandes de signification, ainsi que les commissions rogatoires seront transmises par voie du Ministère de la Justice de la Partie requérante au Ministère de la Justice de la Partie requise, à l'exception des demandes ou communications émanant des autorités tutélaires hongroises ou adressées à celles-ci, qui devront être transmises, quant à la Hongrie, par l'intermédiaire du Ministère royal hongrois de l'Intérieur.

Article 3.

Traduction et légalisation des demandes de signification et des commissions rogatoires.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires ne devront pas être légalisées; elles devront cependant être revêtues du sceau de l'autorité requérante. Ces demandes ou commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes, seront accompagnées, pour le Royaume de Yougoslavie d'une traduction serbe, française ou allemande, pour la Hongrie d'une traduction hongroise, française ou allemande, si ces pièces ne sont pas rédigées dans une de ces langues ou dans la langue de l'autorité requise. Ces traductions seront ou bien officielles, ou bien rédigées ou légalisées par un traducteur assermenté de la Partie requérante et munies de sa signature et son sceau officiel ; leur légalisation ultérieure ne sera pas nécessaire.

Les pièces prouvant la signification ou indiquant le fait qui l'a empêchée, les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que leurs annexes, ne seront pourvues de traduction qu'à la demande de la Partie requérante et contre remboursement des frais de traduction.

Article 4.

Contenu des demandes de signification et des commissions rogatoires.

La demande de signification devra contenir l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire et la nature de l'acte dont il s'agit.

Dans les commissions rogatoires il faudra désigner l'objet de la demande et, au besoin, donner un bref résumé de l'affaire, et aussi indiquer les noms, profession, domicile, siège ou résidence des parties.

Article 5.

Forme d'exécution et traitement des commissions rogatoires.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires seront traitées conformément aux lois de la Partie requise.

CHAPTER II.

ASSISTANCE IN JUDICIAL MATTERS AND MATTERS OF GUARDIANSHIP.

Article 2.

Relations between authorities.

The two Contracting Parties shall, on request, assist one another in judicial and extra-judicial matters, both civil and commercial, including matters of guardianship and curatorship.

Should the authority applied to be without jurisdiction, it shall transmit the letters of request through the official channel to the competent authority of its State, and shall at the same time inform the applicant authority.

Applications for service of documents and also letters of request shall be transmitted through the Ministry of Justice of the applicant Party to the Ministry of Justice of the Party applied to, excepting applications or communications from or to the Hungarian guardianship authorities; which shall be transmitted, in the case of Hungary, through the Royal Hungarian Ministry of the Interior.

Article 3.

Translation and legislation of applications for service of documents and letters of request.

Applications for service of documents and letters of request need not be legalised, but shall require the seal of the applicant authority. Such application or letters of request, and the annexes thereto, shall be accompanied, in the case of the Kingdom of Yugoslavia, by a Serb, French or German translation, and, in the case of Hungary, by a Hungarian, French or German translation, if the said documents are not drawn up in one of those languages or in the language of the applicant authority. The translations shall either be official translations or shall be made or legalised by a sworn translator of the applicant Party and shall bear his signature and official seal; further legalisation shall not be necessary.

Documents in proof of service or stating the cause of non-service, replies to letters of request and documents drawn up in execution of letters of request, together with their annexes, shall not be accompanied by a translation save at the request of the applicant Party and on payment of the costs of translation.

Article 4.

Contents of applications for service and letters of request.

An application for service shall state the authority issuing the document transmitted, the name and description of the parties, the address of the recipient, and the nature of the document.

Letters of request shall state the object of the application and shall, if necessary, give a brief summary of the case and the names, occupation, domicile, seat or residence of the parties.

Article 5.

Form of execution and treatment of letters of request.

Applications for service and letters of request shall be dealt with in conformity with the laws of the Party applied to.

Toutefois, sur demande de l'autorité requérante, elles pourront être exécutées dans une forme spéciale, pourvu que les lois de la Partie requise ne s'y opposent pas.

L'autorité compétente usera, en exécution de la commission rogatoire, des mêmes moyens de contrainte que ceux applicables aux commissions émanant des autorités de son propre État ou aux demandes présentées à cet effet par une partie intéressée.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu de l'exécution de la mesure sollicitée, afin que les intéressés y puissent assister.

Article 6.

Pièce à signifier.

Si la pièce doit être signifiée dans la forme prévue par la législation de la Partie requise pour les significations du même genre, elle sera rédigée en langue officielle de cette Partie, ou accompagnée d'une traduction en cette langue.

Au cas contraire, l'autorité requise pourra se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

Article 7.

Refus des demandes de signification et des commissions rogatoires.

L'exécution de la signification ne pourra être refusée que si la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle devrait être effectuée la juge de nature à porter atteinte à ses droits souverains ou à sa sécurité.

L'exécution des commissions rogatoires pourra être refusée, en outre, si la mesure sollicitée n'est pas de la compétence des tribunaux ou des autorités tutélaires.

La Partie requise informera l'autre Partie sans retard du refus de la signification ou de la commission rogatoire, en lui communiquant les motifs.

Article 8.

Preuve de la signification.

La preuve de la signification se fera au moyen soit d'un récépissé daté et légalisé, émanant du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de la Partie requise, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si la pièce à signifier a été transmise en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des exemplaires ou y être annexé.

Article 9.

Frais de l'assistance.

Aucune taxe ou remboursement de frais quelconque ne sera exigé pour l'exécution de la signification et des commissions rogatoires. Seront exceptées les indemnités que la Partie requise payera aux témoins et aux experts, ainsi que les dépenses occasionnées par la demande d'user d'une forme spéciale de procédure.

L'autorité ne pourra refuser l'assistance à cause du fait que les frais dont le remboursement est obligatoire en vertu du premier alinéa de cet article, n'ont pas été effectivement avancés, sauf le cas où l'on peut exiger, pour les mêmes opérations officielles, des propres ressortissants une avance de frais.

L'affranchissement sera à la charge de l'autorité expéditrice.

Nevertheless, at the request of the applicant authority, they may be executed in any special form that is not contrary to the laws of the Party applied to.

The competent authority shall employ, in the execution of letters of request, the means of compulsion applicable in the case of letters of request from the authorities of its own State or the case of applications submitted for such purpose by an interested party.

Should the applicant authority so request, it shall be informed of the date and place of the execution of the measure applied for, in order that the parties concerned may be present.

Article 6.

Documents to be served.

If the document is to be served in the form prescribed by the law of the Party applied to for the service of such documents, it shall be drawn up in the official language of that Party or shall be accompanied by a translation in that language.

Otherwise, the authority applied to may simply effect service by handing over the document to the addressee if the latter accepts it voluntarily.

Article 7.

Refusal of applications for service or letters of request.

Service may only be refused if the Contracting Party in whose territory it is to be effected deems it prejudicial to its sovereign rights or its security.

Execution of letters of request may likewise be refused, if the measure applied for is not within the competence of the Courts or of the guardianship authorities.

The Party applied to shall inform the other Party without delay of the refusal to effect service or to execute letters of request, duly stating the reasons for such refusal.

Article 8.

Proof of service.

Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

If the document to be served has been forwarded in duplicate, the receipt or certificate shall appear on one of the copies or be attached thereto.

Article 9.

Costs of assistance.

No charge may be made for the service of documents or the execution of letters of request and no claim may be submitted for repayment of expenses of any kind whatsoever. This shall not apply, however, to sums paid to witnesses and experts by the Party applied to or to any costs resulting from a request for the use of a special form of procedure.

The authority may not refuse assistance on the grounds that no sufficient advance has been made to cover costs repayable in virtue of paragraph 1 of the present Article, unless such an advance may in respect of the same official acts be demanded from nationals of the country.

Postal charges shall be borne by the authority despatching the document.

CHAPITRE III

LIBÉRATION DE CAUTION ET D'AVANCE DE FRAIS.

(Cautio judicatum solvi.)

Article 10.

Aucune caution *(cautio judicatum solvi)*, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposée à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties contractantes ayant leur domicile dans le territoire de l'autre, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de cette dernière.

Article 11.

Les jugements concernant les frais et dépenses du procès, passés en force de chose jugée prononcés par des tribunaux de l'une des Parties contractantes contre le demandeur ou l'intervenant, dispensés de la caution *(cautio judicatum solvi)*, ou dépôt en vertu soit de l'article 10, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, sur la demande faite par l'intermédiaire des Ministères de la Justice, rendus gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Partie sans l'audition préalable des parties intéressées d'après la loi du pays.

Le fait que le jugement est passé en force de chose jugée, sera attesté par l'autorité compétente de la Partie requérante.

La demande d'exéquatur sera accompagnée du dispositif du jugement susmentionné ; quant à cette demande, son annexe ainsi que l'attestation prévue à l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 3 seront également appliquées.

Les mêmes règles s'appliqueront aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès sera fixé ultérieurement.

CHAPITRE IV

ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article 12.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie du bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, d'après les prescriptions qui y sont en vigueur pour les propres ressortissants.

La partie à laquelle le droit d'indigence a été accordé, jouira de ce bénéfice aussi dans tous ses actes de procédure se référant à la même affaire devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante. Aux taxes occasionnées par ces actions judiciaires, seront appliquées les dispositions de l'article 9.

Article 13.

Le certificat d'indigence devra être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas sur le territoire des Parties contractantes, il suffira l'attestation du représentant diplomatique ou consulaire compétent de son Etat.

CHAPTER III.

EXEMPTION FROM DEPOSIT AND SECURITY FOR COSTS.

(Cautio judicatum solvi).

Article 10.

No security for costs *(cautio judicatum solvi)* or deposit of any kind may be required, on the ground of foreign nationality or lack of domicile or residence in the country, from nationals of one of the Contracting Parties having their domicile in the territory of the other, and appearing as plaintiffs or interveners in the Courts of the latter.

Article 11.

Where the applicant or intervener is exempt under Article 10 or by the *lex fori* from giving security *(cautio judicatum solvi)* or deposit, a judgment as to costs, delivered by a Court of one of the Contracting Parties and possessing the force of *res judicata*, shall be enforced free of charge by the competent authority of the other Party, without first hearing the parties in accordance with the law of the country, on application being made through the Ministries of Justice.

The fact that the judgment has acquired the force of *res judicata* shall be certified by the competent authority of the applicant Party.

An application for enforcement shall be accompanied by the operative portion of the aforesaid judgment ; this application, its annex and the certificate provided for in the previous paragraph shall be subject to the provisions of Article 3.

The same rules shall apply to judicial decisions given subsequently as to costs.

CHAPTER IV.

FREE LEGAL ASSISTANCE.

Article 12.

Nationals of one of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the benefit of free legal assistance, in conformity with the provisions therein in force for the nationals of the latter.

The party to which poor persons' rights have been accorded shall enjoy the benefit of such rights throughout proceedings in the same action before the judicial authorities of the other Contracting Party. The provisions of Article 9 shall apply to the costs of such proceedings.

Article 13.

The poor persons' certificate shall be issued by the authority of the applicant's habitual place of residence or, failing a habitual residence, by the authority of his place of residence at the time.

If the applicant does not reside in the territory of the Contracting Parties, the certificate of the competent diplomatic or consular representative of his State shall suffice.

Article 14.

L'autorité compétente, pour délivrer le certificat d'indigence, pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conservera, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis.

CHAPITRE V

Dispositions concernant la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative a La procédure civile.

Article 15.

Pour le cas de l'adhésion à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile[1], de la part du Royaume de Yougoslavie, les Parties contractantes tombent d'accord que cette convention remplacera, dès sa mise en vigueur envers le Royaume de Yougoslavie, les dispositions des articles 1 à 14 de la présente convention, exception faite aux dispositions de ces articles, qui sont plus favorables au soulagement de la communication des autorités et aux intérêts des parties privées.

CHAPITRE VI

Successions mobilières.

Article 16.

Emploi des droits successoraux des Parties contractantes concernant les biens meubles.

Les droits successoraux concernant les biens meubles seront régis par la loi nationale du défunt.

La question de savoir quels biens sont mobiliers, sera décidée d'après la législation de la Partie sur le territoire de laquelle la succession se trouve.

Article 17.

Délivrance des successions mobilières.

Les Parties contractantes s'engagent à se délivrer réciproquement, sauf les exceptions prévues par les articles 18 et 21 de la présente convention, les successions mobilières des ressortissants de l'autre Partie, en vue du règlement de la succession et pour trancher les controverses qui s'y réfèrent, par le tribunal (autorité) de l'État du défunt.

Article 18.

Mesures premières et conservation des biens meubles.

Le tribunal (autorité) de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve, sera obligé :

1° A dresser le protocole mortuaire d'un ressortissant de l'autre Partie, décédé sur son territoire ;

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

Article 14.

The authority competent to issue a poor persons' certificate may apply for information concerning the financial position of the applicant to the authorities of the other Contracting Party.

The authority responsible for deciding applications for free legal assistance shall, within the limits of its competence, be entitled to verify the certificates or information that may be furnished to it.

CHAPTER V.

PROVISIONS CONCERNING THE HAGUE CONVENTION OF JULY 17, 1905, RELATING TO CIVIL PROCEDURE.

Article 15.

In the event of the accession of the Kingdom of Yugoslavia to the Hague Convention of July 17, 1905, relating to Civil Procedure[1], the Contracting Parties agree that that Convention shall, on entry into force as regards the Kingdom of Yugoslavia, replace the provisions of Articles 1 to 14 of the present Convention, with the exception of such of the latter provisions as are more favourable to communication between the authorities or to the interests of private parties.

CHAPTER VI.

MOVABLE ESTATE.

Article 16.

Succession Rights of the Contracting Parties in respect of Movable Property.

Rights of succession in respect of movable property shall be governed by the national law of the deceased.

The law of the Party in whose territory the estate is situated shall determine what constitute movable estate.

Article 17.

Handing over of Movable Estate.

Subject to the exceptions contained in Articles 18 and 21 of the present Convention, each of the Contracting Parties undertakes to hand over to the other Party the movable estate of deceased nationals of the other Party, with a view to the administration of the estate and the settlement of disputes relating thereto by the Court (authority) of the State of the deceased.

Article 18.

Preliminary Measures and Safeguarding of Movable Property.

The Court (authority) of the Contracting Party in whose territory the movable estate is situated shall be bound :

(1) To draw up the protocol of death of a national of the other Party who has died in its territory ;

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

2° A prendre toutes les mesures indispensables pour la conservation et administration régulière des biens successoraux, afin d'en éviter la diminution ou tout autre préjudice éventuel ;

3° A faire dresser l'inventaire régulier de tous les biens successoraux et, selon les circonstances du cas, à apposer ses scellés sur lesdits biens, ou à en ordonner la déposition en lieu sûr, ou bien à désigner une personne digne de foi en qualité d'administrateur de la succession.

Les mesures mentionnées aux numéros 1 et 2 de cet article seront prises par le tribunal (autorité) compétent conformément aux prescriptions en vigueur dans son propre Etat. Toutefois, elles pourront être prises, sur demande de l'autre Partie, également d'une manière spéciale qui ne soit pas contraire aux lois en vigueur dans l'Etat où se trouve le tribunal (autorité) compétent.

Si les héritiers ou légataires sont ressortissants de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les biens successoraux se trouvent, ou s'ils y sont domiciliés, le tribunal (autorité) compétent sera autorisé à retenir, sur demande, tout l'ensemble ou une partie suffisante des biens successoraux, jusqu'à ce qu'il soit définitivement décidé sur les prétentions de ces héritiers ou légataires par le tribunal compétent de l'autre Partie.

Les mesures mentionnées à l'alinéa précédent devront être prises également sur demande des créanciers, ressortissants de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve, ou qui y sont domiciliés, pourvu qu'ils aient dûment vérifié leurs prétentions. Le droit de statuer sur ces réclamations est exclusivement réservé aux tribunaux de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve.

Article 19.

Délai de la présentation des demandes.

Aux fins des mesures mentionnées aux alinéas 3 et 4 de l'article précédent, un délai de cinq mois au plus sera fixé, pendant lequel les demandes des personnes susmentionnées pourront être présentées au tribunal (autorité). Si une pareille demande n'a pas été présentée pendant ce délai, la remise des biens mobiliers successoraux ne pourra être refusée.

La décision fixant ce terme devra être publiée sur le territoire de la Partie où la succession mobilière se trouve, conformément aux lois de ce pays, et une copie certifiée en sera remise sans délai à l'autre Partie.

Article 20.

Avis de l'agent de l'autre Partie et son intervention.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité compétente devra en aviser immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat du défunt en lui faisant parvenir, le plus tôt possible, l'acte de décès et une copie dûment légalisée du protocole mortuaire.

Si une agence existe dans la commune où la succession mobilière se trouve, les mesures visées au numéro 2 de l'article 18 ne pourront être prises qu'au cas où l'autorité diplomatique ou consulaire en aurait été informée en temps utile, pour être à même d'y concourir.

Dans les autres cas, cet agent devra être informé sans délai de toutes les opérations effectuées aux fins de la conservation et de l'administration de la succession et ces mesures pourront, sur sa demande, être modifiées ou suspendues, en tant que cela n'entraînerait point d'inconvénients pour les ressortissants de la Partie sur le territoire de laquelle les biens successoraux se trouvent.

Article 21.

Cession de la procédure.

Dans le cas où les héritiers, étant ressortissants de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve, demandent, avant que le délai prévu à l'article 19 soit écoulé,

(2) To take the necessary measures for the safeguarding and proper administration of the estate, with a view to preventing loss or other injury.

(3) To draw up a regular inventory of the whole estate and, if circumstances so require, to place the whole under seal or deposit it in safe keeping, or appoint a trustworthy person as administrator of the estate.

The measures mentioned in paragraphs 1 and 2 of the present Article shall be taken by the competent Court (authority) in conformity with the provisions in force in the State concerned. Nevertheless, on application by the other Party, they may be taken in any special manner that is not contrary to the *lex fori*.

If the heirs or legatees are nationals of the Contracting Party in whose territory the estate is situated, or if they are domiciled therein, the competent Court (authority) shall be authorised, on application, to retain the whole of the estate or a sufficient portion thereof, until the competent Court of the other Party has finally adjudicated upon the claims of such heirs or legatees.

The measures mentioned in the foregoing paragraph shall also be taken at the request of creditors who are nationals of the Contracting Party in whose territory the movable estate is situated or who are domiciled therein, provided that such creditors have duly substantiated their claims. The Courts of the Party in whose territory the movable estate is situated shall have exclusive jurisdiction over such claims.

Article 19.

Time-limit for submission of applications.

For the purpose of the measures mentioned in paragraphs 3 and 4 of the foregoing Article, a time-limit not exceeding five months shall be fixed, during which applications of the above-mentioned persons may be submitted to the Court (authority). If no such application has been submitted within that period, the transfer of the movable estate may not be refused.

The decision fixing the time-limit in question shall be published in the territory of the Party in which the movable estate is situated, in conformity with the laws of that country, and a certified copy of the decision shall be delivered without delay to the other Party.

Article 20.

Notification to and intervention of agent of the other Party.

In the event of the death of a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other, the competent authority shall immediately notify the diplomatic or consular agent of the State of the deceased and shall forward, as soon as possible, the death certificate and a certified copy of the protocol of death.

When an agency exists in the commune in which the movable estate is situated, the measures referred to in sub-paragraph (2) of Article 18 may not be taken unless the diplomatic or consular authority has been informed in proper term, in order that he may be able to be present.

In other cases, the agent shall be informed without delay of any steps taken to safeguard and administer the estate ; such measures may, at his request, be modified or suspended, provided that no prejudice is thereby involved to nationals of the Party on whose territory the estate is situated.

Article 21.

Transfer of proceedings.

Should the heirs, nationals of the Party in whose territory the movable estate is situated, request, before the expiry of the time-limit laid down in Article 19, that the estate be administered

que la procédure pour régler la succession ait lieu devant les tribunaux de cette Partie, le tribunal (autorité) compétent du pays du défunt devra — pourvu que les autres héritiers ne s'y opposent pas — céder la procédure au tribunal (autorité) compétent de la Partie sur le territoire de laquelle la succession mobilière se trouve.

Article 22.

Exécution de la délivrance.

Après l'accomplissement des mesures prévues aux articles précédents, la succession mobilière sera délivrée à l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat du défunt pour être remise au tribunal (autorité) compétent de cet Etat.

Ces biens délivrés seront de même soumis aux règles en vigueur concernant la prohibition d'exportation. Néanmoins les deux Parties contractantes s'engagent à traiter les demandes d'exportation des ayants-droit d'une manière équitable et bienveillante.

CHAPITRE VII

LÉGALISATION ET FORCE PROBANTE DES DOCUMENTS.

Article 23.

Les documents dressés ou légalisés par des tribunaux ou des différents Ministères des Parties contractantes, revêtus du sceau officiel, seront exempts, lors de leur emploi devant les tribunaux ou autorités de l'autre Partie, de toute légalisation.

Les documents expédiés par des notaires publics, huissiers et autres fonctionnaires judiciaires, devront, lors de leur emploi mentionné à l'alinéa précédent, être légalisés par le tribunal de l'Etat où le notaire public ou fonctionnaire réside.

Article 24.

Les documents publics ainsi que les livres de commerce dressés ou tenus sur le territoire de l'une des Parties contractantes auront, lors de leur emploi devant les tribunaux ou autorités de l'autre Partie, la même force probante que ceux dressés ou tenus sur le territoire de cette dernière.

CHAPITRE VIII

DÉCLARATION DU DÉCÈS.

Article 25.

La déclaration du décès d'une personne sera exclusivement de la compétence des tribunaux (autorités) de la Partie contractante, dont elle était ressortissante à l'époque de sa disparition.

Les décisions passées en force de chose jugée en cette matière seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie.

by the courts of that Party, the competent Court (authority) of the country of the deceased shall — provided that the other heirs do not object — transfer proceedings to the competent Court (authority) of the Party in whose territory the movable estate is situated.

Article 22.

Execution of transfer.

On the completion of the measures laid down in the foregoing Articles, the movable estate shall be transferred to the diplomatic or consular agent of the State of the deceased for handing over to the competent Court (authority) of that State.

The property thus transferred shall none the less be subject to the rules in force concerning prohibition of export. Nevertheless, the two Contracting Parties undertake to treat with fairness and liberality applications for export submitted by persons entitled.

CHAPTER VII.

LEGALISATION AND ADMISSIBILITY OF DOCUMENTS.

Article 23.

Documents drawn up or legalised by Courts or Ministries of the Contracting Parties and bearing the official seal shall not require legalisation for submission to the Courts or authorities of the other Party.

Documents drawn up by notaries public, process-servers and other judicial officers shall, when used as provided in the foregoing paragraph, be legalised by the Court of the State in which the notary public or officer resides.

Article 24.

Official documents and commercial books drawn up or kept in the territory of one of the Contracting Parties shall, when used before the Courts or authorities of the other Party, rank equally as evidence with those drawn up or kept in the territory of the last-named Party.

CHAPTER VIII.

DECLARATION OF DEATH.

Article 25.

The declaration of death in respect of any person shall fall within the exclusive competence of the Courts (authorities) of the Contracting Party of which such person was a national at the time of his decease.

Decisions in regard to such matters which have acquired the force of *res judicata* shall be recognised, without formality, in the territory of the other Party.

CHAPITRE IX

COMMUNICATION OU ATTESTATION DES NORMES DE DROIT.

Article 26.

Les Ministères de la Justice des Parties contractantes se fourniront réciproquement des communications des normes de droit en vigueur sur le territoire de leur Etat.

La demande y relative devra contenir l'indication exacte des normes dont on demande la communication ou le texte dont l'authenticité devra être attestée.

CHAPITRE X

LITIGES CONCERNANT LA LÉGITIMITÉ DE LA NAISSANCE.

Article 27.

Les litiges concernant la légitimité d'un enfant seront de la compétence des tribunaux de la Partie contractante dont le père est ressortissant.

Les décisions passées en force de chose jugée en cette matière seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie.

CHAPITRE XI

DIVORCE.

Article 28.

Le droit de statuer sur la nullité d'un mariage, sur le divorce ou la séparation de corps, sera exclusivement de la compétence des tribunaux de la Partie contractante dont les époux sont ressortissants au moment de la présentation de la demande ; si, à ce moment, les époux ne sont pas de la même nationalité, les tribunaux de la Partie seront compétents dont, la dernière fois, tous les deux époux étaient en même temps ressortissants.

Si les époux ont changé de nationalité, un fait qui s'est passé avant ce changement ne pourra motiver le divorce ou la séparation que s'il avait le caractère d'une cause de divorce ou de séparation d'après la dernière législation commune aux époux.

Les décisions passées en force de chose jugée en cette matière seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie.

CHAPITRE XII

ADOPTION ET LÉGITIMATION.

Article 29.

La confirmation d'une adoption et la légitimation seront de la compétence des autorités de la Partie contractante dont la personne adoptante ou qui légitime ressort, et non de celles de la Partie dont ressort la personne à adopter ou à légitimer.

CHAPTER IX.

INFORMATION OR EVIDENCE ON POINTS OF LAW.

Article 26.

The Ministries of Justice of the Contracting Parties shall supply each other with information as to the law in force in the territory of their respective States.

An application for the purpose shall state exactly the point of law on which information is requested or the text to be certified correct.

CHAPTER X.

DISPUTES CONCERNING LEGITIMACY.

Article 27.

Disputes concerning the legitimacy of a child shall fall within the competence of the Courts of the Contracting Party of which the father is a national.

Decisions in regard to such matters which have acquired the force of *res judicata* shall be recognised without formality in the territory of the other Party.

CHAPTER XI.

DIVORCE.

Article 28.

The Courts of the Contracting Party of which the husband and wife are nationals at the time of application shall alone have jurisdiction as to nullity, divorce or judicial separation; should the husband and wife not be of the same nationality at the time of such application, the courts of the Party of which they last were nationals at the same time shall be competent.

Should the husband and wife have changed their nationality, no fact which has occurred before such change may be adduced as grounds for divorce or judicial separation unless such fact would have constituted grounds for divorce or separation by the law that last was common to husband and wife.

Decisions in regard to such matters which have acquired the force of *res judicata* shall be recognised, without formality, in the territory of the other Party.

CHAPTER XII.

ADOPTION AND LEGITIMATION.

Article 29.

Confirmation of adoption or legitimation shall fall within the competence of the authorities of the Contracting Party of which the person effecting adoption or legitimation is a national and not the authorities of the Party of which the person to be adopted or legitimised is a national.

Si les lois de la Partie dont la personne à adopter est ressortissante prévoient, en ce qui concerne le consentement et les autorisations nécessaires, d'autres dispositions que celles exigées par la loi nationale de l'adoptant, on observera les dispositions prévues par la loi nationale de la personne à adopter.

Les décisions y relatives seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE XIII

ECHANGE DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Article 30.

Remise d'office.

Les Parties contractantes s'engagent à se délivrer réciproquement d'office des extraits dûment légalisés des actes de naissance, de mariage et de décès, ainsi que des actes de légitimation des enfants nés en dehors du mariage, concernant les personnes indiquées dans ces actes comme ressortissantes de l'autre Partie.

Lesdites expéditions des actes de naissance, de mariage, de décès et de légitimation devront contenir toutes les indications essentielles portées sur les registres et faire, autant que possible, mention du domicile ou du lieu de naissance des personnes auxquelles elles se réfèrent.

Cette communication aura lieu annuellement par voie diplomatique.

Article 31.

Remise sur demande.

La demande et la remise des actes de l'état civil requis par des autorités ou offices, sera faite sans délai par l'intermédiaire des deux Ministères de l'Intérieur.

Les demandes arrivées directement des particuliers habitant sur le territoire de l'autre Partie contractante seront traitées à l'égal des demandes des propres ressortissants.

Article 32.

Rédaction et frais des expéditions.

La rédaction des expéditions aura lieu sans traduction dans la forme usitée dans chaque Etat.

Les expéditions demandées soit par des autorités, soit par des particuliers, devront être rédigées, si l'expédition littérale en a été désirée, dans la même langue et dans les mêmes lettres (latines ou cyrilliques) comme elles ont été écrites en original.

La légalisation des extraits sera faite dans la langue de l'autorité dont ils émanent, et ils n'auront besoin d'aucune légalisation ultérieure.

La rédaction et la remise des expéditions à remettre d'office, ainsi que de celles qui seront demandées par des autorités ou des offices, sera faite gratuitement et sans taxe de n'importe quelle nature.

Les expéditions réclamées par des particuliers ne seront faites gratuitement que lorsqu'il s'agira d'une personne indigente et que son indigence aura été certifiée par l'autorité de première instance compétente, d'après son domicile.

Should the laws of the Party of which the person to be adopted is a national lay down regulations in regard to consent and the authorisations necessary other than those required by the law of the adopting person, the provisions of the national law of the person to be adopted shall be complied with.

Decisions in regard to such matters shall be recognised, without formality, in the territory of the other Contracting Party.

CHAPTER XIII.

EXCHANGE OF CERTIFICATES OF BIRTHS, MARRIAGES AND DEATHS.

Article 30.

Official communication.

The Contracting Parties undertake to deliver to one another of their own proper motion duly legalised birth, marriage and death certificates and acts of legitimation of children born out of wedlock, relating to the persons stated in such documents to be nationals of the other Party.

Copies of birth, marriage, death and legitimation certificates shall contain all the essential information entered in the registers and shall, as far as possible, mention the domicile or place of birth of the persons to whom they refer.

These documents shall be communicated annually through diplomatic channes.

Article 31.

Delivery of Certificates.

Application for and delivery of Registrar's certificates required by authorities or offices shall be effected without delay through the two Ministries of the Interior.

Applications received direct from individuals residing in the territory of the other Contracting Party shall receive the same treatment as applications from nationals.

Article 32.

Making and cost of copies.

Copies shall be made, without translation, in the manner customary in each State.

Copies required by the authorities or by individuals shall, if a literal copy is desired, be made in the same language and in the same letters (Latin or Cyrillic) as the original.

The legalisation of extracts shall be effected in the language of the authority from which they originate. They shall not require subsequent legalisation.

Copies for official communications and copies applied for by authorities or offices shall be made and delivered free of all cost or charge.

Copies for private individuals shall be made free of charge only in the case of a poor person duly so certified by the competent authority of first instance of his place of domicile.

CHAPITRE XIV

FAILLITE.

Article 33.

Communication de l'ouverture de la faillite.

En cas de l'ouverture de la faillite contre un ressortissant de l'une des Parties contractantes, le tribunal qui l'a ouverte en avertira sans retard la Partie dont le failli ressort.

Si, à l'ouverture de la faillite contre une personne de n'importe quelle nationalité, on peut présumer que des créanciers sont domiciliés sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'ouverture de la faillite devra être publiée par le tribunal qui est saisi de la faillite par l'intermédiaire de l'administrateur, dans les journaux de l'autre Partie, destinés à cet effet, et d'après les dispositions qui y sont en vigueur.

Article 34.

Délivrance des biens meubles de faillite.

Lorsqu'une faillite est ouverte dans les territoires de l'une des Parties contractantes contre une personne de n'importe quelle nationalité, et que le failli possède des biens meubles dans les territoires de l'autre, sans y avoir domicile, il sera pourvu à la sécurité, à l'inventaire et à la délivrance au tribunal saisi de la faillite des biens meubles susmentionnés, si demande en est faite par le tribunal susmentionné.

A partir du jour de la présentation d'une pareille demande au tribunal compétent, aucun droit de rétention, de propriété, de gage ou d'autre droit réel ne pourra être acquis sur ces biens. Il est entendu que la délivrance des biens meubles n'aura pas lieu, si les droits énumérés ont été constitués avant cette date.

Article 35.

Procédure concernant les biens retenus.

Toutes les dispositions à prendre à l'égard des biens meubles qui, d'après l'article précédent, ne font pas l'objet de la délivrance, de même que celles concernant les biens immeubles d'un failli, seront de la compétence des tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces biens sont situés.

Si ces biens y sont soumis à la vente forcée, un excédent obtenu sur le prix de la vente, après avoir satisfait les créanciers qui y ont droit, sera délivré au tribunal saisi de la faillite, conformément aux dispositions de l'article précédent.

Article 36.

Traitement égal des créanciers.

Les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront, quant à la procédure de faillite et de concordat, en qualité de créanciers, des mêmes droits que les propres ressortissants.

CHAPTER XIV.

BANKRUPTCY.

Article 33.

Notification of bankruptcy proceedings.

On the opening of bankruptcy proceedings against a national of one of the Contracting Parties, the Court which has opened such proceedings shall immediately notify the Party of which the bankrupt is a national.

If, on the opening of bankruptcy proceedings against a person of no matter what nationality, it appears probable that creditors are domiciled in the territory of the other Contracting Party, the opening of the bankruptcy proceedings shall be advertised, by the Court of trial, through the official Receiver, in the duly appointed newspapers of the other Party and in accordance with the laws of that Party.

Article 34.

Handing over of movable bankrupt estate.

When bankruptcy proceedings are opened in the territories of one of the Contracting Parties against a person of no matter what nationality and the bankrupt possesses movable property in the territory of the other Party, without, however, being domiciled there, arrangements shall be made, if the Court of trial so demand, for the safeguarding, inventorying and delivery to the said Court of the above-mentioned movable property.

From the date of the presentation of such a request to the competent Court, no right of lien, ownership, or pledge or other real right can be acquired over the said property. It is agreed that delivery of the movable property shall not take place if the above-mentioned rights have been acquired before that date.

Article 35.

Procedure concerning property subject to a lien.

Measures in respect of movable property which, under the terms of the foregoing Article, does not form the subject of transfer, and, also, measures in respect of the immovable property of a bankrupt shall fall within the competence of the Courts of the Contracting Party in whose territory the property is situated.

Should such property have been the subject of a forced sale, any sum obtained over and above the amount required to satisfy the creditors enforcing the sale shall be handed over to the Court of trial, in conformity with the provisions of the foregoing Article.

Article 36.

Equality of treatment for creditors.

Nationals of each of the two Contracting Parties shall, in their capacity as creditors, enjoy the same rights as nationals of the other Party in proceedings relating to bankruptcy and composition.

CHAPITRE XV

LE DROIT D'AUTEUR.

Article 37.

Les Parties contractantes sont d'accord d'appliquer réciproquement aux œuvres littéraires et artistiques de l'autre Partie les dispositions de la Convention[1] de Berne revisée, du 13 novembre 1908, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi que celles du Protocole additionnel[2] de la même date.

CHAPITRE XVI

DISPOSITIONS FINALES.

Article 38.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Article 39.

La présente convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant six ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le 11 novembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dr V. MARINKOVITCH, *m. p.*
(L. S.) FORSTER, *m. p.*

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

1° Pour faire faciliter les communications entre les tribunaux respectifs, les deux Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, après la mise en vigueur de la présente convention, la liste de leurs tribunaux de première instance, ainsi que les changements ultérieurs.

[1] Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. C, page 150 ; et vol. CVII, page 456, de ce recueil.

[2] Vol. I, page 243 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 69 ; vol. LXXXIII, page 372 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; et vol. CVII, page 459, de ce recueil.

CHAPTER XV.

COPYRIGHT.

Article 37.

Each of the Contracting Parties agrees to apply to the literary and artistic works of the other Party, on terms of reciprocity, the provisions of the revised Berne Convention[1] of November 13, 1908, for the protection of literary and artistic works, and also the provisions of the Additional Protocol[2] of that date.

CHAPTER XVI.

FINAL PROVISIONS.

Article 38.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 39.

The present Convention shall come into force three months after the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of six years as from that date.

Unless one of the Contracting Parties shall have given notice, six months before the expiry of the said period, of its intention to terminate the Convention, the latter shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date of its denunciation by one or other of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done at Belgrade, in duplicate, November 11, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*
(L. S.) FORSTER, *m. p.*

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding to sign the Convention of to-day's date relating to certain questions of civil procedure and private law, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

(1) In order to facilitate communications between the Courts of either Party, the two Contracting Parties undertake to communicate to one another, after the entry into force of the present Convention, a list of their Courts of first instance, and likewise any subsequent changes.

[1] Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64 ; Vol. LXXVIII, page 434 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. C, page 150 ; and Vol. CVII, page 456, of this Series.

[2] Vol. I, page 243 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 69 ; Vol. LXXXIII, page 372 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; and Vol. CVII, page 459, of this Series.

2° Quant aux dispositions plus favorables, visées à l'article 15, les deux Parties fixent en avance que seront considérées comme telles les dispositions :

a) De l'alinéa 1 de l'article 2, concernant l'assistance dans les affaires de tutelle et de curatelle ;

b) De l'alinéa 3 de l'article 2, concernant l'intermédiaire des Ministères de la Justice ;

c) De l'article 3, concernant la langue des traductions.

3° Le Gouvernement royal de Yougoslavie déclare et le Gouvernement royal hongrois en prend acte qu'en vue de l'application des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 23 de la présente convention, seront considérées égales aux Ministères les autorités yougoslaves : le Conseil d'Etat *(Državni Savet)* et la Cour suprême de Contrôle *(Glavna Kontrola)*.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le 11 novembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dr V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères
du Royaume de Yougoslavie,
Belgrade, le 11 octobre 1930.

D'ordre du Ministre,
Le Chef de Section :
Ivan Kovatchevitch.

(2) With reference to the more favourable provisions mentioned in Article 15, the two Contracting Parties have decided in advance that the following provisions shall thus be regarded:

(a) Paragraph 1 of Article 2 concerning assistance in matters of guardianship and curatorship.

(b) Paragraph 3 of Article 2 concerning the employment of the Ministries of Justice as intermediaries.

(c) Article 3 concerning the language for translations.

(3) The Royal Yugoslav Government declares and the Royal Hungarian Government takes note that, for the purpose of applying paragraph 1 of Article 23 of the present Convention, the following Yugoslav authorities shall be deemed equivalent to Ministries: the Council of State *(Državni Savet)* and the Supreme Court of Control *(Glavna Kontrola)*.

The present Protocol shall possess the same force and period of validity as the above-mentioned Convention, concluded this day.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade in duplicate, November 11, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*
(L. S.) FORSTER, *m. p.*

N° 2588.

ÉGYPTE ET JAPON

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Le Caire, le 19 mars 1930.

EGYPT AND JAPAN

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, March 19, 1930.

N° 2588. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ÉGYPTIEN ET JAPONAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LE 19 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'entregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 janvier 1931.

I.

LE CAIRE, *le* 19 *mars* 1930.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Japon et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires du Japon importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité sous réserve du régime accordé par l'Egypte aux produits soudanais et du régime accordé par chacune des deux Parties contractantes aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul général, l'assurance de ma haute considération.

Wacyf Boutros GHALI Pacha.

M. Masayuki Yokoyama,
Consul général du Japon,
à Alexandrie.

II.

LE CAIRE, *le* 19 *mars*, 5 *Showa* (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence de ce jour ainsi conçue :

> Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre le Japon et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous

[1] Entré en vigueur le 19 mars 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2588. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE EGYPTIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, MARCH 19, 1930.

French official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 7, 1931.

I.

CAIRO, *March* 19, 1930.

SIR,

With reference to the negotiations conducted between us in regard to the conclusion of a provisional commercial agreement between Japan and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Japan and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products imported into Egypt via countries which have no commercial agreements with Egypt.

This régime shall be granted subject to complete reciprocity and to a reservation as regards the régime granted by Egypt to Sudanese products and that granted by each of the two Contracting Parties to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present agreement shall come into force as soon as I hear from you that your Government agrees thereto. It may be denounced by each of the two contracting parties subject to three month's notice.

I have the honour, etc.

Waycf Boutros GHALI Pasha.

M. Masayuki Yokoyama,
Japanese Consul-General
at Alexandria.

II.

CAIRO, *March* 19, 5 *Showa* (1930).

YOUR EXCELLENCY.

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's letter of to-day's date, which reads as follows :

" With reference to the negotiations conducted between us in regard to the conclusion of a provisional commercial agreement between Japan and Egypt, I have the honour

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force March 19, 1930.

informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires du Japon importé en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou transit. Provisoirement, ledit traitement sera appliqé aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité sous réserve du régime accordé par l'Egypte aux produits soudanais et du régime accordé par chacune des deux Parties constractantes aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement. Il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance ma très haute considération.

Masayuki YOKOYAMA.

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghali Pacha,
Ministre des Affaires étrangères d'Egypte.

---

to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all products of the soil and industry originating in Japan and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. This treatment shall apply provisionally to products imported into Egypt via countries which have no commercial agreements with Egypt.

This régime shall be granted subject to complete reciprocity and to a reservation as regards the régime accorded by Egypt to Sudanese products and that granted by each of the two Contracting Parties to products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions.

The present agreement shall come into force as soon as I hear from you that your Government agrees thereto. It may be denounced by each of the two contracting parties subject to three months' notice ".

In reply I would confirm my Government's agreement with the above principles.

I have the honour, etc.

Masayuki YOKOYAMA.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
Egyptian Minister for Foreign Affairs.

No. 2588

N° 2589.

COLOMBIE ET SUISSE

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Berne, le 20 août 1927.

COLOMBIA AND SWITZERLAND

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Berne, August 20, 1927.

N° 2589. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA COLOMBIE ET LA SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 20 AOUT 1927.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le Conseil fédéral suisse et le chargé d'Affaires de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 janvier 1931.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et la Colombie et de soumettre à un règlement pacifique les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de onclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Giuseppe MOTTA, président de la Confédération, chef du Département politique fédéral ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Son Excellence M. Francisco J. DE URRUTIA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Colombie en Suisse ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre les deux Etats et

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 décembre 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 2589. — TRATADO [1] DE CONCILIACION, DE ARREGLO JUDICIAL Y DE ARBITRAJE ENTRE COLOMBIA Y SUIZA. FIRMADO EN BERNA EL 20 DE AGOSTO DE 1927.

French and Spanish official texts communicated by the Swiss Federal Council and the Colombian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place January 10, 1931.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA y EL CONSEJO FEDERAL SUIZO, animados del deseo de estrechar los lazos de amistad que unen a Colombia y Suiza, y de someter a un arreglo pacífico las diferencias que pudieran surgir entre los dos paises,

Han resuelto celebrar un Tratado al efecto, y han designado como sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

A Su Excelencia el señor doctor don Francisco José URRUTIA, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Suiza ;

EL CONSEJO FEDERAL SUIZO :

A Su Excelencia el señor Giuseppe MOTTA, Presidente de la Confederación, Jefe del Departamento Político ;

Los cuales, después de comunicarse sus plenos poderes y de hallarlos en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes :

Articulo 1°.

Todas las diferencias, de cualquier naturaleza que sean, que surgieren entre los Estados

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, December 29, 1930.

ne pourraient être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable seront soumis, à la demande d'une des Parties contractantes, à une procédure de conciliation.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le différend sera déféré, à la demande d'une Partie, à une procédure judiciaire ou arbitrale conformément à l'article 13 du présent traité.

Les Parties contractantes auront néanmoins la faculté de convenir qu'un litige déterminé sera réglé par voie de règlement judiciaire ou par voie d'arbitrage sans recours au préliminaire de conciliation.

Article 2.

La conciliation sera confiée à une commission de trois membres constituée, de cas en cas, par les Parties contractantes.

Les Parties contractantes désigneront chacune un membre à leur gré et nommeront d'un commun accord le troisième membre, qui sera de plein droit le président de la commission, parmi les ressortissants d'Etats tiers. Le commissaire ainsi désigné en commun ne devra pas avoir son domicile sur le territoire des Parties contractantes ni se trouver à leur service.

La Commission de conciliation sera constituée dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura fait part à l'autre de son intention de recourir à la conciliation.

Si le commissaire à désigner en commun n'est pas nommé dans ce délai, il sera nommé, à la demande d'une seule des Parties, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est pas ressortissant de l'un des Etats contractants.

Article 3.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions faisant l'objet du différend et de formuler, dans un rapport, des propositions en vue du règlement de la contestation.

La commission sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes. Notification de cette requête

y que no hubieren podido ser resueltas por la via diplomática en un plazo prudencial, se someterán, a solicitud de una de las Partes contratantes, a un procedimiento de conciliación.

En caso de que fracasare el procedimiento de conciliación, la diferencia se someterá, a solicitud de una de las Partes, a un procedimiento judicial o arbitral, conforme al artículo 13 del presente Tratado.

No obstante, las Partes contratantes tendrán la facultad de convenir en que un litigio determinado se resuelva o por la via de arreglo judicial, o por la via de arbitraje, sin recurrir al procedimiento preliminar de conciliación.

Articulo 2º.

La conciliación se confiará a una Comisión de tres miembros, constituida, en cada caso, por las Partes contratantes.

Las Partes contratantes designarán libremente cada una un miembro y nombrarán, de común acuerdo y de entre nacionales de otros Estados, el tercero, quien será de pleno derecho Presidente de la Comisión. El Comisario así designado en común no deberá tener su domicilio en el territorio de las Partes contratantes ni encontrarse a su servicio.

La Comisión de conciliación se constituirá dentro de los tres meses siguientes al dia en que una de las Partes haya comunicado a la otra su intención de recurrir al procedimiento de conciliación.

Si el Comisario que debe designarse de común acuerdo no ha sido nombrado durante este plazo, será nombrado, a solicitud de una sola de las Partes, por el Presidente de la Corte Permanente de Justicia Internacional, o si este último es nacional de uno de los Estados contratantes, por el Vicepresidente o por el miembro más anciano de la Corte que no sea nacional de uno de los Estados contratantes.

Articulo 3º.

La Comisión de conciliación tendrá a su cargo dilucidar las cuestiones que sean objeto de la diferencia, y formular, en un informe, las proposiciones tendientes al arreglo de la controversia.

La Comisión será requerida por medio de demanda dirigida a su Presidente por una de las Partes contratantes. Esta demanda se noti-

sera faite, en même temps, à la Partie adverse par la Partie dont elle émane.

Article 4.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 5.

La procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention[1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 6.

Les délibérations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 7.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer, auprès de la Commission de conciliation, des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 8.

Sous réserve de l'article 5, alinéa 2, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité simple des voix.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur terri-

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

ficará, al propio tiempo, a la Parte contraria por la Parte de que emana.

Articulo 4º.

La Comisión de conciliación se reunirá, salvo acuerdo en contrario, en el lugar designado por el Presidente.

Articulo 5º.

El procedimiento ante la Comisión de conciliación será contradictorio.

La Comisión misma fijará las reglas de procedimiento, teniendo en cuenta, salvo decisión en contrario adoptada por unanimidad, las disposiciones contenidas en el Titulo 3º de la Convención de La Haya[1] para el arreglo pacífico en los conflictos internacionales, de 18 de octubre de 1907.

Articulo 6º.

Las deliberaciones de la Comisión de conciliación serán secretas, salvo que la Comisión, de acuerdo con las Partes, decida lo contrario.

Articulo 7º.

Las Partes contratantes tendrán derecho a nombrar, ante la Comisión de conciliación, agentes especiales que sirvan de intermediarios entre ellas y la Comisión.

Articulo 8º.

Bajo reserva del artículo 5º, parágrafo 2º, las decisiones de la Comisión de conciliación serán adoptadas por simple mayoria de votos.

Artículo 9º.

Las Partes contratantes se comprometen a facilitar en la más amplia medida posible, los trabajos de la Comisión de conciliación, y, en particular, a emplear todos los medios de que dispongan, según su legislación interior, para que pueda proceder, en su territorio, a la cita-

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

toire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Article 10.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai. Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport de la commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 11.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas, toutefois, la durée de trois mois.

Article 12.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, les commissaires recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 13.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé dans le rapport, chacune d'elles pourra recourir, par voie de simple requête, à la Cour permanente de Justice internationale au cas où, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut[1] de la Cour, le différend aurait pour objet :

a) L'interprétation d'un traité ;

b) Tout point de droit international ;

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461, de ce recueil; et page 402, de ce volume.

ción y audición de testigos o de expertos, lo mismo que a inspecciones oculares.

Artículo 10.

La Comisión de conciliación presentará su informe dentro de los seis meses a partir del día en que ella haya tenido conocimiento de la demanda, a menos que la partes contratantes decidan, de común acuerdo, prorrogar el plazo. A cada una de las Partes se entregará un ejemplar del informe.

Ni en lo que se refiere a la exposición de los hechos, ni en lo que concierne a las consideraciones juridicas, el informe tendrá el carácter de una sentencia arbitral.

Artículo 11.

La Comisión de conciliación fijará el plazo dentro del cual las Partes deberán pronunciarse en relación con sus proposiciones. Este plazo no pasará, en todo caso, de tres meses.

Artículo 12.

Durante los trabajos de la Comisión de conciliación, los Comisarios recibirán una indemnización, cuya cuantia fijarán las Partes contratantes.

Cada Parte sufragará sus propios gastos y una cuota igual de los gastos de la Comisión.

Artículo 13.

Si una de las partes no acepta las proposiciones de la Comisión de conciliación, o no se pronuncia dentro del plazo fijado en el informe, cada una de ellas podrá recurrir, por via de simple demanda, a la Corte Permanente de Justicia Internacional en el caso de que, conforme al artículo 36, parágrafo 2º, del Estatuto[1] de la Corte, la controversia tenga por objeto :

a) La interpretación de un Tratado.

b) Un punto cualquiera de derecho internacional.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461, of this Series ; and page 402, of this Volume.

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

En cas de contestation sur la question de savoir si le différend est susceptible d'un règlement judiciaire au sens de l'alinéa qui précède, la Cour de Justice décide.

Tous autres litiges seront réglés, à la demande d'une Partie, par voie d'arbitrage dans les conditions prévues à l'article 14 du présent traité.

Article 14.

Le recours à l'arbitrage sera régi par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

A défaut de constitution du tribunal arbitral par l'accord des Parties dans les trois mois à compter du jour où l'une d'elles a demandé l'arbitrage, le tribunal arbitral comprendra cinq arbitres choisis sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye. Les Parties nommeront chacune un arbitre à leur gré ; elles désigneront les trois autres d'un commun accord et, parmi ceux-ci, le surarbitre. Ces trois arbitres ne devront, ni être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si la nomination des arbitres à désigner en commun ou la désignation du surarbitre n'interviennent pas dans les six mois à compter du jour où l'une des Parties a demandé l'arbitrage, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire ou arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral.

c) La realidad de todo hecho que, comprobado, constituiria la violación de un compromiso internacional.

d) La naturaleza o la extensión de la reparación debida por la ruptura de un compromiso internacional.

En caso de discusión sobre la cuestión de saber si la diferencia es susceptible de un arreglo judicial en el sentido del parágrafo anterior, la Corte de Justicia decidirá.

Los demás litigios se resolverán, a solicitud de una de las Partes, por medio del arbitraje en las condiciones previstas en el artículo 14 del presente Tratado.

Artículo 14.

El recurso al arbitraje se regirá por la Convención de La Haya de 18 de octubre de 1907, sobre arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

A falta de la constitución del Tribunal arbitral por acuerdo de las Partes dentro de los tres meses contados desde el dia en que una de ellas solicite el arbitraje, el Tribunal arbitral comprenderá cinco miembros de la Corte Permanente de arbitraje de La Haya. Cada una de las Partes nombrará un árbitro a su voluntad, y ambas designarán de común acuerdo los otros tres, entre ellos el dirimente. Estos tres árbitros no podrán ser nacionales de ninguna de las Partes contratantes, ni tendrán en ellas su domicilio ni se encontrarán a su servicio.

Si el nombramiento de los árbitros que se deben designar en común o la elección del dirimente no se verificaren dentro de seis meses a partir del dia en que una de las Partes ha solicitado el arbitraje, se procederá a los respectivos nombramientos de acuerdo con el artículo 45 de la Convención de La Haya, de 18 de octubre de 1907, sobre arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo 15.

Durante el curso del procedimiento de conciliación o del procedimiento judicial o arbitral, las Partes contratantes se abstendrán de toda medida susceptible de una repercusión perjudicial en la aceptación de las proposiciones de la Comisión de conciliación o en la ejecución de la sentencia de la Corte Permanente de Justicia Internacional o de la sentencia del Tribunal arbitral.

Article 16.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire entre les Parties, soumises à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Artículo 16.

Salvo acuerdo en contrario, las diferencias que surgieren en la interpretación o en la ejecución del presente Tratado, se someterán a la Corte Permanente de Justicia Internacional por la via de simple demanda.

Article 17.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Berne dans le plus bref délai possible.

Le traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il est censé renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire ou arbitrale se trouvait pendante, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le vingt août mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) *(Signé)* MOTTA.
(L. S.) *(Signé)* DE URRUTIA.

Pour copie conforme :

Berne, le 9 janvier 1931.

Le Chancelier de la Confédération :
Kaeslin.

Artículo 17.

El presente Tratado será ratificado. Los instrumentos de ratificación se canjearán en Berna dentro del más breve plazo posible.

El Tratado entrará en vigor a partir del canje de las ratificaciones; y ha sido concertado por un periodo de diez años, contados desde el principio de su vigencia. Si no se denunciare seis meses antes de la expiración de dicho plazo, se considerará renovado por un nuevo periodo de cinco años, y así sucesivamente.

Si en el momento de la expiración del presente Tratado, estuviere pendiente un procedimiento de conciliación o un procedimiento judicial o arbitral, él seguirá su curso conforme a las disposiciones del presente Tratado.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios firman el presente Tratado, en doble ejemplar, en Berna, a veinte de agosto de mil novecientos veintisiete.

(L. S.) *(Firmado)* Francisco José URRUTIA.
(L. S.) *(Firmado)* G. MOTTA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2589. — TREATY OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN COLOMBIA AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, AUGUST 20, 1927.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA, desirous of strengthening the ties of friendship which exist between Switzerland and Colombia and of submitting to pacific settlement any disputes that may arise between the two countries,

Have resolved to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL CONCIL

M. Giuseppe MOTTA, President of the Confederation, Head of the Federal Political Department ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

His Excellency M. Francisco J. DE URRUTIA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia in Switzerland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All disputes of any nature whatsœver which may arise between the two States and which it may not be possible to settle within a reasonable time by diplomacy shall, at the request of one of the Contracting Parties, be submitted to a procedure of conciliation.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, the dispute shall, at the request of either Party, be submitted to judicial or arbitral procedure in conformity with Article 13 of the present Treaty.

The Contracting Parties may, however, agree that any individual dispute shall be settled by judicial means or by arbitration, without previous recourse to the procedure of conciliation.

Article 2.

The task of conciliation shall be entrusted to a Commission of three members, who shall be appointed for each individual case by the Contracting Parties.

The Contracting Parties shall each appoint one member of its own choosing and shall jointly appoint the third member, who shall be *ex officio* President of the Commission, from among the nationals of third Powers. The Commissioner thus jointly appointed shall not be domiciled in the territory of the Contracting Parties nor employed in their service.

The Conciliation Commission shall be constituted within three months of the date on which one of the Parties shall have notified the other of its intention to resort to conciliation proceedings.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

If the Commissioner to be chosen jointly is not appointed within this period, he shall be appointed at the request of one only of the Parties by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of one of the contracting States, by the Vice-president or the oldest member of the Court who is not a national of either of the contracting States.

Article 3.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute and to formulate, in a report, proposals with a view to the settlement of the case.

The Commission shall be informed of a question by an application addressed to its President by one of the Contracting Parties. Notice of this application shall be given at the same time to the other Party by the Party by whom it is made.

Article 4.

Unless otherwise agreed between the Parties, the Conciliation Commission shall meet at the place chosen by its President.

Article 5.

In proceedings before the Conciliation Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up its own rules of procedure, regard being had to the regulations laid down in Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, unless the Commission unanimously decides otherwise.

Article 6.

The proceedings of the Conciliation Commission shall be private, unless the Commission, in agreement with the Parties, decides otherwise.

Article 7.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint special agents to the Conciliation Commission ; these agents shall also act as intermediaries between the Paries and the Commission.

Article 8.

Except as otherwise provided in Article 5, paragraph 2, the Conciliation Commission shall take its decisions by a majority vote of its members.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to give the Conciliation Commission all possible assistance in its work, and, in particular, to employ all the means at their disposal under their domestic legislation to enable it to call and hear witnesses or experts within their territory and to carry out investigations on the spot.

Article 10.

The Conciliation Commission shall make its report within six months from the day on which the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to an extension of this period. A copy of the report shall be sent to each Party.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 11.

The Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals. This period shall not, however, exceed three months.

Article 12.

For the duration of the proceedings of the Conciliation Commission, the Commisioners shall receive an allowance to be fixed by arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 13.

If one of the Parties does not accept the proposals of the Conciliation Commission, or does not announce its decision within the period prescribed in the report, either Party may have recourse to the Permanent Court of International Justice by a simple application if, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, the dispute concerns :

(a) The interpretation of a treaty ;

(b) Any question of International Law ;

(c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;

(d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

In the event of a disagreement as to whether the dispute is capable of judicial settlement in the sense of the preceding paragraph, the Court ot Justice shall decide.

Al other disputes shall be settled, at the request of either Party, by arbitration according to the provisions of Article 14 of the present Treaty.

Article 14.

Recourse to arbitration shall be governed by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the arbitral tribunal is not constituted by agreement between the Parties within a period of three months from the date on which one of the Parties asked for arbitration, it shall be composed of five members chosen from the list of members of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. Each of the Parties shall nominate one member of its own choosing ; the other three members, one of whom shall act as President, shall be appointed by agreement between the Parties. These three arbitrators must not be nationals of the Contracting Parties, nor be domiciled in their territory or employed in their service.

If the appointment of the arbitrators to be designated jointly or the appointment of the President is not made within six months from the date on which one of the Parties asked for

arbitration, the appointments shall be made in accordance with Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

During the conciliation proceedings or the judicial or arbitration proceedings, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice or the award of the arbitral tribunal.

Article 16.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary between the Parties, be submitted to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 17.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Treaty shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged. It shall be concluded for a period of ten years from the date of its coming into force. Unless denounced within six months before the expiry of this period, it shall be deemed to renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If conciliation proceedings or judicial or arbitral proceedings are pending at the time of the expiration of the present Treaty, they shall pursue their course in accordance with the provisions of the present Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Berne, the twentieth day of August, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) *(Signed)* MOTTA.
(L. S.) *(Signed)* DE URRUTIA.

N° 2590.

ALLEMAGNE ET PERSE

Convention d'établissement, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 17 février 1929.

GERMANY AND PERSIA

Convention regarding Conditions of Residence, with Final Protocol. Signed at Teheran, February 17, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2590. — NIEDERLASSUNGSABKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KAISERREICH PERSIEN. GEZEICHNET IN TEHERAN, AM 17. FEBRUAR 1929.

Textes officiels allemand, français et persan, communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 janvier 1931.

SEINE KAISERLICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN AND DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT von dem Wunsche beseelt, entsprechend dem Freundschaftsvertrag vom heutigen Tage das Niederlassungsrecht der persischen Staatsangehörigen in Deutschland und der deutschen Staatsangehörigen in Persien zu regeln, haben beschlossen, ein Niederlassungsabkommen [2] adzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt

SEINE KAISERLICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN :

Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Teheran,

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart hagen :

Artikel 1.

Die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates werden in dem Gebiete des andern Staates hinsichtlich ihrer Person und ihrer Güter nach den Grundsätzen und der Übung des allgemeinen Völkerrechts aufgenommen und behandeld. Sie geniessen dort den ständigen Schutz der Landesgesetze und- behörden für ihre Person und für ihre Güter, Rechte und Interessen. Sie können unter der Bedingung dass, und solange als sie die auf diesem Gebiet geltenden Gesetze und Verordnungen beobachten, das Gebiet des andern vertragschliessenden Staates betreten und verlassen, dort reisen, sich dort aufhalten und niederlassen.

In allen diesen Angelegenheiten geniessen sie eine Behandlung, die nicht weniger günstig ist als die den Angehörigen des meisbegünstigen Staates gewährte Behandlung.

Die vorstehenden Vorschriften hindern jedoch keinen der vertragschliessenden Staaten, jederzeit Bestimmungen zu treffen, um die Einwanderung in sein Gebiet zu regeln oder zu verbieten, sofern diese Bestimmungen nicht eine Massnahme unterschiedlicher Behandlung darstellen, die besonders gegen alle Angehörigen des andern vertragschliessenden Staates gerichtet ist.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 10 décembre 1929.

[2] Voir page 19 de ce volume.

N° 2590. — CONVENTION [1] D'ÉTABLISSEMENT ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉE A TÉHÉRAN, LE 17 FÉVRIER 1929.

German, Persian and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 10, 1931.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, également animés du désir de régler le droit d'établissement des ressortissants persans en Allemagne et des ressortissants allemands en Perse, conformément au traité [2] d'amitié en date de ce jour, ont résolu de conclure une convention d'etablissement, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE:

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, gérant de Son Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire allemand à Téhéran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront accueillis et traités sur le territoire de l'autre Etat, en ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, d'après les principes et la pratique du droit commun international. Ils y jouiront de la plus constante protection des lois et autorités territoriales pour leurs personnes, et pour leurs biens, droits et intérêts. Ils pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Etat contractant et en sortir, y voyager, y séjourner et s'y établir, à condition et aussi longtemps qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur sur ledit territoire.

En toutes ces matières ils jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Toutefois rien de ce qui précède ne saurait empêcher chacun des deux Etats contractants de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre tous les ressortissants de l'autre Etat contractant.

[1] The exchange of ratifications took place at Teheran, December 10, 1929.

[2] See page 19 of this Volume.

Artikel II.

Die Bestimmungen dieses Vertrages beeinträchtigen nicht das Recht jedes der vertragschliessenden Staaten, Angehörigen des andern Staates im einzelnen Falle infolge gerichtlicher Verfügung oder aus Gründen der innern oder äussern Sicherheit des Staates oder auch aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei den Aufenthalt zu versagen.

Die Ausweisung wird unter Bedingungen, die den Anforderungen der Hygiene und Menschlichkeit entsprechen, durchgeführt werden.

Artikel III.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates haben im Gebiet des andern Staates, sofern sie die Landesgesetze und- verordnungen beobachten, das Recht, in gleicher Weise wie die Inländer jede Art von Gewerbe und Handel zu betreiben und jedes Handwerk und jeden Beruf auszuüben, soweit es sich nicht um ein Staatsmonopol oder um die Ausbeutung eines vom Staate verliehenen Monopols handelt.

Diese Vorschrift findet auch insoweit keine Anwendung, als die Eigenschaft als Inländer nach den genannten Gesetzen und Verordnungen eine unerlässliche Bedingung für die Ausübung eines Berufes bildet.

Artikel IV.

Aktiengesellschaften und Handelsgesellschaften jeder Art einschliesslich der Industrie-, Finanz-Versicherung-, Verkehrs- und Transportgesellschaften, die im Gebiet des einen vertragschliessenden Staates ihren Sitz haben und gemäss den Gesetzen des Landes ihres Sitzes errichtet und anerkannt sind, werden auch in dem Gebiete des andern Staates in ihrer Rechts-, Geschäfts- und Prozessfähigkeit anerkannt.

Ihre Zulassung zur Ausübung einer geschäftlichen Tätigkeit im Gebiet des andern Staates bestimmt sich nach den dort geltenden Gesetzen und Vorschriften.

Hinsichtlich der Voraussetzungen ihrer Zulassung, der Ausübung ihrer Tätigkeit und in jeder anderen Beziehung können die genannten Gesellschaften unter der Bedingung, dass sie die Gesetze und Vorschriften des Niederlassungsstaates beobachten, sich dort jeder Handels und Gewerbetätigkeit widmen, der sich gemäss Artikel 3 die Angehörigen des Landes, wo sie errichtet worden sind, widmen können. Die genannten Gesellschaften müssen in jeder Beziehung wie die gleichartigen Unternehmungen der meistbegünstigten Nation behandelt werden.

Artikel V.

Die Angehörigen und die in Artikel 4 aufgeführten Gesellschaften des einen vertragschliessenden Staates geniessen im Gebiet des andern Staates sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Steuern, Gebühren und Abgaben jeder Art sowie alle anderen Lasten fiskalischen Charakters in jeder Beziehung bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz wie die Inländer.

Artikel VI.

Die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten haben im Gebiet des andern Staates wenn sie die dort geltenden Gesetze und Verordnungen beobachten, das Recht, dort jede Art von Rechten und von beweglichem Vermögen zu erwerben, zu besitzen and zu veräussern. Sie werden in dieser Hinsicht wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt.

Hinsichtlich der Grundstücke und der Rechte an Grundstücken werden die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten im Gebiet des andern Staates in jedem Falle wie die Angehörigen

Article II.

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte au droit de chacun des Etats contractants d'interdire aux ressortissants de l'autre Etat le séjour dans des cas spéciaux, soit à la suite d'une décision judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, ou bien pour des raisons d'assistance publique, d'hygiène et de mœurs.

L'expulsion sera exécutée dans des conditions répondant aux exigences de l'hygiène et de l'humanité.

Article III.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants sur le territoire de l'autre, à condition d'observer les lois et règlements du pays, ont, de la même façon que les nationaux, le droit de se consacrer à toute espèce d'industrie et de commerce ainsi que d'exercer tout métier et profession, pour autant qu'il ne s'agit ni d'un monopole d'Etat ni de l'exploitation d'un monopole accordé par l'Etat.

Cette disposition ne sera pas non plus applicable en tant que, d'après lesdits lois et règlements, la qualité de national forme une condition indispensable pour l'exercice d'une profession.

Article IV.

Les sociétés anonymes et les sociétés de commerce de toute espèce, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communication et de transport, qui ont leur siège social sur le territoire de l'un des Etats contractants et sont constituées et reconnues conformément aux lois du pays de leur siège social, verront reconnus sur le territoire de l'autre leur existence juridique, leur capacité et leur droit d'ester en justice.

Leur admission à exercer une activité commerciale sur le territoire de l'autre Etat se règle par les lois et les prescriptions qui y sont en vigueur.

En ce qui concerne les conditions de leur admission et l'exercice de leur activité, ainsi que sous tout autre rapport, lesdites sociétés pourront, à condition de se conformer aux lois et prescriptions du territoire de l'Etat de résidence, s'y livrer à toute activité commerciale et industrielle à laquelle, conformément à l'article 3, peuvent se livrer les ressortissants du pays où elles ont été constituées. Les sociétés en question devront, sous tous les rapports, être traitées comme les entreprises similaires de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les ressortissants et les sociétés désignées à l'article 4, de l'un des Etats contractants jouiront à tous égards, sur le territoire de l'autre Etat, aussi bien pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les impôts et taxes de toutes sortes, ainsi que toutes autres charges de caractère fiscal, auprès des autorités et des tribunaux de finance, du même traitement et de la même protection que les nationaux.

Article VI.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants auront, en se conformant aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de l'autre, le droit d'y acquérir, d'y posséder et d'y aliéner toute espèce de droits et biens meubles. Ils seront, à cet égard, traités comme les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, les ressortissants de chacun des Etats contractants, sur le territoire de l'autre, seront, en tout cas, traités comme les ressortissants

der meistbegünstigten Nation behandelt. Bis zum Abschluss eines besonderen Abkommens besteht Einverständnis, dass die deutschen Staatsangehörigen in Persien nur berechtigt sind, Grundstücke, die sie als Wohnung und zur Ausübung ihres Berufes oder Gewerbes benötigen, zu erwerben innezuhaben oder zu besitzen.

Artikel VII.

Die Wohnungen und alle Grundstücke, die von Angehörigen eines vertragschliessenden Staates im Gebiet des andern Staates in Übereinstimmung mit den Vorschriften dieses Abkommens erworben, besessen und gemietet werden, können Haussuchungen und Durchsuchungen nur unter den gleichen Bedingungen und Förmlichkeiten unterworfen werden, die durch die für Inländer geltenden Gesetze vorgeschrieben sind.

Ebenso dürfen Geschäftsbücher, Abrechnungen oder Urkunden irgendwelcher Art, die sich in den Wohnungen oder Geschäftsräumen der Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates im Gebiete des andern Staates befinden, nur unter den Bedingungen und Förmlichkeiten einer Prüfung oder Beschlagnahme unterzogen werden, die durch die geltenden Gesetze für die Inländer vorgeschrieben sind.

Artikel VIII.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates geniessen im Gebiete des andern Staates in allem, was den gerichtlichen und behördlichen Schutz ihrer Person und ihrer Güter angeht, die gleiche Behandlung wie die Inländer.

Sie haben insbesondere freien und vollig unbehinderten Zutritt zu den Gerichten und können vor Gericht unter den gleichen Bedingungen wie die Inländer auftreten. Jedoch werden bis zum Abschluss eines besonderen Abkommens die Voraussetzungen für das Armenrecht und die Sicherheitsleistung für Prozesskosten durch die örtliche Gesetzgebung geregelt.

In Bezug auf das Personen-, Familien- und Erbrecht bleiben die Angehörigen jedes der vertragschliessenden Staaten im Gebiet des andern Staates jedoch den Vorschriften ihrer heimischen Gesetze unterworfen. Die Anwendung dieser Gesetze kann von dem andern vertragschliessenden Staat nur ausnahmsweise und nur insoweit ausgeschlossen werden, als ein solchen Ausschluss allgemein gegenüber jedem andern fremden Staat erfolgt.

Artikel IX.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates sind in Friedens- und Kriegszeit im Gebiet des andern Staates ausser im Falle der Abwehr einer Naturkatastrophe von jeder staatlichen Arbeitspflicht befreit. Sie sind von jedem militärischen Zwangsdienst, sei es in der Armee, Marine und Luftwehr, sei es in der Nationalgarde oder Miliz, und ebenso von jeder anstelle des persönlichen Dienstes auferlegten Abgabe befreit. Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Staates sind auf dem Gebiede des andern Staates von allen ZwaWgsanleihen befreit. Sie könnenmilitärischen Kontributionen oder militärischen und nichtmilitärischen Requisitionen gleichviel welcher Art oder Enteignungen zum öffentlichen Nutzen nur den gleichen Bedingungen und im gleichen Masse wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen werden.

Bei den in Abs. 1 dieses Artikels behandelten Requisitionen sowie bei Enteignungen zum öffentlichen Nutzen erhalten die Angehörigen des einen vertragschliessenden Staates im Gebiete des anderen Staates für die angeforderten oder enteigneten Vermögenswerte eine angemessene Entschädigung, wobei die gesetzlichen Vorschriften des letzteren über die Modalitäten solcher Entschädigungen Beachtung finden.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auch auf die in Artikel 4 erwähnten Gesellschaften Anwendung.

Artikel X.

Dieses Abkommen ist in doppelter Urschrift in persischer, deutscher und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkommens ist der französische Wortlaut massgebend.

de la nation la plus favorisée. Jusqu'à la conclusion d'une convention spéciale, il est entendu que les ressortissants allemands, sur le territoire de la Perse, ne sont autorisés à acquérir, occuper ou posséder que les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur profession ou industrie.

Article VII.

Les habitations et tous les autres immeubles que les ressortissants d'un des Etats contractants auront acquis, posséderont ou auront loués, en conformité des dispositions de la présente convention, sur le territoire de l'autre Etat, ne pourront être soumis à des descentes ou perquisitions domiciliaires que sous les mêmes conditions et avec les mêmes formalités qui sont prescrites par les lois en vigueur pour les nationaux.

De même, les livres de commerce, arrêtés de compte ou documents de n'importe quelle espèce qui se trouveraient dans les habitations ou les bureaux des ressortissants de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat, ne pourront être soumis à un examen ou à une saisie que sous les conditions et avec les formalités que les lois en vigueur prescrivent pour les nationaux.

Article VIII.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, en tout ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens par les tribunaux et les autorités, du même traitement que les nationaux.

Ils auront notamment libre accès, sans entrave aucune, aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les nationaux. Toutefois, jusqu'à la conclusion d'un accord spécial les conditions concernant l'assistance aux pauvres et le *judicatum solvi* seront réglées par la législation territoriale.

Toutefois, dans les matières relatives au droit des personnes, de famille, de succession et d'héritage, les ressortissants de chacun des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat resteront soumis aux prescriptions de leurs lois nationales. Il ne pourra être dérogé à l'application de ces lois par l'autre Etat contractant qu'à titre exceptionnel et pour autant qu'une telle dérogation y est généralement pratiquée à l'égard de tout autre Etat étranger.

Article IX.

Les ressortissants de chaque Etat contractant seront, en temps de paix et de guerre, sur le territoire de l'autre Etat, exempts de toute obligation de travail pour l'Etat, sauf dans le cas d'une défense contre une calamité naturelle. Ils seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale et aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, de même que toute taxe imposée aux lieu et place du service personnel. Les ressortissants de chacun des Etats contractants sur le territoire de l'autre seront exempts de tous emprunts forcés. Ils ne pourront être assujettis à des contributions militaires ou à toute espèce de réquisitions tant militaires que civiles, ou à des expropriation pour cause d'utilité publique, autrement que sous les mêmes conditions et sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En compensation des réquisitions traitées au paragraphe premier du présent article, ainsi que dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, les ressortissants de l'un des Etats qui résident sur le territoire de l'autre Etat, recevront, pour la valeur du bien réquisitionné ou contractants exproprié une indemnité équitable, conformément aux dispositions prévues par les lois de ce dernier réglant les modalités de pareille indemnisation.

Les dispositions du présent article seront applicables aussi aux sociétés mentionnées à l'article 4.

Article X.

La présente convention est rédigée en double original en persan, allemand et français. En cas de divergence sur l'interprétation de la convention, le texte français fait foi.

Das Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleint fünf Jahre in Geltung. Wird es nicht sechs Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jeder zeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

TEHERAN, *den* 17. *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.

(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Kaiserreich Persien und dem Deutschen Reich abgeschlossenen Niederlassungsabkommens haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen wesentlichen Teil des Abkommens selbst bildet :

I.

Zu Artikel 1.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass Artikel 1 die passrechtlichen Vorschriften sowie die allgemeinen Vorschriften unberührt lässt, die von den vertragschliessenden Staaten über die Voraussetzungen erlassen sind oder künftig erlassen werden, unter denen die ausländischen Arbeiter zur Berufsausübung auf ihrem Gebiet zugelassen werden können.

Zu Artikel 4.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass weder die Bestimmungen des Artikel 4 noch irgend eine andere Bestimmung des Niederlassungsabkommens die Befugnis geben können, die besonderen Vorrechte zu beanspruchen, die Persien gewissen fremden Gesellschaften gewährt, für die die Bedingungen ihrer Tätigkeit durch besondere Konzessionen geregelt sind.

Zu Artikel 8 *Abs.* 3.

Die vertragschliessenden Staaten sind sich darüber einig, dass Personen-, Familien und Erbrecht, das heisst das Personalstatut, die folgenden Angelegenheiten umfasst : Ehe, eheliches Güterrecht, Scheidung, Aufhebung der ehelichen Gemeinschaft, Mitgift, Vaterschaft, Abstammung, Annahme an Kindesstatt, Geschäftsfähigkeit, Volljährigkeit, Vormundschaft und Pflegschaft, Entmündigung, testamentarische und gesetzliche Erbfolge, Nachlassabwicklungen und Erbauseinandersetzungen, ferner alle anderen Angelegenheiten des Familienrechts unter Einschluss aller den Personenstand betreffenden Fragen.

II.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, keinen Angehörigen des andern Staates ohne vorherige Zustimmung seiner Regierung einzubürgern.

TEHERAN, *den* 17. *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.

(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

La convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée.

Elle pourra dès lors être dénoncée à tout moment, à condition d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(Signé) M. FARZINE.

(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention d'établissement conclue aujourd'hui entre l'Empire de Perse et le Reich allemand, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante de la convention même :

I.

Ad Article premier.

Il est entendu que l'article premier ne touche ni aux règles relatives aux passeports ni aux dispositions d'ordre général qui ont été ou seront édictées par l'un ou l'autre des États contractants quant aux conditions selon lesquelles les ouvriers étrangers pourront être admis à exercer un métier sur leurs territoires respectifs.

Ad Article 4.

Il est entendu que les dispositions de l'article 4 ni aucune autre de la convention d'établissement ne peuvent autoriser à réclamer les priviléges spéciaux accordés en Perse à des sociétés étrangères dont les conditions d'activité sont réglées par des concessions spéciales.

Ad Article 8, *alinéa* 3.

Les Etats contractants sont d'accord que le droit des personnes, de famille, de succession et d'héritage, c'est-à-dire le statut personnel, comprend les matières suivantes : le mariage, le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire ou *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines, et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

II.

Les Gouvernements respectifs de chacun des Etats contractants s'engagent à ne naturaliser aucun ressortissant de l'autre Etat sans l'assentiment préalable de son gouvernement.

TÉHÉRAN, *le* 17 *février* 1929.

(Signé) M. FARZINE.

(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

راجع بماده ـ ٤ ـ

موافقت حاصل است که باستناد مقررات ماده ٤ و هیچیك از مقررات دیگر قرار داد اقامت نمیتوان ازمزایای مخصوص اعطائي ایران بشرکتهای خارجی که عملیات آنها بموجب امتیاز نامه های مخصوصی تعیین شده استفاده نمود .

راجع بماده ۸ قسمت سوم

دولتین متعاهدتین موافقت دارند که حقوق شخصی و خانوادگي و وراثت و ترکه یا بعبارة اخری حقوق مربوطه باحوال شخصیه مشتمل بر مسائل ذیل است :

ازدواج ـ ترتیب اموال بین زوجین ـ طلاق ـ افتراق ـ جهیز ـ ابوت ـ نسب قبولی فرزندی اهلیت ـ حقوقی ـ بلوغ ـ ولایت وقیمومت ـ حجر ـ حق وراثت بموجب وصیت نامه یا بدون وصیت نامه ـ تصفیه و تقسیم ماترك و یااموال و بطور عموم کلیهٔ مسائل مربوطهٔ به حقوق خانوادگی و کلیهٔ امور مربوطه باحوال شخصیه

— ۲ —

دولتین متعاهدتین تعهد مینمایند که اتباع طرف متعاهد دیگر را بدون اینکه قبلا دولت متبوعهٔ آنها موافقت کرده باشد بتابعیت خود نپذیرند .

در طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضاء : محمد علی فرزین

امضاء : فریدریك ورنرگراف فن‌در شولنبورك

پس از تصویب این قرارداد مبادلهٔ نسخ مصوبه دراسرع اوقات ممکنه بعمل خواهد امد

این قرار داد یك ماه بعد از مبادله نسخ مصوبه بموقع اجرا گذاشته میشود و مدت پنجسال هم مجری خواهد بود وچنانچه ششماه قبل از انقضاي مدت مزبور فسخ نشود بطور ضمنی براي مدت غیر معینی تمدید خواهد یافت در آنصورت هر موقع بفسخ آن میتوان مبادرت نمود بشرط آنکه ششماه قبل از وقت بطرف متعاهد دیگر اخطار شود بناء علیهذا نمایندگان طرفین متعاهدین که دارای اختیارات لازمه بودند این قرارداد را امضا و بمهر خود ممهور نمودند

در طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضاء : محمدعلي فرزین

امضاء : فریدریك ورنرگراف فن درشولنبورگ

پروتکل اختتامیه

در موقع امضاء قرار داد اقامت که امروز بین دولتین ایران و آلمان منعقد گردیده اختیار داران امضاء کنندهٔ ذیل این اظهار را که جزء لایتجزای این قرارداد میباشد نمودند

— ۱ —

راجع بماده -۱-

ماده اول قرار داد اقامت بقواعد مربوطه بتذکره و بمقررات عمومی که هریك از طرفین متعاهدین راجع بشرایط پذیرفتن کارگران خارجه درخاك خود واشتغال آنها بمشاغل وضع نموده ویا خواهد نمود لطمه وارد نمیاورد

دولت متعاهد دیگر نمیتواند از اعمال قوانین مزبوره منحرف بشود جز بطریق استثناء و تاحدی که یك چنین رویهٔ علی العموم نسبت بکلیه ممالك خارجه دیگر اعمال شود

ماده نهم

اتباع هریك از طرفین متعاهدین درموقع صلح وجنگ درخاك طرف متعاهد دیگر از هر گونه الزام کار کردن براي دولت معاف میباشند مگر برای دفاع از بلایای طبیعی مشارالیهم از هر نوع خدمت نظامی اجباری چه در قشون بری وقواي بحری و هواپیمائی و چه درگارد ملی و یاچریك و همچنین ازکلیهٔ مالیاتهائی که بجای خدمت شخصی وضع شده باشد معافیت دارند و اتباع هریك از طرفین متعاهدین درخاك طرف متعاهد دیگر ازکلیهٔ قرضه های اجباری معاف میباشند و نمیتوان مالیاتهاي نظامی یا هر قسم مصادراتی اعم از نظامی یا غیر نظامی و یا انتزاع مالکیت برای مصالح عمومی جز بهمان شرایط و بهمان ترتیبی که نسبت باتباع دولت کاملة الوداد معمول میگردد بآنها تحمیل نمود

برای جبران مصادراتی که در قسمت اول این‌ماده مذکور است و همچنین در مورد انتزاع مالکیت برای مصالح عمومی باتباع هریك ازطرفین متعاهدین درخاك طرف متعاهد دیگر از بابت قیمة اموال منتزعه و یامصادره شده غرامت منصفانهٔ مطابق مقررات قوانین مملکت متوقف فیها که بموجب آن ترتیب این قبیل غرامات معین میگردد داده خواهد شد . مقررات این‌ماده شامل شرکت های مذکوره در مادهٔ ٤ نیز خواهد بود

ماده دهم

این قرار داد بدو نسخه اصلی بفارسی و آلمانی و فرانسه نوشته شده و در صورت بروز اختلاف در تفسیر این قرار داد متن فرانسه معتبر خواهد بود .

ماده هفتم

در منازل و کلیهٔ اموال غیر منقوله دیگر که اتباع هر یك از طرفین متعاهدین در خاك طرف متعاهد دیگر بر طبق مقررات این قرار داد تحصیل یا تملیك و یا اجاره نمایند نمیتوان داخل شده ویابه تفتیشات مبادرت نمود مگر بهمان ترتیبات ومراسمی که درقوانین جاریه برای اتباع داخله مقرر است

وهمچنین دفاتر تجارتی یاصورت حساب ویاهرقبیل اسنادی‌را که درمنازل یا درادارات اتباع هریك از طرفین متعاهدین در خاك طرف متعاهد دیگر باشد نمیتوان مورد تفتیش یا توقیف قرار داد مگر در تحت شرایط و مراسمی که بموجب قوانین جاریه برای اتباع داخله مقرر است

ماده هشتم

اتباع هریك ازطرفین متعاهدین در خاك طرف متعاهد دیگر راجع بحمایت خود و اموالشان درپیشگاه محاکم ومصادر امور ازهمان رفتاری که نسبت باتباع داخله میشود بهره‌مند خواهند شد

مشار الیهم مخصوصاً بدون هیچگونه مانعی بمحاکم دسترس داشته و میتوانند تحت همان شرایطی که برای اتباع داخله مقرر است ترافع نمایند معهذا تاانعقاد قرارداد مخصوص ترتیبات راجعه بارفاق قضائي نسبت باشخاص بی‌بضاعت و وجه‌الضمانهٔ مخصوص خارجیها بموجب قوانین محلیه حل و تسویه میگردد

و درمسائل راجعه بحقوق شخصی وخانوادگی ووراثت و ترکه اتباع هریك ازطرفین متعاهدین درخاك طرف متعاهد دیگر مطبع مقررات قوانین مملکت متبوعه خود میباشند و

ماده ۳ این قرار داد براي اتباع مملکتی که شرکتهای مذکوره در آنجا تأسیس شده اند مجاز است . با شرکت های مزبوره از هر حیث باید همان رفتاري بشود که با مؤسسات متشابه دول کاملة الوداد بعمل می آید .

ماده پنجم

اتباع هریك از دولتین وشرکتهای هریك از طرفین متعاهدین که در ماده ٤ بآنها اشاره شده درخاك طرف متعاهد دیگر راجع بهر قسم مالیات و عوارض و همچنین کلیهٔ تحمیلات دیگري که جنبهٔ مالی داشته باشد نسبت به شخص واموال و حقوق و منافعشان در پیشگاه مأمورین ومحاکم مالیه از همان رفتار و حمایتی که نسبت باتباع داخله بعمل مي آید بهره مند خواهند شد .

ماده ششم

اتباع هریك از طرفین متعاهدین حق دارند بامتابعت از قوانین ونظامات جاریه در خاك طرف متعاهد دیگر هرقسم حقوق واموال منقوله تحصیل وتصرف ونقل وانتقال نموده و یا بمعرض فروش برسانند و از این حیث باآنها رفتار اتباع دولت کاملة الوداد میشود

راجع بحقوق و اموال غیر منقوله با اتباع هریك از طرفین متعاهدین درخاك طرف متعاهد دیگر در هرحال معاملهٔ اتباع دولت کاملة الوداد میشود وتاانعقاد قرار داد مخصوص موافقت حاصل است که اتباع آلمان درخاك ایران مجاز نیستند اموال غیرمنقوله غیر ازآنچه براي سکونت وشغل ویاصنعت آنها لازم است تحصیل یاتصرف ویاتملیك نمایند

امنیت داخلی ویاخارجي مملکت ویا بملاحظات معاونت عمومی ویاصحي ویا اخلاقي ممنوع بدارد اخراج بترتیباتی صورت خواهد گرفت که موافق مقتضیات حفظ الصحه وانسانیت باشد

ماده سوم

اتباع هر یك از طرفین متعاهدین حق دارند در خاك طرف متعاهد دیگر بشرط مراعات قوانین ونظامات مملکتي مثل اتباع داخله بهرقسم صنعت وتجارت پرداخته وبهر شغل وحرفه اشتغال ورزند اما تاحدّیکه مربوط بانحصارات دولتي یا انحصارات اعضائی از طرف دولت نباشد

ونیز حق مذکور فوق شامل مواردی نخواهد بود که مطابق قوانین ونظامات مملکتی تبعه داخله بودن شرط حتمی إشتغال بشغلی باشد

ماده چهارم

شرکت های انونیم وهرقسم شرکتهای تجارتی منجمله شرکتهاي صنعتی ومالي وبیمه و ارتباطات وحمل و نقل که مقرّ شرکتی آنها در خاك یکی از طرفین متعاهدین بوده و مطابق قوانین مملکتی که مقر شرکت درآن واقع است تأسیس و شناخته شده باشد هویت حقوقی واهلیت وحق ترافع قضائی برای آنها درخاك طرف متعاهد دیگر شناخته میشود و مبادرت آنها بعملیات تجارتی درمملکت متوقف فیها مطابق قوانین ومقرراتی خواهد بود که در مملکت مزبوره مجری است .

راجع بشرایط پذیرفته شدن شرکتهاي مزبوره درمملکت متعاهد دیگر واجرای عملیات آنها و همچنین راجع بکلیهٔ مسائل دیگر شرکت های مزبوره میتوانند بشرط متابعت از قوانین و مقررات مملکت متوقف فیها بکلیه عملیات تجارتی و صنعتی بپردازند که مطابق

رئیس مملکت آلمان

مسیو فرید ریك ورنر کنت فن در شولنبورك

وزیر مختار و ایلچی مخصوص دولت آلمان در طهران

مشار الیهما پس از مبادلهٔ اختیار نامه هاي خود که آنها را صحیح ومعتبر یافتند در مراتب ذیل موافقت حاصل نمودند :

ماده اول

اتباع هریك از طرفین متعاهدین درخاك طرف متعاهد دیگر نسبت بشخص و اموالشان موافق اصول ومعمول حقوق عمومي بین‌المللی پذیرفته شده وازاین حیث با آنها مطابق اصول ومعمول مزبور رفتار خواهد شد مشار الیهم از حمایت دائم قوانین و مصادر امور مملکتی نسبت بخود و اموال وحقوق ومنافعشان بهره مند خواهند شد ومیتوانند بخاك طرف متعاهد دیگر وارد واز آنجا خارج شده ودر آن مسافرت وتوقف واقامت نمایند با این شرط وتاوقتیکه موافق قوانین ونظامات جاریه درخاك مزبور عمل نمایند

اتباع مذکوره فوق در تمام این مسائل از رفتاری که مادون رفتار معمولهٔ نسبت باتباع دولت کاملة الوداد نباشد بهره مند خواهند شد معهذا هیچیك از مراتب فوق مانع از آن نیست که هریك از طرفین درهرموقع مقرراتی برای تنظیم ویا منع مهاجرت درخاك خود وضع نمایند مشروط براینکه آن مقررات درحکم تبعیض نباشد که مخصوصاً متوجه کلیه اتباع طرف متعاهد دیگر باشد

ماده دویم

مقررات این قرارداد بحق هیچیك از طرفین متعاهدین لطمه وارد نمیآورد که توقف اتباع طرف متعاهد دیگر را درموارد مخصوصه خواه در اثر تصمیم قضائی یا ازلحاظ

No. 2590.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

قرار داد اقامت

بین دولتین ایران و آلمان

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

و

رئیس مملکت آلمان

که مایلند حق اقامت اتباع ایران را در آلمان و اتباع آلمان را در ایران برطبق عهد نامهٔ مودت منعقدهٔ امروز تنظیم نمایند تصمیم بعقد قرار داد اقامت نموده و برای این مقصود اختیار داران خود را تعیین نمودند :

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

جناب مستطاب اجل آقای میرزا محمد علیخان فرزین

کفیل وزارت امور خارجه

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2590. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND THE PERSIAN EMPIRE REGARDING CONDITIONS OF RESIDENCE. SIGNED AT TEHERAN, FEBRUARY 17, 1929.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being equally desirous of determining the rights and establishment of Persian nationals in Germany and German nationals in Persia, in conformity with the Treaty of Friendship of this day's date, have resolved to conclude a Convention concerning conditions of residence and business, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, Acting Head of His Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Monsieur Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, German Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Teheran ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of either Contracting State in the territory of the other State shall be received and treated as regards their persons and property in accordance with the principles and practice of ordinary international law. They shall therein enjoy the most constant protection of the laws and authorities of the territory, in respect of their persons, property, rights and interests. They may enter and leave the territory of the other Contracting State, and travel, sojourn and establish themselves therein, on condition that, and as long as they comply with the laws and regulations in force in the said territory.

In all these matters, they shall enjoy a treatment not less favourable than that accorded to the nationals of the most favoured nation.

Nevertheless, the foregoing provisions shall not prevent either of the two Contracting States at any time from taking steps to regulate or prohibit immigration into its territory, provided such measures shall not constitute a discrimination specially directed against the nationals of the other Contracting State.

Article II.

The provisions of the present Convention shall not affect the right of either of the Contracting States to prohibit, in special cases, the residence of nationals of the other State, in accordance with a judicial decision, or for reason of public safety at home or abroad, or on grounds of poverty, health or morality.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Expulsion shall be carried out with due regard to the requirements of public health and of humanity.

Article III.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, nationals of either Contracting State shall be entitled to engage in any form of industry or commerce in the territory of the other State and to follow any occupation or profession in the same manner as nationals of the country, save in the case of a State monopoy or of a monopoly granted by the State.

This provision shall also not apply in so far as the said laws and regulations require that a particular profession shall be exercised by a national of the country.

Article IV.

Limited liability and trading companies of every kind, including industrial, financial, insurance, communication and transport companies, having their seat in the territory of one of the Contracting States and constituted and recognised in accordance with the law of the country of their seat, shall have their legal existence, capacity, and right to appear in the Courts recognised in the territory of the other.

Their admission to the exercise of commercial activity in the territory of the other State shall be governed by the laws and regulations there in force.

Provided they observe the laws and regulations of the territory of the State of residence, the said companies may, as regards the conditions of their admission and the exercise of their activities and in all other respects, undertake therein any commercial and industrial activity which, in accordance with Article 3, may be undertaken by the nationals of the country in which they were constituted. The companies in question shall in all respects be treated like similar undertakings of the most favoured nation.

Article V.

Nationals, and companies mentioned in Article 4, of one of the Contracting States shall, in the territory of the other State, be granted in every respect, as regards both their persons and their property, rights and interests, the same treatment and the same protection by the authorities and finance tribunals as nationals, as also in the matter of taxes and dues of every kind and all other burdens of a fiscal nature.

Article VI.

Nationals of either of the Contracting States shall have the right to acquire, possess and dispose of every kind of right or movable property in the other State, subject to compliance with the laws and regulations there in force. They shall in this respect be treated like nationals of the most favoured nation.

As regards real property and real rights, the nationals of either Contracting State in the territory of the other shall in all cases be treated like nationals of the most favoured nation. Until the conclusion of a special convention, it is agreed that German nationals in Persian territory shall be authorised to acquire, occupy or possess only the immovable property necessary for their residence or for the exercise of their profession or industry.

Article VII.

Houses and all other real property which the nationals of one of the Contracting States may have acquired or possess or may have rented in conformity with the provisions of the present Convention in the territory of the other State, may only be subject to search or perquisitions under

the same conditions and with the same formalities as are prescribed by the laws in force in the case of nationals.

Further, trade books, accounts or documents of whatever nature in the houses or offices of nationals of one of the Contracting States in the territory of the other State may only be subject to examination or seizure under the same conditions and with the formalities prescribed by the laws in force in the case of nationals.

Article VIII.

Nationals of either Contracting State in the territory of the other State shall enjoy the same treatment as nationals of that State, as regards the protection of their persons and property by the courts and authorities.

They shall in particular have free and unhindered access to the courts and may appear in court under the same conditions as nationals. Nevertheless, until the conclusion of a special agreement, the conditions as to poor-law relief and security for costs shall be governed by the law of the country.

Nevertheless, as regards the law of persons and of the family, and succession and inheritance law, the nationals of either Contracting State in the territory of the other State shall remain subject to the law of their own country. The other Contracting State shall only derogate from the application of such law in exceptional cases and in so far as such derogation is generally applied in regard to every other foreign State.

Article IX.

Nationals of either Contracting State in the territory of the other State shall be exempt in peace and in war from any obligation to work for the State, save in the case of defence against a natural calamity. They shall be free from all compulsory military service in land, sea or air forces or in the national guard or militia, and also from any tax imposed in lieu of personal service. The nationals of either Contracting State in the territory of the other State shall be exempt from all forced loans. They shall only be subject to military contributions or military or civil requisitions of any kind or expropriation for public purposes under the same conditions and on the same footing as nationals of the most favoured nation.

As compensation for the requisitions referred to in paragraph 1 of the present Article, or for expropriation for public purposes, nationals of one of the Contracting States residing in the territory of the other State shall receive a fair price for the property requisitioned or expropriated, in accordance with the provisions of the laws of the latter State concerning the methods of such compensation.

The provisions of the present Article shall also apply to the companies mentioned in Article 4.

Article X.

The present Convention is drafted in duplicate in Persian, German and French. In case of difference as to the interpretation of the Convention, the French text shall be authoritative.

The Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place as soon as possible.

The Convention shall enter into force one month after exchange of ratifications and shall remain in force for five years. If it is not denounced six months before the expiry of this period, it shall be considered as prolonged by tacit consent for an indefinite period.

It may then be denounced at any moment by giving six months notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, February 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.

(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention concerning conditions of residence and business concluded this day between the Persian Empire and the German Reich, the undersgined Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention itself :

I.

ad Article 1.

It is agreed that Article 1 shall not affect the regulations relating to passports nor the general provisions which have been or may be issued by either of the Contracting States as regards the conditions under which foreign workers may be admitted to carry on a trade in their respective territories.

ad Article 4.

It is agreed that neither the provisions of Article 4 nor any other provision in the Convention concerning conditions of residence and business can authorise a claim to the special privileges granted in Persia to foreign companies the conditions of whose working are governed by special concessions.

ad Article 8, *Paragraph* 3.

The Contracting States agree that the law of persons and of the family, and succession and inhertance law, that is to say, the law relating to personal status, include the following matters : marriage, property rights of husband and wife, divorce, judicial separation, dowry, paternity, affiliation, adoption, legal capacity, majority, guardianship and trusteeship, interdiction, succession, whether by will or *ab intestato*, distribution and partition of estates and inheritances and, in general, all questions relating to family law, including all questions concerning the status of individuals.

II.

The respective Governments of each of the Contracting States undertake not to grant naturalisation to any national of the other State without the previous consent of his Government.

TEHERAN, *February*, 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.

(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

N° 2591.

ALLEMAGNE ET PERSE

Convention de commerce, de douanes et de navigation, avec protocole final, signés à Téhéran, le 17 février 1929, et échange de notes y relatif, de la même date.

GERMANY AND PERSIA

Convention of Commerce, Customs and Navigation, with Final Protocol, signed at Teheran, February 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2591. — HANDELS-, ZOLL- UND SCHIFFAHRTSABKOMMEN [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KAISERREICH PERSIEN. GEZEICHNET IN TEHERAN, AM 17. FEBRUAR 1929.

Textes officiels allemand, français et persan communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 janvier 1931.

SEINE KAISERLICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN, und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT von dem Wunsche beseelt, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten weiter zu befestigen, haben entsprechend dem heute unterzeichneten persisch-deutschen Freundschaftsvertrag[2] beschlossen, ein Handels-, Zoll- und Schiffahrtsabkommen abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt,

SEINE KAISERLICHE MAJESTÄT DER SCHAH VON PERSIEN :

Seine Exzellenz Herrn Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, Gerenten Seines Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, Deutschen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Teheran,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 10 décembre 1930.

[2] Voir page 19 de ce volume.

N° 2591. — CONVENTION[1] DE COMMERCE, DE DOUANES ET DE NAVIGATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉE A TÉHÉRAN, LE 17 FÉVRIER 1929.

German, French and Persian official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 10, 1931.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, également animés du désir de resserrer les relations économiques entre les deux Etats, conformément au traité d'amitié[2] en date de ce jour ont décidé de conclure une convention de commerce, douanes et navigation, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Friedrich Werner Graf von der SCHULENBURG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire allemand à Téhéran.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

[1] The exchange of ratifications took place at Teheran, December 10, 1930.

[2] See page 19 of this Volume.

Artikel I.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei der Einfuhr nach Persien mit keinen anderen oder höheren Zöllen, Koeffizienten, Zuschlägen oder Eingangsabgaben irgendwelcher Art belastet werden als die gleichartigen Erzeugnisse des in dieser Hinsicht meistbegünstigten Landes.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Ausfuhr aus Deutschland nach Persien mit keinen anderen oder höheren Zöllen oder Ausfuhrabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen Zöllen oder Ausfuhrabgaben, die jetzt oder künftig bei der Ausfuhr gleichartiger Waren nach dem in dieser Hinsicht meistbegünstigten Lande erhoben werden.

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués allemands ne seront pas frappés, à leur entrée en Perse, de droits de douanes, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée d'une nature quelconque autres ou plus élevés que ceux frappant les produits similaires de la nation, à cet égard, la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués allemands, à leur exportation d'Allemagne en Perse, ne seront frappés d'aucun droit de douanes ni imposition quelconque de sortie, autres ou plus élevés que les droits de douanes et impositions de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exportation des produits similaires à destination du pays jouissant, à cet égard, du traitement de la nation la plus favorisée.

Artikel II.

Persische Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei der Einfuhr nach Deutschland mit keinen anderen oder höheren Zöllen, Koeffizienten, Zuschlägen oder Eingangsabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen, die jetzt oder künftig von gleichartigen Erzeugnissen des in dieser Hinsicht meistbegünstigten Landes erhoben werden.

Persische Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Ausfuhr aus Persien nach Deutschland mit keinen anderen oder höheren Zöllen oder Ausfuhrabgaben irgendwelcher Art belastet werden als denjenigen, die jetzt oder künftig bei der Ausfuhr gleichartiger Erzeugnisse nach dem in dieser Beziehung meistbegünstigten Lande erhoben werden.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, à leur importation en Allemagne, ne seront frappés d'aucun droit de douanes, coefficient, surtaxe ou imposition quelconque d'entrée, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou impositions d'entrée qui sont ou seront prélevés sur les produits similaires de la nation, à cet égard, la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués de la Perse, à leur exportation de Perse en Allemagne, ne seront frappés d'aucun droit de douanes ni impositions quelconque de sortie autres ou plus élevés que les droits de douanes et imposition de sortie qui sont ou seront prélevés à l'exportation des produits similaires à destination du pays jouissant, à cet égard, du traitement de la nation la plus favorisée.

Artikel III.

Erzeugnisse des einen vertragschliessenden Teiles, die ordnungsgemäss in das Gebiet des anderen Teiles eingeführt worden und für die die bei der Einfuhr fremder Erzeugnisse durch Gesetze oder Verordnungen vorgeschriebenen Zölle und Abgaben erlegt worden sind, werden späterhin in keiner Hinsicht einer ungünstigeren Behandlung unterworfen werden als gleichartige Boden- und Gewerbeerzeugnisse irgendeines dritten Landes.

Article III.

Les produits de l'une des Parties contractantes régulièrement introduits sur le territoire de l'autre Partie et ayant acquitté les droits et taxes d'entrée prescrits par les lois et règlements pour les produits étrangers ne seront, sous aucun rapport, soumis ensuite à un traitement plus défavorable que celui auquel seront soumis les produits naturels ou fabriqués similaires d'un tiers pays quelconque.

Artikel IV.

Für die Art und Weise der Zollerhebung sowie für die Sicherstellung und jede sonstige Förmlichkeit bei der Ein- oder Ausfuhr verpflichtet sich jeder der vertragschliessenden Teile dem andern die gleiche Behandlung wie der in dieser Hinsicht meistbegünstigten Nation zu gewähren.

Artikel V.

Sollten sich über den Ursprung einer Ware Zweifel ergeben, so können die Zollbehörden eines jeden der vertragschliessenden Teile, soweit sie es für erforderlich erachten, die Vorlegung von Ursprungszeugnissen verlangen. Diese Ursprungszeugnisse werden von den Zollbehörden oder den anderen zuständigen Organen des Versandlandes ausgestellt. Die vertragschliessenden Teile werden sich die Liste dieser Organe und die etwaigen späteren Änderungen der Liste mitteilen. Wenn die Ursprungszeugnisse nicht von einer Zollbehörde ausgestellt sind, so kann die Regierung des Bestimmungslandes deren Bestätigung durch die Zollbehörden des Versandlandes der Ware verlangen.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Versandlandes ausgestellt werden. Im letzten Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine französische Übersetzung verlangen.

Waren, die aus dem Auslande in eines der beiden Länder eingeführt worden sind und daselbst alsdann entweder eine Verarbeitung oder eine Bearbeitung gewerblicher Art erfahren haben, gelten als Erzeugnisse dieses Landes.

Article IV.

Pour toute modalité relative à la perception des droits de douanes ainsi que pour la caution et pour toute autre formalité d'importation et d'exportation chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier l'autre Partie du traitement accordé à la nation, à cet égard la plus favorisée.

Article V.

Si l'origine d'une marchandise donne lieu à des doutes, les autorités douanières de chacune des Parties contractantes pourront, pour autant qu'Elles le jugent nécessaire, exiger la présentation de certificats d'origine. Ces certificats seront délivrés par les autorités douanières ou par les autres organes compétents du pays expéditeur. Les Parties contractantes se communiqueront la liste de ces organes et les modifications qui viendraient à être apportées à cette liste. Si les certificats d'origine ne sont pas délivrés par une autorité douanière, le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient certifiés par les autorités douanières du pays d'expédition de la marchandise.

Les certificats d'origine pourront être rédigés aussi bien dans la langue du pays de destination que dans celle du pays d'exportation. Dans ce dernier cas, les bureaux de douanes du pays de destination pourront exiger une traduction en langue française.

Les marchandises importées de l'étranger dans l'un des deux pays et qui y auraient ensuite subi ou bien une transformation ou bien un complément d'ordre industriel, seront considérées comme produits de ce pays.

Artikel VI.

Die vertragschliessenden Staaten werden den gegenseitigen Warenaustausch durch keinerlei Ein- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen behindern mit Ausnahme der nachstehenden Arten von Verboten oder Beschränkungen soweit sie nicht als Mittel willkürlicher Diskriminierung oder verschleierter Beschränkung benutzt werden :

1. Verbote oder Beschränkungen mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit ;

Article VI.

Les Parties contractantes n'entraveront l'échange des marchandises entre elles par aucune prohibition ou restriction visant leurs importations ou exportations à l'exception de catégories suivantes de prohibitions ou de restrictions, pour autant qu'elles ne seront pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou de restriction déguisée à leur égard :

1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;

2. Verbote oder Beschränkungen aus Gründen der Sittlichkeit oder der Menschlichkeit ;

3. Verbote oder Beschränkungen mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät oder unter ausserordentlichen Umständen auf jeden anderen Kriegsbedarf ;

4. Verbote oder Beschränkungen zum Schutze der öffentlichen Gesundheit oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten, Insekten und Schädlinge ;

5. Ausfuhrverbote oder -beschränkungen zum Schutze des künstlerischen, historischen oder archäologischen Nationalbesitzes ;

6. Verbote oder Beschränkungen für Gold, Silber, Münzen, Papiergeld und Wertpapiere ;

7. Verbote oder Beschränkungen, dazu bestimmt, auf fremde Erzeugnisse die Rechtsordnung auszudehnen, die im Inlande für Erzeugung, Handel, Beförderung und Verbrauch gleichartiger einheimischer Erzeugnisse gilt ;

8. Verbote oder Beschränkungen für Erzeugnisse, die gegenwärtig oder künftig im Inlande in Bezug auf Erzeugung oder Handel Gegenstand von Staatsmonopolen oder von solchen Monopolen sind, die unter Aufsicht des Staates ausgeübt werden ;

9. Verbote oder Beschränkungen, um unter aussergewöhnlichen und anormalen Umständen die lebenswichtigen Interessen des Landes zu schützen. Wenn Massnahmen dieser Art getroffen werden, so muss es so geschehen, dass sich daraus keine willkürliche Diskriminierung zum Nachteil des andern vertragschliessenden Teiles ergibt. Ihre Dauer muss auf die Dauer der Gründe oder der Verhältnisse beschränkt sein, die sie veranlasst haben.

2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morale sou humanitaires ;

3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

4. Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publicue ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;

6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat ;

9° Prohibitions ou restrictions pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre Partie contractante.

Leur durée devra être limitée à la durée de motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Artikel VII.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie anf alle Länder oder auf die Länder, bei denen

Article VII.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit par leur territoire.

Des exceptions pourront avoir lieu dans les cas ci-après énumérés, pour autant qu'elles

gleichartige Voraussetzungen zutreffen, angewendet werden, in folgenden Fällen stattfinden :

a) mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit ;

b) mit Rücksicht auf die Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge ;

c) für Durchfuhr von Waffen, Munition und Kriegsmaterial, sowie, unter ausserordentlichen Umständen, von allem sonstigen Kriegsbedarf.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, keine Durchgangsabgaben zu erheben, jedoch können von den zur Durchfuhr gelangenden Sendungen Abgaben erhoben werden, die ausschliesslich zur Deckung der für die Kontrolle dieser Durchfuhr erforderlichen Kosten bestimmt sind.

Diese Bestimmungen gelten sowohl für Waren, die unmittelbar durchgeführt werden, als auch für Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert werden.

Artikel VIII.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens erstrecken sich nicht :

1. auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Vergünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs auf einem gewissen Gebietsstreifen beiderseits der Grenze ;

2. auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen.

Artikel IX.

Auf Warenproben und Muster werden die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen des am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommens über die Vereinfachung der Zollförmlichkeiten [1] anwenden.

Die Frist für die Wiederausfuhr beträgt 12 Monate.

[1] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L., page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370, de ce recueil ; et page 404, de ce volume.

soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions similaires :

a) Pour raisons de sûreté publique.

b) Pour raison de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites.

c) Pour le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas percevoir de taxes sur le transit. Toutefois pourront être perçues sur le transport en transit des taxes exclusivement affectées à couvrir les dépenses de contrôle qu'imposerait ce transit.

Ces dispositions sont applicables aussi bien aux marchandises qui transitent directement qu'aux marchandises qui sont transbordées, emballées de nouveau ou mises en dépôt pendant le transit.

Article VIII.

Les dispositions de la présente convention ne s'étendront pas :

1° Aux faveurs spéciales que l'une des Parties contractantes accorde ou accordera aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontière sur une certaine bande de territoire de part et d'autre de la frontière.

2° Aux engagements que l'une des Parties a contractés ou contractera en vertu d'une union douanière.

Article IX.

Les Parties contractantes appliqueront aux échantillons et modèles les dispositions de la Convention internationale [1] signée à Genève le 3 novembre 1923 et relative à la simplification des formalités douanières.

Le délai pour la réexportation sera de douze mois.

[1] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L., page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370, of this Series ; and page 404, of this Volume.

Artikel X.

Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen in Persien und die persischen Schiffe und ihre Ladungen in Deutschland werden in gleicher Weise wie die inländischen Schiffe und ihre Ladungen und in keinem Falle ungünstiger als die Schiffe und Ladungen irgendeines anderen Landes behandelt werden. Tonnen-, Durchfuhr-, Kanal-, Hafen-, Lotsen-, Leuchtturm-, Quarantäne-oder andere geleichartige oder entsprechende Abgaben oder Lasten irgendwelcher Bezeichnung, die im Namen oder zum Nutzen der Regierung, von öffentlichen Beamten, von Privaten, von Korporationen oder von Instituten irgendeiner Art erhoben werden, dürfen in den Hoheitsgewässern des einen Landes den Schiffen des andern Landes nicht auferlegt werden, sofern sie nicht in der gleichen Weise unter denselben Bedingungen den inländischen Schiffen auferlegt werden. Diese Gleichheit in der Behandlung soll gegenseitig auf die beiderseitigen Schiffe Anwendung finden ohne Rücksicht darauf, von welchem Platze sie ankommen und wohin sie bestimmt sein mögen.

Diese Bestimmungen finden keine Anwendung auf die besondere Behandlung, die einer der vertragschliessenden Teile Fischereifahrzeugen oder der Einfuhr der von Mannschaften eigener Schiffe gefangenen Fische in sein Gebiet zuteil werden lässt.

Sie finden ferner keine Anwendung auf die Küstenschiffahrt, deren Regelung der Gesetzgebung jedes der beiden Staaten vorbehalten bleibt.

Hinsichtlich der Küstenschiffahrt hat jedoch jeder der vertragschliessenden Teile für seine Schiffe das Recht, auf alle Vergünstigungen und Vorrechte, die der andere in dieser Beziehung einem dritten Lande gewährt hat oder gewähren wird, unter der Bedingung, dass er den Schiffen des andern Staates die gleichen Vergünstigungen und Vorrechte in seinem Gebiete zugesteht.

Als Küstenschiffahrt gilt nicht :

1. der Verkehr der Schiffe von einem Hafen zum anderen, sei es, um daselbst vom Auslande mitgebrachte Passagiere, oder Ladung, ganz oder teilweise, zu landen, sei es, um daselbst für das Ausland bestimmte Passagiere, oder Ladung, ganz oder teilweise, an Bord zu nehmen ;

2. die Beförderung von Passagieren, die mit direkten, im Auslande ausgestellten oder für das Ausland bestimmten Fahrscheinen versehen sind, oder von Waren,

Article X.

Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Perse, et les navires persans et leurs cargaisons, en Allemagne, de la même façon que les navires nationaux et leurs cargaisons, et en aucun cas plus défavorablement que les navires et les cargaisons d'un autre pays quelconque. Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux pays aux navires de l'autre sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, aux navires nationaux. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Ces dispositions ne sont pas applicables au mode spécial de traitement que l'une des Parties contractantes accorde aux bateaux de pêche non plus qu'à l'importation sur son territoire des poissons pris par les équipages de navires nationaux.

Elles ne sont pas non plus applicables au cabotage, dont le règlement reste réservé à la législation de chaque pays. Toutefois, en ce qui concerne le cabotage, chacune des Parties contractantes a, pour ses navires, droit à toutes les faveurs et à tous les privilèges que l'autre Partie a accordés ou accordera sous ce rapport à un pays tiers, à condition qu'elle accorde sur son territoire aux navires de l'autre Partie les mêmes faveurs et privilèges.

Ne sont pas considérés comme cabotage :

1° La circulation des navires entre un port et l'autre, soit pour y débarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison arrivant de l'étranger, soit pour y embarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison à destination de l'étranger.

2° Le transport, d'un port à l'autre, des passagers munis de billets directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés et le transport des marchandises embarquées

die mit direkten, im Auslande augestellten oder für das Ausland bestimmten Konossementen verschifft werden, von einem Hafen zum anderen.

Artikel XI.

In Fällen von Schiffbruch, von Beschädigungen auf See oder im Falle des Anlaufens eines Nothafens soll jeder der vertragschliessenden Staaten den Schiffen des anderen Staates, mögen sie dem Staate oder Privaten gehören, denselben Beistand und Schutz und dieselben Vergünstigungen zuteil werden lassen, die in gleichen Fällen den inländischen Schiffen gewährt werden. Die von den schiffbrüchigen oder beschädigten Schiffen geborgenen Gegenstände sollen von allen Zöllen befreit bleiben, soweit sie unter der Aufsicht der zuständigen Zoll- oder anderen örtlichen Behörden stehen.

Die Ortsbehörden sollen den nächsten Konsul des Flaggenstaates sobald als möglich von dem Schiffbruch oder der Beschädigung benachrichtigen. Die Konsuln der vertragschliessenden Staaten sollen ermächtigt sein, den Angehörigen ihres Landes den erforderlichen Beistand zu leisten.

Artikel XII.

Dieses Abkommen ist in doppelter Urschrift in deutscher, persischer und französischer Sprache abgefasst. Bei Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung des Abkommens ist der französische Wortlaut massgebend.

Das Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt fünf Jahre in Geltung. Wird es nicht 6 Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt es als stillschweigend für unbestimmte Zeit verlängert. Es kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen gehörig beglaubigten Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigesetzt.

TEHERAN, *den* 17 *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.
(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

avec des connaissements directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés.

Article XI.

En cas de naufrage, avaries en mer ou relâche forcée, chacune des Parties contractantes devra donner aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes faveurs que celles qui seront accordées en pareils cas aux navires nationaux. Les articles sauvés de ces vaisseaux naufragés ou avariés seront exempts de tous droits de douanes, pour autant qu'ils se trouvent sous la surveillance des autorités douanières ou des autres autorités locales compétentes.

Les autorités locales devront, dès que faire se pourra, informer du naufrage ou des avaries le plus proche consul de l'Etat du pavillon. Les consuls des Parties contractantes sont autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article XII.

La présente convention est rédigée en double original, en persan, allemand et français. En cas de divergence sur l'interprétation de la convention, le texte français fait foi.

La convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt que faire se pourra.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée. Elle pourra dès lors être dénoncée à tout moment, à condition d'un préavis de six mois.

En foi de quoi les pénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 février 1929.

(Signé) M. FARZINE.
(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Kaiserreich Persien und dem Deutschen Reich abgeschlossenen Handels-, Zoll- und Schiffahrtsabkommens haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärung abgegeben, die einen wesentlichen Bestandteil des Abkommens selbst bildet :

Zu Artikel VI.

Es besteht Einverständnis darüber, dass :

a) Die von den beiden vertragschliessenden Teilen übernommenen Verpflichtungen sich nicht auf die Ein- und Ausfuhrverbote oder -beschränkungen beziehen, die, abgesehen von den nach Artikel VI gestatteten Verboten und Beschränkungen, in den beiden Staaten bei Unterzeichnung dieses Abkommens in Kraft sind und die sie dem andern innerhalb zweier Monate mitgeteilt haben ;

b) Falls einer der vertragschliessenden Teile auf Grund der in Artikel VI vorgesehenen Ausnahmen neue Verbote oder Beschränkungen anwendet oder in Kraft setzt, die geeignet sind, den Handel des andern Teiles ernstlich zu beeinträchtigen, der andere binnen einer Frist von einem Jahr nach dieser Anwendung oder Inkraftsetzung dieses Abkommen kündigen kann. In diesem Fall tritt das Abkommen 6 Monate nach der Kündigung ausser Kraft.

TEHERAN, *den* 17. *Februar* 1929.

(Gez.) M. FARZINE.

(Gez.) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce, douanes et navigation conclue aujourd'hui entre l'Empire de Perse et le Reich allemand, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante de la convention même.

ad Article VI.

Il est entendu que :

a) Les engagements pris par les deux Parties contractantes ne se réfèrent pas aux prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation autres que celles autorisées par l'article VI, en vigueur dans chacun des deux Etats au moment de la signature de la présente convention et qu'il aura notifiées à l'autre dans le délai de deux mois.

b) Dans le cas où des Parties contractantes se basant sur les exceptions prévues dans l'article VI, appliquerait ou mettrait en vigueur des prohibitions ou restrictions nouvelles et de nature à porter sérieusement atteinte au commerce de l'autre Partie, cette autre Partie, pourra, dans le délai d'un an à partir de cette application ou mise en vigueur, dénoncer la présente convention. Dans ce cas la convention cessera d'être en vigueur six mois après la dénonciation.

TÉHÉRAN, *le* 17 *février* 1929.

(Signé) M. FARZINE.

(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

LETTRE ADRESSÉE PAR LE MINISTRE D'ALLEMAGNE AU GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TÉHÉRAN, *le* 17 *février* 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence sur sa demande que, selon l'interprétation que mon gouvernement apporte à l'article X de la Convention de commerce, douanes et navigation, signée aujourd'hui, il va de soi que cet article ne s'applique pas aux bâtiments de guerre des deux Etats contractants.

Je vous saurais un gré tout particulier si vous voulez bien me communiquer que le Gouvernement persan interprète ledit article de la même façon.

Veuillez agréer, Monsieur le Gérant, les nouvelles assurances de ma haute considération.

(Signé) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

Son Excellence
Mirza Mohamed Ali Khan Farzine,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères
de l'Empire de Perse,
Téhéran.

LETTRE ADRESSÉE PAR LE GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE D'ALLEMAGNE.

TÉHÉRAN, *le* 17 *février* 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de prendre acte de la déclaration que vous avez bien voulu me faire parvenir par votre lettre en date d'aujourd'hui et d'après laquelle, selon l'interprétation que le Gouvernement du Reich apporte à l'article X de la Convention de commerce, douanes et navigation signée aujourd'hui, il va de soi que cet article ne s'applique pas aux bâtiments de guerre des deux Etats contractants.

J'ai l'avantage de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement interprète ledit article de la même façon.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les nouvelles assurances de ma haute considération.

(Signé) M. FARZINE.

Son Excellence
Monsieur le Comte von der Schulenburg,
Ministre d'Allemagne
à Téhéran.

ب) هرگاه یکی از طرفین‌متعاهدین باستناد مستثنیات مذکوره در مادهٔ ٦ ممنوعیتها یا تحدیدات جدیدی که بتجارت طرف دیگر لطمهٔ شدیدی وارد سازد اعمال یا اجرا نماید طرف مزبور میتواند در ظرف‌یك سال از تاریخ اعمال یا اجرای ممنوعیتها یا تحدیدات‌مزبوره این قرار داد را فسخ نماید ـ در اینصورت قرار داد شش‌ماه پس ازفسخ خاتمه خواهد یافت

طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضاء : محمد علي فرزين

امضاء : فریدریك‌ورنرکنت فن‌درشولنبورگ

این قرار داد یکماه بعد از مبادلهٔ نسخ مصوبه بموقع اجرای گذارده میشود ودرمدت پنجسال مجری خواهد بود .

چنانچه قرار داد ششماه قبل از انقضاء مدت مزبوره فسخ نگردد بطور ضمنی برای مدت غیر معینی تمدید خواهد یافت و در آنصورت فسخ آن در هرموقع ممکن خواهد بود بشرط آنکه‌شش ماه قبل بطرف متعاهد دیگر اعلام گردد بناء علیهذا اختیار داران طرفین که بدین امر کاملا مجاز میباشند این قرار داد را امضا و بمهرخود ممهور نمودند

در طهران بتاریخ ۲۸ بهمن ۱۳۰۷ مطابق ۱۷ فوریه ۱۹۲۹

امضاء : محمد علی فرزین

امضاء : فریدریك ورنرگراف فن درشولنبورك

پرتکل اختتامیه

در موقع امضای قرار دادتجارتی و گمرکی و بحرپیمائی که امروز بین دولتین ایران و آلمان منعقد گردیده اختیار داران امضا کننده این پرتکل اظهار ذیل را که جزءلا ینجزای خود قرار د د میباشد بعمل آوردند :

مربوط بمادهٔ شش

موافقت حاصل است که

۱) تعهداتیکه طرفین نموده‌اند به ممنوعیتها و تحدیدات واردات یا صادرات دیگری غیر از آنچه بموجب مادهٔ ٦ اجازه داده شده و در حین امضای این قرار داد در هر یك از مملکتین مجری و در ظرف دو ماه بطرف مقابل اعلام شده باشد مربوط نمیگردد

۲) حمل مسافرینی که دارای بلیطهای مستقیمی باشند که در خارجه یا بقصد خارجه داده شده باشد ازیك بندر به بندر دیگر و حمل مال التجاره هائی‌که با بارنامه های مستقیمی که در خارجه یا بقصد خارجه داده شده باشد حمل بکشتی میشود

مادهٔ یازدهم

در صورت غرق کشتی یا وارد شدن آسیبی بآن دردریا یا توقف اجباری آن هر یك از طرفین متعاهدین باید نسبت بکشتیهای طرف متعاهد دیگر اعم از اینکه کشتیهای مزبوره متعلق بدولت یا متعلق باشخاص متفرقه باشد همان کمك و حمایت و همان مساعدتهائی را که در اینموارد نسبت بکشتیهای خود آن مملکت بعمل میآید بعمل آورد ـ

اشیائیکه از کشتیهای غرق شده یا آسیب دیده نجات داده شود از هرگونه حقوق گمرکی معاف خواهد بود در صورتیکه تحت نظر ادارات گمرکی یا سایر ادارات صالحهٔ محلی قرار گرفته باشد ـ ادارات محلی باید در اسرع اوقات ممکنه غرق کشتی یا آسیب وارده‌را به نزدیك ترین قونسول مملکتی که کشتی متعلق بآن بوده است اطلاع دهند ـ

قونسولهای طرفین متعاهدین مجاز هستند که نسبت باتباع خود مساعدت لازمه را معمول دارند

مادهٔ دوازدهم

این قرار داد در دو نسخهٔ اصلی بفارسی و آلمانی و فرانسه تحریر میگردد . در صورت بروز اختلاف در تفسیر قرارداد متن فرانسه معتبر خواهد بود

پس ازتصویب این قرارداد مبادلهٔ نسخ مصوبه در اسرع‌اوقات ممکنه بعمل‌خواهد آمد .

میشود رفتار خواهد شد و معاملهٔ که در بارهٔ آنها میشود بهیچوجه مادون رفتاری نخواهد بود که نسبت بکشتیها و محمولات مملکت دیگری میشود

هیچگونه حقی بابت تعیین ظرفیت کشتی و ترانزیت و کانال و بندر و راهنمائی و فانوس دریائی و قرانطینه یا حقوق و عوارض متشابه یا متجانس دیگری بهر اسمی که باشد در آبهای ساحلی یکی از طرفین از کشتیهای طرف دیگر باسم یا بنفع دولت و مستخدمین دولتی و اشخاص متفرقه و شرکتها یا مؤسسات دیگر اخذ نخواهد شد مگر اینکه در تحت همان شرایط از کشتیهای خود آن مملکت نیز اخذ گردد - این رفتار متساوی نسبت بکشتیهای طرفین از هر نقطهٔ که وارد شوند و مقصد آنها هرجا باشد مجری خواهد گردید

مقررات فوق شامل طرز معاملهٔ مخصوص که یکی از طرفین متعاهدین در مورد کشتیهای صیادی معمول میدارد و همچنین شامل واردات ماهی که از طرف مستخدمین کشتیهای خود آن مملکت صید گردیده و بخاك آن حمل میشود نخواهد بود

همچنین مقررات مزبوره شامل کابوتاژ که ترتیب آن از مختصات قوانین هر مملکتی است نخواهد بود - معذلك راجع به کابوتاژ هریك از طرفین متعاهدین برای کشتیهای خود حق کلیهٔ مساعدتها و مزایائی را خواهد داشت که طرف دیگر در این قسمت برای مملکت ثالثی ملحوظ نموده یا در آتیه بنماید بشرط آنکه طرف مزبور در خاك خود نسبت بکشتیهای طرف دیگر همان مساعدتها و مزایا را ملحوظ بدارد

موارد ذیل کابوتاژ محسوب نمی شود

۱) حرکت کشتیها بین یك بندر و بندر دیگر خواه برای پیاده کردن مسافرین یا خالی کردن تمام یا قسمتی از بارهای وارده ازخارجه وخواه برای سوار کردن مسافرین یا بارگیری تمام یا قسمتی از بارهائیکه بخارجه حمل میشود

ث - براي تجارت اسلحه و ذخاير و مهمات جنگي و در موارد استثنائي هرچه که بکار جنگ بخورد طرفين متعاهدين متعهد ميگردند که از بابت ترانزيت حقوقي دريافت ننمايند معذلك از بابت حمل و نقلهائي که بطور ترانزيت بعمل ميآيد ممکن است فقط بجهة مخارج نظارت و تفتيش که اين ترانزيت الزام مينمايد عوارضي اخذ گردد اين مقررات هم شامل مال‌التجاره هائي ميباشد که بطور ترانزيت مستقيم حمل ميگردد وهم شامل مال‌التجاره هائي است که از کشتي بکشتي ديگر نقل يا ازنو بسته ميشود ويا در موقع ترانزيت در انبار گذارده ميشود

مادهٔ هشتم

مقررات اين قرار داد شامل موارد ذيل نخواهد بود

۱) مساعدتهاي مخصوص که يکي ازطرفين متعاهدين بممالك مجاور خود براي تسهيل تجارت سرحدي درقسمتي از خاك واقعه در طرفين سرحد نموده ياخواهند نمود

۲) تعهداتيکه يکي از طرفين بموجب اتحاد گمرکي نموده ياخواهند نمود

مادهٔ نهم

طرفين متعاهدين نسبت به مسطوره جات و نمونه ها مقررات قرارداد بين المللي سوم نوامبر ۱۹۲۳ امضاء شده در ژنورا راجع به تسهيل مراسم گمرکي اجرى خواهند نمود

مهلت حمل مجدّد اشياء مزبوره دوازده ماه خواهد بود

مادهٔ دهم

نسبت به کشتيهاى آلماني و محمولات آنها درايران و نسبت بکشتيهاى ايراني و محمولات آنها درآلمان همان قسم که نسبت بکشتيهاى خود آنمملکت و محمولات آنها رفتار

۵) ممنوعیتها یا تحدیدات صادرات که منظور از آن حفظ ذخائر مستظرفهٔ ملّی یا آثار عتیقه و یا اریخی باشد

٦) ممنوعیتها یا تحدیدات شامل طلا و نقره و مسکوکات و اسکناس و اوراق بهادار

۷) ممنوعیتها یا تحدیداتیکه بموجب آن محصولات خارجه نیز مشمول رژیمی باشند که در داخله مملکت راجع به تولید و تجارت و حمل و نقل و مصرف محصولات متشابه ملی بر قرار است

۸) ممنوعیتها یا تحدیدات معموله نسبت بامتعهٔ که تولید یا تجارت آنها در داخلهٔ مملکت موضوع انحصار دولتی یا انحصارات واقعهٔ در تحت نظارت دولت بوده و خواهد بود

۹) ممنوعیتها یا تحدیداتیکه غرض از آن حفظ منافع حیاتی مملکت در مواقع فوق العاده و غیر طبیعي باشد ـ هر گاه این قبیل اقدامات اتخاذ شود باید قسمی اجری گردد که بالنتیجه هیچگونه تبعیض بلا مجوزی بضرر طرف متعاهد دیگر بعمل نیاید ـ دوام اقدامات مزبوره تا وقتی است که علل یا کیفیاتی که سبب آنها بوده باقی باشد ـ

مادهٔ هفتم

طرفین متعاهدین حق ترانزیت آزاد از خاك خود بیکدیگر میدهند ـ مواردی را که ذیلا اسم برده شده ممکن است مستثنی نمود بشرط آنکه موارد مذکوره شامل تمام ممالك یاشامل ممالکی گردد که دارای وضعیت متشابهی باشند

ا ـ بعلتی که مربوط بامنیت عمومی باشد

ب ـ بجهات مربوطه بانتظامات صحی یا برای حفظ حیوانات یانباتات در مقابل امراض وحشرات طفیلی

شده ممکن است تقاضا نماید که تصدیق نامه هاي مبدأ را ادارات گمرکي مملکتي که مال‌التجاره از آنجا صادر گردیده تصدیق نماید

تصدیقنامه های مبدأممکن‌است‌هم بزبان‌مملکت مقصد وهم زبان مملکتی که مال‌التجاره از آنجا صادرگردیده نوشته شود در صورت اخیر دفاتر گمرکي مملکت مقصد میتوانند ترجمهٔ فرانسه تصدیق نامه را تقاضا نمایند ـ مال التجاره هائیکه از خارجه بیکی از مملکتین واردشده و در آنجا تغییر شکل داده یا از لحاظ صنعتی تکمیل شده باشد مثل امتعهٔ همان مملکت محسوب خواهد شد

ماده ششم

طرفین متعاهدین راجع بمبادلهٔ مال‌التجاره بین مملکتین به هیچگونه منع یا تحدید واردات یا صادرات اقدام نخواهند نمود باستثنای ممنوعیتها یا تحدیداتی که در موارد ذیل بعمل میآید بشرط آنکه ممنوعیتها یا تحدیدات مذکوره‌بنحوی اعمال نگردد که وسیلهٔ تبعیض یلا مجوّزی نسبت بآنها گردیده یا نسبت بمال التجارهٔ آنها باطناً تحدیداتی را موجب گردد

۱) ممنوعیتها یا تحدیدات مربوطه بامنیت عمومي

۲) ممنوعیتها یا تحدیداتی که جهات اخلاقی و نوع پروری آنهارا الزام مینماید

۳) ممنوعیتها یا تحدیدات مربوطه بتجارت اسلحه و ذخائر و مهمات جنگي یادر مورد استثنائی آنچه که بکار جنگ بخورد

٤) ممنوعیتها یا تحدیداتی که بملاحظهٔ حفظ صحت عمومی یا حفظ حیوانات یانباتات در مقابل امراض و هوام وحشرات طفیلی موذیه لازم میشود

محصولات طبیعي یا صنعتی ایران در موقع صدور از ایران بآلمان مورد ادای هیچگونه‌حق گمرکی وهیچ قسم عوارض خروجی دیگري زیاد تر یا غیر از حقوق گمرکي و مالیاتهاي خروجی که از امتعه متشابه در موقع صدور بمملکتی که در این قسمت از معاملهٔ دولت کاملة الوداد بهره مند میشود در یافت میگردد یا دریافت‌خواهد گردید واقع‌نخواهد شد

مادهٔ سوم

امتعهٔ هریك ازطرفین متعاهدین که موافق قاعده بخاك طرف دیگر وارد گردیده واز آنها حقوق و مالیاتهای و رودی‌که بموجب قوانین ونظامات برای امتعهٔ خارجه مقرر گردیده است دریافت شده باشد پس از آن بهیچوجه مورد رفتاری مادون معاملهٔ‌که نسبت بمحصولات طبیعی یاصنعتی متشابه مملکت ثالث دیگری بعمل‌میآید واقع نخواهدگردید

ماده چهارم

راجع بکلیه ترتیبات مربوطه باخذ حقوق گمرکی و ضمانت و هرگونه مراسم‌دیگري راجع بورود و خروج مال التجاره هریك از طرفین متعاهدین متقبل میگردد طرف دیگر را از معاملهٔ که در این مسئله بادولت کاملة الوداد میشود برخور دار سازد

ماده پنجم

هرگاه مبداء یك مال‌التجاره مورد شك و شبهه واقع شود ادارات گمرکی هریك از طرفین متعاهدین میتوانند تا درجهٔ که لازم بدانند ارائه تصدیق نامه های مبداء را تقاضا نمایند این تصدیقنامه ها از طرف ادارات گمرکي یا از طرف سایر مقامات صالحهٔ مملکتی که مال التجاره از آنجا صادر گردیده داده میشود ـ طرفین متعاهدین صورت این ادارات و تغییراتیرا که در این صورت بعمل آید بیکدیگر ابلاغ خواهند نمود ـ اگر تصدیقنامه های مبداء را یکی از ادارات گمرکي صادر ننموده باشد دولتی که مال التجاره بمملکت آن حمل

رئیس مملکت آلمان:

آقاي فريد ريك ورنرگراف فن درشولنبورك

وزير مختار و ايلچي مخصوص آلمان در طهران

مشار اليهما پس ازمبادلهٔ اختيار نامه‌های خود که آنهارا صحيح ومعتبر يافتند درمقررات ذيل موافقت حاصل نمودند

ماده اول

از محصولات طبيعی يا صنعتی آلمان‌در ورود بايران حقوق گمرکی و «کئفيسيان» و «سورتاکس» ياهيچ قسم عوارض ورودي ديگري زياد تر يا غير از آنچه از محصولات متشابه دولتی که نسبت بآن در اين قسمت معاملهٔ دولت کاملة الواد ميشود دريافت ميگردد اخذ نخواهد شد

ازمحصولات طبيعی يا صنعتی‌آلمان در موقع خروج از آلمان بايران هيچگونه حقوق گمرکی وعوارض خروجی ديگري زياد تر يا غير از آنچه که از امتعهٔ متشابه در موقع خروج بقصد مملکتی که نسبت بآن در اين‌قسمت معاملهٔ دولت کاملة الوداد ميشود دريافت ميگردد يا دريافت خواهد گرديد اخذ نخواهد شد

ماده دويم

محصولات طبيعی يا صنعتی ايران در موقع ورود بآلمان مورد ادای هيچگونه‌حق گمرکی وکئفيسيان وسور تاکس يا هرقسم عوارض ورودی ديگری زياد تر يا غير از آنچه از امتعهٔ متشابه مملکتي که نسبت بآن در اين قسمت معاملهٔ دولت کاملة الوداد ميشود دريافت ميگردد يا دريافت خواهد گرديد واقع نخواهد شد

No. 2591.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

قرارداد تجارتی و گمرکی و بحرپیمائی بین دولتین ایران و آلمان

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

و

رئیس مملکت آلمان

نظر باینکه مایل هستند روابط اقتصادی بین دولتین را بر طبق عهد نامهٔ مودت مورخهٔ امروز تحکیم نمایند بعقدقرار داد تجارتی و گمرکی و بحر پیمائی تصمیم نموده و برای این مقصود اختیار داران خود را معیّن نمودند

اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب مستطاب اجل آقای میرزا محمدعلی خان فرزین

کفیل وزارت امور خارجه

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2591. — CONVENTION OF COMMERCE, CUSTOMS AND NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, FEBRUARY 17, 1929.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being equally desirous of strengthening the economic relations between the two States, in accordance with the Treaty of Friendship dated this day, have decided to conclude a Convention of Commerce, Customs and Navigation, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Mohamed Ali Khan FARZINE, Head of His Ministry for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Germany at Teheran ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

German natural or manufactured products shall not be subjected, on importation into Persia, to Customs duties, coefficients, surtaxes or import charges of any description other or higher than those levied on the like products of the nation most favoured in this respect.

German natural or manufactured products, on exportation from Germany into Persia, shall not be subjected to any Customs duties or export charges whatsoever, other or higher than the Customs duties and export charges which are or may hereafter be levied on the exportation of like products intended for the country enjoying most-favoured-nation treatment in this respect.

Article II.

Persian natural or manufactured products, on importation into Germany, shall not be subjected to any Customs duties, coefficients, surtaxes or import charges whatsoever, other or higher than the duties, coefficients, surtaxes or import charges which are or may hereafter be levied on the like products of the nation most favoured in this respect.

Persian natural or manufactured products, on exportation from Persia into Germany, shall not be subjected to any Customs duties or export charges whatsoever, other or higher than the Customs duties and export charges which are or may hereafter be levied on the exportation of like products intended for the country enjoying most-favoured-nation treatment in this respect.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Products of either of the Contracting Parties which are duly imported into the territory of the other Party and have paid the import duties and charges prescribed by the laws and regulations for foreign products shall not receive less favourable treatment in any respect than that accorded to the like natural or manufactured products of any third country.

Article IV.

As regards any conditions relating to the collection of Customs duties, security and any other import and export formalities, each of the Contracting Parties undertakes to extend to the other Party the treatment granted to the nation most favoured in this respect.

Article V.

If the origin of a commodity gives rise to doubt, the Customs authorities of each of the Contracting Parties may, so far as they consider it necessary, require the production of certificates of origin. These certificates shall be issued by the Customs authorities or other competent organs of the exporting country. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of those organs and any changes which may be made in such list. If the certificates of origin are not issued by a Customs authority, the Government of the country of destination may require them to be authenticated by the Customs authorities of the country from which the goods were exported.

Certificates of origin may be drawn up both in the language of the country of destination and in that of the exporting country. In this latter case the Customs offices of the country of destination may require a French translation.

Goods which are imported into either country from abroad and have subsequently undergone transformation or industrial treatment therein, shall be regarded as products of that country.

Article VI.

The Contracting Parties undertake not to hamper the exchange of goods between the two countries by imposing any import or export prohibitions or restrictions, with the exception of the following categories of prohibitions or restrictions provided that they are not so applied as to constitute a means of arbitrary discrimination against or disguised restriction upon the goods :

(1) Prohibitions or restrictions relating to public safety.

(2) Prohibitions or restrictions imposed for moral or humanitarian reasons.

(3) Prohibitions or restrictions concerning the traffic in arms, ammunition and war material or, in exceptional circumstances, all other military supplies.

(4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health, or to protect animals or plants against diseases, insects or harmful parasites.

(5) Export prohibitions or restrictions for the protection of national artistic, historical or archæological treasures.

(6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, specie, paper money or securities.

(7) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country as regards the production of, trade in or transport or consumption of like native products.

(8) Prohibitions or restrictions applied to products which form or may in future form within the country, as regards production or trade, the subject of Government monopolies or monopolies exercised under Government supervision.

(9) Prohibitions or restrictions designed to safeguard the vital interests of the country in extraordinary and abnormal circumstances.

If measures of this kind are adopted, they shall be applied in such a way as not to make any arbitrary discrimination against the other Contracting Party.

Their duration shall be limited to the duration of the causes or circumstances which led to their imposition.

Article VII.

The Contracting Parties shall grant one another freedom of transit through their respective territories.

Exceptions may be made in the following cases, so far as they are applicable to all countries or to countries in a like situation :

(a) For reasons of public safety ;

(b) For reasons of public health or to protect animals or plants against diseases and parasites ;

(c) As regards the traffic in arms, ammunition and war material and, in exceptional circumstances, any other war supplies.

The Contracting Parties undertake not to levy any transit duties. Duties may, however, be levied on traffic in transit for the sole purpose of covering the cost of any necessary supervision.

These provisions shall apply both to goods in direct transit and to goods which during transit are transhipped, repacked or warehoused.

Article VIII.

The provisions of the present Convention shall not extend to :

(1) Special favours which have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties to adjoining States to facilitate frontier traffic in a specified strip of territory on both sides of the frontier.

(2) Obligations which have been or may hereafter be contracted by either of the Parties in virtue of a Customs union.

Article IX.

As regards samples and patterns, the Contracting Parties shall apply the provisions of the International Convention, relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva, November 3, 1923.

The period allowed for re-exportation shall be twelve months.

Article X.

German vessels and their cargoes in Persia and Persian vessels and their cargoes in Germany shall be treated in the same manner as national vessels and their cargoes and in no case less favourably than the vessels and cargoes of any other country. No tonnage, transit, canal, port, pilotage, lighthouse, quarantine or other like duties or charges of whatsoever description, levied

in the name or on behalf of the Government or of any public officials, private individuals, corporations or institutions whatsoever shall be levied in the territorial waters of either of the two countries on the vessels of the other unless they are also levied under the same conditions on national vessels. This equality of treatment shall apply to the vessels of either country from whatever place they come and whatever their destination.

These provisions shall not apply to special treatment granted by either of the Contracting Parties to fishing vessels, or to the importation into its territory of fish caught by the crews of national vessels.

Neither shall they apply to the coasting trade, which shall be regulated according to the legislation of each country. Nevertheless, as regards coasting trade, each of the Contracting Parties may claim for its vessels any favours and privileges which have been or may hereafter be granted in this respect by the other Party to a third country, provided that it grants the same favours and privileges to vessels of the other Party in its territory.

The following shall not be regarded as constituting coasting trade :

(1) The plying of vessels between two ports, either for the purpose of landing passengers or the whole or part of the cargo coming from abroad or for the purpose of embarking passengers or the whole or part of the cargo for a foreign destination.

(2) The conveyance from one port to the other of passengers provided with through tickets issued abroad or for a foreign destination and the conveyance of goods accompanied by through waybills issued abroad or for a foreign destination.

Article XI.

In the event of shipwreck, damage at sea or putting into port in distress, each of the Contracting Parties shall grant to the vessels of the other, whether they belong to the State or to private individuals, the same assistance and protection and the same privileges as are granted in like circumstances to national vessels. Articles salved from such wrecked or damaged vessels shall be exempt from all Customs duties provided that they are placed under the supervision of the Customs authorities or other competent local authorities.

The local authorities shall as soon as possible inform the nearest consul of the State whose flag the vessel flies of the shipwreck or damage. The consuls of the Contracting Parties shall be authorised to afford the necessary assistance to their nationals.

Article XII.

The present Convention is drawn up in two originals, in Persian, German and French. Should a dispute arise as to the interpretation of the Convention, the French text shall prevail.

The Convention shall be ratified and the ratifications exchanged as soon as possible.

The Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force for five years. Unless it is denounced six months before the expiry of this period it shall be regarded as prolonged by tacit consent for an indefinite period. It may thereafter be denounced at any time at six months' notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, February 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.

(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention of Commerce, Customs and Navigation concluded this day between the Persian Empire and the German Reich, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall form an integral part of the Convention :

Ad Article VI.

It is understood that :

(a) The obligations undertaken by the two Contracting Parties do not refer to import or export prohibitions or restrictions other than those authorised by Article VI, which are in force in each of the two States at the time of signature of the present Convention and of which it has notified the other Party within a period of two months ;

(b) Should either of the Contracting Parties, on the basis of the exceptions provided for in Article VI, apply or bring into operation new prohibitions or restrictions likely to cause serious prejudice to the trade of the other Party, the latter may, within one year from the date of their application or entry into force, denounce the present Convention.

In such case the Convention shall cease to have effect six months after the denunciation.

TEHERAN, *February* 17, 1929.

(Signed) M. FARZINE.
(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

LETTER FROM THE GERMAN MINISTER TO THE HEAD OF THE PERSIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

TEHERAN, *February* 17, 1929.

MONSIEUR LE GÉRANT,

I have the honour to inform your Excellency at your request that, according to the interpretation given by my Government to Article X of the Convention of Commerce, Customs and Navigation signed this day, this Article naturally does not apply to the vessels of war of the two Contracting States.

I should be particularly grateful if you would be good enough to send me a notification that the Persian Government interprets the Article in the same way.

I have the honour, etc.

(Signed) Friedrich Werner Graf VON DER SCHULENBURG.

His Excellency,
Mirza Mohamed Ali Khan Farzine,
Head of the Ministry for Foreign Affairs
of the Persian Empire,
Teheran.

LETTER FROM THE HEAD OF THE PERSIAN MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GERMAN MINISTER.

TEHERAN, *February* 17, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have duly noted the declaration contained in your letter of to-day to the effect that, according to the interpretation given by the Government of the Reich to Article X of the Convention of Commerce, Customs and Navigation signed this day, this Article naturally does not apply to the vessels of war of the two Contracting States.

I beg to inform your Excellency that my Government interprets that Article in the same way.

I have the honour, etc.

(Signed) M. FARZINE.

His Excellency,
Graf von der Schulenburg,
German Minister
at Teheran.

N° 2592.

JAPON ET TURQUIE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Angora, le 31 juillet 1929.

JAPAN AND TURKEY

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Angora, July 31, 1929.

N° 2592. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET TURC, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. ANGORA, LE 31 JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 janvier 1931.

ANGORA, *le* 31 *juillet* 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Etant donné que la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre la Turquie et le Japon ne pourra avoir lieu qu'après le 5 août 1929, date à laquelle prendra fin la Convention[1] commerciale du 24 juillet 1923, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement turc est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre la Turquie et le Japon de la manière suivante :

1° Les Gouvernements turc et japonais s'engagent à s'accorder le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.

2° Le présent accord entrera en vigueur le 6 août 1929, et sera valable pour un délai de trois mois. Les deux gouvernements conviennent, en outre, que le présent accord sera prorogé par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles s'il n'est pas dénoncé par l'un de ces deux gouvernements trente jours avant l'expiration de chaque trimestre.

Je vous saurais gré de vouloir bien me confirmer l'adhésion du Gouvernement japonais aux propositions ci-dessus.

Je sais cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Tewfik RUCHDI.

Monsieur H. Ashida,
Chargé d'Affaires du Japon,
en Turquie.

[1] Vol. XXVIII, page 171, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2592. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. ANGORA, JULY 31, 1929.

French official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 13, 1931.

ANGORA, *July* 31, 1929.

SIR,

In view of the fact that a new treaty of commerce and navigation between Turkey and Japan cannot be concluded until after August 5, 1929, on which date the Commercial Convention[2] of July 24, 1923, will expire, I have the honour to inform you that the Turkish Government is prepared provisionally to regulate the commercial relations between Turkey and Japan as follows :

(1) The Turkish and Japanese Governments undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards commerce, Customs duties and navigation.

(2) The present agreement shall come into force on August 6, 1929, and shall be valid for a period of three months. The two Governments further agree that the present agreement shall be prolonged by tacit consent for successive quarterly periods unless it is denounced by either of the two Governments thrity days before the expiry of each quarter.

I should be glad if you would be good enough to confirm the Japanese Government's acceptance of the foregoing proposals.

I have the honour, etc.,

Tewfik RUCHDI.

Monsieur H. Ashida,
Japanese Chargé d'Affaires
in Turkey.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Vol. XXVIII, page 171, of this Series.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANGORA, *le* 31 *juillet*, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre de ce jour Votre Excellence a bien voulu me faire savoir qu'étant donné que la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre le Japon et la Turquie ne pourra avoir lieu qu'après le 5 août 1929, date à laquelle prendra fin la Convention commerciale du 24 juillet 1923, le Gouvernement turc est prêt à régler provisoirement les relations commerciales entre le Japon et la Turquie de la manière suivante :

1° Les Gouvernements japonais et turc s'engagent à s'accorder le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation.

2° Le présent accord entrera en vigueur le 6 août 1929, et sera valable pour un délai de trois mois. Les deux gouvernements conviennent, en outre, que le présent accord sera prorogé par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles s'il n'est pas dénoncé par l'un de ces deux gouvernements trente jours avant l'expiration de chaque trimestre.

D'après les ordres de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous confirmer l'adhésion du Gouvernement japonais aux propositions ci-dessus.

Je saisi cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Hitoshi ASHIDA.

Son Excellence
Monsieur le Dr Tewfik Ruchdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères,
Angora.

ANGORA, *July* 31, 4 *Showa* (1929).

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of to-day Your Excellency was good enough to inform me that, in view of the fact that a new treaty of commerce and navigation between Japan and Turkey cannot be concluded until after August 5, 1929, on which date the Commercial Convention of July 24, 1923, will expire, the Turkish Government is prepared provisionally, to regulate the commercial relations between Japan and Turkey as follows :

(1) The Japanese and Turkish Governments undertake to grant each other most-favoured-nation tretament as regards commerce, Customs duties and navigation.

(2) The present agreement shall come into force on August 6, 1929, and shall be valid for a period of three months. The two Governments further agree that the present agreement shall be prolonged by tacit consent for successive quarterly periods unless it is denounced by either of the two Governments thirty days before the expiry of each quarter.

I am instructed by the Japanese Government to confirm its acceptance of the foregoing proposals.

I have the honour, etc.,

Hitoshi ASHIDA.

H. E. Dr. Tewfik Ruchdi Bey,
Minister for Foreign Affairs,
Angora.

No. 2592

N° 2593.

FINLANDE ET ITALIE

Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signé à Helsinki, le 10 juillet 1929.

FINLAND AND ITALY

Treaty regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Helsinki, July 10, 1929.

N° 2593. — TRAITÉ [1] D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA FINLANDE ET L'ITALIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 10 JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Finlande et d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 janvier 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de régler les questions qui ont trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale, et de conclure un traité à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Oskari MANTERE, président du Conseil des ministres, f. f. ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. le comte Emilio PAGLIANO, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Finlande ;

Lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande, à l'exception de leurs nationaux, les individus qui, se trouvant sur le territoire de la Partie requise, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de la Partie requérante pour une des infractions indiqués dans l'article suivant.

Article 2.

Le Gouvernement finlandais pourra demander l'extradition des individus poursuivis ou condamnés à raison d'une infraction qui, soit en soi, soit dans le cas où elle aurait été accompagnée de circonstances aggravantes, pourra, d'après la loi finlandaise, entraîner une peine supérieure à celle d'emprisonnement, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Italie dans des conditions identiques, serait à considérer, d'après la loi italienne, comme une infraction passible d'une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à un an.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 7 octobre 1930.
Entré en vigueur le 7 novembre 1930.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 2593. — TREATY [2] BETWEEN FINLAND AND ITALY REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT HELSINKI, JULY 10, 1929.

French official text communicated by the Finnish and the Italian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place January 15, 1931.

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of regulating questions relating to the extradition of criminals and legal assistance in criminal matters, and of concluding a Treaty for this purpose, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Oskari MANTERE, President of the Council of Ministers, Acting Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Emilio PAGLIANO, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Finland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to deliver up to each other, on requisition being made, those persons other than their own nationals who, being in the territory of the Party applied to, are being proceeded against or have been sentenced by the judicial authorities of the applicant Party for any of the offences mentioned in the following Article.

Article 2.

The Finnish Government may claim the surrender of persons who are being proceeded against or have been sentenced for an offence which, either in itself or as being accompanied by aggravating circumstances, may under Finnish law involve a penalty exceeding that of imprisonment, provided that the offence, had it been committed under identical circumstances in Italy, would be regarded under Italian law as an offence punishable by deprivation of personal liberty for a period of not less than one year.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, October 7, 1930. Came into force November 7, 1930.

Le Gouvernement italien pourra demander l'extradition des individus poursuivis à raison d'une infraction passible, d'après la loi italienne, d'une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à un an, ou condamnés à une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à six mois, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Finlande dans des conditions identiques, eût pu, soit en soi, soit dans le cas où il aurait été accompagné de circonstances aggravantes, entraîner, d'après la loi finlandaise, une peine supérieure à celle d'emprisonnement.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en outre, demander l'extradition des individus poursuivis ou condamnés pour complicité ou tentative d'une des infractions mentionnées ci-dessus, pourvu que le fait délictueux soit punissable ou ait été puni d'une peine aussi sévère que celles indiquées plus haut.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée :

1° Pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse ;

2° Pour les infractions d'ordre exclusivement militaire, lorsque le fait n'est puni que par les lois militaires ;

3° Pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit commun connexe au délit politique est tellement grave qu'il constitue le délit principal. Dans aucun cas ne seront réputés délits politiques l'homicide volontaire commis avec préméditation ou la tentative d'un tel fait, à moins d'avoir été commis en combat ouvert.

Dans les cas prévus par les paragraphes précédents, l'appréciation de la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article 4.

Si l'extradition d'un individu est demandée en même temps par plusieurs Etats, et si les demandes ont trait à la même infraction, l'Etat requis décidera à quel Etat l'extradition devra être faite ; toutefois, il sera de règle que l'extradition aura lieu à l'Etat où l'infraction a été commise, s'il n'y a pas des raisons particulières pour l'extradition du criminel à l'Etat où il jouit du droit de citoyen.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition du même individu à raison d'infractions différentes, l'Etat ou a été commise l'infraction la plus grave aura la préférence, pourvu que des raisons spéciales ne motivent son extradition à un autre Etat. L'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y mettre pour condition que la personne réclamée sera, à l'expiration de sa peine ou après son acquittement, livrée à un autre Etat.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu si, après une procédure pour le même fait devant les autorités de la Partie requise, le prévenu a été mis hors de cause, ou si la procédure a abouti à un jugement définitif.

Article 6.

L'extradition peut être refusée :

1° Si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes pour juger l'infraction dont il s'agit ;

The Italian Government may claim the surrender of persons who are being proceeded against for an offence punishable under Italian law by deprivation of personal liberty for a period of not less than one year, or who have been sentenced to deprivation of personal liberty for a period of not less than six months, provided that the offence, had it been committed under identical circumstances in Finland, could have involved, either in itself or as being accompanied by aggravating circumstances, a penalty under Finnish law exceeding that of imprisonment.

The High Contracting Parties may further claim the surrender of persons who are being proceeded against or have been sentenced for complicity in one of the aforesaid offences or for attempting to commit such offence, provided that it is punishable or has been punished by a penalty as severe as those mentioned above.

Article 3.

Extradition shall not be granted :

(1) For offences punishable exclusively under the Press laws ;

(2) For purely military offences, when the act is punishable only under military law ;

(3) For political offences or acts connected with such offences, except where the ordinary offence connected with the political offence is of so serious a nature as to constitute the principal offence. In no case shall wilful homicide committed with premeditation, or the attempt to commit such crime, be considered as a political offence, unless committed in open affray.

In the cases referred to in the foregoing paragraphs, the authorities of the State applied to shall alone be competent to decide on the nature of the acts.

Article 4.

If the extradition of a person is demanded by more than one State at the same time and if the requisitions relate to the same offence, the State applied to shall decide to which State extradition shall be granted ; the extradition shall, however, as a rule be granted to the State in which the offence was committed, unless there are special reasons for surrendering the criminal to the State in which he possesses the right of citizenship.

Should more than one State have claimed the extradition of the same person for different offences, preference shall be given to the State in which the most serious offence was committed, provided there are no special reasons for surrendering him to another State. The State applied to may, when granting extradition, do so on the condition that the person claimed shall, on the expiry of his sentence or after his acquittal, be surrendered to another State.

Article 5.

Extradition shall not be granted if, after proceedings taken for the same offence before the authorities of the Party applied to, the accused was dismissed, or if the proceedings resulted in a final judgment.

Article 6.

Extradition may be refused :

(1) If the authorities of the State applied to are, under its laws, competent to try the offence in question ;

2° Si le fait dont il s'agit a été commis sur le territoire d'un Etat tiers et que les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger ;

3° Si, d'après les lois de la Partie requise, l'action publique résultant du fait incriminé ou la peine prononcée est considérée comme prescrite.

Article 7.

La demande d'extradition devra être présentée par la voie diplomatique. Seront produits, simultanément avec la demande d'extradition, un mandat d'arrêt émis par l'autorité étrangère compétente contre l'individu réclamé ou le jugement prononcé contre lui. En tant que le fait incriminé et ses circonstances ne ressortent pas clairement des pièces susdites, la Partie requérante y ajoutera un document judiciaire contenant les indications nécessaires. Si le texte des articles de la loi pénale qui doivent être appliqués n'est pas cité *in extenso*, il sera joint à la demande une copie de ce texte. En cas de doute sur l'identité de l'individu, les preuves en seront fournies.

Les pièces à produire seront dressées dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante. Elles devront, sauf entente contraire, être légalisées par l'agent diplomatique et accompagnées d'une traduction dans la langue de la Partie requise, certifiée conforme par l'agent diplomatique de la Partie requérante ou par un traducteur assermenté de la Partie requise.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'informations soit jugé nécessaire, l'Etat requérant sera invité à fournir, dans un délai raisonnable, ce qui ferait défaut.

Article 8.

L'individu dont l'extradition sera requise devra être arrêté provisoirement avant que la demande d'extradition ait été présentée, si l'arrestation provisoire en est demandée, à moins que l'extradition ne paraisse à priori inadmissible. La demande d'arrestation provisoire sera présentée par la voie diplomatique ou adressée directement aux autorités compétentes de l'autre Partie par le consul compétent *ratione loci* de la Partie requérante.

L'arrestation provisoire aura également lieu lorsqu'un individu qui a été l'objet d'un mandat d'arrêt publié, à la demande des autorités compétentes de l'une des Parties et dans la forme prescrite par l'organe officiel de l'autre Partie, aura été trouvé sur le territoire de cette dernière Partie.

En cas d'urgence l'arrestation provisoire pourra être exécutée à la suite d'une communication, même par le télégraphe, de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalent au mandat d'arrêt, pourvu que cette communication indique la nature et la gravité du fait imputé et les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

L'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté si la demande d'extradition n'a pas été présentée dans un délai de six semaines après l'arrestation, le jour de l'arrestation non compris.

Article 9.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné par les autorités de la Partie requise, pour un autre fait que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition pourra, sans préjudice de la décision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, être différée, jusqu'à ce que la procédure pénale soit terminée ou que la peine prononcée ait été exécutée ou remise.

Article 10.

En cas de procédure en cours devant les autorités de la Partie requise, pour un autre motif que celui d'une infraction aux lois pénales et entraînant la comparution forcée ou la détention de

(2) If the offence in question was committed in the territory of a third State and if the laws of the Party applied to do not allow of prosecution for such an offence committed abroad ;

(3) If, under the laws of the Party applied to, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time.

Article 7.

The requisition for extradition shall be submitted through the diplomatic channel. A warrant of arrest issued by the competent foreign authority against the person claimed, or the judgment pronounced against him, shall be produced at the same time as the requisition for extradition. Should the offence complained of and the circumstances thereof not be clearly indicated in the documents mentioned above, the Party making application shall add thereto a legal document containing the necessary particulars. If the text of the articles of the criminal law applicable to the offence is not quoted *in extenso*, a copy of this text shall be annexed to the requisition. Should there be any doubt as to the identity of the person, evidence shall be furnished.

The documents to be produced shall be drawn up in the form prescribed by the laws of the applicant Party. In the absence of agreement to the contrary, they shall be legalised by the diplomatic agent and accompanied by a translation in the language of the Party applied to, certified correct by the diplomatic agent of the applicant Party or by a sworn translator of the Party applied to.

If the documents transmitted are incomplete or if supplementary information is thought necessary, the applicant State shall be asked to supply what is lacking within a reasonable period.

Article 8.

Unless extradition would appear to be *a priori* inadmissible, a person whose surrender is to be demanded shall be arrested provisionally before the requisition for extradition has been presented, if such provisional arrest is requested. The request for provisional arrest shall be submitted through the diplomatic channel or made direct to the proper authorities of the other Party by the consul of the applicant State who is competent *ratione loci*.

Provisional arrest shall also be granted when a person for whom a warrant of arrest has been published by the official organ of the one Party at the request of the competent authorities of the other Party and in the form prescribed shall be found in the territory of the former Party.

In urgent cases provisional arrest may be carried out on notification being given, even by telegraph, of the existence of a conviction or a warrant of arrest, or any other document equivalent to a warrant of arrest, provided that this notification states the nature and the gravity of the charge and the provisions of the criminal law which have been applied or are applicable.

The person provisionally arrested shall be released if the requisition for extradition has not been submitted within six weeks following the date of arrest, the day of arrest not being included.

Article 9.

If the person claimed is being proceeded against or has been sentenced by the authorities of the Party applied to for an offence other than that for which extradition is requested, extradition may be postponed, without prejudice to the decision to be taken immediately as regards the requisition, until the criminal proceedings are concluded or the sentence pronounced has been carried out or remitted.

Article 10.

Should proceedings in progress before the authorities of the Party applied to for a reason other than an infraction of the criminal law require the compulsory appearance or the detention of the

l'individu réclamé, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure soit terminée ou que la détention ait pris fin.

En dehors de ces cas, le fait que l'extradition empêcherait l'individu réclamé d'exécuter des obligations qu'il aurait contractées sur le territoire de la Partie requise, ne pourra être opposée comme une fin de non-recevoir à l'extradition. Toutefois, les droits des intéressés sont réservés et ceux-ci auront la faculté de les faire valoir ensuite devant l'autorité compétente.

Article 11.

Lorsque l'extradition a été accordée et le transport doit s'effectuer par terre, l'individu livré sera amené au point frontière fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui s'est chargé du transit. Si le transport doit s'effectuer par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'exécution de l'extradition dans le délai d'un mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition pourra être remis en liberté.

Article 12.

Les dispositions prévues aux articles premier à 6 et 10 s'appliquent aussi à l'extradition par voie de transit des individus qui sont extradés à l'une des Hautes Parties contractantes par un Etat tiers ou qui sont extradés ou réextradés à cet Etat à travers le territoire de l'autre Partie, ainsi qu'au transit par mer et par navire de cette Partie.

L'extradition par voie de transit sera effectuée par les autorités de la Partie requise, par la voie qui lui convient le mieux.

Article 13.

Les objets trouvés en la possession de l'individu au moment de son arrestation seront saisis.

Les objets saisis seront remis à l'Etat requérant simultanément avec l'individu extradé, à moins que les droits de tiers ne s'y opposent. Il en sera de même des objets reçus avec un individu extradé par voie de transit. Cette remise se fera même si l'individu réclamé ne peut être livré, soit par suite de sa mort, soit pour une autre raison personnelle à lui.

Article 14.

L'extradé ne pourra être poursuivi, puni ou extradé à un Etat tiers à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition, à moins que l'extradition ait été accordée pour cette infraction ou que la Partie requise donne son consentement à la poursuite ou à l'exécution de la condamnation.

Si l'appréciation juridique des faits pour lesquels l'extradition a eu lieu se modifie dans le cours de la procédure à tel point qu'on puisse mettre en doute que la nouvelle appréciation justifie la demande d'extradition, la procédure ne pourra être continuée qu'avec le consentement de la Partie requise.

Si, dans le cas de l'alinéa premier, l'individu extradé déclare qu'il consent à la poursuite ou la condamnation ou, dans le cas de l'alinéa 2, qu'il consent à la continuation de la procédure, la Partie requérante pourra faire accompagner sa demande de consentement par la communication de cette déclaration. Si, dans ce dernier cas, la Partie requise ne donne pas son consentement, ou si pareille déclaration n'a pas été communiquée, la demande de consentement devra être présentée avec la même formalité que la demande d'extradition, et le consentement pourra être refusé pour les mêmes raisons que l'extradition.

person claimed, extradition may be postponed until the proceedings are terminated or the detention is at an end.

Apart from these cases, the fact that extradition would prevent the person claimed from carrying out the obligations undertaken by him in the territory of the Party applied to cannot be put forward as a ground for refusing extradition. The rights of the persons concerned shall, however, be reserved, and these persons may maintain these rights subsequently before the competent authority.

Article 11.

When extradition has been granted and the person surrendered is to be conveyed by land, he shall be taken to a point on the frontier fixed by previous agreement with the third State which has undertaken the transit. If the person surrendered is to be conveyed by sea, he shall be taken to the port of the Party applied to at which he is to be placed on board.

If the applicant State does not make provision, in so far as it is concerned, for giving effect to the extradition within a period of one month from the date of notification of the granting of extradition, the person whose surrender was requested may be set at liberty.

Article 12.

The provisions of Articles 1 to 6 and Article 10 shall also apply to the extradition by transit of persons who are surrendered to one of the High Contracting Parties by a third State or who are surrendered or re-surrendered to that State across the territory of the other Party, as well as to transit by sea and by any vessel belonging to the said Party.

Extradition by transit shall be effected by the authorities of the Party applied to, by the means most convenient to it.

Article 13.

Articles found in the possession of the person at the time of his arrest shall be seized.

The articles seized shall be handed over to the applicant State at the same time as the person surrendered, unless the rights of third persons prevent this. The same provision shall apply to the articles received with a person surrendered by transit. These articles shall be handed over even if the person claimed cannot be delivered up owing to his death or for some other reason personal to him.

Article 14.

A person surrendered may not be proceeded against, punished or surrendered to a third State on account of an offence committed prior to extradition unless the extradition was granted for this offence or unless the Party applied to gives his consent to the proceedings or the execution of the sentence.

If it is found that the legal character of the acts for which extradition was granted is so modified during the proceedings as to render it doubtful whether the acts justify the requisition for extradition, the proceedings may only be continued with the consent of the Party to whom application has been made.

If in the case referred to in paragraph 1 the person surrendered states that he consents to the proceedings or the sentence or, if in the case referred to in paragraph 2, he states that he consents to the continuation of the proceedings, the applicant Party may communicate such statement along with his request for consent. If in this last case the Party applied to does not give his consent, or if such a statement has not been communicated, the request for consent shall be submitted in the same way as the requisition for extradition, and consent may be refused for the same reasons as extradition.

Aucun individu livré par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 15.

Les limitations de la poursuite ou de l'exécution de la condamnation de l'individu extradé prévues à l'article précédent, n'ont pas lieu, si l'individu extradé n'a pas quitté le territoire de l'autre Partie dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif, ou s'il y revient.

Article 16.

Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de son transport à la station frontière désignée ou jusqu'au port d'embarquement, sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais de l'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Article 17.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée, à cet effet, par la voie diplomatique et, à moins que le gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observation des lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les Hautes Parties contractantes renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 18.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite.

Quant à l'indemnité à accorder au témoin, un accord interviendra dans chaque cas particulier entre le gouvernement requérant et le gouvernement requis.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra, tant que son séjour y est motivé par la comparution dont il s'agit, ou qu'il est légitimement empêché de le quitter, y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figurera comme témoin.

Article 19.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre

No person surrendered by either High Contracting Party to the other may be proceeded against for the offence for which he has been surrendered before a court which is invested only temporarily or in special circumstances with exceptional powers to deal with such cases.

Article 15.

The restrictions laid down in the preceding Article as regards the prosecution of the person surrendered or the execution of the sentence shall not apply if the person surrendered has not left the territory of the other Party within thirty days after his definitive release from confinement, or if he returns to the said territory.

Article 16.

The expenses occasioned by the arrest, confinement and maintenance of a person whose extradition or provisional arrest has been requested, and the cost of this conveyance to the frontier station selected or to the port of embarkation shall be borne by the Party applied to. The same shall apply as regards the cost of seizing and keeping the articles seized at the time of the arrest and the cost of despatching the articles to be handed over with the person claimed.

The cost of conveyance or other expenses incurred in the territory of intermediate States shall be borne by the applicant State.

Article 17.

If during the proceedings in a criminal case of a non-political nature it is deemed to be necessary to hear persons who are in one of the two countries or to proceed to any other act connected with the investigation of the case, letters of request shall be addressed for this purpose through the diplomatic channel and, unless the Government applied to finds that it is impossible to give effect thereto, they shall be executed in conformity with the laws of the country in which the person is to be heard or the act to be performed.

The High Contracting Parties shall waive all claim to the refund of expenses occasioned by the execution of letters of request in criminal matters, even where expert opinions are taken, always provided that such enquiries have not occupied more than one sitting.

Article 18.

If in a criminal case of a non-political nature the personal attendance of a witness is required, the Government of the country in which the witness resides shall urge him to comply with the summons addressed to him.

With regard to the allowances to be paid to the witness, an agreement shall be concluded in each particular case between the applicant Government and the Government applied to.

No witness, whatever his nationality, who when summoned in one of the two countries appears of his own free will before the Courts of the other country, may be prosecuted or detained in that country for previous criminal acts or convictions, or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the case in which he is a witness, provided that his stay in that country is for the purpose of appearing as a witness or that he is legitimately prevented from leaving the said country.

Article 19.

If in a criminal case of a non-political nature which is being investigated in one of the two countries it is deemed necessary or desirable to obtain articles serving as proof of the crime or

pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents

Les Hautes Parties contractantes renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction et documents.

Article 20

Le Gouvernement finlandais s'engage à communiquer au Gouvernement italien les condamnations définitives, y compris les condamnations conditionnelles, inscrites au casier judiciaire finlandais et visant des citoyens italiens.

Le Gouvernement italien de son côté s'engage à communiquer au Gouvernement finlandais les condamnations définitives pour délits, y compris les condamnations conditionnelles, qui auront été prononcées par ses autorités judiciaires contre des citoyens finlandais.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites condamnations et inscrites au casier judiciaire.

Les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes chargées de la tenue du casier judiciaire fourniront aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande faite par la voie diplomatique, et sur la base du casier judiciaire, des informations concernant des cas particuliers.

Les communications visées ci-dessus seront effectuées, sans remboursement de frais, par la voie diplomatique.

Il est entendu que les communications prévues aux alinéas précédents porteront sur les condamnations qui deviendront définitives un mois après l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et s'appliquera aussi aux infractions commises avant sa mise en vigueur.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra en tout temps le dénoncer ; dans ce cas, ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Helsinki, en deux exemplaires, le 10 juillet 1929.

(L. S.) Oskari MANTERE.
(L. S.) PAGLIANO.

documents which are in the hands of the authorities of the other country, a request therefor shall be made through the diplomatic channel and such request shall be complied with unless there are special objections thereto, and subject to the obligation to return the articles and documents.

The High Contracting Parties shall waive all claim to the refund of expenses occasioned within the limits of their respective territories by the despatch and return of articles serving as proof of the crime and documents.

Article 20.

The Finnish Government undertakes to communicate to the Italian Government the final sentences, including conditional sentences, passed on Italian citizens and entered in the Finnish judicial records.

Similarly, the Italian Government undertakes to communicate to the Finnish Government the final sentences for offences, including conditional sentences, passed by its judicial authorities on Finnish citizens.

The High Contracting Parties shall also communicate to each other subsequent decisions concerning the said sentences entered in the criminal records.

The authorities of each of the High Contracting Parties responsible for keeping the criminal records shall supply the authorities of the other Party, upon receipt of a request made through the diplomatic channel, with information regarding particular cases based on the criminal records.

The above-mentioned communications shall be made through the diplomatic channel without refund of expenses.

It is agreed that the communications referred to in the preceding paragraphs shall apply to sentences which shall become final one month after the entry into force of the present Treaty.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall also apply to offences committed before its entry into force.

Each of the High Contracting Parties may denounce it at any time ; in such case it shal cease to take effect on the expiry of a period of six months from the date of denunciation.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsinski, July 10, 1929.

(L. S.) Oskari MANTERE.
(L. S.) PAGLIANO.

N° 2594.

FINLANDE ET POLOGNE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas diplomatiques entre les deux pays. Varsovie, les 14 et 15 mai 1930.

FINLAND AND POLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Diplomatic Visas between the two Countries. Warsaw, May 14 and 15, 1930.

N° 2594. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET POLONAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DES VISAS DIPLOMATIQUES ENTRE LES DEUX PAYS. VARSOVIE, LES 14 ET 15 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 *janvier* 1931.

I.

LÉGATION DE FINLANDE.
N° 379.

VARSOVIE, *le* 14 *mai* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Gouvernements de Finlande et de Pologne ayant résolu d'abolir les visas sur les passeports diplomatiques dans les relations entre la Finlande et la Pologne, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Finlande, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Finlande accepte l'accord auquel les négociations poursuivies, à cet effet, entre les deux gouvernements ont abouti et de proposer comme date d'entrée en vigueur de la convention le 1er juin 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. ERNST.
Chargé d'Affaires a. i.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères
de la République polonaise,
à Varsovie.

Pour copie conforme :
Helsinki, le 7 janvier 1931.
Ministère des Affaires étrangères.

E. Hj. Palin,
f. f. Secrétaire général.

[1] Entré en vigueur le 1er juin 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2594. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE FINNISH AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF DIPLOMATIC VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. WARSAW, MAY 14 AND 15, 1930.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 15, 1931.

I.

FINNISH LEGATION
No. 379.

WARSAW, *May* 14, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that the Governments of Finland and Poland have decided to abolish visas on diplomatic passports as between Finland and Poland, I have the honour on behalf of the Finnish Government to inform your Excellency that the Finnish Government accepts the agreement which has resulted from the negotiations between the two Governments on this matter and to propose that the agreement should come into force on June 1st, 1930.

I have the honour, etc.

(Signed) C. ERNST,
Chargé d'Affaires a. i.

To his Excellency
The Minister for Foreign Affairs
of the Polish Republic
at Warsaw.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force June 1st, 1930.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES.
N° P. V. 10420/30.

VARSOVIE, *le* 15 *mai* 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par note N° 379 en date du 14 mai courant, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, vous avez bien voulu communiquer ce qui suit :

> « Les Gouvernements de Finlande et de Pologne ayant résolu d'abolir les visas sur les passeports diplomatiques dans les relations entre la Finlande et la Pologne, j'ai l'honneur au nom du Gouvernement de Finlande, de porter à la connaissance de votre Excellence que le gouvernement de Finlande accepte l'accord auquel les négociations poursuivies, à cet effet, entre les deux gouvernements ont abouti et de proposer comme date d'entrée en vigueur de la convention le 1er juin 1930. »

En vous accusant réception de ladite note et tout en me référant au dernier alinéa de la note verbale du Ministère des Affaires étrangères N° K.G.K. 1914, en date du 10 avril dernier, adressée à la Légation de Finlande, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais déclare accepter dans les relations entre la Pologne et la Finlande l'abolition des visas sur les passeports diplomatiques dûment délivrés.

En même temps je tiens à vous informer que le Gouvernement polonais consent à ce que l'accord ainsi intervenu, soit mis en vigueur à partir du 1er juin 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

(Signé) Alfred WYSOCKI,
Sous-Secrétaire d'Etat.

A Monsieur C. Ernst,
Chargé d'Affaires *a. i.* de Finlande
à Varsovie.

Pour copie conforme :

Helsinki, le 7 janvier 1931.
Ministère des Affaires étrangères.

E. Hj. Palin,
f. f. Secrétaire général.

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
REPUBLIC OF POLAND.
MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. P.V.10420/30.

WARSAW, *May* 15, 1930.

SIR,

In your Note No. 379 dated May 14th of this year addressed to the Minister for Foreign Affairs you were good enough to state that :

> " In view of the fact that the Governments of Finland and Poland have decided to abolish visas on diplomatic passports as between Finland and Poland, I have the honour on behalf of the Finnish Government to inform your Excellency that the Finnish Government accepts the agreement which has resulted from the negotiations between the two Governments on this matter and to propose that the agreement should come into force on June 1st, 1930."

I have the honour to acknowledge receipt of that Note, and with reference to the last paragraph of Note Verbale No. K.G. K.1914 dated April 10th last from the Ministry for Foreign Affairs, addressed to the Finnish Legation, to inform you that the Polish Government is prepared to accept as between Poland and Finland the abolition of visas on diplomatic passports issued in proper form.

I also beg to inform you that the Polish Government consents to the agreement in question coming into force as from June 1st, 1930.

I have the honour, etc.

(Signed) Alfred WYSOCKI.
Under-Secretary of State.

M. C. Ernst,
Chargé d'Affaires *ad interim* of Finland
at Warsaw.

No. 2594

N° 2595.

ÉGYPTE ET FINLANDE

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Londres, les 12 et 13 juin 1930.

EGYPT AND FINLAND

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. London, June 12 and 13, 1930.

N° 2595. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS EGYPTIEN ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. LONDRES, LES 12 ET 13 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 janvier 1931.

1. EGYPTIN LONTOOSSA OLEVA ASINHOITAJA SUOMEN LONTOON-LÄHETTILÄÄLLE.

LONDRES, *le 12 juin* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la correspondance que nous avons échangée au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Finlande et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de la Finlande importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé par l'Egypte aux produits soudanais et par la Finlande aux produits estoniens et du régime qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu de conventions régionales. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas non plus à l'importation des vins et des boissons alcooliques.

Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement et demeurera exécutoire jusqu'au 16 février 1931. S'il n'est pas dénoncé trois mois au plus tard avant ledit jour il restera en validité jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'arrangement par l'une des Parties contractantes.

Je saisis l'occasion etc.

Hamed MAHMUD,
Chargé d'Affaires.

[1] Entré en vigueur le 13 juin 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2595. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE EGYPTIAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. LONDON, JUNE 12 AND 13, 1930.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 15, 1931.

1. THE EGYPTIAN CHARGÉ D'AFFAIRES IN LONDON TO THE FINNISH MINISTER IN LONDON.

LONDON, *June* 12, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the correspondence exchanged between us in regard to the conclusion of a provisional commercial agreement between Finland and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all the products of the soil and industry originating in Finland and imported into Egypt, whether for cosunmption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial agreements with Egypt.

This régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime granted by Egypt to the products of the Sudan and by Finland to Estonian products and the régime which may be applied to the products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions. Most-favoured-nation treatment shall not apply to the importation of wines and alcoholic drinks.

The present agreeement shall come into force as soon as I hear from Your Excellency that your Government agrees thereto, and shall remain in force until February 16, 1931. Unless it is denounced at least three months before that date, it shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

I have the honour to be, etc.

Hamed MAHMUD,
Chargé d'Affaires.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Came into force June 13, 1930.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. SUOMEN LONTOON-LÄHETTILÄS EGYPTIN LONTOOSSA OLEVALLE ASIAINHOITAJALLE.

LONDRES, *le* 13 *juin* 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 12 de ce mois N° 1002/7/5, ainsi conçue :

« Me référant à la correspondance que nous avons échangée au sujet de la conclusion d'un arrangement commercial provisoire entre la Finlande et l'Egypte, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien consent à appliquer le traitement de la nation la plus favorisée à tous les produits du sol et de l'industrie originaires de la Finlande importés en Egypte et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit. Provisoirement ledit traitement sera appliqué aux produits qui seront importés en Egypte par la voie de pays n'ayant pas avec l'Egypte des arrangements commerciaux.

» Ce régime est accordé à condition de parfaite réciprocité et sous réserve du régime accordé par l'Egypte aux produits soudanais et par la Finlande aux produits estoniens et du régime qui serait appliqué aux produits de certains pays limitrophes en vertu conventions régionales. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas non plus à l'importation des vins et des boissons alcooliques.

» Le présent arrangement entrera en vigueur aussitôt que vous aurez bien voulu me confirmer l'accord de votre gouvernement et demeurera exécutoire jusqu'au 16 février 1931. S'il n'est pas dénoncé trois mois au plus tard avant ledit jour, il restera en validité jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de la dénonciation de l'arrangement par l'une des Parties contractantes. »

En réponse, je m'empresse de vous confirmer l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus et je saisis l'occasion, etc.

A. H. SAASTAMOINEN.

---

2. THE FINNISH MINISTER IN LONDON TO THE EGYPTIAN CHARGÉ D'AFFAIRES IN LONDON.

LONDON, *June* 13, 1930.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 1002/7/5 dated June 12, which reads as follows :

> " With reference to the correspondence exchanged between us in regard to the conclusion of a provisional commercial agreement between Finland and Egypt, I have the honour to inform you that the Egyptian Government agrees to apply most-favoured-nation treatment to all the products of the soil and industry originating in Finland and imported into Egypt, whether for consumption, re-export or transit. The said treatment shall apply provisionally to products which are imported into Egypt through countries having no commercial agreements with Egypt.
>
> " This régime shall be granted subject to complete reciprocity, and to a reservation as regards the régime granted by Egypt to the products of the Sudan and by Finland to Estonian products and the régime which may be applied to the products of certain neighbouring countries in virtue of regional conventions. Most-favoured-nation treatment shall not apply to the importation of wines and alcoholic drinks.
>
> " The present agreement shall come into force as soon as I hear from Your Excellency that your Government agrees thereto, and shall remain in force until February 16, 1931. Unless it is denounced at least three months before that date ,it shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it. "

In reply I would confirm my Government's agreement with the above principles, and take this opportunity, etc., etc.

A. H. SAASTAMOINEN.

N° 2596.

ESTONIE ET FINLANDE

Echange de notes relatif aux certificats d'origine. Helsinki, les 10 et 12 juillet 1930.

ESTONIA AND FINLAND

Exchange of Notes regarding Certificates of Origin. Helsinki, July 10 and 12, 1930.

N° 2596. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET FINLANDAIS RELATIF AUX CERTIFICATS D'ORIGINE. HELSINKI, LES 10 ET 12 JUILLET 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 janvier 1931.

I. SUOMEN ULKOASIAIN MINISTERI EESTIN HELSINGIN - LÄHATTILÄÄLLE.

HELSINKI, *le* 10 *juillet* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu l'adhésion de l'Estonie en date du 28 février 1930 à la Convention[2] internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923, à laquelle la Finlande a adhéré déjà antérieurement, le Gouvernement de Finlande, désireux d'assurer, dans les relations commerciales entre la Finlande et l'Estonie, l'application des principes exprimés dans l'article 11 de la convention susmentionnée concernant les certificats d'origines, a décidé, sous condition de réciprocité et à partir du 1er août 1930, de mettre en application les dispositions suivantes :

1° On n'exigera pas, en général, à l'importation des marchandises d'un pays à l'autre, la production des certificats d'origine.

2° Dans les cas exceptionnels où l'on voudra réclamer le bénéfice des avantages prévus dans le Traité de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Estonie ou dans l'accord additionnel à celui-ci, la production des certificats d'origine est exigée lorsque l'origine de la marchandise d'Estonie n'est pas établie incontestablement par la nature même de la marchandise, par des marques de fabrique, par des spécifications écrites ou par d'autres preuves.

Nonobstant les indices mentionnés à l'alinéa premier du présent paragraphe, chacune des Parties se réserve le droit d'exiger la production des certificats d'origine lorsque, à la suite des données justifiées, il s'élève un doute quant à l'origine de la marchandise.

3° Les certificats d'origine, lorsqu'ils sont délivrés par les autorités gouvernementales ou les Chambres de commerce et d'industrie du pays exportateur, seront dispensés de l'obligation de légalisation par des agents diplomatiques ou consulaires du pays importateur, à moins que les circonstances spéciales ne l'exigeraient pas catégoriquement.

4° Pour la viande exportée de l'Estonie en Finlande il sera fait application des dispositions spécialement convenues à ce sujet.

En portant ce qui précède à votre connaissance, je serai reconnaissant d'être informé si le Gouvernement d'Estonie est d'accord sur les bases ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

Hj. J. PROCOPÉ.

---

[1] Entré en vigueur le 1er août 1930.

[2] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370, de ce recueil ; et page 404 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2596. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE ESTONIAN AND FINNISH GOVERNMENTS REGARDING CERTIFICATES OF ORIGIN. HELSINKI, JULY, 10 AND 12, 1930.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 15, 1931.

THE FINNISH MINISTER TO THE ESTONIAN MINISTER.

HELSINGFORS, *July* 10, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the accession of Estonia on February 28, 1930, to the International Convention for the Simplification of Customs Formalities, concluded at Geneva [3] on November 3, 1923, to which Finland had already acceded, the Government of Finland, desirous to ensure the application in commercial relations between Finland and Estonia of the principles laid down in Article 11 of the said Convention relating to certificates of origin, has decided subject to reciprocity and as from August 1, 1930, to put the following provisions into force :

(1) As a general rule certificates of origin need not be produced when goods are imported from one of the two countries to the other.

(2) When in exceptional cases importers claim the privileges provided for in the Treaty of Commerce and Navigation between Finland and Estonia or the Additional Agreement annexed to the same, the production of certificates of origin shall be required when the Estonian origin of the goods is not indisputably proved by the very nature of the goods, by trade marks, by written specifications or by other evidence.

Notwithstanding the provisions of the first paragraph of the present section, each Party shall reserve the right to require the production of certificates of origin when doubt based on reasonable grounds arises as to the origin of the goods.

(3) Certificates of origin, when issued by governmental authorities or by the Chambers of Commerce and Industry of the exporting country, need not be legalised by the diplomatic or consular agents of the importing country unless the said formality be specifically required in special circumstances.

(4) In the case of meat exported from Estonia to Finland, the provisions of the special agreement on this matter shall apply.

I have the honour to communicate the above to you and should be glad to know whether the Estonian Government agrees to the above-mentioned bases.

I have the honour to be, etc.

Hj. J. PROCOPÉ.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force August 1st, 1930.

[3] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 Vol. L., page 161; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII; page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370, of this Series; and page 404, of this Volume.

2. EESTIN HELSINGEN-LÄHETTILAS SUOMEN ULKOASIAIN MINISTERILLE.

HELSINKI, *le* 12 *juillet* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 10 juillet 1930 par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Finlande a décidé, sous condition de réciprocité et à partir du 1er août 1930, de mettre en application les dispositions suivantes :

1° On n'exigera pas, en général, à l'importation des marchandises d'un pays à l'autre, la production des certificats d'origine.

2° Dans les cas exceptionnels où l'on voudra réclamer le bénéfice des avantages prévus dans le Traité de commerce et de navigation entre la Finlande et l'Estonie, ou dans l'accord additionnel à celui-ci, la production des certificats d'origine est exigée lorsque l'origine de la marchandise d'Estonie n'est pas établie incontestablement par la nature même de la marchandise, par des marques de fabrique, par des spécifications écrites ou par d'autres preuves.

Nonobstant les indices mentionnés à l'alinéa premier du présent paragraphe, chacune des Parties se réserve le droit d'exiger la production des certificats d'origine lorsque, à la suite des données justifiées, il s'élève un doute quant à l'origine de la marchandise.

3° Les certificats d'origine, lorsqu'ils sont délivrés par les autorités gouvernementales ou les Chambres de commerce et d'industrie du pays exportateur, seront dispensés de l'obligation de légalisation par des agents diplomatiques ou consulaires du pays importateur, à moins que les circonstances spéciales ne l'exigeraient pas catégoriquement.

4° Pour la viande exportée de l'Estonie en Finlande, il sera fait application des dispositions spécialement convenues à ce sujet.

Ayant pris bonne note de cette communication, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement d'Estonie adhère aux propositions ci-dessus et qu'il s'engage à les appliquer dès le 1er août 1930.

Veuillez agréer, etc.

HELLAT.

2. THE ESTONIAN MINISTER TO THE FINNISH MINISTER.

HELSINGFORS, *July* 12, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated July 10, 1930, in which you were so good as to inform me that the Government of Finland had decided, subject to reciprocity and as from August 1, 1930, to put the following provisions into force :

(1) As a general rule certificates of origin need not be produced when goods are imported from one of the two countries to the other.

(2) When in exceptional cases importers claim the privileges provided for in the Treaty of Commerce and Navigation between Finland and Estonia or the Additional Agreement annexed to the same, the production of certificates of origin shall be required when the Estonian origin of the goods is not indisputably proved by the very nature of the goods, by trade marks, by written specifications or by other evidence.

Notwithstanding the provisions of the first paragraph of the present section, each Party shall reserve the right to require the production of certificates of origin when doubt based on reasonable grounds arises as to the origin of the goods.

(3) Certificates of origin, when issued by governmental authorities or by the Chambers of Commerce and Industry of the exporting country, need not be legalised by the diplomatic or consular agents of the importing country unless the said formality be specifically required in special circumstances.

(4) In the case of meat exported from Estonia to Finland, the provisions of the special agreement on this matter shall apply.

Having duly taken note of this communication, I have the honour to send you confirmation that the Government of Estonia agrees to the above proposals and undertakes to put them into force as from August 1, 1930.

I have the honour to be, etc.

HELLAT.

N° 2597.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord modifiant l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926, ainsi que l'Arrangement additionnel à celui-ci, du 25 novembre 1929. Helsinki, le 28 août 1930.

GERMANY AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement amending the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, and the Additional Agreement to the latter of November 25, 1929. Helsinki, August 28, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2597. — NOTENWECHSEL [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND, BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER ABÄNDERUNG DES HANDELSABKOMMENS VOM 26. JUNI 1926, SOWIE DES ZUSATZABKOMMENS DAZU VOM 25. NOVEMBER 1929. HELSINGFORS, DEN 28. AUGUST 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 janvier 1931.

German official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 15, 1931.

I.

DER DEUTSCHE GESANDTE IN HELSINGFORS AN DEN MINISTER DES AUSWÄRTIGEN VON FINNLAND.

HELSINGFORS, *den* 28. *August* 1930.

EUERE EXCELLENZ !

Bei den Verhandlungen, die wegen Änderung des vorläufigen Handelsabkommens [2] zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland vom 26. Juni 1926 und des Zusatzabkommens dazu vom 25. November 1929 in Helsingfors vom 18. bis 28. August 1930 stattgefunden haben, ist zwischen der Finnischen und der Deutschen Regierung Folgendes vereinbart worden.

I.

Die Anlage Tarif A zu dem vorläufigen Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 erhält die aus der Anlage ersichtliche Fassung.

Der Vermerk im Schlussprotokoll zu Tarif A, Position 133 fällt fort.

In der Anlage Tarif B zu dem vorläufigen Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 erhält die Position 49 folgende Fassung :

« 49 Kleie aller Art 1 Kg frei ».

Die Anmerkung bleibt unverändert.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 17 novembre 1930.
Entré en vigueur le 27 novembre 1930.

[2] Vol. LVI, page 203, de ce recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Helsinki, November 17, 1930.
Came into force November 27, 1930.

[2] Vol. LVI, page 203, of this Series.

II.

Finnland hat das Recht, jährlich nach Deutschland einzuführen :

1. Eine Gesamtmenge bis zu 5,000 t Butter, frisch, gesalzen oder eingeschmolzen, bis zum 31. Dezember 1933 zum Zollsatz von 50.— RM, später zum Zollsatz von 40.— RM.

2. Eine Gesamtmenge bis zu 2,500 t Käse,
davon bis zu 500 t Quark aus Magermilch zum Zollsatz von 5.— RM,
bis zu 90 t Tafelkäse in Einzelpackungen von 2 ½ Kilogramm Rohgewicht oder darunter zum Zollsatz von 30.— RM und
bis zu 1,910 t Käse nach Art des Emmentaler und Edamer Käses sowie anderer Hartkäse, alle diese nicht in Einzelpackungen von 2 ½ Kilogramm Rohgewicht oder darunter zum Zollsatz von 20.— RM. Die beiden Regierungen können jeweils für ein Kalenderjahr vereinbaren, dass die oben angegebenen Einzelmengen innerhalb der Gesamtmenge von 2,500 t geändert werden; ebenso können für Käse nach Emmentaler Art und für Käse nach Edamer Art Einzelmengen festgesetzt werden.

Die in Ziffer 1 und 2 genannten Gesamtmengen gelten jeweils für ein Kalenderjahr. Gegebenenfalls werden für die Zeit zwischen dem Inkrafttreten der Vereinbarung und dem 1. Januar 1931 die in Frage kommenden Kontingentsmengen im entsprechenden Verhältnis festgesetzt.

Die Abfertigung des Butterkontingents und des Käsekontingents erfolgt durch je eine deutsche Zollstelle ; falls die Finnische Regierung ein Bedürfnis für je eine weitere Zollstelle nachweist, ist die Deutsche Regierung bereit, je eine weitere Zollstelle zuzugestehen. Die Zollstellen werden von der Finnischen Regierung benannt werden. Die Verteilung der Kontingente bleibt der Finnischen Regierung überlassen ; sie wird der Deutschen Regierung mitteilen, wie gegenüber den deutschen Zollstellen der Nachweis erbracht wird, dass eine Butter- oder Käsesendung unter das Kontingent fällt. Die Bestimmung, von wann ab die Überwachung der Kontingente tatsächlich erfolgen wird, bleibt einer besonderen Vereinbarung überlassen.

III.

Das vorläufige Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 gilt so lange, als diese Vereinbarung gilt. Das Zusatzabkommen vom 25. November 1929 fällt weg.

IV.

Diese Vereinbarung soll beiderseits ratifiziert werden. Sie tritt am zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der baldmöglichst in Helsingfors erfolgen soll, in Kraft.

Die Vereinbarung bleibt vom Tage ihres Inkrafttretens an drei Jahre in Geltung. Falls keiner der beiden vertragschliessenden Teile sechs Monate vor Ablauf dieser Frist seine Absicht bekannt gegeben hat, die Vereinbarung ausser Kraft zu setzen, bleibt sie bis zum Ablauf von sechs Monaten von dem Tage an verbindlich, an dem einer der vertragschliessenden Teile sie gekündigt haben wird.

Ich wäre dankbar, wenn Sie mir das Einverständnis Ihrer Regierung mit vorstehender Vereinbarung erklären würden und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

RENNER.

II.

HELSINKI, *den* 28. *August* 1930.

HERR GESANDTER,

Ich bestätige den Empfang Ihrer Note von heute, wo sie mir folgendes mitteilen :

Bei den Verhandlungen, die wegen Änderung des vorläufigen Handelsabkommens zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland vom 26. Juni 1926 und des Zusatzabkommens dazu vom 25. November 1929 in Helsingfors vom 18. bis 28. August 1930 stattgefunden haben, ist zwischen der Finnischen und der Deutschen Regierung Folgendes vereinbart worden.

I.

Die Anlage Tarif A zu dem vorläufigen Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 erhält die aus der Anlage ersichtliche Fassung.

Der Vermerk im Schlussprotokoll zu Tarif A, Position 133 fällt fort.

In der Anlage Tarif B zu dem vorläufigen Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 erhält die Position 49 folgende Fassung :

« 49 Kleie aller Art 1 Kg frei ».

Die Anmerkung bleibt unverändert.

II.

Finnland hat das Recht, jährlich nach Deutschland einzuführen :

1. Eine Gesamtmenge bis zu 5,000 t Butter, frisch, gesalzen oder eingeschmolzen, bis zum 31. Dezember 1933 zum Zollsatz von 50.— RM, später zum Zollsatz von 40.— RM.

2. Eine Gesamtmenge bis zu 2,500 t Käse,

davon bis zu 500 t Quark aus Magermilch zum Zollsatz von 5.— RM,

bis zu 90 t Tafelkäse in Einzelpackungen von 2 ½ Kilogramm Rohgewicht oder darunter zum Zollsatz von 30.— RM und

bis zu 1,910 t Käse nach Art des Emmentaler und Edamer Käses sowie anderer Hartkäse, alle diese nicht in Einzelpackungen von 2 ½ Kilogramm Rohgewicht oder darunter zum Zollsatz von 20.— RM. Die beiden Regierungen können jeweils für ein Kalenderjahr vereinbaren, dass die oben angegebenen Einzelmengen innerhalb der Gesamtmenge von 2,500 t geändert werden ; ebenso können für Käse nach Emmentaler Art und für Käse nach Edamer Art Einzelmengen festgesetzt werden.

Die in Ziffer 1 und 2 genannten Gesamtmengen gelten jeweils für ein Kalenderjahr. Gegebenenfalls werden für die Zeit zwischen dem Inkrafttreten der Vereinbarung und dem 1. Januar 1931 die in Frage kommenden Kontingentsmengen im entsprechenden Verhältnis festgesetzt.

Die Abfertigung des Butterkontingents und des Käsekontingents erfolgt durch je eine deutsche Zollstelle ; falls die Finnische Regierung ein Bedürfnis für je eine weitere Zollstelle nachweist, ist die Deutsche Regierung bereit, je eine weitere Zollstelle zuzugestehen. Die Zollstellen werden von der Finnischen Regierung benannt werden. Die Verteilung der Kontingente bleibt der Finnischen Regierung überlassen ; sie wird der Deutschen Regierung mitteilen, wie gegenüber den deutschen Zollstellen der Nachweis erbracht wird, dass eine Butter- oder Käsesendung unter das Kontingent fällt. Die Bestimmung, von wann ab die Überwachung der Kontingente tatsächlich erfolgen wird, bleibt einer besonderen Vereinbarung überlassen.

III.

Das vorläufige Handelsabkommen vom 26. Juni 1926 gilt so lange, als diese Vereinbarung gilt. Das Zusatzabkommen vom 25. November 1929 fällt weg.

IV.

Diese Vereinbarung soll beiderseits ratifiziert werden. Sie tritt am zehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der baldmöglichst in Helsingfors erfolgen soll, in Kraft.

Die Vereinbarung bleibt vom Tage ihres Inkrafttretens an drei Jahre in Geltung. Falls keiner der beiden vertragschliessenden Teile sechs Monate vor Ablauf dieser Frist seine Absicht bekannt gegeben hat, die Vereinbarung ausser Kraft zu setzen, bleibt sie bis zum Ablauf von sechs Monaten von dem Tage an verbindlich, an dem einer der vertragschliessenden Teile sie gekündigt haben wird.

Ich habe die Ehre das Einverständnis der Finnischen Regierung mit vorstehender Vereinbarung zu erklären und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Hj. J. PROCOPÉ.

ANLAGE.

TARIF A.

Tarif-Nr.	Gegenstand	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 47	Preisselbeeren	frei
aus 111	Renntierfleisch :	
	in ganzen Tierkörpern, auch ohne Kopf, frisch, auch gefroren, mit Lungen, Herz und Nieren, alle diese in natürlichem Zusammenhang mit dem Körper :	
	mit Haut und Klauen	7,50
	ohne Haut oder Klauen	10,—
	zerlegt, einfach zubereitet :	
	nur gepökelt	12,50
	in anderer Weise einfach zubereitet (gespickt, getrocknet, geräuchert, gekocht oder gebraten)	15,—
aus 560	Dolchmesser in Lederscheide	180,—
aus 616 B	Sperrholz, sofern dessen beide äussere Platten aus Birkenholz und die inneren Platten aus Birken-, Kiefern-, Fichten- oder Espenholz bestehen	7,50
aus 624	Spulen :	
	Roh	5,—
	bearbeitet	8,—
	mit Beschlag aus Eisen	25,—
aus 625	Stuhlsitze und Stuhllehnen aus Birkenholz :	
	roh	8,—
	bearbeitet	12,—

Tarif-Nr.	Gegenstand	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 628	Speere und Speerschäfte	7,—
	Spulenteile	6,—
aus 629	Schneeschuhbretter (Schneeschuhschienen) ohne Bindungen	16,—
	Speere und Speerschäfte	14,—
aus 630	Diskusse	32,—
aus 640	Dolchmesse in Verbindung mit Kunsthorn, in Lederscheide	240,—
aus 650	Holzmasse (mechanisch bereiteter Holzstoff, Holzschliff)	1,75
	Chemisch bereiteter Holzstoff (Zellstoff, Cellulose)	1,50
	Anmerkung : Holzstoff, 50 v. H. Wasser oder darüber enthaltend :	
	mechanisch bereitet	1,15
	chemisch bereitet	1,—
aus 651 A	Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), auch in der Masse gefärbt	2,25
	Strohpappe, auch in der Masse gefärbt	3,50
654	Packpapier, in der Masse gefärbt, auch auf einer Seite glatt	3,—
aus 655 B	Packpapier, ganz oder zum grössten Teil aus mechanisch bereitetem Holzstoff (Holzmasse, Holzschliff) bestehend :	
	In der Masse gefärbt, auf beiden Seiten glatt	4,50
	ungefärbt, auf beiden Seiten rauh oder nur auf einer Seite glatt	3,—
	Druckpapier in Rollen, bei einem Gewicht des Quadratmeters von nicht weniger als 45 und nicht mehr als 55 Gramm, maschinenglatt (nicht satiniert), mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) von nicht mehr als 25 v. H.	5,—
	Anmerkung zu 654 *und aus* 655 *B :* Unter Packpapier im Sinne der Nr. 654 und der aus Nr. 655 B wird solches mit einem Gehalt an mechanisch bereitetem Holzstoff (Holzmasse, Holzschliff) von nicht weniger als 55 v. H. verstanden.	
	Um die ermässigten Zollsätze zu geniessen, müssen die Einbringer für jede Sendung ein Zeugnis einer finnischen Staatsbehörde beibringen, aus dem erhellt, bei Packpapier, dass der Gehalt an mechanisch bereitetem Holzstoff nicht weniger als 55 v. H. beträgt, bei Druckpapier, dass der Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff 25 v. H. nicht übersteigt.	
	Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die Bezeichnung der mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Behörden und über die Form der Zeugnisse verständigen ; in Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.	

[1] TRADUCTION.

N° 2597. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FINLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD MODIFIANT L'ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE DU 26 JUIN 1926, AINSI QUE L'ARRANGEMENT ADDITIONNEL A CELUI-CI, DU 25 NOVEMBRE 1929. HELSINKI, LE 28 AOUT 1930.

I.

LE MINISTRE D'ALLEMAGNE A HELSINGFORS AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

HELSINGFORS, *le* 28 *août* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont eu lieu à Helsingfors du 18 au 28 août 1930 au sujet de modifications à apporter à l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 entre le Reich allemand et la République de Finlande, ainsi qu'à l'Arrangement additionnel du 25 novembre 1929, les gouvernements finlandais et allemands sont convenus des dispositions suivantes :

I.

L'annexe « Tarif A » de l' Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 sera rédigée, ainsi qu'il est indiqué à l'annexe du présent arrangement.

La note du protocole final relative à la position 133 du tarif A est annulée.

Dans l'annexe « Tarif B » de l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926, la position 49 aura la teneur suivante :

« 49. Son de toutes sortes — par kilo : Exempt .»

Le texte de la note relative à cette position reste le même.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2597. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT AMENDING THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JUNE 26, 1926, AND THE ADDITIONAL AGREEMENT TO THE LATTER OF NOVEMBER 25, 1929. HELSINKI, AUGUST 28, 1930.

I.

THE GERMAN MINISTER AT HELSINGFORS TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, *August* 28, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations, which took place at Helsingfors from August 18 to 28, 1930, concerning the modification of the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, between the German Reich and the Finnish Republic, and also the Supplementary Agreement of November 25, 1929, the Finnish and German Governments agreed upon the following provisions :

I.

The Annex " Tariff A " to the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, shall be worded as indicated in the Annex to the present Agreement.

The note in the Final Protocol, *Ad* " Tariff A ", No. 133 shall be cancelled.

In the Annex " Tariff B " to the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, No. 49 shall read as follows :

" 49. Bran of all kinds — per kg. : free. "

The text of the note to this number shall remain unchanged.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

La Finlande pourra exporter chaque année en Allemagne :

1. Une quantité totale allant jusqu'à 5.000 tonnes de beurre frais, salé ou fondu, au taux de 50 reichsmarks, jusqu'au 31 décembre 1933, et de 40 reichsmarks après cette date ;

2. Une quantité totale de fromage allant jusqu'à 2.500 tonnes, dont ;

500 tonnes au maximum de caillé de lait écrémé, au taux de 5 reichsmarks ;

90 tonnes, au maximum, de fromages, dits de table *(Tafelkäse)*, en emballages de détail, pesant brut 2 kg. 500 ou moins, au taux de 30 reichsmarks : et

1910 tonnes, au maximum, de fromage des sortes dites d'Emmenthal et d'Edam, et d'autres fromages à pâte dure, non contenus dans des emballages de détail pesant brut 2 kg. 500 ou moins, au taux de 20 reichsmarks. Les deux gouvernements pourront convenir, à toute époque, pour la durée d'une année civile, de modifications aux diverses quantités précitées rentrant dans ledit total de 2.500 tonnes ; de même, ils pourront fixer des contingents particuliers pour les fromages des sortes dites d'Emmenthal et d'Edam.

Les quantités totales mentionnées aux alinéas 1 et 2 seront valables dans chaque cas pour la durée d'une année civile. Le cas échéant, les quantités entrant en ligne de compte seront fixées proportionnellement aux chiffres indiqués ci-dessus pour la période intermédiaire entre l'entrée en vigueur de l'arrangement et le 1er janvier 1931.

Le contingent de beurre et le contingent de fromage seront importés chacun par un bureau de douane allemand déterminé ; le Gouvernement allemand est disposé, au cas où le Gouvernement finlandais en établirait la nécessité, à affecter un bureau de douane supplémentaire au dédouanement de chacun de ces contingents. Les bureaux de douane seront indiqués par le Gouvernement finlandais. La répartition des contingents incombera au Gouvernement finlandais ; celui-ci fera connaître au Gouvernement allemand de quelle façon il sera établi, vis-à-vis des bureaux de douane allemands, qu'un envoi de beurre ou de fromage fait partie du contingent. L'époque à partir de laquelle commencera effectivement le contrôle des contingents, ser fixée par un accord spécial.

II.

Finland shall be entitled to export each year to Germany :

1. A maximum total quantity of 5,000 tons of butter, fresh, salt or melted (clarified butter), subject to a duty of 50 RM. until December 31, 1933, and subject to a duty of 40 RM. after that date ;

2. A maximum total quantity of 2,500 tons of cheese, including :

A maximum of 500 tons of soft cheese from skimmed milk, subject to a duty of 5 RM ;

A maximum of 90 tons of table cheese in retail packets of 2 ½ kg. gross weight or less, subject to a duty of 30 RM. ;

A maximum of 1,910 tons of cheeses similar to Emmenthal and Edam cheeses and other hard cheese, not in retail packets of 2 ½ kg. gross weight or less, subject to a duty of 20 RM.

The two Governments may at any time agree to modify for the duration of one calendar year the above-mentioned quantities making up the total of 2,500 tons ; they may also fix special quotas for cheeses similar to Emmenthal and Edam cheese.

The total quantities given in paragraphs 1 and 2 shall in each case be valid for the duration of one calendar year. Should occasion arise, the quotas concerned shall be fixed in corresponding proportions for the period between the Agreement's entry into force and January 1, 1931.

The butter quota and the cheese quota shall each be imported through a separate German Customs Office. Should the Finnish Government prove the need for it, the German Government is prepared to assign an additional Customs Office for the clearance of each of these quotas. The Customs offices shall be designated by the Finnish Government. The latter shall be responsible for the distribution of the quotas ; it shall inform the German Government in what manner, the fact that a consignment of butter or cheese forms part of the quota is to be established and notified to the German Customs offices. The date as from which the control of the quotas shall come into force shall be determined by a special Agreement.

III.

L'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 restera applicable aussi longtemps que le présent arrangement. L'Arrangement additionnel du 25 novembre 1929 est abrogé.

IV.

Le présent arrangement devra être ratifié par les deux pays. Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Helsingfors le plus tôt possible.

L'arrangement restera applicable pendant trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties contractantes n'a notifié, six mois avant l'expiration de ce délai, son intention d'y mettre fin, l'arrangement demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me déclarer que votre gouvernement donne son assentiment à l'arrangement qui précède et je saisis cette occasion, etc.

RENNER.

III.

The Provisional Commercial Agreement of January 26, 1926, shall remain in force as long as the present Agreement. The Supplementary Agreement of November 25, 1929, is hereby abrogated.

IV.

The present Agreement shall be ratified by the two countries. It shall enter into force ten days after the exchange of ratifications, which shall take place at Helsingfors as soon as possible.

The Agreement shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the Contracting Parties gives notice six months before the end of this period of its intention to denounce it, the Agreement shall remain binding until six months after its denunciation by one of the Contracting Parties.

I shall be grateful if you will inform me if your Government approves of the foregoing Agreement.

I have the honour to be, etc.

RENNER.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU MINISTRE D'ALLEMAGNE A HELSINGFORS.

HELSINKI, *le* 28 *août* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour dans laquelle vous me faites connaître ce qui suit :

> Au cours des négociations qui ont eu lieu à Helsingfors du 18 au 28 août 1930 au sujet de modifications à apporter à l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 entre le Reich allemand et la République de Finlande, ainsi qu'à l'Arrangement additionnel du 25 novembre 1929, les Gouvernements finlandais et allemand sont convenus des dispositions suivantes :

I.

L'annexe « Tarif A » de l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 sera

II.

THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GERMAN MINISTER AT HELSINGFORS.

HELSINKI, *August* 28, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date in which you inform me of the following :

> In the course of the negotiations, which took place at Helsingfors from August 18 to 28, 1930, concerning the modification of the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, between the German Reich and the Finnish Republic, and also the Supplementary Agreement of November 25, 1929, the Finnish and German Governments agreed upon the following provisions :

I.

The Annex "Tariff A", to the provisional commercial agreement of June 26, 1926,

rédigé, ainsi qu'il est indiqué à l'annexe du présent arrangement.

La note du Protocole final relative à la position 133 du tarif A est annulée.

Dans l'annexe « Tarif B » de l'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926, la position 49 aura la teneur suivante:

« 49. Son de toutes sortes — par kilo : Exempt .»

Le texte de la note relative à cette position reste le même.

II.

La Finlande pourra exporter chaque année en Allémagne :

1. Une quantité totale allant jusqu'à 5.000 tonnes de beurre frais, salé ou fondu, au taux de 50 reichsmarks, jusqu'au 31 décembre 1933, et de 40 reichsmarks après cette date ;

2° Une quantité totale de fromages allant jusqu'à 2.500 tonnes, dont :

500 tonnes au maximum de caillé de lait écrémé, au taux de 5 reichsmarks ;

90 tonnes au maximum de fromages dits de table *(Tafelkäse)*, en emballage de détail, pesant brut 2 kg. 500 ou moins, au taux de 30 reichsmarks ; et

1910 tonnes au maximum de fromage des sortes dites d'Emmenthal et d'Edam, et d'autres fromages à pâte dure, non contenus dans des emballages de détail, pesant brut 2 kg. 500 ou moins, au taux de 20 reichsmarks. Les deux gouvernements pourront convenir à toute époque pour la durée d'une année civile, de modifications aux diverses quantités précitées rentrant dans ledit total de 2.500 tonnes ; de même, ils pourront fixer des contingents particuliers pour les fromages des sortes dites d'Emmenthal et d'Edam.

Les quantités totales mentionnées aux alinéas 1 et 2 seront valables, dans chaque cas, pour la durée d'une année civile. Le cas échéant, les quantités entrant en ligne de compte seront fixées proportionnellement aux chiffres indiqués ci-dessus pour la période intermédiaire entre l'entrée en vigueur de l'Arrangement et le 1er janvier 1931.

Le contingent de beurre et le contingent de fromage seront importés chacun par un

shall be worded as indicated in the Annex to the present Agreement.

The note in the Final Protocol, *Ad* " Tariff A ", No 133 shall be cancelled.

In the annex to " Tariff B " to the Provisional Commercial Agreement of June 26, 1926, No. 49 shall read as follows :

" 49, Bran of all kinds — per kg. : free. "

The text of the note to this number shall remain unchanged.

II.

Finland shall be entitled to export each year to Germany :

1. A maximum total quantity of 5,000 tons of butter, fresh, salt or melted (clarified butter), subject to a duty of 50 RM. until December 31, 1933, and subject to a duty of 40 RM. after that date ;

2. A maximum total quantity of 2,500 tons of cheese, including :

A maximum of 500 tons of soft cheese from skimmed milk, subject to a duty of 5 RM. ;

A maximum of 90 tons of table cheese in retail packets of 2 ½ kg. gross weight or less, subject to a duty of 30 RM. ;

A maximum of 1,910 tons of cheeses similar to Emmenthal and Edam cheeses and other hard cheese, not in retail packets of 2 ½ kg. gross weight or less, subject to a duty of 20 RM. The two Governments may at any time agree to modify for the duration of one calendar year the abovementioned quantities making up the total of 2,500 tons ; they may also fix special quotas for cheeses similar to Emmenthal and Edam cheese.

The total quantities given in paragraphs 1 and 2 shall in each case be valid for the duration of one calendar year. Should occasion arise, the quotas concerned shall be fixed in corresponding proportions for the period between the Agreement's entry into force and January 1, 1931.

The butter quota and the cheese quota shall each be imported through a separate

bureau de douane allemand déterminé ; le Gouvernement allemand est disposé, au cas où le Gouvernement finlandais en établirait la nécessité, à affecter un bureau de douane supplémentaire au dédouanement de chacun de ces contingents. Les bureaux de douane seront indiqués par le Gouvernement finlandais. La répartition des contingents incombera au Gouvernement finlandais ; celui-ci fera connaître au Gouvernement allemand de quelle façon il sera établi, vis-à-vis des bureaux de douane allemands, qu'un envoi de beurre ou de fromage fait partie du contingent. L'époque à partir de laquelle commencera effectivement le contrôle des contingents sera fixée par un accord spécial.

III.

L'Arrangement commercial provisoire du 26 juin 1926 restera applicable aussi longtemps que le présent arrangement. L'Arrangement additionnel du 25 novembre 1929 est abrogé.

IV.

Le présent arrangement devra être ratifié par les deux pays. Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Helsingfors le plus tôt possible.

L'arrangement restera applicable pendant trois ans à partir du jour de son entrée en vigueur. Si aucune des Parties contractantes n'a notifié, six mois avant l'expiration de ce délai, son intention d'y mettre fin, l'arrangement demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement finlandais donne son assentiment à l'arrangement précité, et je saisis cette occasion, etc.

Hj. J. PROCOPÉ.

German Customs office. Should the Finnish Government prove the need for it, the German Government is prepared to assign an additional Customs office for the clearance of each of these quotas. The Customs offices shall be designated by the Finnish Government. The latter shall be responsible for the distribution of the quotas ; it shall inform the German Government in what manner the fact that a consignment of butter or cheese forms part of the quota is to be established and notified to the German Customs offices. The date as from which the control of the quotas shall come into force shall be determined by a special Agreement.

III.

The Provisional Commercial Agreement of January 26, 1926, shall remain in force as long as the present Agreement. The Supplementary Agreement of November 25, 1929, is hereby abrogated.

IV.

The present Agreement shall be ratified by the two countries. It shall enter into force ten days after the exchange of ratifications, which shall take place at Helsingfors as soon as possible.

The Agreement shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the Contracting Parties gives notice six months before the end of this period of its intention to denounce it, the Agreement shall remain binding until six months after its denunciation by one of the Contracting Parties.

I have the honour to inform you that the Finnish Government approves of the above agreement.

I have the honour to be, etc.

Hj. J. PROCOPÉ.

ANNEXE

TARIF A.

N° N° du tarif	Articles	Droits par 100 kilos en Reichsmark
ex 47	Airelles	exemptes
ex 111	Viande de renne :	
	Par animaux entiers, même sans tête, frais ou congelés, avec poumons, cœur et rognons adhérant naturellement à la carcasse :	
	Avec peau et sabots	7,50
	Sans peau ni sabots	10,—
	Découpée, préparée simplement :	
	Uniquement salée	12,50
	Préparée simplement d'autre manière (lardée, séchée, fumée, cuite ou rôtie)	15,—
ex 560	Couteaux-poignards avec gaînes de cuir	180,—
ex 616 B	Bois plaqué, à condition que les deux feuilles extérieures soient en bouleau, et les feuilles intérieures en pin, en sapin ou en tremble	7,50
ex 624	Bobines :	
	Brutes	5,—
	Ouvrées	8,—
	Avec garnitures en métal	25,—
ex 625	Sièges et dossiers de chaises en bouleau :	
	Bruts	8,—
	Ouvrés	12,—
ex 628	Javelots et manches de javelots	7,—
	Parties de bobines	6,—
ex 629	Bois de skis sans fixations	16,—
	Javelots et manches de javelots	14,—
ex 630	Disques	32,—
ex 640	Couteaux-poignards ornés de corne artificielle avec gaînes de cuir	240,—
ex 650	Pâte de bois préparée mécaniquement	1,75
	Pâte de bois préparée chimiquement (cellulose)	1,50
	Note : Pâte de bois contenant 50 % d'eau ou davantage :	
	Préparée mécaniquement	1,15
	Préparée chimiquement	1,—
ex 651 A	Carton fait de pâte de bois préparée mécaniquement, chimiquement ou à l'aide de bois traité à la vapeur, solidifié par cylindrage (carton de bois brun, dit carton cuir), même teint dans la pâte	2,25
	Carton de paille, même teint dans la pâte	3,50
654	Papier d'emballage teint dans la pâte, même lisse sur une face	3,—
ex 655 B	Papier d'emballage fait en totalité ou en partie de pâte de bois préparée mécaniquement :	
	Teint dans la pâte, lisse sur les deux faces	4,50
	Non teint, rugueux sur les deux faces ou lisse sur une seule face	3,—
ex 655 B	Papier d'imprimerie en rouleaux dont le poids par m² n'est ni inférieur à 45 grammes, ni supérieur à 55 grammes, lissé à la machine (non satiné), ne contenant pas plus de 25 % de pâte de bois préparée chimiquement (cellulose)	5,—

ANNEX.

TARIFF A.

Tariff No.	Description of Goods	Duty per 100 kg. in Reichsmarks
ex 47	Cranberries	free
ex 111	Reindeer meat :	
	In whole carcasses, also without head, fresh or frozen, with lungs, heart and kidneys adhering naturally to the carcass :	
	With skin and hooves	7.50
	Without skin or hooves	10.—
	Cut up, simply prepared :	
	Only salted	12.50
	Simply prepared in some other way (larded, dried, smoked, cooked or roast)	15.—
ex 560	Hunting-knives in leather sheathes	180.—
ex 616 B	Plywood, consisting of two outer sheets of birch, and inner sheets of birch, pine, fir, or aspen	7.50
ex 624	Spools :	
	Rough	5.—
	Worked	8.—
	With iron fittings	25.—
ex 625	Seats and backs of chairs of birch :	
	Rough	8.—
	Worked	12.—
ex 628	Spears and spear-shafts	7.—
	Spool parts	6.—
ex 629	Skis without fittings	16.—
	Spears and spear-shafts	14.—
ex 630	Disks	32.—
ex 640	Hunting-knives ornamented with artificial horn, in leather sheathes.	240.—
ex 650	Wood pulp (mechanically prepared wood meal, wood grindings)	1.75
	Chemically prepared wood pulp (cellulose)	1.50
	Note : Wood pulp containing 50 % or more of water :	
	Mechanically prepared	1.15
	Chemically prepared	1.—
ex 651 A	Board of mechanical or chemical wood pulp ; when of such pulp made of steamed wood, solidified by rolling brown wood-board (so-called leather board), even dyed in the pulp	2.25
	Straw-board even dyed in the pulp smooth	3.50
654	Packing paper dyed in the pulp smooth on one side or not	3.—
ex 655 B	Packing paper consisting wholly or chiefly of mechanical wood pulp (wood meal, wood grindings) dyed in the mass and smooth on both sides	4.50
	Undyed, rough on both sides, or smooth on only one side	3.—
	Newsprint paper in rolls weighing not less than 45 and not more than 55 gr. per square metre, machine smoothed (not glazed) containing not more than 25 % of chemical wood pulp (cellulose)	5.—

N° N° du tarif	Articles	Droits par 100 kilos en Reichsmark
	Note ad 654 *et ex* 655 *B* : Le papier d'emballage tel qu'il est spécifié aux positions Nos. 654 et ex N° 655 B. s'entend de celui qui contient au moins 55 % de pâte de bois préparée mécaniquement. Afin de pouvoir bénéficier des droits réduits, l'importateur devra produire, pour chaque envoi, un certificat d'une administration publique finlandaise établissant, s'il s'agit de papier d'emballage, que celui-ci contient au moins 55 % de pâte de bois préparée mécaniquement et, s'il s'agit de papier d'imprimerie, que celui-ci ne contient pas plus de 25 % de pâte de bois préparée chimiquement. Les gouvernements des Parties contractantes se mettront d'accord pour désigner les autorités chargées de délivrer les certificats, ainsi que pour arrêter le modèle de ceux-ci ; en cas de doute, les autorités allemandes auront le droit de vérifier l'exactitude des indications contenues dans les certificats.	

Tariff No.	Description of Goods	Duty per 10 kg. in Reichsmarks
	Note ad 654 *and ex* 655 *B* : The packing paper specified in number 654 and ex 655 B is packing paper containing not less than 55 % of mechanical wood pulp (wood meal, wood grindings). In order to secure the application of the reduced tariff rates, the importer must produce for each consignment a certificate issued by an official Finnish authority attesting, in the case of packing paper, that it contains at least 55 % of mechanical wood pulp, and, in the case of news-print paper, that it does not contain more than 25 % of chemical wood pulp. The Governments of the Contracting Parties will come to an agreement as to the designation of the authorities entrusted with the duty of issuing the certificates and as to the form of such certificates; in doubtful cases the German authorities reserve the right to verify the accuracy of the information given in the certificate.	

N° 2598.

ALBANIE, ALLEMAGNE, AUSTRALIE, AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Convention concernant les expositions internationales, avec protocole et protocole de signature. Signés à Paris, le 22 novembre 1928.

ALBANIA, GERMANY, AUSTRALIA, AUSTRIA, BELGIUM, etc.

Convention regarding International Exhibitions, with Protocol and Protocol of Signature. Signed at Paris, November 22, 1928.

N° 2598. — CONVENTION [1] CONCERNANT LES EXPOSITIONS INTERNATIONALES. SIGNÉE A PARIS, LE 22 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 janvier 1931.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements ci-après énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, le 12 au 22 novembre 1928, sont convenus, d'un commun accord et sous réserve de ratification, des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DÉFINITIONS.

Article premier.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent qu'aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Est considérée comme exposition internationale officielle ou officiellement reconnue toute manifestation, quelle que soit sa dénomination à laquelle des pays étrangers sont invités par la voie diplomatique, — qui a, en général, un caractère non périodique, dont le but principal est de faire apparaître les progrès accomplis par les différents pays dans une ou plusieurs branches de la production, et dans laquelle il n'est fait, en principe, aucune différence entre acheteurs ou visiteurs pour l'entrée dans les locaux de l'exposition.

Ne sont pas soumises aux dispositions de ladite convention :

1° Les expositions d'une durée de moins de trois semaines ;

2° Les expositions scientifiques organisées à l'occasion de congrès internationaux, à condition que leur durée ne dépasse pas celle prévue au n° premier ;

---

[1] DÉPOT DES RATIFICATIONS

ALBANIE	Paris, le 17 décembre 1930.
ALLEMAGNE	
ESPAGNE	
FRANCE	
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	
ITALIE	
ROUMANIE	
SUÈDE	
SUISSE	
TUNISIE	

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2598. — CONVENTION [2] REGARDING INTERNATIONAL EXHIBITIONS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 22, 1928.

French official text communicated by The Minister for Foreign Affairs of the French Republic and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place January 17, 1931.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments hereinafter enumerated, having met in conference at Paris from November 12 to 22, 1929, have, by common consent and subject to ratification, agreed as follows :

SECTION I.

DEFINITIONS.

Article 1.

The provisions of the present convention apply only to international exhibitions which are official or officially recognised.

The expression " official or officially recognised international exhibitions " shall be deemed to include every display, whatever its designation, to which foreign countries are invited through the diplomatic channel, which is not generally held periodically, of which the principal object is to demonstrate the progress of different countries in one or several branches of production, and in which, as regards admission, no distinction in principle is made between buyers and visitors.

The provisions of the said convention do not apply to the following :

(1) Exhibitions having a duration of less than three weeks ;

(2) Scientific exhibitions organised on the occasion of international congresses, provided that their duration does not exceed the period mentioned in 1 ;

[1] Traduction du Foreign office de Sa Majesté Britannique.

[1] Translation ol His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] DEPOSIT OF RATIFICATIONS :

ALBANIA	Paris, December 17, 1930.
GERMANY	
SPAIN	
FRANCE	
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	
ITALY	
ROUMANIA	
SWEDEN	
SWITZERLAND	
TUNIS	

3° Les expositions des beaux-arts ;

4° Les expositions organisées par un seul pays dans un autre pays, sur l'invitation de celui-ci.

Les pays contractants sont d'accord pour refuser aux expositions internationales qui, tombant sous l'application de la présente convention, ne rempliraient pas les obligations qui y sont prévues, le patronage et les subventions de l'Etat, ainsi que les autres avantages prévus aux titres III, IV et V ci-après.

Article 2.

Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, etc.).

Il sera établi par les soins du Bureau international prévu à l'article 10, une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être revisée tous les ans.

Article 3.

La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois ; néanmoins, le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

TITRE II

Fréquence des Expositions.

Article 4.

La fréquence des expositions internationales visées par la présente convention est réglementée selon les principes suivants :

Les expositions générales sont rangées en deux catégories :

Première catégorie : les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux ;

Deuxième catégorie : les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie ; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

(3) Exhibitions of the fine arts ;

(4) Exhibitions organised by one country in another country on the invitation of the latter.

The contracting countries agree to withhold State patronage, subsidies, and the privileges provided for in Sections III, IV and V below, from international exhibitions to which the present convention applies, and which do not comply with the conditions therein provided.

Article 2.

Any exhibition which includes the products of more than one branch of human activity, or which is organised with a view to demonstrating the progress achieved in the whole of a given sphere of activity (such as hygiene, applied arts, modern comfort, colonial development, etc.), shall be deemed to be a general exhibition.

Any exhibition which is concerned with only one applied science (electricity, optics, chemistry etc.), one industry (textiles, founding, graphic arts, etc.), one raw material (leathers and skins, silk, nickel, etc.), or one elementary necessity (heating, food, transport, etc.), shall be deemed to be a special exhibition.

The International Bureau, provided for in Article 10, shall draw up a classification of exhibitions to serve as a guide as to the trades and products which may, in accordance with the preceding paragraph, figure in a special exhibition. This classification may be revised annually.

Article 3.

The duration of any international exhibition should not exceed six months ; provided always that the International Bureau may authorise, in the case of a general exhibition, a longer period which shall not in any circumstances exceed twelve months.

SECTION II.

Frequency of Exhibitions.

Article 4.

The frequency of international exhibitions to which the present convention applies shall be governed by the following principles :

All general exhibitions fall into one of the two following categories :

First category : Those in which the countries invited to participate are obliged to construct national pavilions.

Second category : Those in which such countries are not so obliged.

In the same country not more than one general exhibition of the first category may be held during any period of fifteen years, and an interval of ten years must elapse between two general exhibitions of either category.

No contracting country may participate in any general exhibition of the first category, unless an interval of at least six years has elapsed since the last general exhibition of the first category. No contracting country shall participate in any general exhibition of the second category unless an interval of two years has elapsed since the last general exhibition, or an interval of four years if the exhibition in question is of the same kind as the preceding one.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture de l'exposition.

Article 5.

Le pays contractant sur le territoire duquel est organisée une exposition conforme aux dispositions de la présente convention doit, sous réserve de l'article 8 ci-après, adresser par la voie diplomatique une invitation aux pays étrangers :

Trois ans à l'avance quand il s'agit d'expositions générales de la première catégorie ;
Deux ans à l'avance pour les expositions générales de la deuxième catégorie ;
Un an à l'avance pour les expositions spéciales.

Aucun gouvernement ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si l'invitation ci-dessus n'a pas été adressée.

Article 6.

Lorsque plusieurs pays seront en concurrence entre eux pour l'organisation d'une exposition internationale, ils procéderont à un échange de vues afin de déterminer le pays qui obtiendra le privilège de l'organisation.

Au cas où l'accord ne pourrait intervenir, ils demanderont l'arbitrage du Bureau international, qui tiendra compte des considérations invoquées, et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, de la période écoulée depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les pays concurrents.

Article 7.

Lorsqu'une exposition répondant aux caractéristiques des manifestations définies par l'article premier est organisée dans un pays non adhérent à la présente convention, les pays contractants, avant d'accepter l'invitation à cette exposition, demanderont l'avis du Bureau international.

Ils ne donneront pas leur adhésion à l'exposition projetée si elle ne présente pas les mêmes garanties que celles exigées par la présente convention ou tout au moins des garanties suffisantes. En cas de simultanéité de date entre une exposition organisée par un pays contractant et celle organisée par un pays non contractant, les autres pays contractants donneront de préférence, à moins de circonstances exceptionnelles, leur adhésion à la première.

Article 8.

Les pays qui veulent organiser une exposition visée par la présente convention doivent adresser au Bureau international, six mois au moins avant les délais d'invitation fixés à l'article 5, une

The intervals laid down in the preceding paragraph shall apply without any distinction being made between exhibitions organised by contracting countries and non-contracting countries.

More than one special exhibition of the same kind may not be held at the same time on the territories of the contracting countries. An interval of five years must elapse between two special exhibitions of the same kind in the same country. Provided always that the International Bureau may, in exceptional circumstances, reduce the last-mentioned period to not less than three years when in the opinion of the Bureau such reduction is justified by the rapid development of any particular branch of production. The same reduction may be allowed in favour of exhibitions which, by an already established custom in certain countries. are held at intervals of less than five years.

At least three months' interval must elapse between two special exhibitions of a different kind held in the same country.

The intervals provided for in the present Article shall be reckoned from the date of opening of the exhibition.

Article 5.

The contracting country on whose territory an exhibition to which the present convention applies is organised must, subject to Article 8 below, address its invitations to foreign countries through the diplomatic channel :

Three years in advance in the case of general exhibitions of the first category ;
Two years in advance for general exhibitions of the second category ;
One year in advance for special exhibitions.

No Government may itself organise or officially sponsor any participation in an international exhibition in respect of which an invitation as above provided has not been addressed to it.

Article 6.

If more countries than one should be in competition with each other for the right to hold an international exhibition in any period, such countries shall proceed to an exchange of views in order to determine which country shall obtain the right of so doing.

In the case of no agreement being arrived at, they shall refer the matter to the arbitration of the International Bureau, which shall take into account the considerations submitted on behalf of each country, and particularly any special reasons of an historic or sentimental character, the period which has elapsed since the last exhibition, and the number of displays already held by each of such countries.

Article 7.

If any exhibition of the character defined in Article 1 should be held in a non-contracting country, the contracting countries, before accepting any invitation to such exhibition, shall refer the matter to the International Bureau for their opinion.

The contracting countries shall not participate in any such exhibition unless it offers the same guarantees as those required under the provisions of the present convention, or at any rate sufficient guarantees. In the case of an exhibition held by a contracting country synchronising with one organised by a non-contracting country, the other contracting countries shall, in the absence of exceptional circumstances, give preference to the former.

Article 8.

Any country which proposes to hold an exhibition, to which the present convention applies, must, at least six months before the commencement of the intervals prescribed in Article 5 for the

demande tendant à obtenir l'enregistrement de cette exposition. Cette demande comportera l'indication du titre de l'exposition et de sa durée ; elle sera accompagnée de la classification, du règlement général, du règlement du jury et de tous les documents indiquant les mesures envisagées pour assurer la sécurité des personnes et des constructions, la protection de la propriété industrielle et artistique, et pour satisfaire aux obligations prévues aux titres IV et V. Le bureau n'accorde l'enregistrement que si l'exposition remplit les conditions de la présente convention.

Aucun pays contractant n'acceptera l'invitation de participer à une exposition visée par la présente convention si cette invitation ne fait pas mention que l'enregistrement a été accordé.

Toutefois les pays contractants qui ont reçu cette invitation restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition organisée en conformité des stipulations de la présente convention.

Article 9.

Quand un pays aura renoncé à organiser une exposition qu'il avait projetée et qui avait obtenu l'enregistrement, le Bureau international décidera de la date à laquelle il pourra être admis à concourir à nouveau avec les autres pays pour l'organisation d'une autre exposition.

TITRE III

Bureau international des Expositions.

Article 10.

Il est institué un Bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la convention. Ce bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une commission de classification, et un directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau international sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la convention. Au cours de cette réunion le conseil fixera le siège du Bureau international et élira le directeur.

Article 11

Le Conseil d'administration est composé de membres désignés par les pays contractants à raison de un à trois par pays. Il est autorisé à s'adjoindre, à titre consultatif, deux ou trois membres de la chambre de commerce internationale désignés par cette chambre.

Le conseil statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente convention lui attribue compétence ; il discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur du bureau international. Il arrête le budget des recettes et des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

Article 12.

Tout pays, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein du conseil. Tout pays peut confier sa représentation à la délégation d'un autre pays qui, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix égal au nombre des pays qu'il représente. Un quorum des deux tiers des pays représentés au conseil est requis pour la validité des délibérations.

issue of invitations, address to the International Bureau an application for the registration of the exhibition. Such application shall state the title of the exhibition and its duration, and shall be accompanied by the classification of exhibits, copies of the general regulations, the jury regulations, and all documents necessary to show the measures proposed to ensure the safety of persons and property, the protection of industrial property and copyright, and to satisfy the conditions prescribed below in Sections IV and V. The Bureau shall not register an exhibition unless such exhibition fulfils all the conditions required by the present convention.

No contracting country shall accept an invitation to participate in an exhibition to which the present convention applies unless the invitation states that registration has been accorded.

Always provided that, even if such an invitation is received, the contracting countries are entirely free to refrain from participation in an exhibition organised in conformity with the provisions of the present convention.

Article 9.

In the event of a country not proceeding with a projected exhibition for which registration has been obtained, the International Bureau shall decide the date when suh country shall be allowed again to compete with other countries for the holding of another exhibition.

SECTION III.

INTERNATIONAL EXHIBITIONS BUREAU.

Article 10.

An International Exhibitions Bureau shall be set up which shall supervise the execution of this convention. This Bureau shall consist of an Administrative Council assisted by a Classification Committee and of a Director, whose appointment and duties shall be determined in the regulations provided for in the immediately following Article.

The first meeting of the Administrative Council of the International Bureau shall be convened at Paris by the Government of the French Republic in the year following the coming into force of the convention. At this meeting the Council shall fix the seat of the International Bureau and elect the Director.

Article 11.

The Administrative Council shall be composed of members appointed by the contracting countries, each country having the right to appoint one to three members. The Council is authorised to admit in an advisory capacity two or three members of the International Chamber of Commerce elected for the purpose by that Chamber.

The Council shall give decisions on all questions which are referred to it under the provisions of the convention. The Council shall draw up and adopt regulations governing the organisation and management of the International Bureau, and shall draw up the budget of receipts and expenses, and check and approve accounts.

Article 12.

Every country, whatever the number of its delegates, shall have one vote on the Council. Any country may entrust its representation to the delegation of another country which, in such case, shall have a number of votes equal to the number of countries which it represents. A quorum of two-thirds of the countries represented on the Council shall be required to give validity to its resolutions.

Les votes ont lieu à la majorité absolue, sauf dans les cas suivants :

1° Etablissement du règlement ;

2° Augmentation du budget ;

3° Rejet d'une requête présentée par un pays contractant ou admission d'une requête lorsque plusieurs pays sont en concurrence ;

4° Autorisation d'une exposition générale pour une durée supérieure à six mois.

Dans ces quatre cas, une majorité des deux tiers des pays représentés au Bureau international est requise.

Article 13.

La Commission de classification est composée des représentants de douze pays contractants, nommés par leur gouvernement.

Ces pays sont désignés pour moitié par le Bureau international ; l'autre moitié fait l'objet d'un roulement dans des conditions déterminées par le règlement du Bureau.

La commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, un ou deux membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette chambre.

Cette commission soumet à l'approbation du Conseil d'administration la classification prévue à l'article 2 et les modifications qui pourraient y être apportées. Pour l'application des délais prévus à l'article 4, elle donne son avis sur la question de savoir si une exposition soumise à l'enregistrement est spéciale ou générale et, si, malgré son titre et sa classification, elle n'est pas de même nature qu'une exposition précédente ou qu'une exposition spéciale qui s'organise à la même date.

Article 14.

Le budget du Bureau est provisoirement fixé à 4000 livres sterling. Les dépenses du Bureau sont supportées par les pays contractants dont les parts contributives sont déterminées de la manière suivante : la part des pays membres de la Société des Nations est déterminée en proportion de la contribution que ces pays versent à la Société des Nations. Sauf le cas d'augmentation du budget ci-dessus fixé, la part des pays les plus imposés ne peut dépasser 500 livres sterling. Les pays qui ne sont pas membres de la Société des Nations désigent, en tenant compte de leur développement économique, un pays membre de la Société des Nations, et leur part est égale à celle qui est versée par le pays ainsi désigné.

Le Conseil d'administration peut, en outre, autoriser la perception de toutes autres recettes en rémunération des services rendus aux groupements ou aux particuliers.

TITRE IV.

Obligations du pays qui invite et des pays participants.

Article 15.

Le gouvernement qui invite à une exposition internationale doit nommer un commissaire du gouvernement ou un délégué chargé de le représenter et de garantir l'exécution des engagements pris vis-à-vis des participants étrangers. Le commissaire ou le délégué doit, en outre, prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde matérielle des objets exposés.

A majority of the votes cast shall suffice for resolutions except in the following cases :

(1) Adoption of regulations ;

(2) Increase of the budget ;

(3) Rejection of a request presented by a contracting country, or granting an application when several countries are competing ;

(4) Authorisation of a general exhibition for a longer period than six months.

In these four cases a majority of two-thirds of the countries represented on the International Bureau is required.

Article 13.

The Classification Committee shall be composed of representatives nominated by the Governments of twelve contracting countries. One half of these twelve countries shall be chosen by the International Bureau ; the other half shall be determined by a system of rotation which shall be laid down in the regulations of the Bureau. The committee may admit, in a consultative capacity, one or two members of the International Chamber of Commerce selected for the purpose by that Chamber.

This committee shall draw up for the approval of the Administrative Council a draft of the classification of exhibitions provided for in Article 2, and of any modifications which may be made thereto. When questions arise as to the application of the intervals provided for in Article 4, the committee shall give an opinion as to whether an exhibition submitted for registration is special or general, and as to whether, notwithstanding its title and its classification, such exhibition is not of the same character as a preceding exhibition, or as a special exhibition which is being held at the same date.

Article 14.

The budget of the Bureau shall be fixed provisionally at £4,000 sterling. The expenses of the Bureau shall be defrayed by the contracting countries, whose contributions shall be determined as follows : the contributions of countries which are members of the League of Nations shall be in the same proportions as the contributions which those countries make to the League of Nations. Except in the case of the budget being increased above the figure mentioned above, the contribution of the most highly assessed countries shall not exceed £500 sterling. A country which is not a member of the League of Nations shall designate a country which is a member of the League of Nations, whose economic resources it considers equivalent to its own, and shall pay the same contribution as that country.

In addition, the Administrative Council may authorise the levying of other fees in payment for services rendered to groups or to individuals.

SECTION IV.

Obligations of an Inviting Country and of Participating Countries.

Article 15.

Any Government which issues invitations to an international exhibition shall nominate a Government commissioner or delegate, authorised to represent it and to gaurantee the fulfilment of its obligations towards the foreign participants. Such commissioner or delegate shall see that all necessary measures are taken for the material safety of the goods exhibited.

Article 16.

Les gouvernements des pays participants doivent nommer des commissaires ou délégués pour les représenter et eiller au respect des règlements édictés à l'occasion de la manifestation.

Les commissaires ou délégués sont seuls chargés de régler l'attribution ou la répartition des emplacements entre les exposants dans les pavillons de leurs pays et dans les sections nationales.

Article 17.

Dans une exposition générale, il ne peut être perçu par l'administration aucune taxe pour les emplacements couverts et découverts prévus au programme de l'exposition et attribués à chaque pays participant.

Article 18.

Dans toute exposition visée par la présente convention, les objets étrangers passibles de droits de douane et taxes sont admis en franchise temporaire à condition d'être réexportés. Un certificat de l'expéditeur accompagnant les marchandises atteste le nombre et la nature, les marques et numéros des colis. ainsi que la dénomination commerciale des produits, leurs poids, origine et valeur. Les objets sont dédouanés dans les locaux de l'exposition sans être soumis à un examen douanier à la frontière. Les dispositions précédentes sont applicables sous réserve des règlements douaniers du pays organisateur de l'exposition.

Lorsque d'après la législation nationale du pays qui invite, un cautionnement est nécessaire pour l'obtention de la franchise temporaire prévue au paragraphe précédent, le cautionnement donné par le commissaire de chaque pays participant au nom de ses exposants sera considéré comme une garantie suffisante pour le payement des droits de douane et des autres droits et taxes frappant les objets exposés qui ne seraient pas réexportés après la clôture de l'Exposition dans les délais fixés.

Sont exclus du bénéfice de la franchise temporaire de droits les stocks de marchandises qui ne constituent pas des échantillons proprement dits et qui sont importés dans le seul but d'être mis en vente au cours de l'exposition.

En cas de destruction totale ou partielle des objets exposés, l'exposant bénéficie de la franchise :

1° S'il justifie que les quantités non représentées ou que les objets détériorés ont été utilisés pour les services de l'exposition ou ne peuvent plus être vendus en raison de leur nature périssable ; et

2° Si le tarif douanier ne frappe d'aucune taxe ou droit d'entrée les objets détériorés ou inutilisables.

Ce bénéfice ne sera pas accordé lorsque les objets auront été livrés à la consommation à laquelle ils sont normalement destinés.

Les justifications prévues à l'alinéa 4 sont présentées par le commissaire ou le délégué du pays auquel ressortit l'exposant ; la décision appartient à l'administration du pays où l'exposition a lieu.

Doivent être considérés comme objets destinés à l'exposition pour application des dispositions qui précèdent :

1° Les matériaux de construction, même s'ils sont importés à l'état de matière première destinée à être travaillée après l'arrivée dans le pays ou l'exposition a lieu ;

2° Les outils, le matériel de transport pour les travaux de l'exposition ;

3° Les objets servant à la décoration intérieure et extérieure des locaux, stands, étalages des exposants ;

Article 16.

The Governments of participating countries shall nominate commissioners or delegates to represent them and to be responsible for carrying out the regulations of the exhibition.

Such commissioners or delegates shall have the exclusive right of fixing the allocation or distribution of space between the exhibitors in their national pavilions and sections.

Article 17.

In a general exhibition no charge may be made by the administration for space, covered or uncovered, which is provided for in the programme of the exhibition and allotted to each participating country.

Article 18.

In every exhibition to which the present convention applies, goods subject to customs duties and taxes forming part of foreign exhibits shall be admitted temporarily free of duty and tax on condition of being re-exported. Such goods shall be accompanied by a certificate from the consignor, which shall certify their number and character, the marks and numbers of the packages, and the commercial descriptions of the articles, their weight, origin and value. The goods shall be released from bond on the premises of the exhibition without being submitted to customs examination at the frontier. The application of the preceding provisions shall be subject to the customs regulations of the country in which the exhibition is held.

When, under the legislation of the inviting country, security is required in order to obtain the temporary free admission referred to in the preceding paragraph, security given by the commissioner of each participating country on behalf of his exhibitors shall be accepted as a sufficient guarantee for the payment of customs duties and all other duties and taxes applicable to the goods exhibited which are not re-exported within the periods fixed after the close of the exhibition.

The provisions relating to temporary free admission shall not apply to stocks of goods which cannot be properly regarded as samples and are imported for the exclusive object of sale during the course of the exhibition.

Exhibits which have suffered total or partial destruction shall be exempt from duty provided :

(1) That the exhibitor produces evidence showing that the quantities missing or that the goods deteriorated have been utilised for the service of the exhibition, or cannot be sold owing to their perishable character ;

(2) That the customs tariff imposes no tax or import duty on deteriorated or unusable goods.

This exemption shall not apply to goods which have been consumed in the manner for which they are normally destined.

The evidence referred to in paragraph 4 shall be presented by the commissioner or delegate of the country to which the exhibitor belongs ; for the decision of the authorities of the country in which the exhibition is held.

In the application of the foregoing provisions, the following shall be regarded as goods intended for the exhibition :

(1) Materials for construction, even if imported in a raw state to be worked up after arrival in the country where the exhibition takes place ;

(2) Tools and transport material for the work of the exhibition ;

(3) Articles for the interior and exterior decoration of exhibitors' sites, stands and showcases ;

4° Les objets servant à la décoration et à l'ameublement des locaux affectés aux commissaires ou délégués des pays participants, ainsi que les articles de bureau destinés à leur usage ;

5° Les objets et produits employés aux installations et au fonctionnement des machines ou appareils exposés ;

6° Les échantillons nécessaires aux jurys pour l'appréciation et le jugement des objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du commissaire de la section mentionnant la nature et la quantité des objets consommés.

En outre, sont exonérés de droits :

1° Les catalogues, brochures et affiches officiels, illustrés ou non, publiés par les pays participant à l'exposition ;

2° Les catalogues, brochures, affiches et toutes autres publications, illustrés ou non distribués gratuitement par les exposants des objets étrangers dans l'enceinte de l'exposition et seulement pendant sa durée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets qui, par suite, de la législation du pays organisateur, font partie d'un monopole d'Etat ou dont la vente est défendue ou réglementée par licence, sauf sous des conditions prescrites par le gouvernement de ce pays. Toutefois l'exposition de ces produits reste autorisée, sous réserve des mesures de contrôle en vue d'en interdire la vente.

Article 19.

Le règlement de toute Exposition internationale doit comporter une clause qui donne à l'exposant le droit de retirer sa déclaration de participation, dans le cas où une aggravation des droits applicables aux produits de cet exposant interviendrait après l'acceptation de participer à l'exposition.

Article 20.

A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujetti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe.

Article 21.

Dans une exposition internationale, il ne peut être fait usage, pour désigner un groupe ou un établissement, d'une appellation géographique se rapportant à un pays participant qu'avec l'autorisation du commissaire ou délégué de ce pays.

En cas de non-participation de pays contractants, de telles interdictions sont prononcées par l'administration de l'exposition sur la demande des gouvernements intéressés.

Article 22.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité d'un commissaire ou d'un délégué nommé conformément aux articles 15 et 16 par le gouvernement du pays organisateur ou participant.

(4) Articles for the decoration and furnishing of offices used by the commissioners or delegates of the participating countries, as well as office furniture intended for their use ;

(5) Goods or objects employed in the installation and working of machinery or apparatus exhibited ;

(6) Samples required by the juries for appraising and judging the exhibits, subject to the production of a certificate by the commissioner of the section indicating the nature and quality of the goods so consumed.

In addition, the following shall be exempted from duties :

(1) Official catalogues, pamphlets and posters, illustrated or otherwise, published by the countries participating in the exhibition ;

(2) Catalogues, pamphlets, posters and all other publications, illustrated or otherwise, distributed free of charge by the exhibitors of foreign products within the area and during the period of the exhibition.

The provisions of the present Article do not apply to goods which, under the legislation of the country in which the exhibition is held, are the subject of a State monopoly, or the sale of which is prohibited or controlled by licence, save under conditions prescribed by the Government of that country. Nevertheless, the exhibition of such products shall be permitted subject to measures of control taken with a view to preventing their sale.

Article 19

The regulations of every international exhibition shall include a provision giving to an exhibitor the right to withdraw his undertaking to participate in the event of the duties applicable to the goods of such exhibitor being increased subsequently to the date of his undertaking to participate.

Article 20.

At the close of an exhibition, exhibitors shall be permitted, unless the legislation of the country where the exhibition takes place forbids it, to sell and deliver the samples exhibited. In this case he shall not be subjected to any taxes other than those he would have had to pay in the case of direct importation.

Article 21.

In an international exhibition no group or firm shall make use of any geographical description denoting a participating country, except with the authorisation of the commissioner or delegate of that country.

In the case of contracting countries which are not participating in the exhibition, the use of such descriptions shall be prohibited by the administration of the exhibition at the request of the Governments interested.

Article 22.

Only those sections in an exhibition which are under the direction of a commissioner or of a delegate appointed as provided in Articles 15 and 16 by the Government of the organising or of a participating country shall be considered or may be described as national sections.

Article 23.

La section nationale d'un pays ne peut comprendre que les objets appartenant à ce pays.

Toutefois, peut y figurer, avec l'autorisation du commissaire ou du délégué du pays intéressé, un objet appartenant à un autre pays, à condition qu'il ne serve qu'à compléter l'installation, qu'il soit sans influence sur l'attribution de la récompense à l'objet principal, et qu'à ce titre, il ne bénéficie lui-même d'aucune récompense.

Sont considérés comme appartenant à l'industrie et à l'agriculture d'un pays, les objets qui ont été extraits de son sol, récoltés ou fabriqués sur son territoire.

Article 24.

A moins de dispositions contraires dans la législation du pays organisateur, il ne doit en principe être concédé, dans une exposition, aucun monopole de quelque nature qu'il soit. Toutefois, l'administration de l'exposition pourra, si elle le juge indispensable, accorder les monopoles suivants : éclairage, chauffage, dédouanement, manutention et publicité à l'intérieur de l'exposition. Dans ce cas, elle aura à remplir les conditions suivantes :

1° Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement de l'exposition et dans le bulletin d'adhésion à faire signer par les exposants ;

2° Assurer l'usage des services monopolisés aux exposants aux conditions habituellement appliquées dans le pays ;

3° Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires dans leurs sections respectives.

Le commissaire du pays organisateur prendra toute mesure pour que les tarifs de main-d'œuvre demandés aux pays participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés à l'administration du pays organisateur.

Article 25.

Chaque pays où a lieu une exposition internationale offrira ses bons offices pour obtenir de ses administrations, compagnies et entreprises de chemins de fer, de navigation ou d'aviation, des facilités de transport, au profit des objets destinés à cette exposition.

Article 26.

Chaque pays usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns, pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants sont frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

TITRE V

RÉCOMPENSES.

Article 27.

Le règlement général de l'exposition devra indiquer si, indépendamment des brevets de participation qui peuvent toujours être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux exposants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines classes.

Article 23.

The national section of a country may contain only goods belonging to that country.

Nevertheless, subject to the authorisation of the commissioner or delegate of the country concerned, articles belonging to another country may be included on condition that they are employed solely to complete an exhibit, that they shall have no influence on the granting of an award to the exhibit itself, and that they cannot, as so shown, themselves receive any award.

Products extracted from the ground, grown or manufactured in the territory of any country shall be deemed to belong to the industry and agriculture of such country.

Article 24.

Subject to provisions to the contrary in the legislation of the country in which it is held, in principle no monopolies of any kind should be granted in an exhibition. Nevertheless, the administration of the exhibition may, if it thinks necessary, grant the following monopolies : lighting, heating, customs clearance, upkeep, and publicity inside the exhibition. In this case the following conditions must be observed :

(1) The existence of such monopoly or monopolies must be shown in the regulations of the exhibition, and in the application form to be signed by exhibitors ;

(2) The services subject to monopoly must be made available to exhibitors under the conditions normally obtaining in the country ;

(3) No limitation must be imposed on the powers of the commissioners in their respective sections.

The commissioner of the organising country shall take steps to ensure that the rates for labour charged to the participating countries shall not be higher than those charged to the administration of the organising country.

Article 25.

Each country where an international exhibition takes place shall tender its good offices with a view to obtaining from its railway, shipping and aviation authorities, public or private, transport facilities for goods intended for such exhibition.

Article 26.

Each country shall take whatever measures appear to be appropriate under its own laws to proceed against the promoters of fictitious exhibitions, or of exhibitions to which exhibitors are fraudulently attracted by misleading promises, announcements or advertisements.

SECTION V.

AWARDS.

Article 27.

The general regulations of the exhibition must indicate whether, independently of the certificates of participation which must always be accorded, awards will or will not be granted to exhibitors. In cases where awards are granted they may be limited to certain classes.

Avant l'ouverture de l'exposition, les exposants qui y prennent part soit dans les sections, soit dans leur pavillon national et qui voudraient rester en dehors de l'attribution des récompenses en feront la déclaration à l'administration de l'exposition, par l'entremise de leurs commissaires ou délégués.

Les membres du jury restent obligatoirement en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 28.

La participation à une exposition est libre ou soumise à une admission préalable.

La participation est libre, lorsque tous les objets peuvent être admis à l'exposition sous la réserve que l'exposant ait souscrit en temps voulu le bulletin d'adhésion et rempli les conditions générales établies pour cette adhésion.

La participation est soumise à une admission préalable, lorsque le règlement général édicte que les objets appelés à figurer dans l'exposition doivent satisfaire à certaines conditions spéciales, telles que la bonne fabrication ou l'originalité.

Dans ce cas, le règlement fera connaître les procédés que le pays organisateur aura adoptés pour effectuer l'admission des objets dans sa section nationale, afin de permettre aux pays invités de s'y référer, chaque pays gardant la faculté d'appliquer ces procédés selon son appréciation.

Article 29.

L'appréciation et le jugement des objets exposés sont confiés à un jury international, constitué en conformité des règles suivantes :

1° Chaque pays est représenté dans le jury en proportion de la part qu'il prend à l'exposition, en tenant surtout compte du nombre des exposants, non compris les collaborateurs et coopérateurs, et de la superficie qu'ils occupent.

Chaque pays a droit à un juré au moins dans toute classe où ses produits sont exposés, sauf dans le cas où l'administration de l'exposition et le commissaire ou délégué du pays intéressé sont d'accord pour reconnaître que cette représentation n'est pas justifiée par l'importance de sa participation dans cette classe.

Aucun pays ne peut avoir plus de sept jurés dans une même classe ; toutefois, cette limitation n'est pas applicable aux classes de l'alimentation liquide et solide ;

2° Les fonctions de juré doivent être attribuées à des personnes possédant les connaissances techniques nécessaires ;

3° Les jurés ne peuvent être investis de leurs fonctions qu'avec l'agrément de leur gouvernement ;

4° Le jury comporte trois degrés de juridiction ou instances.

Article 30.

Les récompenses se divisent en cinq catégories :

1° Grands prix ;
2° Diplômes d'honneur ;
3° Médailles d'or ;
4° Médailles d'argent ;
5° Médailles de bronze.

En outre, il peut être attribué, sur la proposition des exposants récompensés ou membres du jury, des diplômes à leurs collaborateurs ou coopérateurs.

Before the opening of the exhibition exhibitors, either in the general sections or in their national pavilions, who do not wish to receive awards, should make a declaration to that effect to the administration of the exhibition through the intermediary of their commissioners or delegates.

Members of the jury are necessarily debarred from receiving awards.

Article 28.

Participation in an exhibition is either free or conditional.

Participation is free when all goods may be admitted to the exhibition provided that the exhibitor has made his application in due time and has fulfilled the general conditions governing such application.

Participation is conditional when the general regulations stipulate that the articles admitted to the exhibition must satisfy certain special stipulations, such as sound manufacture or originality.

In this event the regulations of the exhibition shall contain a clause, to which the invited countries can refer, indicating the procedure to be adopted by the organising country for the admission of exhibits to its national section ; each country retaining, however, the right of adapting such procedure in the manner that it deems most appropriate in its own case.

Article 29.

The appraising and judging of the exhibits shall be entrusted to an international jury, set up in accordance with the following rules :

(1) Each country shall be represented on the jury in proportion to the part it takes in the exhibition, having regard particularly to the number of its exhibitors, not including collaborators and co-operators, and to the area which they occupy.

Each country shall have the right to at least one juror in every class in which its goods are exhibited, except in cases where the administration of the exhibition and the commissioner or delegate of the country concerned are agreed that such representation is not justified by the extent of its participation in that class.

No country may have more than seven jurors in any one class ; this limitation shall not, however, apply to the classes of food products, liquid and solid.

(2) The functions of juror shall be assigned to persons having the necessary technical knowledge.

(3) Jurors may not be appointed except with the approval of their Government.

(4) The jury shall comprise three grades of jurisdiction.

Article 30.

The awards shall be divided into five grades :

(1) Grands prix.
(2) Diplomas of honour.
(3) Gold medals.
(4) Silver medals.
(5) Bronze medals.

In addition, diplomas may be awarded, on the recommendation of exhibitors gaining awards or of members of the jury, to their collaborators and co-operators.

La qualité de membre du jury peut être mentionnée par le titulaire de cette fonction dans tous les cas où les exposants sont autorisés à rappeler leurs récompenses.

La qualification de « hors concours » est désormais interdite tant pour les membres du jury que pour les exposants qui ont demandé à rester en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 31.

Le Palmarès de l'exposition sera enregistré au Bureau international. Les lauréats ne pourront se prévaloir des récompenses accordées qu'à la condition de mentionner, après la récompense, le titre exact de l'exposition. Ils seront autorisés à ajouter à cette mention le monogramme du Bureau international. Le Bureau international des expositions fera connaître au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, les expositions enregistrées et lui fera parvenir les palmarès.

Article 32.

Il sera établi, par les soins du Bureau international, des règlements type fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et déterminant le mode d'attribution des récompenses. L'adoption en sera recommandée aux pays organisateurs.

TITRE VI.

Dispositions finales.

Article 33.

La présente convention sera ratifiée :

a) Chaque gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que sept gouvernements se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il y sera procédé au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

b) Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

c) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des pays qui y prennent part et par le ministre des Affaires étrangères de la République française.

d) Les Gouverements des pays signataires qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de ratification dans les conditions prescrites au paragraphe *a)* du présent article pourront le faire ultérieurement au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument de ratifications.

e) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification et des notifications mentionnées à l'alinéa précédent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux gouvernements qui ont signé la présente convention ou y ont adhéré. Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Gouvernement français fera connaître en même temps la date à laquelle il aura reçu la notification.

Article 34.

a) La présente convention ne s'applique de plein droit qu'aux territoires métropolitains des pays contractants ;

Persons appointed as members of the jury may describe themselves as such in all cases where exhibitors are authorised to mention their awards.

The description " hors concours " is henceforth prohibited both for members of the jury nd for exhibitors who have abstained from competing for awards.

Article 31.

The list of awards shall be registered at the International Bureau. The recipients of awards may only announce their awards on condition that such announcement includes the exact title of the exhibition. They shall be authorised to add to such announcement the monogram of the International Bureau. The International Exhibitions Bureau shall inform the International Industrial Property Bureau at Berne of the exhibitions registered, and shall send that Bureau the lists of awards.

Article 32.

The International Bureau shall establish model regulations setting forth the general conditions for the composition and functioning of juries and determining the method of granting awards. The adoption of such regulations shall be recommended to organising countries.

SECTION VI.

FINAL PROVISIONS.

Article 33.

The present convention shall be subject to ratification :

(a) Each Government, as soon as it is ready to take part in a deposit of ratifications, shall so notify the French Government. As soon as seven Governments shall have so declared themselves ready, the deposit of ratifications shall take place, on a day appointed by the French Government, within a month of the date of the receipt by that Government of the last notification.

(b) The ratifications shall be deposited in the archives of the French Government.

(c) The deposit of ratifications shall be verified by a *procès-verbal* signed by the representatives of the Governments taking part therein and by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic.

(d) The Governments of signatory countries which have not been ready to deposit their ratifications under the conditions set forth in paragraph *(a)* of the present Article, may do so subsequently by means of a written notification addressed to the Government of the French Republic and accompanied by the instruments of ratification.

(e) Certified copies of the *procès-verbal* of the first deposit of ratifications, and of the notifications referred to in the preceding paragraph, shall be immediately transmitted, through the intermediary of the French Government, by the diplomatic channel to the Governments which have signed the present convention or have acceded thereto. In the case of notifications received under the preceding paragraph, the French Government shall also state the dates on which they have been received.

Article 34.

(a) The present convention applies *ipso facto* to the metropolitan territories only of the contracting countries.

b) Si un pays en désire la mise en vigueur dans ses colonies, protectorat, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sans mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce gouvernement.

Si ce procédé est choisi, le Gouvernement français transmettra aux gouvernements des pays signataires et adhérents, copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue ;

c) Les expositions qui ne comprennent que les produits de la métropole et des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, sont considérés comme expositions nationales, et par suite non visées par la présente convention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette convention a été étendue . ces territoires.

Article 35.

a) Après l'entrée en vigueur de la présente convention tout pays non signataire pourra y adhérer à toute époque.

b) A cet effet, il notifiera, par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français son adhésion, qui sera déposée dans les archives de ce gouvernement.

c) Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux gouvernements des pays signataires et adhérents copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

Article 36.

La présente convention produira effet, pour les pays contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un mois après la date du procès-verbal. Pour les pays qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront ainsi que pour les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat non mentionnés dans les instruments de ratification, la convention produira effet un mois après la date de réception des notifications prévues aux articles 33, alinéa *d)* ; 34, alinéa *b)* ; 35, alinéa *b)*.

Article 37.

Les pays contractants ne peuvent pas dénoncer la présente convention avant un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

La dénonciation pourra alors être effectuée à toute époque par une notification adressée au Gouvernement de la République française. Elle produira ses effets un an après la date de réception de cette notification. Copie certifiée conforme de la notification, avec indication de la date à laquelle elle a été reçue, sera immédiatement transmise par le Gouvernement de la République française aux gouvernements des pays signataires et adhérents.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous suzeraineté ou sous mandat.

Article 38.

Si, par suite de dénonciations, le nombre des pays contractants était réduit à moins de sept, le Gouvernement de la République française convoquerait aussitôt une conférence internationale pour convenir de toutes mesures à prendre.

(b) If a country desires the convention to apply to its colonies, protectorates, overseas territories, and territories under suzerainty or mandate, a statement to that effect shall be included in its ratification. or form the subject of a notification addressed in writing to the French Government. Any such notification shall be deposited in the archives of that Government.

If the latter procedure is adopted, the French Government shall transmit to the Governments of signatory or acceding countries a certified copy of such notification, showing the date at which it was received.

(c) Exhibitions which include only the products of a metropolitan country and of its colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate shall be considered as national exhibitions, and, in consequence, not subject to the present convention, whether or not the convention may be in force in such territories.

Article 35.

(a) At any time after the coming into force of the present convention any non-signatory country may accede thereto.

(b) Such accession may be effected by a notification in writing transmitted through the diplomatic channel to the French Government. Such notifications of accession shall be deposited in the archives of that Government.

(c) The French Government shall transmit immediately to the Governments of all signatory and acceding countries certified copies of any such notifications, showing the dates on which they were received.

Article 36.

The present convention shall come into force, in respect of the countries which have taken part in the first deposit of ratifications, one month after the date of the *procès-verbal* thereof. In the case of countries which ratify subsequently or accede thereto, and in respect of colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate not included in ratifications, the convention shall take effect one month after the date of receipt of the notifications provided for in Articles 33, paragraph *(d)* ; 34, paragraph *(b)* ; 35, paragraph *(b)*.

Article 37.

The present convention shall not be capable of being denounced until a period of five years has elapsed since the date of its coming into force.

Thereafter notifications of denunciation may be addressed to the Government of the French Republic and shall take effect one year after the date of their receipt. Certified copies of such notifications, showing the date on which they were received, shall be immediately transmitted by the Government of the French Republic to the Governments of all countries which have signed or acceded to the present convention.

The provisions of the present Article apply also to colonies, protectorates, overseas territories and territories under suzerainty or mandate.

Article 38.

If, by reason of denunciations, the number of contracting countries is reduced to less than seven, the Government of the French Republic shall immediately summon an international conference to consider what measures shall be taken.

Article 39.

Le Gouvernement de la République française communiquera également au Bureau international, copie de toutes ratifications, adhésions et dénonciations.

Article 40.

La présente convention pourra être signée à Paris jusqu'au 30 avril 1929.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-après désignés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique à tous gouvernements des pays représentés à la Conférence de Paris.

Pour l'Albanie :

Dr Stavro STAVRI.

Pour l'Allemagne :

Dr Peter MATHIES.
Emil WIEHL.
Dr Hanns HEIMAN.

Pour l'Australie :

F. C. FARAKER.

Pour l'Autriche :

GRUNBERGER.

Pour la Belgique :

E. de GAIFFIER

Pour le Brésil :

F. GUIMARAES.

Pour le Canada :

Philippe ROY.

Pour la Colombie :

José DE LA VEGA.

Pour Cuba :

HERNANDEZ PORTELA.

Article 39.

The Government of the French Republic shall communicate to the International Bureau copies of all ratifications, accessions and denunciations.

Article 40.

The present convention shall remain open for signature at Paris until the 30th April, 1929.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present convention.

Done at Paris on the 22nd November, 1928, in one copy which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which certified copies shall be transmitted through the diplomatic channel to the Governments of all countries represented at the Conference of Paris.

For Albania :

Dr. Stavro STAVRI.

For Germany :

Dr. Peter MATHIES.
Emil WIEHL.
Dr. Hanns HEIMAN.

For Australia :

F. C. FARAKER.

For Austria :

GRUNBERGER

For Belgium :

E. DE GAIFFIER.

For Brazil :

F. GUIMARAES.

For Canada :

Philippe ROY.

For Colombia :

José DE LA VEGA.

For Cuba :

HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

H. A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine :

Dr T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne :

Carlos DE GOYENECHE.

Pour la France :

P. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. Roger SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce :

N. POLITIS.

Pour le Guatémala :

José MATOS.

Pour Haïti :

NEMOURS.

Pour la Hongrie :

Frédéric VILLANI.

Pour l'Italie :

Giovanni BELLI.

Pour le Japon :

H. KAWAI.

Pour le Maroc :

J. NACIVET.

For Denmark :

H. A. BERNHOFT.

For the Dominican Republic :

Dr. T. FRANCO FRANCO.

For Spain :

Carlos DE GOYENECHE.

For France :

F. CHAPSAL :
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. Roger SANDOZ.
Baron THÉNARD.

For Great Britain and Northern Ireland :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

For Greece :

N. POLITIS.

For Guatemala :

José MATOS.

For Hayti :

NEMOURS.

For Hungary :

Frédéric VILLANI.

For Italy :

Giovanni BELLI.

For Japan :

H. KAWAI.

For Morocco :

J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas :

E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou :

M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne :

Othon WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie :

Const. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Milivoj PILYA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par S. M. le Roi avec approbation du Riksdag.

Albert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse :

DUNANT.
Dr M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

Pour la Tunisie :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

For the Netherlands :

E. H. KRELAGE.

For Peru :

M. H. CORNEJO.

For Poland :

Othon WECLAWOWICZ.

For Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

For Roumania :

Const. DIAMANDY.

For Yugoslavia :

Milivoj PILYA.

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King, with the approval of the Riksdag.

Albert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

For Switzerland :

DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

For Tunis :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

N. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

PROTOCOLE

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 17 janvier 1931.

Les plénipotentiaires soussignés, réunis à la date de ce jour, ont émis les vœux suivants, qu'ils croient devoir spécialement recommander à leurs gouvernements respectifs :

PREMIER VŒU.

La Conférence a été appelée à constater la difficulté de différencier nettement les Expositions et les Foires. Elle estime que l'application de la présente convention ne donnera pleine satisfaction que lorsque toutes les manifestations de présentation de modèles et d'échantillons, de quelque nature qu'elles soient, seront réglementées.

La Conférence émet le vœu que la question de la réglementation des foires et autres manifestations non visées par la convention soit étudiée dans les dix-huit mois qui suivront la signature de la présente convention par une conférence qui établirait une convention réglementant ces diverses manifestations.

La Conférence émet le vœu qu'une commission composée des représentants des pays dont les délégués ont été appelés à présider les commissions et sous-commissions de la présente conférence, à savoir : France, Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Italie, Belgique, Brésil, Espagne, Japon, Pays-Bas, Suède et Suisse, et à laquelle la Chambre de commerce internationale sera associée, soit convoquée, par les soins du Gouvernement français, pour préparer un projet de convention à soumettre à la conférence projetée.

Cette commission, après avoir nommé son président, consultera les grands organismes économiques des différents pays et les organisations de foires et fera un rapport destiné à appuyer le texte qu'elle présentera à l'approbation de la future conférence.

En raison de la connexité existant entre les expositions et les foires, cette commission aura compétence pour étudier les moyens d'application de la convention concernant les expositions, et préparer un projet de règlement du Bureau international à soumettre au conseil d'administration de cette institution.

DEUXIÈME VŒU.

La Conférence émet le vœu qu'il ne soit réclamé à l'exposant, en raison de l'activité commerciale qu'il déploie dans son stand, aucune imposition de caractère fiscal, à condition toutefois que cet exposant ne fasse pas d'opérations de vente à emporter, mais qu'il se borne seulement à prendre des commandes.

TROISIÈME VŒU.

La conférence émet le vœu que les droits de douane ne soient pas élevés sur les articles susceptibles d'être exposés, durant les six mois qui précèdent l'ouverture de l'exposition et jusqu'à la fin de celle-ci et que ne soit appliquée aucune augmentation desdits droits à toutes marchandises importées pendant un délai d'un an après la clôture de l'exposition, par suite de commandes prises et dûment enregistrées auprès du commissariat de l'exposition.

QUATRIÈME VŒU.

La Conférence émet le vœu que ne soient pas admis à figurer à l'exposition les objets et les produits portant faussement comme indication de provenance le nom d'un pays, d'une localité ou d'une ville déterminée, et que le représentant des pays intéressés soit autorisé à en demander l'exclusion.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOL

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, January 17, 1931.

At a meeting held on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries adopted the following recommendations, which they consider it desirable to submit to the special attention of their respective Governments :

RECOMMENDATION No. 1.

The Conference has been forced to recognise the difficulty of clearly distinguishing between Exhibitions and Fairs. The Committee considers that the present Convention will not give complete satisfaction until all types of organised displays of models and samples are officially regulated.

The Conference recommends that the question of the regulation of Fairs and other displays not covered by the Convention should be investigated within eighteen months of the signature of the present Convention by a Conference empowered to draw up a Convention regulating such displays.

The Conference recommends that a Committee should be summoned by the French Government to prepare a draft Convention for submission to the proposed Conference. This Committee should consist of the representatives of the countries whose delegates have presided over the Committees and Sub-Committees of the present Conference, viz., France, Germany, Great Britain, and Northern Ireland, Italy, Belgium, Brazil, Spain, Japan, the Netherlands, Sweden and Switzerland, and the International Chamber of Commerce should be invited to take part in its discussions.

After electing its Chairman this Committee shall consult the leading economic organisations in the various countries and the Fairs organisations, and shall make a report in support of the text to be submitted to the future Conference for its approval.

In view of the connection between Exhibitions and Fairs, this Committee shall be empowered to examine the means of applying the Convention relating to Exhibitions and to prepare draft regulations for the International Bureau for submission to the Administrative Council of this body.

RECOMMENDATION No. 2.

The Conference recommends that exhibitors should not be required to pay tax in respect of the commercial activities exercised within the limits of their stands, provided always that such activities do not include the sale of articles delivered on the spot and are confined to the mere booking of orders.

RECOMMENDATION No. 3.

The Conference recommends that Customs duties on articles capable of being exhibited should not be raised during the six months preceding the opening of the Exhibition, or before the latter is closed, and that no increase in such duties should be applied to goods imported within one year of the end of the Exhibition as the result of orders booked and duly registered with the Exhibition authorities.

RECOMMENDATION No. 4.

The Conference recommends that the exhibition of articles and products wrongly marked as having originated in a given country, district or town should not be permitted, and that the representative of the countries concerned should be entitled to request that such articles and products should be rejected by the exhibition authorities.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie :

Dr Stavro Stavri.

Pour l'Allemagne :

Dr Peter Mathies.
Emil Wiehl.
Dr Hanns Heiman.

Pour l'Australie :

F. C. Faraker.

Pour la Belgique :

E. de Gaiffier.

Pour le Brésil :

F. Guimaraes.

Pour le Canada :

Philippe Roy.

Pour la Colombie :

José de la Vega.

Pour Cuba :

R. Hernandez Portela.

Pour le Danemark :

H. A. Bernhoft.

Pour la République Dominicaine :

Dr T. Franco Franco.

Pour l'Espagne :

Carlos de Goyeneche.

Pour la France :

P. Chapsal.
Charmeil.
R. Coulondre.
J. Lesoufache.
G. Roger Sandoz.
Baron Thénard.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Paris, on the twenty-second day of November, one thousand nine hundered and twenty-eight.

For Albania :

Dr Stavro STAVRI

For Germany

Dr. Peter MATHIES.
Emil WIEHL.
Dr Hanns HEIMAN

For Australia :

F. C FARAKER.

For Belgium :

E. DE GAIFFIER.

For Brazil :

F. GUIMARAES.

For Canada :

Philippe ROY.

For Colombia :

José DE LA VEGA.

For Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

For Denmark :

H. A. BERNHOFT.

For the Dominican Republic :

Dr. T. FRANCO FRANCO.

For Spain :

Carlos DE GOYENECHE.

For France :

F. CHAPSAL :
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. Roger SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce :

N. POLITIS.

Pour le Guatémala :

José MATOS.

Pour Haïti :

NEMOURS.

Pour la Hongrie :

Frédéric VILLANI.

Pour l'Italie :

Giovanni BELLI.

Pour le Japon :

H. KAWAI.

Pour le Maroc :

J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas :

E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou :

M. H. CORNEJO.

Pour le Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie :

Const. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Milivoj PILYA.

For Great Britain and Northern Ireland :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

For Greece :

N. POLITIS.

For Guatemala :

José MATOS.

For Hayti :

NEMOURS .

For Hungary :

Frédéric VILLANI.

For Italy :

Giovanni BELLI.

For Japan :

H. KAWAI.

For Morocco :

J. NACIVET.

For the Netherlands :

E. H. KRELAGE.

For Peru :

M. H. CORNEJO.

For Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

For Roumania :

Const. DIAMANDY.

For Yugoslavia :

Milivoj PILYA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par S. M. le Roi avec approbation du Riksdag.

Albert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse :

DUNANT.
Dr M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

Pour la Tunisie :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 17 janvier 1931.

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis à la date de ce jour, à l'effet de procéder à la signature de la convention concernant les expositions internationales.

La Délégation belge fait constater que la présente convention ne s'applique pas aux expositions pour lesquelles une invitation officielle a déjà été adressée, par la voie diplomatique, aux pays étrangers et notamment à l'Exposition internationale organisée à Bruxelles en 1935.

Les Délégations des Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, et de l'Etat libre de l'Irlande déclarent qu'elles considèrent que la convention pour le règlement des expositions internationales ne concerne pas les expositions qui pourraient être tenues par un membre de la Communauté britannique des Nations et dont la participation serait limitée aux autres membres de la Communauté britannique des Nations.

Au moment de procéder à la signature de la Convention concernant les expositions internationales, la Délégation italienne tient à préciser que sa signature est apposée *ad referendum* et sous

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King, with the approval of the Riksdag.

Abert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

For Switzerland :

DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

For Tunis :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

N. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M RAFALOFF.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 17, 1931.

The undersigned plenipotentiaries are assembled on this day's date for the purpose of signing the convention relating to international exhibitions.

The Belgian delegation draws attention to the fact that the present convention does not apply to exhibitions for which invitations have already been issued, through the diplomatic channel, to foreign countries, and, in particular, to the International Exhibition to be organised at Brussels in 1935.

The delegations of the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand and the Irish Free State declare that they do not interpret the Convention for the Regulation of International Exhibitions as applying to exhibitions held by one member of the British Commonwealth of Nations and limited as regards participation to the other members of the British Commonwealth of Nations.

At the moment of signing the Convention for the Regulation of International Exhibitions, the Italian delegation declares that it signs *ad referendum* and subject to further instructions from its

[1] Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

[1] Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

réserve de communications éventuelles de son gouvernement, notamment en ce qui concerne l'inclusion dans les dispositions de la Convention des expositions scientifiques ayant une durée dépassant trois semaines et organisées à l'occasion de congrès internationaux.

Au moment de procéder à la signature du protocole annexé à la convention concernant les expositions internationales, la Délégation italienne déclare qu'il ne lui est pas possible de se rallier au quatrième vœu exprimé dans ce protocole, l'Italie n'ayant pas adhéré à la Convention[1] de Madrid du 14 avril 1891, revisée à Washington le 2 juin 1911, sur la répression des fausses indications d'origine.

La Délégation japonaise émet le vœu que l'invitation diplomatique adressée par le ays organisateur d'une exposition spéciale soit envoyée au moins un an et demi à l'avance au Japon, pour tenir compte de la situation géographique de ce pays.

La Délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare que pour l'application de la règle de l'article 4 de la convention, selon laquelle un délai d'au moins cinq ans doit séparer deux expositions spéciales de même nature organisées dans un même pays, le Gouvernement de l'Union des Républiques soiétistes socialistes se réserve de tenir compte séparément de chacune des six Républiques Membres de l'Union, à savoir celles de Russie, de l'Ukraine, de la Fédération transcaucasienne, de Russie Blanche, de Turkmenistan et d'Usbekistan.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie :

Dr Stavro STAVRI.

Pour l'Allemagne :

Dr Peter MATHIES.
Emil WIEHL.
Dr Hans HEIMAN.

Pour l'Australie :

F. C. FARAKER.

Pour la Belgique :

E. de GAIFFIER.

Pour le Brésil :

F. GUIMARAES.

Pour le Canada :

Philippe ROY.

Pour la Colombie :

José DE LA VEGA.

Pour Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

H. A. BERNHOFT.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 801.

Government, in particular with reference to the inclusion under the provisions of the convention of Scientific Exhibitions of more than three weeks' duration and held in connection with International Congresses.

At the moment of signing the protocol annexed to the Convention for the Regulation of International Exhibitions, the Italian delegation declares that it cannot accept the fourth recommendation set out therein, for the reason that Italy is not a party to the Convention[1] signed at Madrid on the 14th April, 1891, and revised at Washington on the 2nd June, 1911, relating to the prevention of false marks of origin.

The Japanese delegation expresses the wish that any diplomatic invitation addressed by the country in which a special exhibition is organised may be sent to Japan at least one year and a half in advance, in view of the geographical situation of that country.

The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics declares that, in the application of the provisions of Article 4 of the convention, whereby an interval of at least five years must elapse between two special exhibitions of the same kind organised in the same country, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right to regard as separate countries the six Republics members of the Union, to wit, Russia, the Ukraine, the Trans-Caucasian Federation, White Russia, Turkmenistan and Uzbekistan.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present protocol.

Done at Paris, the 22nd November, 1928.

For Albania :

Dr. Stavro STAVRI.

For Germany :

Dr. Peter MATHIES.
Emil WIEHL.
Dr. Hanns HEIMAN.

For Australia :

F. C. FARAKER.

For Belgium :

E. DE GAIFFIER.

For Brazil :

F. GUIMARAES.

For Canada :

Philippe ROY.

For Colombia :

José DE LA VEGA.

For Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

For Denmark :

H. A. BERNHOFT.

[1] *British and Foreign State Papers,* Vol. 104, page 137.

Pour la République Dominicaine :

Dr T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne :

Carlos DE GOYENECHE.

Pour la France :

P. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. Roger SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce :

N. POLITIS.

Pour le Guatémala :

José MATOS.

Pour Haïti :

NEMOURS.

Pour la Hongrie :

Frédéric VILLANI.

Pour l'Italie :

Giovanni BELLI.

Pour le Japon :

H. KAWAI.

Pour le Maroc :

J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas :

E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou :

M. H. CORNEJO.

For the Dominican Republic :

Dr. T. FRANCO FRANCO.

For Spain :

Carlos DE GOYENECHE.

For France :

F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. Roger SANDOZ.
Baron THÉNARD.

For Great Britain and Northern Ireland :

E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

For Greece :

N. POLITIS.

For Guatemala :

José MATOS.

For Hayti :

NEMOURS.

For Hungary :

Frédéric VILLANI.

For Italy :

Giovanni BELLI.

For Japan :

H. KAWAI.

For Morocco :

J. NACIVET.

For the Netherlands :

E. H. KRELAGE.

For Peru :

M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne :

La Délégation de la Pologne, en signant la présente Convention tient à communiquer que le Gouvernement polonais a l'intention d'organiser une Exposition générale internationale à Varsovie en 1943 et qu'elle considère que cette déclaration n'est pas contraire aux engagements qu'elle prend en signant la Convention.

Othon WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie :

Const. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Milivoj PILYA.

Pour la Suède :

Sous réserve de ratification par S. M. le Roi avec approbation du Riksdag.

Albert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse :

DUNANT.
Dr M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

Pour la Tunisie :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

For Poland :

The Polish delegation, in signing the present convention, intimates that the Polish Government intends to organise a general international exhibition at Warsaw in 1943, and that it considers that this declaration is not inconsistent with the engagements undertaken in signing the convention.

Othon WECLAWOWICZ.

For Portugal :

A. DA GAMA OCHOA.

For Roumania :

Const. DIAMANDY.

For Yugoslavia :

Milivoj PILYA.

For Sweden :

Subject to ratification by His Majesty the King, with the approval of the Riksdag.

Albert EHRENSVARD.
Joseph SACHS.
S. BERJIUS.

For Switzerland :

DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
Gustav BRANDT.

For Tunis :

H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

N. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

N° 2599.

PAYS-BAS ET PERSE

Traité d'amitié, avec protocole final. Signés à Téhéran, le 12 mars 1930.

THE NETHERLANDS AND PERSIA

Treaty of Friendship, with Final Protocol. Signed at Teheran, March 12, 1930.

N° 2599. — TRAITÉ [1] D'AMITIÉ ENTRE LES PAYS-BAS ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 12 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 17 janvier 1931.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE, d'une part, et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, d'autre part, également animés du désir de consolider les rapports d'amitié traditionnels entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence M. Mohammad Ali Khan FARZINE, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. Leendert Pieter Johan DE DECKER, chargé d'Affaires des Pays-Bas, à Téhéran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre l'Empire de Perse et le Royaume des Pays-Bas, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour continuer leurs relations diplomatiques conformément aux principes et à la pratique du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, sur le territoire de l'autre, à charge de réciprocité, le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international, traitement qui ne pourra, en aucun cas être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 17 décembre 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2599. — TREATY[2] OF FRIENDSHIP BETWEEN THE NETHERLANDS AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, MARCH 12, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place January 17, 1931.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the one part, and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, of the other part, being equally desirous of strengthening the traditional friendly relations between the two States, have decided to conclude a Treaty of Friendship ond have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency M. Mohammad Ali Khan FARZINE, Minister for Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Monsieur Leendert Pieter Johan DE DECKER, Chargé d'Affaires of the Netherlands at Teheran,

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Persian Empire and the Kingdom of the Netherlands, and between the nationals of both States.

Article II.

The High Contracting Parties agree to continue their diplomatic relations in accordance with the principles and practice of general international law. They agree that the diplomatic representatives of each of them shall receive in the territory of the other, subject to reciprocity, the treatment consecrated by the principles and practice of general international law, wich treatment shall in no case be less favourable than that granted to the diplomatic representatives of the most favoured nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Teheran, December 17, 1930.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre elles à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les traités et conventions conclus ou à conclure, y compris l'article 2 du présent traité et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également le cas échéant à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige le tribunal sera formé sur la demande d'une des Hautes Parties contractantes et de la façon suivante : dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chacun des deux Etats désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un Etat tiers.

Si, à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'Etat défendeur n'a pas désigné l'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'Etat demandeur, par le président de la Cour permanente de Justice internationale parmi les ressortissants de l'Etat défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis, saisissant le tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas où le délai de deux mois écoulé, les deux Etats ne se seraient pas entendus sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au tribunal arbitral saisi par l'Etat demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au tribunal arbitral ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le différend dans un délai raisonnable qui devra d'ailleurs être fixé dans le règlement de procédure, les Hautes Parties contractantes choisiront d'un commun accord encore trois arbitres, à moins qu'elles ne soient tombés d'accord de ne nommer ensemble qu'un seul tiers arbitre. Ces arbitres devront être ressortissants d'un ou de plusieurs Etats tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix des arbitres ou de l'arbitre susvisés, dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination de ces arbitres ou du tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de nommer les trois arbitres ou le tiers arbitre, parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation des trois arbitres ou du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation des trois arbitres ou du tiers arbitre, et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, les trois arbitres se joindront ou le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal ainsi formé déterminera sa procédure et réglera le différend.

Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de traités ou conventions et qui n'auraient pu être réglés de façon satisfaisante par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Les Hautes Parties contractantes conviennent au surplus que, au cas où elles viendraient toutes deux à adhérer à l'Acte général d'arbitrage du 26 septembre 1928 [1] ou au Protocole relatif

[1] Vol. XCIII, page 343 ; vol. C, page 260 ; vol. CVII, page 529, de ce recueil ; et page 414, de ce volume.

Article III.

The High Contracting Parties agree to submit to arbitration all disputes which may arise between them in respect of the application or interpretation of the provisions of all treaties and conventions already concluded or which may be concluded, hereafter, including Article 2 of the present Treaty, and which it has not been possible to settle in a friendly manner within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

This provision shall also apply, if the case arise, to the prior question whether the dispute relates to the interpretation or application of the said treaties and conventions.

The decision of the arbitral tribunal shall be binding on the Parties.

The tribunal shall be constituted for each dispute, at the request of one of the High Contracting Parties, in the following manner : within three months from the date on which the request has been notified, each of the two States shall nominate an arbitrator, who may be chosen from its nationals or the nationals of a third State.

If on the expiry of the above-mentioned period of three months the defendant State has not nominated an arbitrator, the said arbitrator shall be chosen, on application being made by the plaintiff State, from among the nationals of the defendant State by the President of the Permanent Court of International Justice.

Within a further period of two months the Parties shall agree as to the terms of the submission, laying the dispute before the arbitral tribunal, determining its competence, setting forth the points at issue and fixing the procedure to be followed with a view to finding a solution for them. If when the period of two months has expired the two States have not agreed as to the submission, the arbitral tribunal before which the plaintiff State has laid the matter shall be responsible for drawing up the submission.

Should the two arbitrators not be able to agree as to the drawing up of a submission within two months from the date on which the arbitral tribunal has been asked to do so, or should the two arbitrators be unable to settle the dispute within a reasonable period to be fixed by the rules of procedure, the High Contracting Parties shall, by joint agreement, choose three further arbitrators, unless they have agreed jointly to appoint one single third arbitrator. The said arbitrators must be nationals of one or more States other than the Parties to the dispute. Should the States not agree on the choice of the above-mentioned arbitrators or arbitrator within two months from the date on which the request for the nomination of the said arbitrators or third arbitrator has been made, they shall jointly apply, or failing joint application within a fresh period of two months, whichever of them takes action first shall apply, to the President of the Permanent Court of International Justice to appoint the three arbitrators or the third arbitrator from among nationals of States not parties to the dispute. By mutual agreement between the Parties a list of third States to which his choice should be limited may be communicated to him. The Parties reserve the right to agree beforehand, for a given period, on the appointment of the three arbitrators or the third arbitrator.

Should it have been necessary to nominate the three arbitrators or the third arbitrator, and no submission agreed upon between the two Contracting States has determined the procedure to be followed after such nomination, the three arbitrators shall meet, or the third arbitrator shall meet with the first two arbitrators, and the tribunal thus formed shall decide on its procedure and settle the dispute.

All decisions of the arbitral tribunal shall be taken by a majority.

In the case of any dispute other than those which are connected with the application or interpretation of treaties and conventions and which it has not been possible to settle in a satisfactory manner by the normal methods of diplomacy, the High Contracting Parties, mindful of their obligations as Members of the League of Nations, agree to resort only to means of peaceful settlement. In each case they shall determine by special submission the procedure which appears to them to be the most suitable.

The High Contracting Parties further agree that should they both accede to the General Act of Arbitration of September 26, 1928[1], or to the Protocol concerning the compulsory jurisdiction

[1] Vol. XCIII, page 343 ; Vol. C, page 260 ; Vol. CVII, page 529, of this Series; and page 414, of this Volume.

à la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale du 16 décembre 1920[1], les stipulations de ces actes se trouveraient éventuellement d'application, nonobstant les dispositions du présent article.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois à dater de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 12 mars 1930 (21 esfand mah 1308 solaire).

(L. S.) *(Signé)* M. FARZINE. *(L. S.)* *(Signé)* L. P. J. DE DECKER.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité d'amitié conclu aujourd'hui entre l'Empire de Perse et le Royaume des Pays-Bas, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration suivante qui constituera partie intégrante du traité même.

Il est entendu que :

Ad. Article 3. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'examiner à nouveau les dispositions de l'article 3 du présent traité à l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'échange des ratifications de ce traité. Si l'une des Parties contractantes notifie à l'autre, six mois avant l'expiration de ce délai, son désir de ne pas maintenir en vigueur l'article 3, cet article perdra son effet à la date où le terme de dix ans sera écoulé. A défaut de telle dénonciation, l'article demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

TÉHÉRAN, *le* 12 *mars* 1930 (21 *esfand mah* 1308 *solaire*)

(L. S.) *(Signé)* M. FARZINE. *(L. S.)* *(Signé)* L. P. J. DE DECKER.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIII, page 492 ; vol. CVII, page 461, de ce recueil; et page 402, de ce volume.

of the Permanent Court of International Justice of December 16, 1920[1], the provisions of these Acts shall then be applicable, notwithstanding the stipulations of the present Article.

Article IV.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall enter into force one month after the exchange of the instruments of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, March 12, 1930 (solar year 21 esfand mah 1308).

(L.S.) (Signed) M. FARZINE. *(L.S.) (Signed)* L. P. J. de DECKER.

FINAL PROTOCOL.

On the occasion of signing the Treaty of Friendship concluded to-day between the Persian Empire and the Kingdom of the Netherlands, the undersigned Plenipotentiatries have made the following declaration, which shall constitute an integral part of the Treaty itself.

It is understood that :

Ad Article 3. The High Contracting Parties reserve the right to reexamine the provisions of Article 3 of the present Treaty on the expiry of a period of ten years dating from the exchange of ratifications of this Treaty. Should one of the Contracting Parties notify the other, six months before the expiry of the said period, of its desire not to keep Article 3 in force, the said Article shall cease to take effect on the date on which the period of ten years expires. Failing such denunciation the Article shall remain in force for a further period of five years, and for similar periods thereafter.

TEHERAN, *March* 12, 1930 *(solar year* 21 *esfand mah* 1308*)*.

(L.S.) (Signed) M. FARZINE. *(L.S.) (Signed)* L. P. J. DE DECKER.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461, of this Series; and page 402, of this Volume.

N° 2600.

ESTONIE ET PAYS-BAS

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage estoniens et néerlandais. Signé à Tallinn, le 1er septembre 1930.

ESTONIA AND NETHERLANDS

Agreement regarding the reciprocal Recognition of Estonian and Dutch Tonnage Certificates. Signed at Tallinn, September 1, 1930.

N° 2600. — ARRANGEMENT[1] ENTRE L'ESTONIE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE ESTONIENS ET NÉERLANDAIS. SIGNÉ A TALLINN, LE 1er SEPTEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le Ministre des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 17 janvier 1931.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, et considérant que, dans LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE ainsi que dans LE ROYAUME DES PAYS-BAS, sauf une petite différence concernant le maximum accordé pour la déduction des espaces affectés à la force motrice, la même méthode (Système Moorsom) pour la détermination du tonnage des bâtiments de mer a été adoptée, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Ni les navires néerlandais jaugés selon le Décret royal du 21 août 1875 (Bulletin des lois n° 146), modifié par les Décrets royaux du 18 septembre 1899 (Bulletin des lois n° 208) et du 8 août 1913 (Bulletin des lois n° 349) ne seront soumis dans les ports de l'Estonie à aucun autre jaugeage, ni dans les ports des Pays-Bas les navires estoniens jaugés selon le Règlement du 7 novembre 1924, le tonnage inscrit dans leur certificat de jaugeage étant considéré comme basé sur le système appliqué aux navires du pays même.

Article 2.

Pour les navires néerlandais, à l'égard desquels la déduction pour les espaces affectés à la force motrice selon les instructions estoniennes doit être limitée jusqu'à 55% du tonnage brut, après qu'on en a déduit les espaces mentionnés dans le paragraphe 13 de ces instructions estoniennes, il sera inscrit par le jaugeur néerlandais sur le certificat de jaugeage une déclaration, dont résulte la déduction maximum mentionnée ci-dessus. Cette déclaration sera estimée à désigner pour le calcul du tonnage net de tels navires le déduction maximum selon les instructions estoniennes.

Article 3.

Le présent arrangement est également applicable aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, de sorte que les navires des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao jaugés selon

[1] Entré en vigueur le 17 janvier 1931.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2600. — AGREEMENT [2] BETWEEN ESTONIA AND THE NETHERLANDS REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF ESTONIAN AND DUTCH TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT TALLINN, SEPTEMBER 1st, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place January 17, 1931.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, and in view of the fact that in THE ESTONIAN REPUBLIC and in THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS, save for a slight difference in the maximum deduction allowed for propelling power space, the same method (Moorsom system) of determining the tonnage of sea-going vessels has been adopted, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Dutch vessels measured in accordance with the Royal Decree of August 21, 1875 (Legal Gazette No. 146) as modified by the Royal Decrees of September 18, 1899 (Legal Gazette No. 208) and of August 8, 1913 (Legal Gazette No. 349) shall not be subject to any further measurement in Estonian ports, and Estonian vessels measured in accordance with the Regulations of November 7, 1924 shall not be subject to any further measurement in the ports of the Netherlands, the tonnage entered in their tonnage certificate being regarded as determined in accordance with the system applied to vessels of the country itself.

Article 2.

In the case of Dutch vessels, for which the deduction for propelling power space imposed under Estonian instructions must be limited to 55% of the gross tonnage, after deducting the spaces mentioned in Paragraph 13 of the said Estonian instructions, the Dutch tonnage surveyor shall insert in the tonnage certificate a declaration on which the maximum deduction mentioned above shall be based. This declaration shall be made in such a way as to indicate the maximum deduction under the Estonian instructions so that the net tonnage of such vessels can be calculated.

Article 3.

The present Agreement shall also apply to the Dutch Indies, to Surinam and Curaçao, so that vessels of the Dutch Indies, Surinam and Curaçao which have been measured in accordance

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force January 17, 1931.

les Ordonnances en vigueur sur ces territoires à savoir l'Ordonnance du gouverneur-général des Indes néerlandaises du 11 mai 1927, l'Ordonnance du Gouverneur de Surinam du 28 novembre 1878 et l'Ordonnance du Gouverneur de Curaçao du 13 décembre 1876, ainsi que les règlements d'exécution y relatifs et les navires estoniens jaugés selon le règlement mentionné à l'article premier du présent arrangement, mouillés respectivement dans les ports estoniens et dans les ports des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, profiteront également des stipulations du présent arrangement et ne seront, par conséquent, soumis à aucune nouvelle opération de jaugeage.

Article 4.

Le présent arrangement restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement, qui entrera en vigueur trente jours après la réception par le Gouvernement de la Reine de la notification constatant sa ratification par l'Estonie.

Fait à Tallinn, le premier septembre mil neuf cent trente.

J. LATTIK. W. L. F. Ch. v. RAPPARD.

---

with the Ordinances in force in these territories, namely the Ordinance of the Governor-General of the Dutch Indies of May 11, 1927, the Ordinance of the Governor of Surinam of November 28, 1878, and the Ordinance of the Governor of Curaçao of December 13, 1876, and the regulations for carrying out the same, and Estonian vessels measured in accordance with the Regulations mentioned in Article 1 of the present Agreement, calling respectively in Estonian ports and in the ports of the Dutch Indies, of Surinam and of Curaçao, shall also come under the provisions of the present Agreement and therefore not be subject to any fresh measurement.

Article 4.

The present Agreement shall remain in force until the expiry of a period of three months from the date of its denunciation by either High Contracting Party.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement, which shall come into force thirty days after the receipt by Her Majesty's Government of the notification attesting its ratification by Estonia.

Done at Tallinn on September the first, one thousand nine hundred and thirty.

J. LATTIK. W. L. F. Ch. v. RAPPARD.

ANNEXE XXVIII.

ANNEX XXVIII.

ANNEXE XXVIII

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT DÉPOSÉES, ETC.

N° 11. — ARRANGEMENT [1] INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE « TRAITE DES BLANCHES ». SIGNÉ A PARIS, LE 18 MARS 1904.

ADHÉSIONS

GAMBIE, COLONIE ET PROTECTORAT. . .	14 avril	1931.
PROTECTORAT DE L'OUGANDA. . . .		
TERRITOIRE DE TANGANYIKA		

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 2 septembre 1931.

N° 170. — PROTOCOLE [2] DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

DISPOSITION FACULTATIVE

RATIFICATION

ITALIE . . . . . 7 septembre 1931.

[1] Vol. I, page 83 ; vol. III, page 254 ; vol. XI, page 354 ; et vol. CVII, page 456, de ce recueil.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; et vol. CVII, page 461, de ce recueil.

ANNEX XXVIII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ACCESSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY DEPOSITED, ETC.

No. 11.—INTERNATIONAL AGREEMENT [1] FOR THE SUPPRESSION OF THE " WHITE SLAVE TRAFFIC ". SIGNED AT PARIS, MARCH 18, 1904.

ACCESSIONS.

GAMBIA, COLONY AND PROTECTORATE . .	April 14,	1931.
PROTECTORATE OF UGANDA		
TERRITORY OF TANGANYIKA		

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 2, 1931.

No. 170. — PROTOCOL [2] OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

OPTIONAL CLAUSE.

RATIFICATION.

ITALY . . . . . September 7, 1931.

[1] Vol. I, page 83 ; Vol. III, page 254 ; Vol. XI, page 354 ; and Vol. CVII, page 456, of this Series.

[2] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; and Vol. CVII, page 461, of this Series.

N° 269. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

RATIFICATION

LITHUANIE . . . . . 14 septembre 1931.

N° 678. — PROTOCOLE [2] RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

TCHÉCOSLOVAQUIE . . 18 septembre 1931.

N° 685. — CONVENTION [3] INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

RATIFICATION

BRÉSIL. . . . . 19 septembre 1931.

[1] Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; et vol. CVII, page 462, de ce recueil.

[2] Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 116 ; vol. L, page 161 ; vol. LIX, page 355 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXIII, page 393 ; vol. LXXXVIII, page 312 ; vol. XCVI, page 190 ; vol. C, page 211 ; Vol. CIV, pages 499 ; et vol. CVII, page 470, de ce recueil.

[3] Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; et vol. C, page 211, de ce recueil.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION[1] FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

RATIFICATION.

LITHUANIA . . . . September 14, 1931.

No. 678. — PROTOCOL [2] ON ARBITRATION CLAUSES. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

RATIFICATION.

CZECHOSLOVAKIA . September 18, 1931.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION [3] FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12, 1923.

RATIFICATION.

BRAZIL . . . . . September 19, 1931.

[1] Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXVII, page 418 ; Vol. XXXV, page 300 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; and Vol. CVII, page 462, of this Series.

[2] Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 116 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIX, page 355 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXIII, page 393 ; Vol. LXXXVIII, page 312 ; Vol. XCVI, page 190 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CIV, page 499 ; and Vol. CVII, page 470, of this Series.

[3] Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; and Vol. C, page 211, of this Series.

N° 775. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. GENEVÈ, LE 3 NOVEMBRE 1923.

RATIFICATION

Dépôt :

POLOGNE ... ... 4 septembre 1931.

ADHÉSION

LETTONIE ... ... 28 septembre 1931

No. 775. — INTERNATIONAL CONVENTION [1] RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

RATIFICATION.

Deposit :

POLAND ... ... September 4, 1931.

ACCESSION.

LATVIA ... ... September 28, 1931.

N° 954. — CONVENTION [2] COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925.

No. 954. — COMMERCIAL CONVENTION [2] BETWEEN HUNGARY AND POLAND. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 26, 1925.

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

SECOND PROTOCOLE ADDITIONNEL [4] A LA CONVENTION COMMERCIALE CONCLUE ENTRE LA POLOGNE ET LA HONGRIE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 27 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 24 septembre 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL [4] TO THE COMMERCIAL CONVENTION CONCLUDED BETWEEN HUNGARY AND POLAND AT BUDAPEST. MARCH 26, 1925. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 27, 1930.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place September 24, 1931.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF

[1] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

[2] Vol. XXXVII, page 151 ; et vol. CVII, page 476, de ce recueil.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[4] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 29 août 1931.

[1] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

[2] Vol. XXXVII, page 151 ; and Vol. CVII, page 476, of this Series.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[4] The exchange of ratifications took place at Warsaw, August 29, 1931.

RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir commun de faciliter le trafic ferroviaire entre la Pologne et la Hongrie, prenant en considération les modifications des rapports juridiques dans le domaine de la communication ferroviaire, survenues depuis la conclusion de la Convention commerciale entre les deux pays, ont décidé de substituer aux certaines dispositions de la Convention commerciale du 26 mars 1925, concernant les questions de communication ferroviaire des stipulations nouvelles et ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Le Chargé d'Affaires de Pologne à Budapest, M. Otmar DE LAZARSKI, conseiller de Légation,

M. Janusz BUTLER, conseiller ministériel, chef du Service des Communications, au Ministère de l'Industrie et du Commerce de Pologne ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. Alfred NICKL DE OPPAVÁR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Les dispositions de l'article XIII de la Convention commerciale du 26 mars 1925, ainsi que les dispositions des annexes C et D, y compris le protocole final, paragraphe V et VI à ladite convention seront remplacées par les stipulations sousindiquées.

Article XIII.

Pour toutes les questions relatives aux communications ferroviaires, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées arrêtés et signés à Genève, le 9 décembre 1923, ainsi que les dispositions de la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C. I. P.) et de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.) signées à Berne le 23 octobre 1924.

THE KINGDOM OF HUNGARY, being equally desirous of facilitating railway traffic between Poland and Hungary, taking into account the changes in the legal situation relative to railway communications which have occurred since the conclusion of the Commercial Convention between the two countries,

Have decided to substitute new stipulations for certain provisions of the Commercial Convention of March 26, 1925, regarding railway communications, and have appointed as their respective Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Otmar DE LAZARSKI, Chargé d'Affaires of Poland at Budapest, Councillor of Legation,

M. Janusz BUTLER, Ministerial Councillor, Head of the Communications Department in the Polish Ministry of Industry and Commerce,

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Alfred NICKL DE OPPAVÁR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director of the Economic Section of the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

The provisions of Article 13 of the Commercial Convention of March 26, 1925, together with the provisions contained in Annexes C and D, including the Final Protocol, paragraphs V and VI appended thereto, shall be replaced by the following stipulations :

Article XIII.

In all questions relative to railway communications, the High Contracting Parties shall in their mutual relations apply the Convention and Statute on the International Régime of Railways approved and signed at Geneva on December 9, 1923, together with the provisions of the International Convention concerning the Transport of Passengers and Baggage by Rail (J. C. P.) and of the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail (I. C. G.) signed at Berne, October 23, 1924.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone, du 20 avril 1921, sur la liberté du transit, avec les modifications et réserves suivantes :

Ad article 2 du Statut.

Si un pays limitrophe d'un des Etats contractants ferme sa frontière, pour une raison quelconque, au trafic direct des voyageurs ou des marchandises à destination ou en provenance dudit Etat contractant, ce dernier ne sera pas tenu d'accorder le transit des voyageurs ou de marchandises entre le pays susvisé et l'autre Etat contractant, tant que la frontière demeurera fermée, par les voies de communication qui la traversent.

Ad article 10 du Statut.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer que les dispositions de l'article XIII ne portent aucune atteinte aux droits du Gouvernement de Pologne de contrôler et de prohiber le transit des armes, des munitions et de matériel de guerre, conformément à l'article 22, alinéa 4 du Traité de Riga signé le 18 mars 1921 entre la Pologne, d'une part, et les Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et Russie Blanche, d'autre part.

Le présent Protocole fera partie intégrale de la Convention commerciale entre la Pologne et la Hongrie du 26 mars 1925. Il sera ratifié et les ratifications seront échan ées à Varsovie aussitôt que possible. Il entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications et aura la même durée que la Convention commerciale du 26 mars 1925, y compris tous ses actes complémentaires et protocoles ultérieurs.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 27 mars 1930.

(—) ŁAZARSKI. (—) NICKL.
(—) Janusz BUTLER.

In all questions relative to international transit, the High Contracting Parties shall in their mutual relations apply the provisions of the Convention and Statute of Barcelona of April 20, 1921, on Freedom of Transit, with the following modifications and reservations :

Ad Article 2 of the Statute.

Should any country adjacent to either of the Contracting States for any reason whatsoever close its frontier to through passenger or goods traffic to or from the Contracting State aforesaid, the latter shall not be bound to grant the transit of passengers or goods between the above-mentioned country and the other Contracting State by the routes of communication which cross the frontier during such time as the latter remains closed.

Ad Article 10 of the Statute.

The High Contracting Parties jointly declare that the provisions of Article XIII in no way affect the Polish Government's right to verify and prohibit the transit of arms, munitions and war material, in pursuance of Article 22, paragraph 4, of the Treaty of Riga, signed on March 18, 1921, between Poland, of the one part, and the Soviet Republics of Russia, Ukraine and White Russia, of the other part.

The present Protocol shall form an integral part of the Commercial Treaty between Poland and Hungary of March 26, 1925. It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force upon the exchange of ratifications and shall remain valid for the same period as the Commercial Convention of March 26, 1925, including all agreements supplementary thereto and all subsequent protocols.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Budapest in duplicate, March 27, 1930.

(Signed) LAZARSKI. *(Signed)* NICKL.
(Signed) Janusz BUTLER.

N° 1173. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 NOVEMBRE 1924.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX TERRITOIRES DE LA HAUTE COMMISSION DE L'AFRIQUE DU SUD (BASOUTOLAND, PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ET SWAZILAND) DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CI-DESSUS. PRAGUE, LES 10 ET 20 AOUT 1931.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 septembre 1931.

I.

BRITISH LEGATION
No. 87.

PRAGUE, 10*th August*, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with article 14 of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters of November 11th, 1924, the extension of that Convention to the South Africa High Commission Territories, viz., Basutoland, Bechuanaland Protectorate and

[1] Vol. XLVIII, page 425 ; vol. LIX, page 386 ; vol. LXXXIII, page 408 ; vol. CIV, page 503 ; et vol. CVII, page 482, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1173. — CONVENTION [1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATIVE TO LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 11, 1924.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE SOUTH AFRICA HIGH COMMISSION TERRITORIES (VIZ., BASUTOLAND, BECHUANALAND PROTECTORATE AND SWAZILAND) OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE CONVENTION. PRAGUE, AUGUST 10 AND 20, 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 23, 1931.

[2] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 87.

PRAGUE, *le* 10 *août* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté, de vous notifier, conformément à l'article 14 (2) de la Convention du 11 novembre 1924, relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, l'extension de ladite Convention aux territoires de la Haute-Commission de l'Afrique du Sud, à savoir : le Bassoutoland, le Protectorat du Betchouanaland

[1] Vol. XLVIII, page 425 ; Vol. LIX, page 386 ; Vol. LXXXIII, page 408, Vol. CIV, page 503 ; and Vol. CVII, page 482, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Swaziland. The authority in the three territories to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

In Basutoland :	The Registrar of the Resident Commissioner's Court ;
In Bechuanaland Protectorate :	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court) ;
In Swaziland :	The Registrar of the Special Court ;

and the language to be used in communication and translations is in each case English.

2. In accordance with article 14 (2) of the Convention, it is suggested that the extension now notified shall come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 10th September next.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) K. T. GURNEY.

His Excellency
Dr. Eduard Beneš,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

et le Swaziland. L'autorité à laquelle les demandes de signification ou d'administration des preuves devront être adressées sera :

Pour le Bassoutoland :	Le Greffier du Tribunal du Commissaire résident ;
Pour le Protectorat du Betchouanaland :	Le Greffier du Tribunal du Commissaire résident (ou du Tribunal spécial) ;
Pour le Swaziland :	Le Greffier du Tribunal spécial.

Les communications et traductions devront être faites, pour chacun de ces territoires, en langue anglaise.

2. Conformément à l'article 14 (2) de la convention, il est proposé que l'extension signifiée par les présentes entre en vigueur dans le délai d'un mois à partir de la date de la présente note, c'est-à-dire le 10 septembre prochain.

3. En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) K. T. GURNEY.

Son Excellence
M. le Dr. Eduard Beneš,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

MINISTERSTVO ZAHRANICNICH VECI
CESKOSLOVENSKE REPUBLIKY.
N° 101. 928/11-5/31.

PRAHA, *le* 20 *août* 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIPES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre $\frac{\text{N° 87}}{114/14/31}$ en date du 10 août 1931 concernant l'extension de la Convention entre

II.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
No. 101.928/11-5/31.

PRAGUE, *August 20th*, 1931.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter $\frac{\text{No. 87}}{114/14/31}$ dated August 10, 1931, relative to the extension of the Convention

le Royaume-Uni et la Tchécoslovaquie au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 11 novembre 1924, aux territoires de la Sud-Africaine Haute Commission, c'est-à-dire Basoutoland, Bechuanaland-Protectorat et Swaziland.

Le contenu de la susdite lettre est communiqué en même temps au Ministère de Justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) Dr WELLNER.

A Monsieur
M. Kenneth T. Gurney,
chargé d'Affaires de Grande-Bretagne,
à Praha.

between the United Kingdom and Czechoslovakia regarding legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed in London on November 11, 1924, to the South Africa High Commission territories — viz. Basutoland, Bechuanaland Protectorate and Swaziland.

The contents of your letter have been communicated to the Ministry of Justice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. WELLNER.
For the Minister.

To
Kenneth T. Gurney, Esq.,
Chargé d'Affaires of Great Britain,
Prague.

No. 1551. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND BULGARIA RELATING TO THE PROVISIONAL DISSOLUTION OF THE ANGLO-BULGARIAN MIXED ARBITRAL TRIBUNAL. SIGNED AT LONDON, JUNE 17, 1927.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE MAINTENANCE IN FORCE OF THE ABOVE AGREEMENT, IN CONNECTION WITH THE AGREEMENT CONCLUDED AT THE HAGUE BETWEEN THE CREDITOR POWERS FOR REPARATIONS AND THE BULGARIAN GOVERNMENT FOR THE SETTLEMENT OF BULGARIA'S OBLIGATIONS UNDER THE TREATY OF NEUILLY. THE HAGUE, JANUARY 18-19, 1930.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 23 septembre 1931.

[1] Vol. LXVII, page 239 de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N° 1551. — ACCORD [1] ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA BULGARIE CONCERNANT LA DISSOLUTION PROVISOIRE DU TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE ANGLO-BULGARE. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 JUIN 1927.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

ECHANGE DE NOTES RELATIF AU MAINTIEN EN VIGUEUR DE L'ACCORD CI-DESSUS, RELATIVEMENT A L'ACCORD CONCLU A LA HAYE ENTRE LES PUISSANCES CRÉANCIÈRES POUR LES RÉPARATIONS ET LE GOUVERNEMENT BULGARE, POUR LE RÈGLEMENT DES OBLIGATIONS BULGARES DÉCOULANT DU TRAITÉ DE NEUILLY. LA HAYE, LES 18 ET 19 JANVIER 1930.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 23, 1931.

[1] Vol. LXVII, page 239, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

THE HAGUE, 18*th January*, 1930.

SIR,

With reference to the Agreement to be concluded at The Hague between the Creditor Powers for Reparations and the Bulgarian Government for the settlement of Bulgaria's obligations under the Treaty of Neuilly, I have the honour to inform you upon the instructions of my Government that nothing contained in that Agreement shall in any way derogate from or affect the terms of the Agreement which was concluded in London on the 17th June, 1927, between the British and Bulgarian Governments regarding the provisional dissolution and reconstitution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal.

Pray receive, Sir, the assurance of my distinguished consideration.

A. O. BOUROFF,
Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie.

Sir Eric Phipps,
K.C.M.G., C.V.O.

I.

LA HAYE, *le* 18 *janvier* 1930.

MONSIEUR,

Me référant à l'accord qui doit être conclu à La Haye entre les Puissances créancières au titre des réparations et le Gouvernement bulgare, pour régler les obligations qui incombent à la Bulgarie en vertu du Traité de Neuilly, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance qu'aucune disposition de cet accord ne dérogera ou ne portera atteinte en quoi que ce soit aux termes de l'Accord conclu à Londres le 17 juin 1927 entre le Royaume-Uni et la Bulgarie, concernant la dissolution provisoire et la reconstitution du Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare.

Veuillez agréer, etc.

A. O. BOUROFF,
Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie.

Sir Eric Phipps,
K.C.M.G., C.V.O.

II.

BRITISH DELEGATION.
(C. 652/515/7)

THE HAGUE, 19*th, January*, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of January 18th stating that, with reference to the Agreement to be concluded at The Hague between the Creditor Powers for Reparations and the Bulgarian Government for the settlement of Bulgaria's obligations under the Treaty of Neuilly, the Bulgarian Government agree that nothing contained in that Agreement shall in any way derogate from or affect the terms of the Agreement which was concluded in London on the 17th June 1927, between the British and Bulgarian Governments regarding the provisional dissolution and reconstitution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal.

II.

DÉLÉGATION BRITANNIQUE.
(C. 652/515/7)

LA HAYE, *le* 19 *janvier* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 18 janvier dans laquelle vous avez bien voulu déclarer, au sujet de l'accord qui doit être conclu à La Haye entre les Puissances créancières au titre des réparations et le Gouvernement bulgare, pour régler les obligations qui incombent à la Bulgarie en vertu du Traité de Neuilly, que le Gouvernement bulgare convient qu'aucune disposition de cet accord ne dérogera ou ne portera atteinte en quoi que ce soit aux termes de l'accord conclu à Londres le 17 juin 1927, entre le Royaume-Uni et la Bulgarie, concernant la dissolution provisoire et la reconstitution du tribunal arbitral mixte anglo-bulgare.

In reply I have the honour to inform you that I have taken note of your statement, and to state that in the event of any further awards being made by the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal, the amounts payable will be charged upon and paid out of property in the hands of the Administrator of Bulgarian property, in the same way as was the case before the provisional dissolution of that Tribunal, provided of course that the claimants are entitled to participate in the proceeds of liquidation realised by the Administrator of Bulgarian Property under the charge imposed by the Treaty of Peace (Bulgaria) Order 1920.

I have, etc.

Eric PHIPPS.

Son Excellence
Monsieur Bouroff,
Ministre des Affaires étrangères,
de Bulgarie.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai pris acte de votre déclaration, et de déclarer qu'à la suite de toute nouvelle sentence que le tribunal arbitral mixte anglo-bulgare serait appelé à rendre, le recouvrement des sommes adjugées sera poursuivi sur les biens détenus par l'Administrateur des biens bulgares, conformément à la pratique suivie avant la dissolution provisoire de ce tribunal, à la condition, toutefois, que les demandeurs aient le droit de recevoir une part du produit de liquidations effectuées par l'Administrateur des biens bulgares, en vertu de l'obligation imposée par l'Ordonnance de 1920 concernant le Traité de Paix (Bulgarie).

Veuillez agréer, etc.

Eric PHIPPS.

Son Excellence
Monsieur Bouroff,
Ministre des Affaires étrangères
de Bulgarie.

N° 1845. — CONVENTION [1] INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

RATIFICATION

Dépôt :

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... ... 1er septembre 1931

[1] Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; et vol. CVII, page 525, de ce recueil.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION [1] ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

RATIFICATION.

Deposit :

IRISH FREE STATE ... ... September 1st, 1931.

[1] Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; and Vol. CVII, page 525, of this Series.

N° 1858. — ACCORD[1] PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS GÉNÉRALES ENTRE LA FRANCE ET LA PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 11 MAI 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION JUSQU'AU 1er FÉVRIER 1932 DES DISPOSITIONS DES ARTICLES I ET II DE L'ACCORD CI-DESSUS AINSI QUE DU RÉGIME DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LE 1er AOUT 1931.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations le 22 août 1931.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 7104401/15521.

TÉHÉRAN, *le* 1er *août* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous rappeler que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1er février 1931 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet dernier.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une convention de commerce et à une convention d'établissement, le Gouvernement impérial consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1er février 1932, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles I et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité

[1] Vol. LXXXII, page 43 ; et vol. CIV, page 517, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 1858. — PROVISIONAL AGREEMENT[1] REGULATING THE GENERAL RELATIONS BETWEEN FRANCE AND PERSIA. SIGNED AT TEHERAN, MAY 11, 1928.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION UNTIL FEBRUARY 1ST, 1932, OF THE PROVISIONS OF ARTICLES I AND II OF THE ABOVE AGREEMENT AS WELL AS OF THE RÉGIME OF MOST-FAVOURED-NATION TREATMENT AS REGARDS ESTABLISHMENT OF THE NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, AUGUST 1ST, 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, August 22, 1931.

[2] TRADUCTION — TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 7104401/15521.

TEHERAN, *August* 1*st*, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to remind you that the stipulations which our two countries reciprocally granted to each other by an exchange of notes on February 1, 1931, between the Imperial Government and the French Legation remained in force only until July 31 last.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will come into force at an early date and that the negotiations now proceeding relative to a Commercial Convention and a Convention concerning Establishment will shortly be concluded, the Imperial Government agrees, for the meantime and until February 1, 1932, at latest to maintain in force, subject to reciprocity, the stipulations laid down in Articles I and II of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and also the most-favoured-nation régime in regard to establish-

[1] Vol. LXXXII, page 43; and Vol CIV, page 517, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

aux ressortissants français en Perse par une lettre du ministre des Affaires étrangères datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) M. A. FOROUGHI.

Son Excellence Monsieur Maugras,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de France
en Perse.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN PERSE.

TÉHÉRAN, *le* 1er *août* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de rappeler à Votre Altesse que les dispositions dont nos deux pays s'étaient réciproquement accordé le bénéfice par l'échange de lettres effectué le 1er février 1931 entre le Gouvernement impérial et la Légation de France n'étaient valables que jusqu'au 31 juillet dernier.

Comme on peut espérer la prompte mise en vigueur du Traité d'amitié signé entre nous le 10 mai 1929, ainsi que l'aboutissement prochain des négociations en cours relativement à une convention d'établissement et à une convention de commerce, le Gouvernement de la République consent, en attendant et au plus tard jusqu'au 1er février 1932, sous condition de réciprocité, à maintenir en force les dispositions prévues aux articles I et II de l'ancien accord provisoire qui avait été signé le 11 mai 1928, ainsi que le régime de la nation la plus favorisée en matière d'établissement accordé, sous condition de réciprocité, aux ressortissants persans en France par une lettre de M. Wilden datée du même jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) MAUGRAS.

Son Altesse Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères,
Téhéran.

ment granted, subject to reciprocity, to French nationals in Persia by a letter from the Minister for Foreign Affairs of the same date.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) M. A. FOROUGHI.

His Excellency Monsieur Maugras,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of France
in Persia.

II.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN PERSIA.

TEHERAN, *August* 1, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to remind Your Highness that the stipulations which our two countries reciprocally granted to each other by an exchange of notes on February 1st, 1931, between the Imperial Government and the French Legation remained in force only until July 31 last.

As there is reason to hope that the Treaty of Friendship signed between us on May 10, 1929, will come into force at any early date and that the negotiations now proceeding relative to a Convention concerning Establishment and a Commercial Convention will shortly be concluded, the French Government agrees, for the meantime and until February 1, 1932, at latest, to maintain in force, subject to reciprocity, the stipulations laid down in Articles I and II of the former Provisional Agreement signed on May 11, 1928, and also the most-favoured-nation régime in regard to establishment granted, subject to reciprocity, to Persian nationals in France by a letter from M. Wilden of the same date.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) MAUGRAS.

His Highness Monsieur Foroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

N° 2096. — CONVENTION [1] POUR L'EXÉCUTION DES SENTENCES ARBITRALES ÉTRANGÈRES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1927.

RATIFICATION

TCHÉCOSLOVAQUIE ... ...18 septembre 1931.

N° 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX ACTE GÉNÉRAL [2]. GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

ADHÉSIONS

ESTONIE ... ... 3 septembre 1931
à l'ensemble de l'Acte.
Sous les réserves suivantes :

Sont exclus des procédures décrites par l'Acte général, y compris celle de conciliation :

a) Les différends nés de faits antérieurs soit à l'adhésion de l'Estonie soit à l'adhésion d'une autre Partie avec laquelle l'Estonie viendrait à avoir un différend ;

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

GRÈCE ... ... 14 septembre 1931
à l'ensemble de l'Acte.
Sous les réserves suivantes :

« Sont exclus des procédures décrites par l'Acte général sans excepter celle de conciliation visée à son chapitre I :

a) Les différends nés au sujet de faits antérieurs soit à l'adhésion de la Grèce

[1] Vol. XCII, page 301 ; vol. XCVI, page 205 ; vol. C, page 259 ; vol. CIV, page 526 ; et vol. CVII, page 528, de ce recueil.

[2] Vol. XCIII, page 343 ; vol C, page 260 ; et vol. CVII, page 529, de ce recueil.

[3] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2096. — CONVENTION [1] ON THE EXECUTION OF FOREIGN ARBITRAL AWARDS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 26, 1927.

RATIFICATION.

CZECHOSLOVAKIA .... September 18, 1931.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. GENERAL ACT [2]. GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

ACCESSIONS.

ESTONIA ... ... September 3, 1931
to all the provisions of the Act.
Subject to the following conditions :

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

The following disputes are excluded from the procedures described in the General Act, including the procedure of conciliation :

(a) Disputes resulting from facts prior either to the accession of Estonia or to the accession of another Party with whom Estonia might have a dispute ;

(b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States. "

GREECE ... ... September 14, 1931
to all the provisions of the Act.
Subject to the following conditions :

[3] TRADUCTION. — TRANSLATION.

" The following disputes are excluded from the procedures described in the General Act, including the procedure of conciliation referred to in Chapter I :

(a) Disputes resulting from facts prior either to the Accession of Greece or to

[1] Vol. XCII, page 301 ; Vol. XCVI, page 205 ; Vol. C, page 259 ; Vol. CIV, page 526 ; and Vol. CVII, page 528, of this Series.

[2] Vol. XCIII, page 343 ; Vol. C, page 260 ; and Vol. CVII, page 529, of this Series.

[3] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

soit à l'adhésion d'une autre Partie avec laquelle la Grèce viendrait à avoir un différend ;

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats, et, notamment, les différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication. »

ITALIE ... ... 7 septembre 1931

à l'ensemble de l'Acte.

Sous les réserves suivantes :

« I. — Seront exclus des procédures décrites dans ledit acte :

a) Les différends nés au sujet de faits ou de situations antérieurs à la présente adhésion.

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats ;

c) Les différends touchant aux relations entre l'Italie et une tierce Puissance.

II. — Il est entendu que, par application de l'article 29 dudit acte, les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions ; et qu'en particulier les différends qui seraient soumis au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations en vertu d'une des dispositions du Pacte, seront réglés conformément à ces dispositions.

III. — Il est entendu, d'autre part, qu'il n'est pas dérogé par la présente adhésion à l'adhésion de l'Italie au Statut de la Cour permanente de Justice internationale et à la clause de ce Statut concernant la juridiction obligatoire de la Cour. »

ETAT LIBRE D'IRLANDE ... ... 26 septembre 1931.

à l'ensemble de l'Acte.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

the accession of another Party with whom Greece might have a dispute ;

(b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States, and in particular disputes relating to the territorial status of Greece, including disputes relating to its rights of sovereignty over its ports and lines of communication. "

ITALY ... ... September 7, 1931

to all the provisions of the Act.

Subject to the following conditions :

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

" I. — The following disputes shall be excluded from the procedures described in the said Act :

(a) Disputes arising out of facts or situations prior to the present accession ;

(b) Disputes relating to questions which international law leaves to the sole jurisdiction of States ;

(c) Disputes affecting the relations between Italy and any third Power.

II. — It is understood that, in conformity with Article 29 of the said Act, disputes for the solution of which a special procedure is provided by other conventions shall be settled in accordance with the provisions of those conventions ; and that, in particular, disputes which may be submitted to the Council or Assembly of the League of Nations in virtue of one of the provisions of the Covenant shall be settled in accordance with those provisions.

III. — It is further understood that the present accession in no way affects Italy's accession to the Statute of the Permanent Court of International Justice and to the clause in that Statute concerning the compulsory jurisdiction of the Court. "

IRISH FREE STATE ... September 26, 1931

to all the provisions of the Act.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2138. — PROTOCOLE[1] CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

ADHÉSION

IRAK ... ... 8 septembre 1931.

Sous réserve que le Gouvernement de l'Irak ne sera lié par les dispositions du Protocole qu'à l'égard des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré, et que ledit Protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement de l'Irak à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas les dispositions du Protocole.

No. 2138. — PROTOCOL[1] FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

ACCESSION.

IRAQ ... ... September 8, 1931.

On condition that the Iraq Government shall be bound by the provisions of the Protocol only towards those States which have both signed and ratified it or have acceded thereto, and that they shall not be bound by the Protocol towards any State at enmity with them whose armed forces, or the forces of whose allies, do not respect the dispositions of the Protocol.

N° 2148. — ARRANGEMENT[2] RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CARTE DE TRANSIT POUR ÉMIGRANTS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 14 JUIN 1929.

SIGNATURE

La signature de la Grèce qui avait été donnée « ad referendum » est valable à partir du 22 juin 1931.

No. 2148. — AGREEMENT[2] CONCERNING THE PREPARATION OF A TRANSIT CARD FOR EMIGRANTS. SIGNED AT GENEVA, JUNE 14, 1929.

SIGNATURE.

The signature by Greece which was given " ad referendum " is valid as from June 22, 1931.

[1] Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; vol. CIV, page 528 ; et vol. CVII, page 537, de ce recueil.

[2] Vol. XCIV, page 277 ; et vol. C, page 263, de ce recueil.

[1] Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; Vol. CIV, page 528 ; and Vol. CVII, page 537, of this Series.

[2] Vol. XCIV, page 277 ; and Vol. C, page 263, of this Series.

N° 2179. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET PERSAN COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉRAN, LES 25 JUIN, ET 11 ET 24 JUILLET 1928.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. TÉHÉRAN, LE 10 MAI 1931.

Communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 22 août 1931.

I.

REGIA LEGAZIONE D'ITALIA.
N° 384.

TÉHÉRAN, *le* 10 *mai* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation faite par lettres échangées le 10 novembre 1930 du règlement provisoire des relations de l'Italie avec la Perse daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1931.

Le Gouvernement italien, en attendant que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné puissent être conclues, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer pour une durée de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 10 novembre 1931.

Dans le cas où les conventions définitives n'auraient pu entrer en vigueur dans le délai susdit, l'arrangement provisoire sera tacitement

[1] Vol. XCV, page 269, et vol. CIV, page 537, de ce recueil.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2179. — EXCHANGE OF NOTES [1] BETWEEN THE ITALIAN AND PERSIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, JUNE 25, AND JULY 11 AND 24, 1928.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION OF THE ABOVE AGREEMENT. TEHERAN, MAY 10, 1931.

Communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, August 22, 1931.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

ROYAL ITALIAN LEGATION.
No. 384.

TEHERAN, *May* 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that in conformity with the prolongation, arranged by an exchange of notes on November 10, 1930, of the Provisional Settlement of the relations between Italy and Persia, dated June 25, 1928, the stipulations of the said Settlement expire on May 10, 1931.

Pending the conclusion of the convention refered to in the above-mentioned provisional arrangement, the Italian Government, agrees, subject to reciprocity, that the provisional arrangement in question shall continue in force for a period of six months, that is to say till November 10, 1931.

Should the definitive conventions not have come into force within the above-mentioned period the provisional Agreement shall be

[1] Vol. XCV, page 269, and Vol. CIV, page 537, of this Series.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

renouvelé de six en six mois, sauf dénonciation deux mois avant l'échéance.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) DANEO,
Ministre d'Italie.

A Son Altesse
Monsieur Mohamed Ali Khan Foroughi,
Ministre des Affaires étrangères,
Téhéran.

II.

N° 7103501/6029.

TÉHÉRAN, *le* 10 *mai* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à la prorogation faite par lettres échangées le 10 novembre 1930 du règlement provisoire des relations de la Perse avec l'Italie daté du 25 juin 1928, les dispositions dudit règlement expirent le 10 mai 1931.

Le Gouvernement persan, en attendant que les conventions prévues par l'arrangement provisoire susmentionné puissent être conclues, consent, sous condition de réciprocité, à ce que l'arrangement provisoire en question continue à s'appliquer pour une durée de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 10 novembre 1931.

Dans le cas où les conventions définitives n'auraient pu entrer en vigueur dans le délai susdit, l'arrangement provisoire sera tacitement renouvelé de six en six mois, sauf dénonciation deux mois avant l'échéance.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Ministre des Affaires étrangères
(Signé) M. A. FOROUGHI.

Son Excellence G. Daneo,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Italie,
Téhéran.

renewed by tacit agreement for successive periods of six months, unless denounced two months before expiry.

I have the honour to be, etc.

(Signed) DANEO,
Italian Minister.

His Highness
Mohamed Ali Khan Foroughi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

No. 7103501/6029.

TEHERAN, *May* 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that in conformity with the prolongation, arranged by an exchange of notes on November 10, 1930, of the Provisional Settlement of the relations between Persia and Italy dated June 25, 1928, the stipulations of the said Settlement expire on May 10, 1931.

Pending the conclusion of the conventions refered to in the above-mentioned provisional arrangement, the Persian Government agrees, subject to reciprocity, that the provisional arrangement in question shall continue in force for a period of six months, that is to say till November 10, 1931.

Should the definitive conventions not have come into force within the above-mentioned period the provisional Agreement shall be renewed by tacit agreement for successive periods of six months, unless denounced two months before expiry.

I am, etc.

(Signed) M. A. FOROUGHI,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur G. Daneo,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Italy,
Teheran.

N° 8 *a)*. — CONVENTION [1] RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

RATIFICATIONS

BRÉSIL	3 juin 1924.
SUÈDE	30 juin 1925.
DANEMARK	3 juin 1931.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 22 septembre 1931.

ADHÉSIONS

GAMBIE, COLONIE et PROTECTORAT ... PROTECTORAT DE L'OUGANDA ... ... TERRITOIRE DE TANGANYIKA ...	14 avril 1931.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 2 septembre 1931.

UNION SUD - AFRICAINE	19 septembre 1913.
FINLANDE...	27 septembre 1922.
BARBADE ... ... HONDURAS BRITANNIQUE ... ... GRENADE ... ... SAINTE-LUCIE ... ... SAINT VINCENT ... ILES SEYCHELLES ... GUINÉE BRITANNIQUE	15 mars 1923.
ILE DE MAN ... ... JERSEY ... ... GUERNESEY	21 septembre 1923.

[1] Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXV, page 334 ; vol. CIV, page 545 ; et vol. CVII, page 556, de ce recueil.

No. 8 *(a)*. — CONVENTION [1] FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4, 1910.

RATIFICATIONS.

BRAZIL	June 3, 1924.
SWEDEN	June 30, 1925.
DENMARK	June 3, 1931.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 22, 1931.

ACCESSIONS.

GAMBIA (COLONY AND PROTECTORATE) ... ... PROTECTORATE OF UGANDA ... ... TERRITORY OF TANGANYIKA	April, 14, 1931.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 2, 1931.

UNION OF SOUTH AFRICA	September 19, 1913.
FINLAND	September 27, 1922.
BARBADOS. ... ... BRITISH HONDURAS GRENADA . ... ST. LUCIA. ... ... ST. VINCENT ... ... SEYCHELLES ... ... BRITISH GUINEA ...	March 15, 1923.
ISLE OF MAN... ... JERSEY ... ... GUERNESEY	September 21, 1923.

[1] Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 428 ; Vol. XXIV, page 206 ; Vol. XXXV, page 334 ; Vol. CIV, page 545 ; and Vol. CVII, page 556, of this Series.

ILE MAURICE	8 mars 1924.
ILES SOUS LE VENT	8 mars 1924.
CÔTE DE L'OR ...	21 juin 1924.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 22 septembre 1931 [1].

[1] Le Ministre des Affaires étrangères de la République française a communiqué au Secrétariat, le 9 novembre 1931, la liste suivante qui résume et complète toutes les ratifications et adhésions relatives à cette Convention, jusqu'au 5 novembre 1931.

1° *Liste des Pays signataires.*

	Date de dépôt des ratifications
Autriche-Hongrie ...	8 août 1912.
Espagne	8 août 1912.
France...	8 août 1912.
Grande-Bretagne ...	8 août 1912.
Pays-Bas...	8 août 1912.
Russie	8 août 1912.
Allemagne	23 août 1912.
Portugal	9 septembre 1913.
Belgique	30 juillet 1914.
Brésil	3 juin 1924.
Danemark	3 juin 1931.
Italie	28 mai 1924.
Suède	30 juin 1925.

2° *Liste des Pays adhérents.*

Indes Orientales Néerlandaises	5 mars 1913.
Canada	25 avril 1913.
Union Sud-Africaine ..	19 septembre 1913.
Terre-Neuve et Nouvelle-Zélande	1er octobre 1913.
Uruguay	30 juin 1920.
Pologne	12 janvier 1921.
Tchécoslovaquie ...	17 mai 1921.
Bulgarie	15 juin 1921.
Monaco	2 juillet 1921.
Ville Libre de Dantzig	2 juillet 1921.
Bahamas	4 novembre 1921.
Ceylan	4 novembre 1921.
Chypre	4 novembre 1921.
Kenya	4 novembre 1921.
Fidji	4 novembre 1921.
Gibraltar	4 novembre 1921.
Hongkong	4 novembre 1921.
Jamaïque	4 novembre 1921.
Malte	4 novembre 1921.
Nyassaland...	4 novembre 1921.
Rhodésie du Sud ...	4 novembre 1921.
Straits Settlements ...	4 novembre 1921.
Trinité	4 novembre 1921.

MAURITIUS	March 8, 1924.
LEEWARD ISLANDS.	March 8, 1924.
GOLD COAST	June 21, 1924.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 22, 1931. [1]

[1] The Minister for Foreign Affairs of the French Republic has communicated to the Secretariat on November 9, 1931, the following list which resumes and completes all the ratifications and accessions, relating to this Convention until November 5, 1931.

1° *List of the Countries signatories.*

	Date of the deposit of the ratifications
Austria-Hungary ...	August 8, 1912.
Spain	August 8, 1912.
France	August 8, 1912.
Great Britain	August 8, 1912.
The Netherlands ...	August 8, 1912.
Russia	August 8, 1912.
Germany	August 23, 1912.
Portugal	September 9, 1913.
Belgium	July 30, 1914.
Brazil	June 3, 1924.
Denmark	June 3, 1931.
Italy	May 28, 1924.
Sweden	June 30, 1925.

2) *List of Countries having acceded.*

Netherlands East Indies	March 5, 1913.
Canada	April 25 1913.
Union of South Africa	September 19, 1913.
Newfoundland and New Zealand ...	October 1st, 1913.
Uruguay	June 30, 1920.
Poland	January 12, 1921.
Czechoslovakia	May 17, 1921.
Bulgaria	June 15, 1921.
Monaco	July 2, 1921.
Free City of Danzig ...	July 2, 1921.
Bahamas	November 4, 1921.
Ceylon	November 4, 1921.
Cyprus	November 4, 1921.
Kenya	November 4, 1921.
Fiji	November 4, 1921.
Gibraltar	November 4, 1921.
Hong Kong	November 4, 1921.
Jamaica	November 4, 1921.
Malta	November 4, 1921.
Nyasaland	November 4, 1921.
Southern Rhodesia ...	November 4, 1921.
Straits Settlements ...	November 4, 1921.
Trinidad	November 4, 1921.

N° 108 *a)*. — CONVENTION[1] PORTANT LA CRÉATION D'UNE UNION INTERNATIONALE POUR LA PUBLICATION DES TARIFS DOUANIERS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 5 JUILLET 1890.

NOTE DU CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE LA LÉGATION DE CHINE EN BELGIQUE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE RELATIVE A L'ADHÉSION DE LA CHINE A LA CONVENTION CI-DESSUS. BRUXELLES, LE 7 SEPTEMBRE 1931.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 21 septembre 1931.

Suite de la note de la page 420.

Surinam, Curaçao ...	14 novembre 1921.
Norvège	16 décembre 1921.
Siam	28 décembre 1921.
Colonies françaises ...	1er janvier 1922.
Maroc	1er janvier 1922.
Tunisie	1er janvier 1922.
Inde	30 mars 1922.
Finlande	27 septembre 1922.
Barbade	15 mars 1923.
Honduras britannique	
Grenade	
Sainte-Lucie	
Saint-Vincent	
Iles Seychelles	
Guinée britanniques	
Cuba	5 avril 1923.
Ile de Man	21 septembre 1923.
Jersey	
Guernesey	
Ile Maurice	8 mars 1924.
Iles Sous-le-Vent ...	8 mars 1924.
Iles Falkland	30 avril 1924.
Côte de l'Or	21 juin 1924.
Irak	7 mai 1925.
Japon	20 octobre 1925.
Chine	6 novembre 1925.
Luxembourg	22 mai 1928.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	12 avril 1929.
Estonie	15 avril 1930.
Suisse	30 janvier 1926.
Colonie et protectorat de Gambie	14 avril 1931,
Protectorat de l'Ouganda...	
Territoire sous mandat du Tanganyika... ...	

[1] Vol. CVII, page 564, de ce recueil.

No. 108 *(a)*. — CONVENTION[1] FOR THE CREATION OF AN INTERNATIONAL UNION FOR THE PUBLICATION OF CUSTOMS TARIFFS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 5, 1890.

NOTE FROM THE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* OF THE CHINESE LEGATION IN BELGIUM TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF BELGIUM, RELATING TO THE ACCESSION OF CHINA TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, SEPTEMBER 7, 1931.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, September 21, 1931.

Continuation of the note on page 420.

Surinam and Curaçao	November 14, 1921.
Norway	December 16, 1921.
Siam	December 28, 1921.
French Colonies ...	January 1st, 1922
Morocco	January 1st, 1922.
Tunis	January 1st, 1922.
India	March 30, 1922
Finland	September 27, 1922.
Barbades	March 15, 1923.
British Honduras ...	
Grenada	
Ste Lucia	
St. Vincent	
Seychelles	
British Guinea	
Cuba	April 5, 1923.
Isle of Man	September 21st, 1923.
Jersey	
Guernesey	
Mauritius	March 8, 1924.
Leeward Islands ...	March 8, 1924.
Falkland Islands ...	April 30, 1924.
Gold Coast	June 21, 1924.
Iraq	May 7, 1925.
Japan	October 20, 1925.
China	November 6, 1925.
Luxemburg	May 22, 1928.
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	April 12, 1929.
Estonia	April 15, 1930.
Switzerland...	January 30, 1926.
Colony and Protectorate of Gambia ...	April 14, 1931,
Protectorate of Uganda	
Mandated Territory of Tanganyika	

Vol. CVII, page 564, of this Series.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE.

BRUXELLES, le 7 *septembre* 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République a décidé d'adhérer, de nouveau, au Bureau international des Tarifs douaniers.

Je serais, en conséquence, vivement obligé à Votre Excellence de bien vouloir informer de cette décision M. le Président dudit bureau.

J'ajoute, enfin, que mon gouvernement a manifesté le désir que les documents dont le service est fait aux membres adhérents à la Convention du 5 juillet 1890 soient adressés, en langue anglaise, à : « National Tariff Commission », Customs Building, Hankow Road, Shanghai.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de présenter mes remerciements anticipés à Votre Excellence et de lui renouveler les assurances de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires a. i. :
(Signé) L. HOAI.

A Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères,
Bruxelles.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LEGATION
OF THE CHINESE REPUBLIC.

BRUSSELS, *September* 7, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic has decided to resume membership of the Bureau international des Tarifs douaniers (International Bureau of Customs Tariffs).

I should therefore be greatly obliged if Your Excellency would be good enough to bring this decision to the notice of the President of the Bureau in question.

I may add that my Government has instructed me to ask that all documents supplied to Governments parties to the Convention of July 5, 1890, should be forwarded in English to : The National Tariff Commission, Customs Building, Hankow Road, Shanghai.

Thanking you in anticipation, I have the honour to be, etc.

Chargé d'Affaires ad interim :
(Signed) L. HOAI.

To His Excellency
M. Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs,
Brussels.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Sociédé des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.